Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 15616 – 7 F

MARDI 11 AVRIL 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Mitterrand fait le bilan de sa vie dans un livre avec Elie Wiesel

L'ENFANCE, la guerre, le pouvoir, la littérature... François Mitterrand s'entretient sur ces thèmes, et quelques autres, avec Elie Wiesel, dans *Mémoire à deux voix* (Editions Odile Jacob) qui sort en librairie, mardi 11 avril.

L'échange entre le juif croyant et l'agnostique imprégné de catholicisme se tend à propos de René Bousquet, l'ancien secrétaire général à la police du régime de Vichy. Devant l'insistance *« troublée »* de l'écrivain, prix Nobel de la paix, le président de la République maintient qu'il n'a rencontré Bousquet qu'après la fin des démêlés judiciaires de celui-ci, en 1949, qu'il n'a ni *« regret »* ni *« remords »*, et que le procès qui lui est fait l'*« indigne »*.

Le chef de l'Etat s'accorde un satisfecit pour son action politique, sans oublier son amour du mot juste et des moments rares, où se mêlent succès électoraux et... vols d'oies sauvages. Il n'a pas encore confirmé à Bernard Pivot s'il participera, vendredi 15 avril à 20 h 50, à un *Bouillon de culture* exceptionnel, pour y parler notamment des grands travaux conduits sous son septennat.

Lire page 34

Les Français souhaiteraient un « chef » qui « remette de l'ordre » et « commande »

Selon la Sofres, M. Chirac synthétise les attentes des électeurs

A MOINS de deux semaines de l'élection présidentielle, une enquête de la Sofres pour *Le Monde* et Radio-Classique FM montre que, méfiants, voire impitoyables vis-à-vis des responsables politiques, qu'ils tiennent pour corrompus, une majorité de Français (64 %) souhaitent *« un vrai chef qui remette de l'ordre et qui commande »*. Ils attendent une action plus ferme de l'Etat dans la vie économique, pour réduire la durée du travail, préserver la Sécurité sociale, intégrer les immigrés ou accélérer la construction de l'Europe.

Cette demande d'action publique n'entraîne pas une remise en question de l'économie libérale, mais elle dénote un refus de laisser agir sans contrôle les évolutions « naturelles » de l'économie et de la société. 72 % des personnes interrogées souhaitent un meilleur respect des valeurs du travail, de la famille et de la religion, une majorité relative d'entre elles étant cependant favorable à des évolutions « sociétales », telle que l'égalité des droits entre couples homosexuels et hétérosexuels ou la suppression du service militaire.



Le « croisement » de ces réponses avec les intentions de vote montre que Jacques Chirac est aujourd'hui celui qui réussit le mieux la synthèse entre les différentes attentes de l'électorat.

Lire page 6

La chute historique du dollar alarme le Japon

La devise américaine, tombée à 80,15 yens, menace la reprise de l'économie nippone

LE DOLLAR a connu, lundi matin 10 avril, un véritable krach sur le marché des changes asiatique. Il a perdu en une seule séance 5 % de sa valeur face à la devise japonaise et est tombé, malgré des interventions massives de la Banque du Japon, à 80,15 yens, son plus bas niveau historique de l'après-guerre. Face aux devises européennes, le billet vert était mieux orienté. Il s'échangeait à 1,3930 mark et 4,85 francs. A l'ouverture des places européennes, le dollar s'échangeait autour de 82,60 yens.

Le gouvernement nippon s'alarme des conséquences désastreuses de la réévaluation du yen sur l'économie japonaise. La croissance du produit intérieur brut (PIB) du Japon devrait être inférieure cette année à 1 % alors même que les experts de l'OCDE anticipaient encore, au mois de décembre 1994, une progression de 2,5 %. Le ministre des finances, Masayoshi Takemura, a déclaré que le Japon souhaite reconsidérer le système international de taux de changes flottants en vigueur depuis les années 70. Cette demande risque toutefois de rester lettre morte. La plupart des grands pays industralisés sont fermement opposés à la restauration d'un système de changes fixes, incompatible à leurs yeux avec l'ouverture des économies nationales et la libre circulation des marchandises et des capitaux.

La Réserve fédérale américaine ne semble pas disposée à durcir sa politique monétaire alors même que l'activité économique commence à donner des signes de ralentissement outre-Atlantique. Une hausse des taux risquerait dans ces conditions de transformer l'atterrissage en douceur de l'économie américaine en véritable récession. Constatant l'inefficacité de leurs interventions, les autorités monétaires internationales semblent aujourd'hui plutôt décidées à laisser agir les forces de marché en espérant que celles-ci s'inversent d'elles-mêmes, en constatant leurs excès.

Lire page 17

Les fils spirituels du « petit père Combes »

LES LIBRES-PENSEURS ont restauré, samedi soir 8 avril à Paris, la tradition des banquets du « Vendredi-dit-saint » qui, à la fin du siècle dernier, réunissaient la fine fleur de l'anticléricalisme. Ils chérissent encore le souvenir de ce dîner qui, pour commémorer à leur façon la dernière Cène du Christ, avait rassemblé, le 10 avril 1868, Sainte-Beuve, Flaubert, Taine, Renan et le prince Napoléon !

Entre croustade trouvillaise, pièce de bœuf rôtie, pommes Champeaux et tarte Tatin, le tout arrosé de kir et de vins de pays, deux cents laïques purs et durs ont donc vibré et communié, trois heures durant, au lieu-culte de la Mutualité, dans le souvenir du « petit père Combes ». Ils ont dénoncé *« les forces attachées à la réaction et à l'obscurantisme »*, qui menaceraient la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, cette *« œuvre de salubrité publique »* dont ils ont décidé de célébrer ostensiblement le quatre-vingt-dixième anniversaire.

A les entendre, la laïcité est menacée par une hydre cléricale renaissante, à l'école bien sûr, mais aussi sous la forme détestée du *« caritatif »* (abbé Pierre, Mgr Gaillot, Armée du salut, Secours catholique, etc.). Ne s'arrache-t-on pas en librairie une encyclique papale *« malfaisante, totalitaire, réactionnaire, antihumaine »* ? A Evry, cette semaine, n'inaugure-t-on pas une cathédrale *« intégralement financée par les fonds de l'Etat »* ?

Les querelles de clocher avaient été mises en sourdine et, dans ce banquet constitutif d'un « Front laïque et républicain », étaient au coude à coude la Libre pensée, le Centre d'action laïque en Europe, l'Union rationaliste, le réseau Voltaire, des francs-maçons, des militants de la crémation, du Planning familial, des syndicalistes enseignants et ouvriers, des membres du Mouvement des citoyens et de Radical. Et même des diderotiens venus défendre l'héritage de l'encyclopédiste contre l'enseignement des jésuites et des dominicains.

Pêle-mêle, on a donc dénoncé, verre à la main, le détournement des fonds publics en faveur des *« curés »*, le *« ménage à trois »* de Clovis, Clotilde et l'Eglise *« qui fit tant de bâtards »*, Jeanne d'Arc, *« qui, paraît-il, était pucelle et fut condamnée par un tribunal de Cauchon »*. On a commémoré Galilée, réhabilité après trois cent cinquante ans de *« méditation laborieuse »*, Michel Servet et Giordano Bruno, brûlés vifs *(« c'est ce qu'on appelle le buisson ardent »)*. Stigmatisé l'*« Europe vaticane »* et la volonté de *« Lustiger »* (en prononçant le *« r »* final, comme le fait Jean-Marie Le Pen) de renégocier la loi de séparation, *« pour remettre l'Eglise à la tête de l'Etat et en faire le grand commandeur de la cité »*. Ironisé sur la réouverture de la « chapelle » de l'Elysée, fermée en 1905, qui *« ne désemplit pas, quel que soit le locataire »*. Condamné la construction d'*« églises-mairies »*, les commandos anti-avortements ou *« la bigoterie et le jésuitisme qui rognent les droits des femmes »*.

« Resserrons les rangs et les boulons », s'est écrié le dernier orateur avant le vote, à l'heure des alcools et des cafés, d'une motion pour la défense de la République et de la laïcité. Tous ont promis de se retrouver dans la rue, en décembre, pour commémorer la loi de 1905.

Henri Tincq

La cathédrale cylindrique de Mario Botta

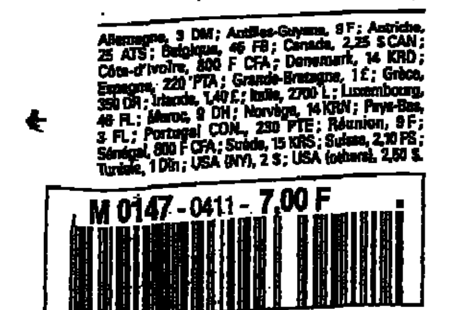


MARIO BOTTA

UNE MESSE inaugurale sera célébrée mardi 11 avril à Evry (Essonne) dans la première cathédrale construite en France depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905. Son ouverture définitive aux fidèles est prévue en 1996. Ce monument imposant est l'oeuvre de l'architecte suisse Mario Botta, qui a réalisé là la première synthèse de l'architecture et du sacré depuis la chapelle de Ronchamp, signée Le Corbusier, en 1955. Fidèle à son inspiration, le Tessinois a conçu un cylindre tronqué, qui est un peu sa marque et que l'on retrouve dans son Musée d'art moderne de San Francisco, ouvert en février. Mais si la cathédrale d'Evry n'a pas la grâce du gothique et le charme fragile du roman, si elle peut rappeler à certains une centrale thermique, elle est aussi une réussite d'intégration dans une ville nouvelle.

Lire page 27

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



La compétition conservatrice

SI L'ON MET DE CÔTÉ l'intermède d'un bref et stérile « effet Delors », à la fin de l'année 1994, la prochaine élection présidentielle a toujours été promise à la droite. Il était prévisible que cette assurance susciterait une compétition dans la majorité actuelle. Le fait nouveau est que cette concurrence, à deux semaines du premier tour de scrutin, ne paraît pas encore tranchée.

Lors des trois campagnes précédentes, en 1974, 1981 et 1988, la situation à droite était claire au même stade de la course : Valéry Giscard d'Estaing avait pris le dessus sur Jacques Chaban-Delmas (la « chabanisation » avait alors fait son entrée dans le vocabulaire politique), conforté sa position de sortant sept ans plus tard face à Jacques Chirac, lequel avait pris la tête devant Raymond Barre en 1988.

Cette année, le même Jacques Chirac est en première position dans les sondages d'intentions de vote, mais il n'a pas « décroché » son concurrent à droite et il subit lui-même un léger effritement. Les courbes des enquêtes ne permettent pas d'exclure que les trois principaux candidats – Edouard Balladur, Jacques Chirac et Lionel Jospin – terminent la semaine dans un mouchoir, à l'intérieur de la marge d'erreur (de deux à trois points) inhérente à ces études. Or, à partir du 16 avril, la publication de sondages sera interdite. Les électeurs pourraient donc se rendre aux urnes dans l'ignorance des rapports de forces globaux en termes d'intentions de vote.

La semaine qui commence s'annonce cependant périlleuse pour le chef du gouvernement. Le programme des grèves et mouvements sociaux, à Air Inter, Aéroport de Paris et dans les organismes de Sécurité sociale doit se corser le 13 avril avec l'ANPE, les banques et les caisses d'épargne, la Poste en Ile-de-France et, pour couronner le tout, la RATP à Paris. Le lendemain, les électriciens et gaziers entreront en lice pour défendre leur mutuelle. Le « bilan » d'Edouard Balladur pourrait prendre vilaine figure aux yeux des usagers des services publics. La situation de son rival, à droite, pourrait en être renforcée d'autant.

Les positions respectives des principaux candidats étant le seul enjeu – au moins apparent – de la campagne, que se passera-t-il quand elles ne seront plus mesurées ou, du moins, quand ces mesures ne pourront plus être divulguées ?

Patrick Jarreau

Lire la suite page 16

■ La paix menacée par les kamikazes palestiniens

Au lendemain de deux attentats-suicides qui ont tué sept Israéliens, dont six soldats, dimanche 9 avril, dans la bande de Gaza, le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) a annoncé d'autres actions plus meurtrières contre les militaires et les colons israéliens. Notre correspondant en Israël, Patrice Claude, raconte l'itinéraire de l'un de ces kamikazes palestiniens, devenus l'arme redoutable des groupes islamistes. p. 2 et 14

■ Pérou : écrasante victoire du président Fujimori

Le président sortant Alberto Fujimori a été réélu dimanche 9 avril, dès le premier tour de l'élection présidentielle, avec plus de 63 % des suffrages. La légitimité de sa victoire a toutefois été contestée par ses adversaires, qui l'accusent d'avoir organisé une fraude massive. p. 3 et 16

■ Seagram investit dans le cinéma

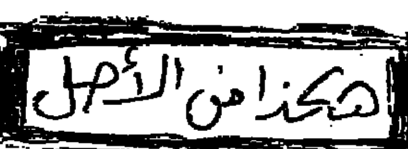
Le groupe canadien de vins et spiritueux vient d'acheter 80 % du studio hollywoodien MCA au japonais Matsushita. Les financiers s'interrogent sur la rentabilité de cet investissement de 33 milliards de francs. p. 20

■ La violence autour des stades britanniques

Avant la demi-finale de la Cup de football disputée dimanche 9 avril à Birmingham, un supporter de Crystal Palace a été mortellement blessé au cours d'une échauffourée avec des partisans de Manchester United. p. 24

■ Les éditoriaux du « Monde »

Plébiscite au Pérou ; Les urnes et la rue. p.16



KAMIKAZES Sept Israéliens, dont six soldats, ont été tués dans deux attentats-suicides commis dimanche 9 avril à Gaza, et qui ont été revendiqués par le Djihad islamique et le Mouvement de la résistance islamique (Hamas). Ce dernier, dans un communiqué publié lundi, a menacé de lancer *« des attaques encore plus meurtrières contre les soldats et les colons israéliens »*, dont il a exigé l'évacuation. ● **L'AUTORITÉ** palestinienne a fait procéder, dès dimanche, à des centaines d'arrestations de sympathisants présumés des deux organisations, malgré un avertissement du Hamas contre toute répression des activistes islamistes. ● **WASHINGTON** a vivement condamné ces attentats, tout en soulignant la nécessité pour M. Arafat de tout faire pour arrêter les coupables, et pour Israël et l'OLP de demeurer attachés au processus de paix.

Le double attentat-suicide de Gaza fragilise le processus de paix

Les deux attaques à la voiture piégée commises par des Palestiniens ont causé, dimanche 9 avril, la mort de sept Israéliens, dont six soldats. Elles ont été revendiquées par le Djihad islamique et le Mouvement de la résistance islamique (Hamas)

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Cela faisait trois nuits que Khaled Mohamad el Khatib, vingt-quatre ans, découchait. Mais, dimanche 9 avril, dans la maison familiale du camp de réfugiés de Nousseirat, ses proches ont cessé de s'interroger. Un des chefs de la cellule locale du Djihad islamique s'est hissé au sommet du minaret qui domine le quartier et a expliqué que Khaled était *« tombé en martyr, choisissant de se tuer pour semer la mort dans les rangs de l'ennemi »*.

A en juger par les débris de la fourgonnette conduite par le kamikaze et la carcasse à demi calcinée de l'autobus israélien visé à Kfar Darom, une colonie juive à la périphérie de la bande autonome de Gaza, la charge de TNT, dissimulée sous des sacs d'avoine, devait dépasser les cinquante kilos. Selon les premiers résultats de l'enquête menée par l'armée israélienne, le véhicule se trouvait dissimulé dans un verger, en bordure de la route principale reliant Kfar Darom au « bloc » des implantations de Goush Katif, plus au sud.

A l'approche de l'autobus 36 de la coopérative de transport Egged assurant la liaison entre Ashkelon et le sud de la bande de Gaza, le conducteur palestinien a lancé sa voiture sur le bitume, doublé le bus, freiné brutalement une vingtaine de mètres devant lui, avant d'entamer une marche arrière et de le heurter.

Dans l'explosion qui a eu lieu, à 12 h 30 précises, cinq soldats âgés de dix-neuf à vingt et un ans – dont une jeune fille – et un civil ont été tués. Quarante-cinq autres passagers, dont douze civils, ont été blessés. Treize personnes ont été grièvement atteintes par des éclats de verre et de métal. Les secours se sont organisés rapidement, six hélicoptères ont entamé leur ronde entre le site de l'attaque et les hôpitaux israéliens, appuyés par une flotte d'ambulances.

Les militaires israéliens qui patrouillent sur cet axe, surveillé aussi par la police palestinienne, n'étaient toutefois pas au bout de leurs surprises. Moins de deux heures après l'attentat, une deuxième attaque-suicide a ébranlé le territoire autonome.

Plus au nord, en plein cœur de la bande de Gaza, au carrefour qui donne accès à la colonie isolée de Netzarim, une autre voiture piégée, pilotée par un kamikaze originaire du camp voisin de Chatti, a pris pour cible une jeep de « bérets verts », les gardes-frontières israéliens. Six ont été blessés. L'un d'eux a rapidement succombé à ses blessures. C'est le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), cette fois, qui, dans un communiqué distribué à une agence de presse internationale, a revendiqué l'opération.

L'IMPUISSANCE DES MILITAIRES

Les deux attaques sont une première à double titre : elles sont à l'origine des pertes israéliennes les plus lourdes dans la bande de Gaza depuis 1967, d'une part. Elles inaugurent aussi la méthode – déjà éprouvée au Liban mais pas encore à Gaza – du double attentat-suicide, à quelques heures d'intervalle. *« Dans chacune des voitures se trouvait un seul Palestinien »*, et il est mort, a constaté le chef d'état-major, le général Amnon Shahak. Une fois encore, et en dépit de l'habituelle fermeté du ton, les militaires israéliens sont forcés d'admettre leur impuissance. *« Les attentats-suicides se poursuivront et nous continuerons de lutter contre le terrorisme »*, a expliqué le général à un groupe de journalistes.

« Il est des jours où il est difficile de se faire l'avocat du processus de paix », a confié l'une des « colombes » du gouvernement travailliste, le ministre du tourisme Uzi Baram, pour qui *« l'Autorité palestinienne ne remplit pas ses engagements en matière de sécurité »*. Israël et l'OLP étaient précisément convenus, ces dernières semaines, de résoudre, avant le 1er juillet, toutes les divergences sur la question du redéploiement de l'armée et sur celle des élections du Conseil de l'autonomie.

Le premier ministre, Itzhak Rabin, en charge du portefeuille de la défense, a jugé bon de réunir dans son bureau le « gratin » de la hiérarchie militaire israélienne, ainsi qu'une armada d'experts en matière de lutte antiterroriste, tous plus conscients les uns que les autres de l'impossibilité d'empêcher les attentats-suicides.

La réunion nocturne de deux heures a pris fin sans qu'aucun communiqué ait été publié. Un haut fonctionnaire de la présidence du conseil a cependant confié, sans plus de détails, que *« M. Rabin envisage d'adopter une nouvelle stratégie pour calmer les esprits »*.

Un responsable militaire, lui aussi anonyme mais plus loquace, a estimé que le chef du gouvernement était en droit d'exiger de Yasser Arafat qu'il *« nettoie »* la bande de Gaza des foyers de terrorisme intégriste, qu'il décrète *« hors-la-loi »* les organisations islamiques du Hamas et du Djihad, et les désarme *« dans les plus brefs délais »*.

MOROSITÉ

Le nouveau ministre des cultes, Shimon Shetrit, un « faucon » travailliste, a estimé que ces exigences étaient du domaine du possible, puisque *« cet homme* [Arafat] *qui, toute sa vie, a usé de sa force, a tué des milliers de personnes et contrôle aujourd'hui parfaitement la situation à Gaza, pourrait, s'il le voulait, déjouer les attaques contre les Israéliens »*.

Dans ce contexte plutôt tendu, Ahmad Tibi, un médecin arabe israélien qui se présente comme un proche conseiller de Yasser Arafat, a fait état, dimanche, de *« onze tentatives d'attentats-suicides dont trois dans les grandes villes d'Israël, qui ont été récemment déjouées par la police et les services de sécurité palestiniens »*. *« Les Israéliens connaissent toutes ces données »*, a-t-il ajouté.

L'attitude de M. Rabin aura néanmoins frappé ceux qui, en Israël, observent ses faits et gestes : sa morosité n'a pas, comme pour les attentats perpétrés en territoire israélien, cédé le pas à la colère. N'a-t-il pas récemment laissé entendre qu'il se considérait comme *« responsable de la sécurité de 98 % de la population israélienne ? »*

Le premier ministre israélien n'a pas non plus annoncé de mesures draconiennes pour renforcer la sécurité des colons, se contentant d'assurer qu'il maintenait le bouclage des territoires, *« qui a contraint les terroristes à commettre leurs méfaits dans la bande de Gaza au lieu de frapper en Israël, ce qui aurait eu un effet bien pire »*.

M. Rabin n'a pas non plus évoqué une éventuelle suspension des pourparlers de paix avec l'OLP. *« Nous n'arrêterons pas les négociations de paix, mais nous exigerons de l'Autorité palestinienne qu'elle prouve à Gaza sa capacité à lutter contre le terrorisme »*, a-t-il dit sur les lieux de la première explosion, après avoir poliment décliné une invitation des colons à se rendre à Kfar Darom.

Cette implantation, de même que celle de Netzarim, est au centre, depuis vendredi, d'une polémique, attisée par le ministre de l'environnement, Yossi Sarid, un des chefs de file du parti de gauche Meretz, favorable au démantèlement rapide de cet *« îlot dans une mer de camps palestiniens »*. Quant à l'opposition de droite, elle a réclamé haut et fort un débat d'urgence à la Knesset, en dépit des vacances parlementaires de la Pâque juive. – *(Intérim.)*

La bande de Gaza

Colonies israéliennes
Camps de réfugiés
Principales zones d'habitation palestinienne

Sept attentats en onze mois

Les deux attentats à la voiture piégée commis, dimanche 9 avril, dans la bande de Gaza, au cours desquels sept Israéliens, ont trouvé la mort, s'inscrivent dans une série d'actions perpétrées contre les Israéliens depuis l'entrée en vigueur de l'autonomie dans la bande de Gaza et à Jéricho en Cisjordanie, en mai 1994.

● **20 mai 1994 :** deux militaires israéliens sont tués par des islamistes palestiniens du Djihad islamique, au point de passage d'Erez, entre la bande de Gaza et l'Etat juif.

● **26 août :** deux Israéliens sont tués à coups de couteau par des activistes du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), dans un chantier de Ramlah, près de Tel Aviv.

● **9 octobre :** deux Palestiniens du Hamas ouvrent le feu à l'arme automatique et lancent des grenades en plein cœur de Jérusalem-ouest. Une Israélienne et un Palestinien sont tués et 13 Israéliens sont blessés. Les deux auteurs de la fusillade sont tués.

● **19 octobre :** un militant intégriste fait exploser une bombe à bord d'un autobus à Tel Aviv : 23 personnes sont tuées dont le kamikaze palestinien, et 47 autres sont blessées. Le Hamas revendique l'attentat.

● **22 janvier 1995 :** un double attentat à l'explosif fait 21 morts dont 20 soldats, et 65 blessés, près de Netanya, au nord de Tel Aviv. L'attentat est perpétré par deux kamikazes palestiniens de Gaza, membres du Djihad islamique. – *(AFP.)*

Yasser Arafat a présenté ses condoléances à Itzhak Rabin

LE PRÉSIDENT de l'Autorité palestinienne a présenté par téléphone ses condoléances au premier ministre israélien Itzhak Rabin. Selon la présidence du conseil israélien, Yasser Arafat s'est dit *« bouleversé »*. *« Nous devons agir ensemble afin d'empêcher les terroristes d'agir car ils sont non seulement des ennemis d'Israël, mais aussi de l'Autorité palestinienne »*, lui a répondu M. Rabin.

Selon des habitants de Gaza, la police palestinienne a procédé, dimanche, à l'arrestation d'une centaine de militants présumés du Hamas et du Djihad islamique. *« Toute personne soupçonnée d'être impliquée* (dans les attentats) *sera interpellée »*, a déclaré Taïeb Abdel Rahim, secrétaire général de l'Autorité palestinienne, à l'issue d'une réunion urgente de responsables des services de sécurité de l'OLP. Dans un communiqué, le Hamas a annoncé, lundi, de prochaines attaques anti-israéliennes *« encore plus meurtrières, contre les soldats et les colons israéliens »*, à qui il *« conseille de partir avec leurs valises et les enfants »*.

Le président américain Bill Clinton a condamné les attentats et souligné la nécessité de déployer *« tous les efforts possibles »* pour parvenir à *« une paix juste, globale et durable »* pour tous les peuples du Proche-Orient. De son côté, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a demandé à M. Arafat d'*« agir immédiatement »* pour retrouver et juger les coupables. Pour M. Christopher, qui a eu des entretiens téléphoniques avec M. Arafat et M. Rabin, *« ces attaques visent Israël et les Israéliens, mais sont aussi des tentatives de sabotage du processus de paix et de la sécurité dans toute la région »*.

Dans des appels téléphoniques à son homologue israélien, Ezer Weizman, et à M. Rabin, le président égyptien Hosni Moubarak a exprimé sa sympathie aux familles des victimes et souligné la nécessité d'une coopération entre Palestiniens et Israéliens *« pour sauvegarder la paix et la stabilité »*. – *(AFP, Reuter.)*

Gadel Haq Ali Gadel Haq, grand imam de la mosquée d'El Azhar

« Prendre le pouvoir par les armes est contraire à l'islam »

LE CAIRE
de nos envoyés spéciaux

Gadel Haq Ali Gadel Haq est le grand imam de la mosquée d'El Azhar depuis 1982, après avoir été grand mufti de la République égyptienne pendant quatre ans. En sa qualité de grand imam, cheikh Gadel Haq préside le centre de recherches islamiques d'El Azhar, sorte de grand conseil de cinquante oulémas (docteurs de la loi) de différentes nationalités, qui est l'autorité religieuse suprême en Egypte, mais aussi la référence de fait d'un grand nombre de musulmans sunnites.

Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, au Caire, cheikh Gadel Haq a condamné la violence comme étant contraire aux principes de l'islam.

« Vous avez récemment condamné les actes de violence commis en Egypte par des groupes aux appellations diverses, telle la Djamaa islamiya ou le Djihad islamique.

– Ces groupes ne se fondent pas sur la religion. Si l'objectif de tel ou tel d'entre eux est de parvenir au pouvoir, cela doit se faire par les voix légales, c'est-à-dire par le retour au peuple et à des élections qui permettraient une concurrence entre des partis. Prendre le pouvoir par les armes est contraire à l'islam, lequel qualifie d'agresseurs ceux qui prônent une telle voie.

» Il est du devoir de l'Etat et des musulmans eux-mêmes de résister à cette agression dirigée contre le peuple. L'islam interdit tout renversement par la force d'un régime ou d'un gouvernement. Cela doit se faire par les moyens pacifiques.

Approuvez-vous l'islam politique, c'est-à-dire comme bannière ou comme slogan pour parvenir au pouvoir ?

– L'islam politique n'existe pas. L'islam régit les affaires de la religion et celles du monde. Il dispose qu'il faut qu'il existe un chef, quelle que soit l'appellation qu'on lui donne, roi, président de la République, émir, etc. Il faut un seul chef, parce qu'une pluralité entraînerait le chaos. Une embarcation commandée par plusieurs finit par couler.

» De la même manière que l'islam régit la relation à Dieu, il organise les liens de la famille, qui est au fondement de la société, comme il organise cette dernière. Voilà ce que dit l'islam, qui récuse la prise de pouvoir de manière illégale par la force des armes, par la guerre. L'expression « islam politique » lancée par certains écrivains n'a aucun fondement.

Les problèmes des musulmans dans le monde se multiplient. Qu'il s'agisse de la Bosnie, des nouvelles Républiques d'Asie centrale, ou des minorités musulmanes dans les pays occidentaux. Partagez-vous l'opinion selon laquelle le conflit Est-Ouest a cédé la place à un autre, entre l'Occident et l'Islam ?

– Regardons les choses telles qu'on les voit. Qui donc aujourd'hui est l'agresseur et qui est l'agressé ? Il est évident que les agressés sont les musulmans et les minorités musulmanes, notamment celles qui sont isolées en Occident. Si donc les Musulmans en Bosnie-Herzégovine, en Tchétchénie, si les minorités sont les victimes, quelles sont les raisons qui justifient cette agression ? S'agit-il d'une hostilité religieuse ? Si tel était le cas, nous serions revenus à l'ère des croisades. Or il ne doit pas en être ainsi, car les religions visent à corriger les hommes et non pas à les pervertir.

» Commettre une agression au nom de la religion est une faute qui doit être combattue. La confraternité religieuse entre l'islam, le christianisme et même le judaïsme doit mener à la conciliation. Il ne faut pas que l'une ou l'autre [de ces religions] ou leurs adeptes dominent les autres. Les religions émanent de Dieu et excluent toute domination. Ce sont leurs adeptes qui la prônent.

En tant que l'un des piliers du dialogue islamo-chrétien, que pouvez-vous faire pour une meilleure compréhension entre l'Occident et le monde musulman ?

– Il faut que cessent la domination et l'agression politiques et militaires dirigées contre les minorités musulmanes et les peuples musulmans. Il faut que cessent aussi les tentatives de dresser les musulmans les uns contre les autres, si nous voulons que les hommes vivent dans un esprit de fraternité, se corrigent eux-mêmes et réforment leur pays et leur terre. Le Coran commande le bon voisinage. Les musulmans dans leur ensemble sont fidèles à ces principes.

» Dans les pays de l'Orient musulman, les musulmans coexistent avec les chrétiens. Les inimitiés qui sont constamment suscitées par l'Occident n'existent pas. Je conseille aux Occidentaux de prendre les principes de l'islam pour base de nos relations. Les musulmans n'ont été agressifs qu'entre eux. Ils se font la guerre comme c'est le cas aujourd'hui dans certains pays musulmans. Ces conflits peuvent avoir des causes internes, ou être suscités par ceux qui les pourvoient en armes. Tout cela doit s'arrêter pour que les hommes vivent en paix.

» L'attitude de l'Occident envers les minorités musulmanes est indiscutablement agressive. Pourquoi, en Bosnie-Herzégovine, depuis près de trois ans, les Serbes peuvent-ils se procurer des armes et recevoir des renforts de la Grande Serbie, alors que les armes sont interdites aux Musulmans ? Pourquoi est-il interdit que les musulmans d'autres pays aillent les aider ? Pourquoi le Conseil de sécurité de l'ONU a-t-il pris cette décision ? C'est une question qui attend une réponse. Pourquoi Israël, avec toute sa puissance de feu, peut-il frapper les Libanais ? Pourquoi accepte-t-on cela et que font les Nations unies, qui ont été créées pour défendre la paix ?

La mosquée d'El Azhar a joué un rôle fondamental en Islam. Qu'en est-il aujourd'hui, alors que se multiplient ceux qui, au nom de l'islam, commettent des actes ou prononcent des *fatwas* (décrets religieux) qui semblent n'avoir aucun lien avec la religion ?

– Les oulémas d'El Azhar se trouvent dans la plupart des pays musulmans, où ils enseignent et guident les gens. Selon le texte du Coran, les oulémas sont les seuls habilités à prononcer des *fatwas* et le jugement de l'islam. Les autorités concernées doivent s'opposer à quiconque prétend parler au nom de la religion sans être habilité à le faire.

» Tout peuple musulman a sa référence (religieuse), qui pourrait être officielle ou choisie par lui-même, qui est reconnue comme telle, et qui est habilitée à se prononcer sur les problèmes de la vie. Les différences de vues sont possibles, mais il n'y a pas de mal à cela, dès lors qu'il s'agit d'*ijtihad* (interprétation) et non d'un texte du Coran lui-même. Lorsqu'un croyant a confiance en un ouléma, c'est l'avis de ce dernier qu'il doit suivre.

On assiste aujourd'hui à un retour des hommes vers la religion. Comment cela se traduit-il au sein d'El Azhar ?

– Il est vrai que les peuples qui ont une relation étroite avec la religion opèrent un retour vers elle. C'est une bonne chose, car ce sera un retour à une morale, à la bonne conduite et à la tolérance. Les peuples, dans leur diversité et la prolifération des moyens matériels dont ils disposent, ont découvert que la matière n'était pas toute chose et que le corps est à la fois une matière et une âme. »

Propos recueillis par Alexandre Buccianti et Mouna Naïm

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le FFS constate l'échec de sa rencontre avec le président algérien

LE FRONT DES FORCES SOCIALISTES (FFS), l'un des principaux partis de l'opposition, a dressé, dimanche 9 avril, un constat d'échec après sa rencontre, la veille, avec le président Liamine Zeroual et réaffirmé son hostilité à l'organisation d'une élection présidentielle. Le FFS, cosignataire, fin janvier, à Rome, avec sept autres formations politiques, de « la plate-forme de contrat national », a de nouveau plaidé pour que l'ex-Front islamique du salut (FIS) soit associé au dialogue avec les autorités, comme l'avait déjà dit le Front de libération nationale (FLN), reçu, le 2 avril, à la présidence.

« Nous avons le sentiment qu'aucune négociation n'est possible, compte tenu de ce qui nous a été dit par le président de l'Etat », a déclaré, Mohamed Bouhadef, secrétaire général par intérim du FFS. M. Zeroual, a-t-il expliqué, a répété que les autorités rejetaient *« globalement et dans le détail* [...] *le contrat national »*. Ce dernier proposait l'ouverture de négociations sous condition avec le pouvoir et s'opposait à l'organisation d'une élection présidentielle dans les conditions actuelles.

Le FFS a remis un mémorandum à la présidence, qui prévoit une transition dont la gestion serait assurée par une *« Conférence nationale, dotée de pouvoirs réels et par un gouvernement de transition »*. La prise de position du FFS porte un coup à la démarche du président Zeroual, qui tente de rallier les partis de l'opposition à l'organisation d'un scrutin présidentiel, qui serait suivi par des élections législatives et municipales.

DÉSACCORD AVEC LES BANQUES

D'autre part, en marge d'un forum de onze pays méditerranéens, qui s'est réuni, dimanche, à Sainte-Maxime, dans le sud de la France, Mohamed Salah Dembri, ministre des affaires étrangères, a cependant réaffirmé la volonté de son gouvernement d'organiser l'élection présidentielle avant la fin de cette année. De son côté, M. Alain Juppé a déclaré avoir évoqué avec son homologue algérien *« la sécurité* [en Algérie], *la préparation des élections et l'amorce de dialogue* [entre l'opposition et les autorités] *qui va vers ce que nous souhaitons depuis des mois »*.

Selon le quotidien saoudien *El Hayat*, Madani Merzak, le chef de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée de l'ex-FIS, a lancé un nouvel appel au président Zeroual et au *« courant patriotique algérien »* pour *« agir afin de sauver ce qui peut être sauvé »*. Si cet appel reste sans réponse, souligne-t-il dans une lettre ouverte, *« nous sommes déterminés à continuer jusqu'au bout le combat contre les héritiers et les partisans de la France »*. L'Algérie, qui, au cours des prochaines semaines, devrait signer un nouvel accord avec le Fonds monétaire international (FMI), n'a en revanche toujours pas trouvé de compromis avec les banques étrangères pour le rééchelonnement de la dette non garantie (24 milliards de francs). De menues divergences subsistent qui ont empêché, alors que tout paraissait réglé, les Algériens et les représentants des banques internationales de parvenir, samedi 8 avril, à un accord après une semaine de négociations à Paris.

L'ébauche de compromis prévoit le remboursement de la totalité de la dette. Celle qui avait déjà été « reprofilée » (1,5 milliard de dollars) ne fera pas l'objet d'une émission obligataire. Les remboursements reprendront à compter de 1998, les dernières échéances tombant en 2009 ou en 2010. C'est dire que jusqu'en 1998 l'Algérie ne pourra pas obtenir de prêts des banquiers étrangers.

L'Algérie aurait perdu 100 milliards de dinars (2,2 milliards de dollars) en raison de la vague de violences et des actes de sabotage perpétrés par les islamistes depuis 1992, a précisé le ministre de l'intérieur, Abderrahmane Méziane Chérif. – *(AFP)*

Alberto Fujimori triomphe dès le premier tour de l'élection présidentielle péruvienne

L'ampleur de sa victoire prive d'arguments une opposition qui dénonçait une « fraude électorale massive »

Selon les dernières projections, réalisées après les élections présidentielle et législatives qui se sont déroulées dimanche 9 avril au Pérou, le président sortant Alberto Fujimori a obtenu environ 64,3 % des suffrages exprimés, soit deux points de plus qu'en 1990. Son principal concurrent, Javier Perez de Cuellar, n'a pu séduire qu'un tout petit quart de l'électorat, alors que les autres candidats ne sont pas parvenus à dépasser les 5 %. M. Fujimori paraît, en outre, assuré d'obtenir une majorité stable au Congrès.

LIMA
de notre envoyée spéciale

« El Chino hasta 2000 » (« le Chinois jusqu'à l'an 2000 »). Dès l'annonce des premiers sondages effectués à la sortie des urnes, dimanche 9 avril, des dizaines de Péruviens se sont rassemblés à Monterrico, à l'est de Lima, devant la résidence privée du président sortant Alberto Fujimori, qu'il fréquente pourtant rarement : il craint encore, entre autres attentats, ceux des maoïstes non repentis du Sentier lumineux. Le « fils de l'Empire du Soleil Levant » (les Péruviens mettent Japonais et Chinois à la même enseigne) est sorti rayonnant de sa demeure, dire sa *« satisfaction »* et sa *« reconnaissance »* à ceux qui, dans les bidonvilles, les zones sous contrôle militaire (l'état d'urgence est imposé sur plus d'un quart du pays), les villes et les campagnes l'ont massivement plébiscité pour un nouveau mandat de cinq ans. L'ampleur de cette victoire, que nul n'avait prévue dans ces proportions, désarme l'opposition, qui avait demandé la suspension du processus électoral, dénonçant une *« fraude massive au profit de M. Fujimori »*.

Après avoir présidé aux destinées de l'ONU en tant que secrétaire général jusqu'en 1991, Javier Perez de Cuellar avait pourtant espéré, à soixante-quinze ans, *« réunir un consensus autour de l'idée d'une démocratie pleine et entière »* contre *« l'autoritarisme de M. Fujimori »*. On a reproché à son Union pour le Pérou son côté *« trop hétéroclite pour être crédible »*, d'anciens gauchistes y côtoyant des généraux d'extrême droite à la retraite. Révolté par la misère qui affecte la moitié des vingt-quatre millions de ses concitoyens, le diplomate n'a pas trouvé les mots pour les enthousiasmer.

Ennemi juré de la « partitocratie », M. Fujimori a eu un autre sujet de *« satisfaction »* : les candidats de l'APRA (social-démocrate, au pouvoir de 1985 à 1990), de l'Action populaire (centre droit, à la présidence de 1980 à 1985) et de la Gauche unie n'ont pas franchi la barre des 5 %. Pour retrouver leur statut officiel de parti, ces formations devront réunir 100 000 signatures. Rarement, dans l'histoire contemporaine du Pérou, une élection aura été autant contestée. Mais les accusations de tentative de fraude, dans un climat de grande confusion, n'ont pu être sérieusement étayées qu'à la veille du scrutin. M. Perez de Cuellar et huit autres candidats à la présidence ont demandé en vain dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 avril au Jury national électoral (JNE, instance chargée d'organiser le scrutin) de différer la consultation. De son côté l'Organisation des Etats américains, dont le secrétaire général, le Colombien Cesar Gaviria, est arrivé vendredi à Lima pour superviser les travaux des cent trente observateurs, a estimé que les autorités devaient enquêter de manière *« plus approfondie »*.



ALBERTO FUJIMORI

Tout avait commencé jeudi par un *« coup de téléphone anonyme »* aux forces de l'ordre de Huanuco, une ville andine située à 450 kilomètres au nord-est de Lima. Dans une entreprise, la police a surpris un groupe de personnes occupées à remplir 3 024 bordereaux électoraux – volés ou achetés, selon les versions, à la délégation locale du tribunal électoral. Si elle n'avait pas été détectée, la fraude, à raison de 200 votes par bordereau, aurait pu affecter plus de 600 000 suffrages, soit 5 % de l'électorat péruvien. Douze personnes ont été arrêtées dont trois employés du JNE. Le président du Jury électoral Ricardo Nugent a révélé que, d'après les calculs effectués sur les bordereaux déjà remplis, la fraude aurait surtout privilégié le président Fujimori et ses candidats locaux aux élections législatives. Les autres partis auraient été toutefois crédités de suffisamment de voix pour que la manœuvre passe inaperçue.

Cette tentative de fraude, a estimé le président du JNE, est un *« acte isolé qui ne ternit pas le processus électoral »*. *« D'après les résultats de l'enquête préliminaire, aucun indice ne permet de rendre un quelconque parti responsable »* de ces délits, a-t-il ajouté. Les porte-parole du gouvernement sont allés dans le même sens, évoquant l'action d'une simple *« bande de délinquants »*. Perez de Cuellar a accusé M. Fujimori d'être *« l'organisateur »* de ces manœuvres frauduleuses et il soupçonne qu'elles se sont répétées dans d'autres villes de ce pays aux traditions démocratiques si peu ancrées. Tous les candidats à la présidence ont cependant choisi de rester en lice.

Dans l'entourage de M. Perez de Cuellar d'aucuns n'hésitent pas à affirmer qu'un groupe d'officiers opposés à M. Fujimori *« a largement contribué »* à ce que la tentative de Huanuco soit déjouée. D'autres spécialistes respectés, comme Enrique Obando, du Centre péruvien d'études internationales de Lima, confirment le *« malaise grandissant au sein des forces armées depuis le conflit frontalier avec l'Equateur »*. L'humiliation est immense de n'avoir pu reprendre à l'adversaire les quelques kilomètres carrés de jungle considérés comme *« territoire national péruvien »*, faute de disposer d'un armement adapté et moderne. Or M. Fujimori s'est refusé à promettre aux militaires, dont beaucoup rêvent d'une sanglante revanche, des crédits supplémentaires. Sa priorité, a-t-il réaffirmé dimanche soir, est la lutte pour le développement. M. Fujimori veut faire de son pays un *« Tigre d'Amérique latine »*. Réussira-t-il le miracle de faire signer un accord de paix à un Sentier lumineux bien affaibli, mais toujours capable de semer la terreur dans certains endroits du pays ?

Martine Jacot

Un « empereur » froid et solitaire

LIMA
de notre correspondante

« Moi, je fais du concret ! » Le président Fujimori se définit en peu de mots. Seuls son petit carnet de notes et son ordinateur tiennent compagnie à ce mathématicien froid et solitaire. Il n'a que deux conseillers proches : son jeune frère Santiago, économiste, et l'ex-capitaine Vladimirio Montesinos, destitué de l'armée pour espionnage en 1976. Au pouvoir depuis le 28 juillet 1990, il a écarté successivement de son entourage ses deux coéquipiers à la vice-présidence et ses ministres les plus en vue avant de décapiter, avec le coup de force institutionnel du 5 avril 1992, le Parlement, le pouvoir judiciaire et le tribunal constitutionnel. Il s'en est pris ensuite au ministère des affaires étrangères puis à la Dincote, la section de la police chargée de la lutte antiterroriste qui a emprisonné l'ennemi numéro 1 du pays, Abimaël Guzman, le fondateur du Sentier lumineux.

Il y a huit mois, il s'est séparé de Doña Susana Higuchi, son épouse depuis vingt ans. Les éclats publiques de cette « répudiation » ont fait le bonheur de la presse. En août dernier, le président Fujimori a délaissé la résidence du palais de Pizarro. Depuis, il vit avec Kenjy et Sacha, ses deux plus jeunes enfants de quatorze et quinze ans, soit dans les installations du « pentagonito » (siège de l'armée de terre), soit dans celle du SIN (service de renseignement de l'armée de terre). Le palais du gouvernement n'est plus qu'un lieu de rendez-vous pour les relations protocolaires. Le chef de l'Etat n'est de toute manière pas un amateur de conseils de ministres.

Celui qui est souvent surnommé « l'empereur » est avant tout un homme de terrain, et ne se prive d'aucune inauguration aussi minime soit l'ouvrage construit, ici un dispensaire, là une école. Un membre de l'opposition ironise : *« Il n'hésite pas à s'attribuer les buts qu'ont marqués ses collaborateurs ou ses prédécesseurs. »* Doña Susana va plus loin : *« Fuji a changé du tout au tout. C'était un homme tendre, attentionné. Lorsque mon époux s'est lancé dans la politique, il est devenu agressif, autoritaire, arrogant. Son caractère a empiré après « l'auto-putsch ». Il est devenu alors intraitable. »*

Nicole Bonnet

Les « zapatistes » et le gouvernement mexicain reprennent le dialogue

MEXICO
de notre correspondant

Sous la protection d'un « cordon de sécurité » composé de plusieurs centaines de civils sélectionnés par la commission des droits de l'homme du diocèse de San Cristobal de Las Casas, huit dirigeants rebelles « zapatistes », tous indigènes, ont retrouvé, dimanche 9 avril, trois représentants du gouvernement mexicain pour tenter de fixer les conditions de la reprise du dialogue, interrompu par l'offensive militaire du 9 février dans l'Etat du Chiapas.

Les profondes divergences entre les deux parties ont prolongé la rencontre qui se déroule dans le petit village de San Miguel, en plein cœur du Chiapas, et qui aurait dû s'achever dans le courant de l'après-midi du dimanche. Le principal obstacle porterait sur le choix du lieu où devrait se poursuivre la négociation pour mettre fin au conflit déclenché, le 1er janvier 1994, par le soulèvement « zapatiste » dans cet Etat frontalier avec le Guatemala. Les insurgés exigent de profondes réformes économiques, politiques et sociales pour mettre fin à la *« dictature »* exercée depuis 1929 par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

Dans un communiqué publié le 29 mars, le principal dirigeant de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), le « sous-commandant » Marcos, avait proposé de reprendre les négociations dans la capitale, Mexico. Les rebelles estiment, en effet, que la présence massive de l'armée dans le Chiapas constitue un obstacle majeur à leurs déplacements dans la région. Quelques jours plus tard, au terme d'une intense négociation épistolaire, « Marcos » décidait de donner *« un signal sans équivoque »* de sa volonté de dialogue en acceptant d'organiser *« une première rencontre »* au Chiapas.

Les autorités, qui avaient déjà accepté de retirer l'armée des villages repris, sans combat, aux rebelles en février, ont réagi par une mise en garde contre la tentation de l'EZLN de *« recourir à des manœuvres pour gagner du temps et retarder indûment la signature d'un accord »*.

Le gouvernement est convaincu que les « zapatistes » veulent déplacer les négociations à Mexico pour sortir de leur isolement en mobilisant leurs sympathisants dans la capitale avec un impact plus fort qu'au Chiapas où leur base sociale est essentiellement composée de paysans indiens. Les autorités craignent également que l'EZLN, qui a fait preuve jusqu'ici d'une grande habileté dans ses relations avec la presse, ne réussisse à reprendre l'initiative. Le gouvernement soupçonne, enfin, les rebelles de chercher uniquement à obtenir la prorogation de la suspension des mandats d'arrêt décrétés le 9 février contre leurs principaux dirigeants.

Bertrand de la Grange

Trêve précaire au Soudan

Un cessez-le-feu est plus ou moins respecté dans le sud du pays tandis que la junte militaire et islamiste de Khartoum tente de faire meilleure figure sans renoncer à ses principes

Le gouvernement et les rebelles du Sud s'accusent mutuellement de ne pas respecter le cessez-le-feu de deux mois, négocié, le 26 mars, à Khartoum, par l'ancien président américain Jimmy Carter. Si la trêve devait être plus ou moins respectée, cela serait dû surtout à la saison des pluies qui gêne les mouvements de troupes. Les forces gouvernementales ont remporté des succès récemment et affirment contrôler désormais plus de 90 % du territoire, mais une reprise des combats à grande échelle est à craindre, d'autant que le principal chef sudiste, John Garang, vient de faire savoir que la rébellion, divisée depuis des années, est en voie de « réunification ». A Khartoum, la junte militaire et islamiste au pouvoir tente de se donner un visage plus avenant, en organisant notamment des élections, dont les partis sont cependant exclus.

KHARTOUM
de notre envoyée spéciale

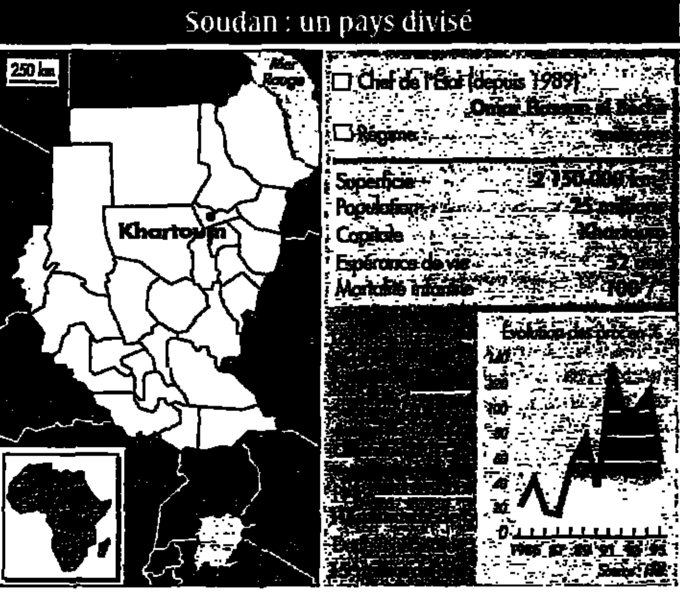
Mohamad ne croit pas au cessez-le-feu. Il n'y croit pas plus qu'à toutes les trêves qui ont émaillé la guerre entre l'armée et les rebelles dans le sud du pays depuis des lustres. Ce sexagénaire nordiste qui ne veut être identifié que par son prénom – *« Vous savez, ici le gouvernement surveille tous les faits et gestes, y compris les vôtres »* – semble partager l'avis des autorités. *« Nous savons que les rebelles ne feront rien de constructif »*, affirme Ali Haj Mobamad, ministre chargé des affaires du gouvernement fédéral, tout en s'empressant d'ajouter : *« Nous espérons que l'occasion qui est offerte aujourd'hui ne sera pas manquée. »*

Après la chute de la ville de Nasser, les forces gouvernementales contrôlent désormais, selon les autorités, plus de 90 % du territoire. Cette estimation est approximativement confirmée par des sources indépendantes selon lesquelles l'armée aurait au moins repris les grandes villes du Sud et leurs environs. Pourquoi donc le gouvernement a-t-il stoppé net son offensive ? Pour donner un gage de sa bonne foi quant à la volonté de sauvegarder l'unité du pays et de le pacifier, répondent les autorités. Pour anticiper la trêve forcée que la saison des pluies imposera à la troupe au mois de juin, rétorquent des sources proches de la rébellion.

Quelles que soient ses intentions, le gouvernement, quasiment boycotté par la communauté internationale et privé d'une aide qui représentait environ le tiers du produit national brut en 1989, au momentdu coup d'Etat, tente à tout prix de convaincre que le *« modèle »* qu'il propose est viable, à condition que l'on admette son *« originalité »*.

Mais cette *« originalité »* tient surtout à une grande confusion. Un processus électoral est ainsi en cours depuis le 21 mars pour les élections de Parlements locaux dans les vingt-six Etats qui composent désormais le pays, au lieu de neuf antérieurement. Ce scrutin, *« qui s'inspire à la fois de la Libye, du suffrage universel et de Vichy »*, selon l'expression d'un expert, prévoit la désignation par les citoyens de 45 % des députés, de 45 % par les très officiels comités populaires et 10 % par le gouvernement central. Le même principe des quotas s'appliquera aux élections des soixante membres du Parlement fédéral prévues l'année prochaine. Le chef de l'Etat sera ensuite élu au suffrage universel. Pour l'heure, nombre de Soudanais sont extrêmement sceptiques sur l'issue de ce premier scrutin depuis la prise du pouvoir, en 1989, par le général Omar El Béchir et la dissolution de tous les partis politiques. Mohamad affirme qu'il n'ira pas voter parce que *« ce ne sont pas des élections libres »*.

Soudan : un pays divisé



ÉGLISES SOUS SURVEILLANCE

Dans un pays de plus de 2,5 millions de kilomètres carrés, où l'on compte des centaines de tribus et d'ethnies, où le Nord est à majorité musulmane et le Sud à majorité animiste et chrétienne, le gouvernement a certes le mérite d'avoir compris la nécessité d'une décentralisation. Il est vrai aussi qu'il a hérité d'une situation de guerre et d'un développement inégal entre les différentes régions. Néanmoins, les critères de choix d'un découpage du pays en vingt-six Etats ne sont pas clairs, même si les autorités affirment que les limites de ces Etats ne suivent pas les lignes de clivage ethniques et tribales. Elles affirment aussi que la loi musulmane (charia) ne sera appliquée que dans les Etats à majorité musulmane. Mais rien n'est dit sur les moyens d'identifier cette majorité, dans un pays où les migrations intérieures n'ont pas cessé depuis le début de la guerre.

Si elle ne subit pas les exactions au quotidien, la communauté chrétienne de Khartoum n'en est pas moins sous surveillance. Une loi de 1962, la *missionary societies act*, imposant des limitations draconiennes à toutes les activités missionnaires chrétiennes, a fini par être abrogée en 1994 par le président El Béchir, mais seulement au profit d'une autre exigeant des Eglises de se faire enregistrer comme organisations non gouvernementales (ONG) auprès du ministère de la planification sociale. Cette mesure, que les autorités estiment aller de soi dans la mesure où les Eglises ont des activités sociales très variées, a été perçue comme une restriction par la communauté chrétienne dont la hiérarchie craint que l'objectif du gouvernement soit surtout de limiter l'évangélisation.

Les autorités affirment aussi que la situation économique du pays s'est sensiblement améliorée, la croissance, au cours des deux dernières années, étant de quelque 10 %. Le fait est, cependant, que les pauvres sont toujours aussi pauvres, alors que se crée une classe d'hommes d'affaires proches des islamistes. *« Lorsque le salaire d'un agent de police est de 8 000 livres* [à peine plus de 20 dollars] *et celui d'un soldat de 10 000 livres – et c'est presque le haut de gamme puisque le salaire minimum est de 3 200 livres –, lorsqu'il vous faut au moins 250 livres pour votre petit déjeuner, faites le compte : votre salaire vous suffit pour quinze jours à peine »*, explique Mohamad. En revanche, des villas aussi laides que cossues et coûteuses sont en construction à Khartoum, signe que l'import-export, aux mains d'une nouvelle classe d'hommes d'affaires qui gravitent autour du pouvoir et notamment du Front national islamiste de Cheikh Hassan Tourabi, se porte bien.

L'import-export est favorisé par une bonne récolte d'une part, par la levée de l'interdiction d'importation pour la plupart des marchandises, et un début de libéralisation de l'économie, d'autre part. Mais cette ouverture ne profite qu'à une petite catégorie de privilégiés, et c'est là l'un des paradoxes d'un régime arrivé au pouvoir au nom de l'islam et de la pureté idéologique. En février, le journal *El Soudani* a été fermé pour avoir écrit que l'un des fils de M. Tourabi, l'homme fort du Soudan, se livrait au trafic de devises.

Depuis des années, les organisations humanitaires, notamment Amnesty International, tirent à boulets rouges à la fois sur la guérilla et le gouvernement, accusés des pires violations des droits de l'homme. La parade des autorités est double : d'une part, elles accusent les ONG de participer à ce qu'elles considèrent comme une conspiration ourdie contre leur pays pour avoir choisi l'islam, et, d'autre part, elles admettent des bavures, quelques cas de torture, qui sont, selon elles, le fait d'individus et non l'application d'une décision centrale.

Cela ne trompe personne, les Soudanais moins que les autres. En l'absence toutefois d'une opposition structurée, le pouvoir n'a rien à craindre. *« Les gens ne se soulèvent pas parce qu'il n'y a pas d'alternative »*, dit sagement Mohamad. Paradoxalement, il pense que son pays est trop peu homogène pour le multipartisme. A son avis, *« ça ne marche qu'avec un régime militaire très strict »*.

Mouna Naïm

Déplacés de force

Les autorités soudanaises ne se privent pas d'user de la force pour déplacer les populations à leur guise. Ainsi, sept mille habitations ont encore été détruites au bulldozer, voici près de trois semaines, par l'armée, dans la région de Mouzallac, à quelques kilomètres de Khartoum, rapporte un témoin. La quarantaine de milliers de personnes qui vivaient là – pour la plupart des réfugiés sudistes –, sont allées chercher un toit ailleurs. Seules, la mosquée et l'église ont été épargnées. En juillet 1994, plus de cinq cent mille personnes avaient été déplacées de Khartoum et de ses environs, *manu militari*, par les forces de défense populaire, une milice gouvernementale islamique, sous prétexte de *« restructurer la capitale »*.

Le principal chef sudiste annonce la « réunification » de la rébellion

NAIROBI
de notre correspondant

« La réunification de notre mouvement vient de commencer », a annonçé, mardi 11 avril à Nairobi, le colonel John Garang, chef de la rébellion sudiste, profondément divisée depuis 1991. Selon le patron de l'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS), plusieurs officiers et hommes de troupe des factions dissidentes ont récemment rejoint ses propres troupes, *« sous la pression populaire »*, pour combattre les forces gouvernementales.

A Lafon, village situé dans l'extrême sud du pays, le commandant William Nyuon Bany aurait rejoint les maquisards fidèles à John Garang, pour affronter l'armée de Khartoum qui s'est emparée, mardi, de cette localité. William Nyuon, ancien numéro deux de l'APLS, avait fait défection en 1992 pour rejoindre le Mouvement pour l'indépendance du sud-Soudan (MISS), du commandant dissident Riek Machar, avant d'en être expulsé, en janvier, pour avoir *« collaboré avec Khartoum »*.

RIVALITÉS ETHNIQUES

Le colonel Garang parle aussi de plusieurs ralliements à son mouvement dans la région de Nasser, fief de Riek Machar. Mais ce dernier, de passage à Nairobi, nie formellement toute tendance à la réunification des factions sudistes. S'il reconnaît que William Nyuon ne se bat plus pour Khartoum, il assure qu'il s'est rallié – pour la deuxième fois – au MISS, pendant la bataille de Lafon. *« Avant de parler de réunification*, affirme Riek Machar, *il faut réaliser notre réconciliation. Or les multiples tentatives de notre comité, chargé de cette mission, pour rencontrer les proches de Garang sont restées sans réponse. »* Si, depuis six mois, les factions sudistes, généralement divisées selon des critères ethniques, ne s'affrontent plus, la réunion entre John Garang (dinka) et Riek Machar (nuer), sans mentionner Lam Akol (shillouk), semble encore loin de se concrétiser.

Les deux factions rebelles accusent le pouvoir d'avoir violé le cessez-le-feu que le chef de l'Etat, le général Omar El Béchir, a proclamé, le 27 mars, après une mission de conciliation conduite par l'ancien président américain Jimmy Carter. Le gouvernement, pour sa part, dénonce plusieurs attaques de maquisards contre ses positions. L'APLS demande notamment l'abolition de la loi islamique en vigueur au Soudan et le droit à l'autodétermination des Sudistes. Ces deux exigences ont toujours été refusées par Khartoum, ce qui a toujours provoqué l'échec des pourparlers de paix.

Jean Hélène

■ **Le conseiller de l'ambassade d'Ouganda a été expulsé de Khartoum**, mardi 11 avril, pour *« activités incompatibles avec son statut »*. Cette mesure est intervenue quelques heures après que l'Ouganda eut déclaré *persona non grata* le chargé d'affaires soudanais à Kampala. Chacun des deux gouvernements accuse l'autre d'aider les mouvements de rébellion dans le pays voisin. – *(AFP.)*

Larbaa, un champ de bataille aux portes d'Alger

LARBAA
de l'envoyé spécial d'El Pais

La violence s'est installée pour longtemps à Larbaa. Hier, un peu avant midi, un camion chargé de ciment brûlait au milieu d'une route, non loin d'un champ de blé où se dressent les squelettes calcinés d'un poids lourd et d'une voiture. Ce sont les traces incontestables de la *« guerre »* qui oppose les groupes islamiques armés aux forces de sécurité, à moins de 30 kilomètres au sud d'Alger.

La route qui relie le quartier des Eucalyptus, à Alger, au village de Larbaa n'est qu'une ligne droite de plus de dix kilomètres, bordée d'arbres, jalonnée de véhicules calcinés, le plus souvent des camions appartenant à des entreprises d'Etat. On trouve aussi des « cadavres » de fourgonnettes de transport public qui ont osé violer la règle sacro-sainte des intégristes de faire voyager séparément hommes et femmes.

Ce lambeau d'asphalte débouche à Larbaa, devenu, ces dernières semaines, un champ de bataille entre l'armée et la guérilla intégriste, qui, retranchée dans les montagnes voisines de l'Atlas blidéen, tente de s'infiltrer dans les quartiers populaires de la capitale.

Guerre silencieuse, sans témoins, sans combattants officiels, guerre dont personne ne parle, pourtant visible dès l'entrée du village : un autre camion, brûlé il y a quelques jours, forme avec une fourgonnette et des tas d'ordures, une énorme barricade. Derrière se dissimule une cité dortoir qui semble déserte. Des soldats casqués, en tenue de campagne, fusils braqués, patrouillent aux alentours, non loin d'un commissariat gardé par des policiers en uniforme et en civil, et dont la façade est protégée par des roues et des pieux.

NI TÉLÉPHONE NI ÉLECTRICITÉ

« Personne ne veut plus vivre ici », assure un habitant de la petite bourgade, qui, depuis quelques mois, s'est replié sur Alger, abandonnant ses biens et tout espoir de retour. Son appartement de Larbaa, comme ceux de Bougara et des localités de la Mitidja, se bradent moins cher qu'une voiture de troisième main.

En plein centre de Larbaa, les forces de sécurité ont transformé la place de la mairie en camp retranché avec sacs de sable et tour de guet dans le kiosque à musique. De là, ils surveillent l'autre côté de la rue, où passent ceux qui ont choisi de rester sur place, des gens considérés comme hostiles, militants ou sympathisants de l'ex-FIS.

La vie tourne au ralenti. Beaucoup de commerces ont fermé. On ne vend plus ni journaux ni tabac : ce sont là les symptômes du nouvel ordre islamique qui s'impose dans cette ville qui fut un important bourg rural à l'époque coloniale et qui, au cours des deux dernières décennies, est devenue une banlieue misérable d'Alger.

A Larbaa, le téléphone ne fonctionne plus. Il y a longtemps que le central a été dynamité et que les câbles ont été coupés comme ceux de l'électricité.

Non loin de là, l'armée a installé des barrages et tente de détourner les camions qui viennent charger à la cimenterie voisine de Meftah, en les avertissant de la présence de commandos intégristes.

Ferran Sales

■ **Deux nouveaux partis**, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) et le Mouvement Ettahadi (ex-communiste), ont jugé prématurée l'idée d'organiser une élection présidentielle avant la fin de l'année comme le souhaitent les autorités. Pour le MDA, *« le dialogue est bloqué par le pouvoir qui n'accepte que ses propres thèses »*. Pour Ettahadi, un tel scrutin aboutirait à une *« coalition entre les intégristes et les réconciliateurs »*. – *(AFP.)*

La Tunisie signe un accord d'association avec l'Europe

LA TUNISIE et l'Union européenne (UE) ont paraphé, mercredi 12 avril, à Bruxelles, un accord d'association économique – le premier conclu par les Quinze avec un partenaire méditerranéen – qui, à terme, devrait conduire à la création d'une zone de libre-échange.

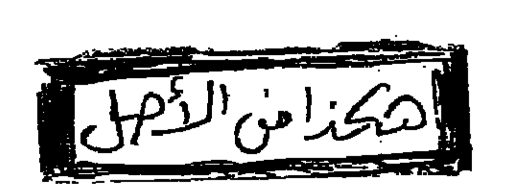
Les négociations de la semaine dernière avaient permis de trouver un compromis sur les problèmes agricoles encore en suspens. L'actuel régime d'importation d'huile d'olive tunisienne a ainsi été prolongé de quatre ans tandis que le plafond des exportations de fleurs coupées en direction de l'UE a été porté à un millier de tonnes par an. Les primeurs, les pommes de terre, le concentré de tomates tunisiens continueront de bénéficier d'un accès privilégié sur le marché européen tandis que les flux traditionnels de céréales, de produits laitiers et de viandes sont maintenus.

En contrepartie, les produits industriels européens vont continuer à bénéficier d'un accès privilégié sur le marché tunisien. Le démantèlement des droits de douanes s'étalera sur une période maximale de douze ans, selon les branches industrielles et les produits.

La Tunisie, dont l'économie est saine avec une croissance proche de 5 % en 1994, un déficit budgétaire et une inflation faibles, inaugure une série d'accords que l'UE espère conclure dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen. Avec la Jordanie et le Liban les négociations n'ont pas encore véritablement commencé. En revanche, elles sont bien avancées avec Israël, l'Egypte et le Maroc.

Avec Rabat, elles achoppent sur le problème de la pêche : les Marocains veulent obtenir une réduction sensible de l'effort de pêche de l'UE, en pratique, de l'Espagne, dans ses eaux territoriales afin de préserver son patrimoine halieutique. Une nouvelle série d'entretiens sur ce sujet débutera le 24 avril.

Le partenariat entre l'UE et une quinzaine de pays du pourtour méditerranéen s'articule autour d'un triple volet : politique, économique et humain. La Commission a proposé aux Quinze de lui consacrer, d'ici à l'an 2000, une enveloppe de 5,2 milliards d'écus, soit 33 milliards de francs. – *(AFP.)*



هكذا من الأصل

Sarajevo vit de nouveau à l'heure de la terreur

Confrontés à leurs premiers revers militaires sérieux, les Serbes de Bosnie se vengent sur la capitale bosniaque. Le bilan serait, ces deux derniers jours, de trois morts et six blessés

SARAJEVO
de notre correspondant

Les bombardements ont repris sur la capitale bosniaque. Certes, le pilonnage n'a rien de comparable avec ce qu'a vécu Sarajevo pendant la période allant d'avril 1992 à février 1994, date de l'ultimatum de l'OTAN aux forces serbes. Les obus peuvent encore se compter : trois au cours de l'après-midi, sept au milieu de la nuit... Mais les artilleurs qui sont postés autour de la ville assiégée utilisent la même méthode que par le passé : la terreur. Les obus de mortier, samedi 8 et dimanche 9 avril, ne sont pas tombés par hasard sur le marché de Ciglane, dans la rue principale ou au coeur du quartier commerçant de Basarsija plutôt que sur la ligne de front. Ces explosions suffisent à créer un climat de panique dans Sarajevo. Les rues se vident en quelques minutes tandis que certains, prudents, rejoignent leur cave. Le bilan serait, ces deux derniers jours, de trois morts et six blessés. La tension continue de monter alors que le « groupe de contact » est attendu cette semaine pour tenter de sauver une « trêve » déjà maintes fois brisée. Samedi matin, les Serbes ont tiré plusieurs rafales de kalachnikov sur un avion humanitaire américain, provoquant la fermeture de l'aéroport. Dimanche, un officier serbe confirmait à la Forpronu que *« la sécurité des avions ne pouvait plus être garantie »*.

Les provocations se multiplient donc autour de la capitale assiégée, où le commandant des « casques bleus » en Bosnie, le général Ruper Smith, a demandé à l'OTAN une *« présence aérienne accrue »*. Pendant ce temps, l'armée bosniaque poursuit son offensive en Bosnie centrale, où elle est parvenue, après deux semaines de combats, à achever la conquête des monts Vlasic, prenant ainsi le contrôle d'un important relais de télécommunication. La contre-offensive serbe, annoncée à plusieurs reprises par Pale, ne semble pas avoir été déclenchée.

Selon un diplomate occidental, *« les combats, ou plutôt les « punitions », vont s'intensifier ». « Radovan Karadzic* (le leader serbe de Bosnie) *est un animal blessé,* ajoute-t-il, *il assiste à une reprise, même symbolique, des relations entre Sarajevo et Belgrade. Le « groupe de contact » doit visiter l'ex-Yougoslavie sans le rencontrer. Il est isolé et déstabilisé. »* Et le diplomate de conclure : *« J'ai peur pour Sarajevo. »* Pour sortir de cet isolement, Radovan Karadzic tente de recevoir à nouveau Jimmy Carter. L'ancien président américain avait obtenu, en décembre 1994, la signature d'une trêve de quatre mois, et il avait surtout permis aux Serbes de Pale de renouer des contacts avec le monde extérieur. La présidence bosniaque a déjà fait savoir qu'elle ne voyait pas l'utilité d'un retour de Jimmy Carter en Bosnie-Herzégovine, précisant à nouveau qu'elle ne souhaitait pas *« renouveler un cessez-le-feu qui entérine les conquêtes serbes »*.

Rémy Ourdan

M. Juppé et M. Inönü s'opposent lors du forum méditerranéen

Ankara ne veut avancer aucune date sur le retrait de ses troupes d'Irak

L'intervention turque dans le nord de l'Irak a été un des points évoqués au cours de la rencontre des ministres des affaires étrangères des onze pays du Forum méditerranéen (Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie), samedi 8 et dimanche 9 avril, à Sainte-Maxime.

SAINTE-MAXIME (Var)
de notre envoyé spécial

A l'occasion du Forum méditerranéen, le ministre turc des affaires étrangères, Erdal Inönü, a réaffirmé sa volonté de *« ne donner aucune date précise concernant le retrait des troupes d'Irak du Nord, comme me le demandait M. Alain Juppé »*, en confirmant simplement *« la durée limitée d'une opération qui doit se terminer prochainement ». « Nous exercerons toutes les pressions diplomatiques possibles »*, a, pour sa part, indiqué le ministre français, en illustrant ses propos lors de la conférence de presse finale : questionné sur le fait de savoir si *« la solidarité des gouvernements du forum dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes s'appliquait à la Turquie »*, M. Juppé a expliqué que cette solidarité était acquise aux pays qui luttent contre le terrorisme *« sur leur sol... »*

La crise algérienne a aussi fourni l'occasion de nombreux échanges bilatéraux entre les pays membres du forum. Le chef de la diplomatie algérienne, Mohamed Salah Dembri, a notamment souligné *« les efforts accomplis pour organiser une réconciliation nationale et défendre le pluralisme et l'Etat de droit »*, et assuré que *« les poches d'insécurité sont en voie de réduction »*, ce qui permet *« une amélioration sensible de la sécurité dans le pays »*.

« POURSUIVRE UN DIALOGUE »

Faisant suite à la première réunion du forum, tenue en 1994 en Egypte, cette rencontre des ministres des affaires étrangères à Sainte-Maxime avait surtout pour but, comme l'a rappelé Alain Juppé dans ses conclusions, *« de poursuivre un dialogue informel sur les dossiers politiques, culturels et économiques de la région »*. Le forum a adopté un programme de coopération culturel baptisé «Archimède» qui prévoit, par exemple, la traduction, dans chacune des langues des pays membres, de mille ouvrages de référence sur la culture méditerranéenne. Un projet de coopération télévisuelle, concernant la production commune d'émissions, est aussi à l'étude.

En guise de préparation à la conférence euro-méditerranéenne, qui réunira, au mois de novembre 1995 à Barcelone, les Quinze de l'Union européenne et douze pays méditerranéens, les membres du forum ont aussi souhaité un *« rééquilibrage vers le Sud de la coopération européenne »*. Une nouvelle réunion préparatoire à la conférence de Barcelone devrait se tenir dans les prochains mois en Tunisie et mettre l'accent sur le tourisme, la protection de l'environnement, l'énergie et la sécurité alimentaire. L'élargissement du forum à l'ensemble des pays riverains – plusieurs pays comme Israël, la Slovénie, la Croatie ou Chypre sont candidats – devra être réalisé sur la base du consensus, et sera étudié en commission avant le prochain forum qui se tiendra en Italie au premier semestre 1996.

Denis Hautin-Guiraut

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SONDAGE Les attitudes des Français face aux problèmes économiques et sociaux, aux questions de société, à la situation internationale et à la politique éclairent les données de la compétition présidentielle. Interrogés par la Sofres, les électeurs expriment majoritairement leur méfiance envers les responsables politiques et leur souhait d'un « chef ». ● AUTORITÉ. Les Français expriment généralement une demande d'action publique et d'autorité dans le domaine économique et social, mais aussi dans celui de l'intégration des immigrés et dans la construction européenne. Ils associent conservatisme et modernisme dans le domaine des mœurs. ● CATÉGORIES. Les réponses permettent de définir cinq grandes catégories d'attitudes, qui sont à peu près également présentes dans l'électorat potentiel de M. Chirac, mais inégalement dans ceux des autres candidats.

Une majorité de Français souhaitent un vrai « chef » pour un vrai « Etat »

Un sondage de la Sofres pour « Le Monde » et Radio-Classique FM révèle que les électeurs se défient de la classe politique et reprochent à la puissance publique de ne pas jouer son rôle. Ils estiment que le pays a besoin de remise en ordre et d'autorité

QUE VEULENT ces Français qui s'apprêtent à voter, dans moins de deux semaines, pour désigner le président de leur République ? L'enquête menée par la Sofres pour *Le Monde* et Radio-Classique FM permet de découvrir le paysage idéologique dans lequel se joue l'élection présidentielle et que la campagne a contribué, aussi, à dessiner.

● **Davantage d'Etat.** Le premier enseignement de l'étude est l'ambivalence vis-à-vis du politique. Les Français demandent davantage d'Etat, tout en considérant la politique comme une activité pas forcément honorable et en jugeant, même, que la plupart des dirigeants politiques sont corrompus. D'où le souhait, partagé par 64 % d'entre eux, d'*« un vrai chef qui remette de l'ordre et qui commande »*, autrement dit une sorte de nouveau de Gaulle, situé au-dessus des partis et désintéressé. Sans doute une telle demande n'est-elle pas inattendue au moment ou il s'agit d'élire, précisément, le chef de l'Etat, mais elle dénote un sentiment de désordre, de dilution de l'autorité et de perte de confiance qui n'existait pas à ce degré en 1981 (c'était le changement politique et social qui était avant tout désiré) ni en 1988 (on privilégiait le maintien des acquis et le consensus).

Les Français sont mécontents de leur classe politique – on le serait à moins –, mais ils n'en concluent pas que la société devrait être davantage livrée à elle-même. Au contraire : ils veulent de l'action publique, que ce soit dans la vie économique (67 %), pour la réduction de la durée du travail (52 %), l'intégration des immigrés (61 %) ou l'accélération de la construction de l'Europe (63 %). La vague libérale est bien révolue si l'on considère qu'une majorité relative d'électeurs (43 % contre 40 %) souhaite que l'on interrompe les privatisations d'entreprises publiques et qu'une majorité absolue d'entre eux (53 % contre 41 %) est hostile à ce que la Sécurité sociale régresse au profit d'assurances individuelles. En fait, les deux réponses sont liées : les responsables politiques sont mal jugés parce qu'ils ne remplissent pas le rôle que l'on attend d'eux. On leur demande d'agir sur les évolutions économiques et sociales en usant des moyens dont la puissance publique dispose, et non de laisser les choses se faire par elles-mêmes. Pour autant, cette demande d'intervention ne contredit pas le respect des règles de l'économie libérale. Les Français sont partagés (38 % de part et d'autre) quand on leur propose une politique de relance au détriment du « franc fort » et ils sont massivement (69 %) partisans du libre-échange.

Les préférences des Français

Phrases soumises au questionnaire	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Sans opinion
L'Etat devrait intervenir davantage dans la vie économique de notre pays	67	[illegible]	9
Il faut accepter le libre échange des produits entre les pays	69	21	10
Il faudrait accorder le droit de vote aux élections locales pour les étrangers vivant en France depuis au moins 5 ans	39	[illegible]	[illegible]
Il faut prendre des mesures pour favoriser l'intégration des immigrés installés en France	61	29	10
Il faudrait que les notions de famille, de travail et de religion soient mieux respectées	72	[illegible]	11
Il faudrait réduire les dépenses militaires de la France	58	31	11
Il faut accélérer la construction de l'Europe	63	25	12
Il faut conserver notre force de dissuasion nucléaire	64	24	12
La politique est une activité honorable	44	45	11
La plupart des dirigeants politiques sont corrompus	62	[illegible]	[illegible]

Source : Sofres

● **Conservatisme et modernisme.** Le deuxième enseignement de l'enquête est le curieux mélange de conservatisme et de modernisme qui caractérise les réponses données dans le domaine des valeurs. Massivement là encore (72 %), les Français souhaitent que le travail, la famille et la religion soient mieux respectés. Ils s'inscrivent en faux contre l'idée que l'évolution de la société reléguerait au second plan l'activité productive, ferait de la famille une structure dépassée et renverrait la religion dans les livres d'histoire. Cette protestation contre une représentation assez généralement admise par la mode traverse les différentes familles politiques ou idéologiques. Dans le même temps, il se trouve une majorité – certes relative : 45 % contre 40 % – de Français pour estimer que les couples homosexuels doivent avoir les mêmes droits que les couples hétérosexuels. Par ailleurs, si la moitié des sondés sont favorables au rétablissement de la peine de mort, 45 % y sont hostiles. On peut attribuer à un souci de modernisation comparable le souhait de voir supprimer le service militaire (61 %). S'ils sont attachés à certaines valeurs traditionnelles, les Français ne sont pas, pour autant, crispés sur ce que l'on pourrait considérer comme des aspects archaïques de la société : le passage des jeunes gens à l'armée n'a plus, à leurs yeux, la même importance ni la même justification aujourd'hui qu'hier, de la même façon que le fait que la loi considère le couple hétérosexuel comme le seul « normal » paraît à beaucoup d'entre eux obsolète.

L'inquiétude n'est cependant pas absente devant la situation internationale. Les Français souhaitent que l'on réduise les dépenses militaires (58 %), mais ils tiennent à la force de dissuasion nucléaire (64 %), et l'on peut penser que leur réponse positive équivalente (63 %) sur la nécessité d'accélérer la construction de l'Europe (alors que le traité de Maastricht n'avait été approuvé que par 51 % des suffrages) procède elle aussi d'une crainte née des événements survenus au cours des deux dernières années à l'est du continent, en Yougoslavie et en Russie.

● **Droite et gauche.** Le troisième enseignement de l'enquête est d'abord une confirmation : pour la grande majorité des Français (61 %), que ce soit la droite ou la gauche qui gouverne, le résultat est le même. Au surplus, dans plusieurs domaines, les électeurs qui se classent dans chacun de ces camps font des réponses voisines. C'est particulièrement vrai de leur jugement sur les responsables politiques, considérés comme corrompus par 62 % de ceux qui se classent à gauche et 60 % de ceux qui se classent à droite ; de leurs souhait d'une accélération de la construction de l'Europe (66 % et 65 %) ; de leur acceptation du libre-échange (72 % et 70 %).

Les différences entre la droite et la gauche sont cependant loin d'être effacées. La gauche souhaite davantage que la droite une intervention accrue de l'Etat dans la vie économique (74 % contre 61 %), tandis que les Français de droite sont plus disposés que ceux de gauche (42 % contre 37 %) à remettre en question le franc fort et moins désireux (48 % contre 56 %) de voir réduire la durée hebdomadaire du travail. La droite est attachée aux privatisations (59 %), tandis que la gauche souhaite les interrompre (60 %). La distance entre la gauche et la droite quant au respect du travail, de la famille et de la religion n'est pas négligeable : 66 % des sympathisants de gauche et 82 % des sympathisants de droite souhaitent que ce respect soit plus net,

Les oppositions sont plus tranchées lorsqu'il s'agit d'accorder aux étrangers le droit de vote aux élections locales (53 % des partisans de la gauche y sont favorables, 74 % de ceux de la droite y sont hostiles), d'attribuer les mêmes droits aux couples homosexuels et hétérosexuels (54 % des sympathisants de gauche le souhaitent, 52 % des sympathisants de droite le refusent) ou de rétablir la peine de mort, mesure qui rassemble 57 % de la droite, alors que la position inverse est partagée par 55 % de la gauche. Les électeurs de droite sont hostiles (70 %) à la suppression du service militaire, quand ceux de gauche y sont favorables (56 %), et ils sont plus massivement que ces derniers (82 % contre 58 %) attachés à la force nucléaire.

Sur la plupart des questions, les écologistes font les mêmes réponses que les sympathisants de la gauche, mais ils sont plus critiques vis-à-vis des responsables politiques. 64 % d'entre eux estiment que la France a besoin d'un « chef », en quoi ils se situent à peu près à mi-chemin des électeurs de gauche, dont 51 % partagent cet avis, et de ceux de droite, chez lesquels cette position rencontre 71 % d'adhésions. La droite se prépare à donner au pays un « chef » que la gauche paraît prête à accepter.

P. J.

Jacques Chirac, candidat « intercatégoriel »

A PARTIR de dix des vingt-quatre questions posées à mille Français en âge de voter, la Sofres a établi une typologie des attitudes qui se dégagent dans le corps électoral. Elle en a défini cinq catégories, qu'elle a dénommées « progressistes », « réformistes », « populistes », « conservatrices-protestataires » et « conservatrices-intégrées ».

● **Les « progressistes »** (27 %) jugent la politique honorable, rejettent la demande d'un « chef », souhaitent que les étrangers aient le droit de voter aux élections locales et que les couples homosexuels aient les mêmes droits que les autres ; ils refusent le rétablissement de la peine de mort et sont attachés à la Sécurité sociale puisqu'ils sont hostiles aux assurances individuelles.

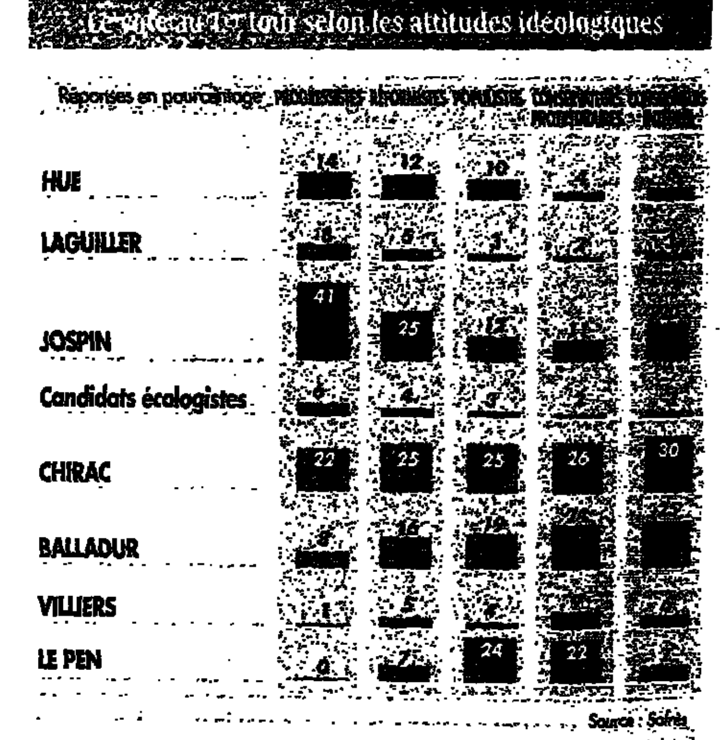
● **Les « réformistes »** (15 %) acceptent le droit de vote des étrangers ou la réduction de la durée du travail, mais ils souhaitent le rétablissement de la peine de mort. Au contraire des « progressistes », ils sont favorables à un système d'assurance volontaire.

● **Les « populistes »** (11 %) estiment que la construction de l'Europe menace l'identité de la France, réclament un « chef », veulent rétablir la peine de mort et refusent le droit de vote aux étrangers. Favorables aux privatisations, ils refusent le partage du travail qu'entraînerait la réduction de sa durée hebdomadaire (avec perte de salaire), mais ils souhaitent la suppression du service militaire et estiment que les couples homosexuels devraient avoir les mêmes droits que les autres.

● **Les « conservateurs-protestataires »** (27,5 %) partagent les sentiments des « populistes », sauf sur le service militaire et les couples homosexuels.

● **Les « conservateurs-intégrés »** (19,5 %) considèrent la politique comme une activité honorable et ne jugent pas l'identité de la France menacée par la construction européenne. Favorables à la peine de mort, ils sont hostiles au droit de vote des étrangers, à la suppression du service militaire et à l'égalité des droits pour les homosexuels.

Les attitudes « progressistes » sont les plus fréquentes (41 %) chez les électeurs de dix-huit à vingt-quatre ans, tandis que ceux qui sont âgés de cinquante ans et plus se retrouvent plutôt (35 %) dans les attitudes « conservatrices-protestataires ». Ces dernières attitudes sont de plus en plus présentes à mesure que l'on se déplace de la gauche (18 %) vers la droite (68 % à l'extrême droite) et des plus diplômés (15 %) aux personnes sans diplôme (42 %). Les réponses de personnes interrogées sur leur intention de vote à l'élection présidentielle permettent de repérer la présence de ces différentes catégories d'attitudes dans les électorats potentiels des candidats. Il en ressort que Jacques Chirac rassemble un éventail d'électeurs assez également répartis, tandis que ceux d'Edouard Balladur se recrutent en priorité chez les conservateurs (« protestataires » ou « intégrés »), ceux de Lionel Jospin chez les progressistes et, à un moindre degré, les réformistes et les « conservateurs-intégrés ». La composante « populiste » domine chez les électeurs de Jean-Marie Le Pen, et la « conservatrice-protestataire » chez ceux de Philippe de Villiers. Robert Hue parvient à réunir des « progressistes » et des « populistes ».



« Conservatisme » et « progressisme » sont présents dans les électorats de droite et de gauche

LES SYMPATHISANTS de M. Balladur et de M. Chirac partagent des repères communs : plus grand respect souhaité pour les notions de famille, de travail et de religion, rétablissement de la peine de mort, sentiment que l'on fait *« davantage pour les étrangers que pour les Français »*. Cependant, les sympathisants de M. Chirac sont parfaitement divisés sur la question des droits des couples homosexuels (42 % pour, 42 % contre), alors qu'une majorité de l'électorat de M. Balladur (51 %) est opposée à accorder à ces couples *« les mêmes droits qu'aux couples hétérosexuels »*.

Si les sympathisants des deux candidats se retrouvent en proportions presque identiques sur les valeurs européennes comme sur le maintien de la force de dissuasion nucléaire, ils divergent sur la réduction des dépenses militaires (52 % y sont favorables pour M. Chirac, au lieu de seulement 41 % pour M. Balladur). Enfin, les électeurs de M. Chirac ont une vision nettement plus négative de la politique que ceux de M. Balladur. Ils sont seulement 47 % (au lieu de 63 % pour M. Balladur) à tenir la politique comme une activité *« honorable »*, et 61 % (au lieu de 51 % pour M. Balladur) jugent que *« la plupart des hommes politiques sont corrompus »*.

En matière de politique économique, les sympathisants de M. Chirac sont nettement plus dirigistes que ceux de M. Balladur (68 % estiment que l'Etat doit *« intervenir davantage »*, au lieu de 56 % pour les électeurs de M. Balladur). Parallèlement, les partisants de M. Balladur, légèrement plus favorables à la poursuite des privatisations (59 % au lieu de 54 %), sont majoritairement acquis à la nécessité du développement d'un système d'assurance volontaire pour réduire les charges de la Sécurité sociale (56 %), alors que les électeurs de M. Chirac sont divisés sur cette question (46 % y sont favorables et 46 % y sont opposés).

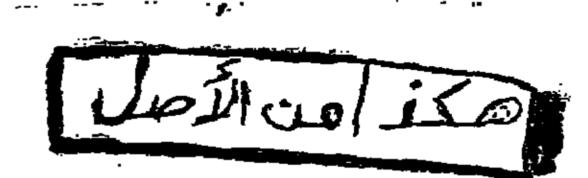
A gauche, les convergences entre les électeurs de Robert Hue et de Lionel Jospin sont accompagnées de quelques bémols. En économie, l'électorat de M. Jospin est plus intéressé que celui de M. Hue par la réduction du temps de travail, même accompagnée d'une diminution de salaire (58 % au lieu de 50 %). De même, l'électorat communiste considère que l'on en fait *« davantage pour les étrangers que pour les Français »* (63 %), contrairement à celui de M. Jospin (37 %). Cet électorat communiste est aussi plus favorable au rétablissement de la peine de mort que celui du candidat socialiste.

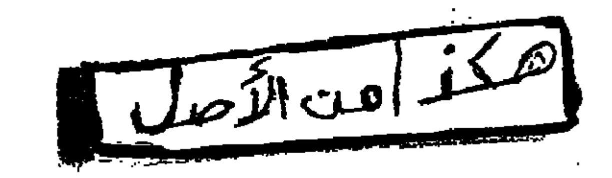
Sur l'Europe et sur les questions de défense, les différences sont plus accentuées encore. Mieux disposé à l'égard de la construction européenne (75 % pour l'accélération, contre 49 % chez les communistes), l'électorat socialiste est moins favorable que celui de M. Hue à la réduction des dépenses militaires et plus attaché au maintien de la force nucléaire.

G. P.

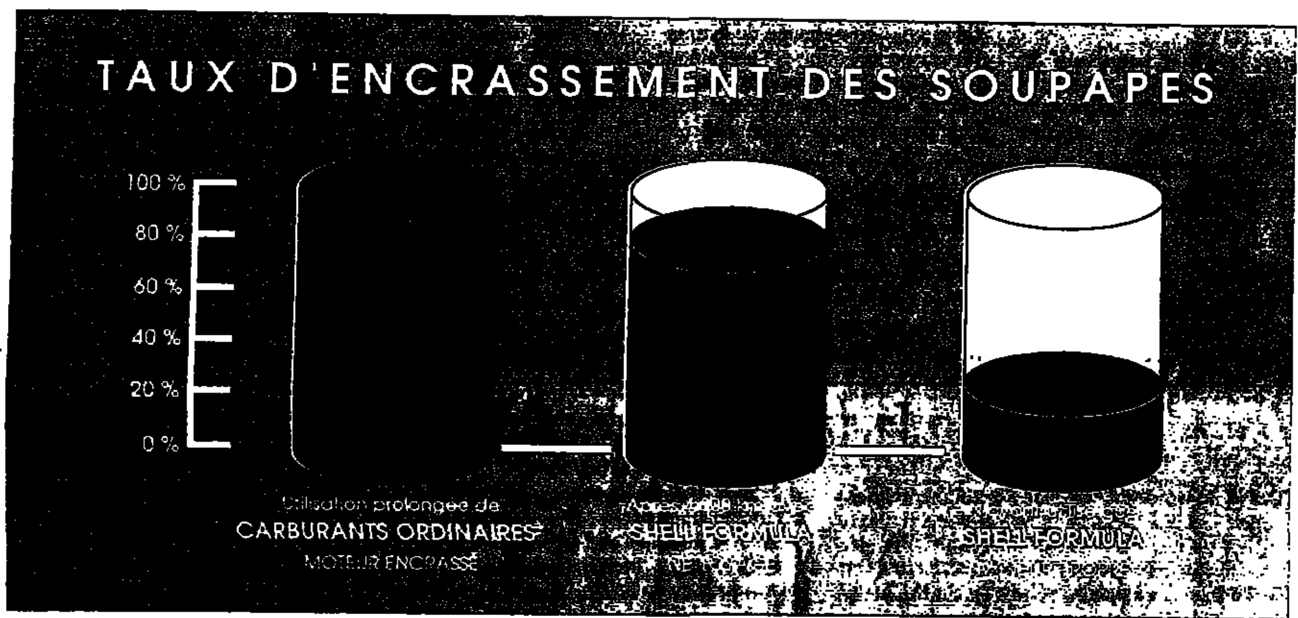
FICHE TECHNIQUE

Le sondage de la Sofres pour *Le Monde* et Radio-Classique FM a été effectué du 31 mars au 3 avril, selon la méthode des quotas, auprès de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus. Ces personnes ont été interrogées en face-à-face à leur domicile. La marge d'erreur des résultats est de plus ou moins 2 % à 3 %.

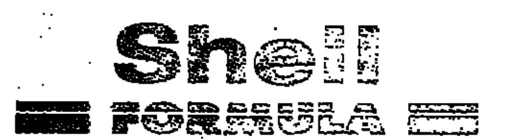




Quand vous payez votre carburant moins cher au départ, votre moteur risque de le payer cher à l'arrivée.



*Carburants sans plomb ne répondant qu'au minimum de la norme européenne.



Les carburants sans plomb
nouvelle formule
qui nettoient et protègent votre moteur
pour un peu plus cher
que les carburants ordinaires.



Shell, le plein d'essentiel

PUBLICIS CONSEIL L 0100

A SUIVRE

Qui dit mieux ?



Jacques Chirac et Edouard Balladur avaient pourtant l'air de candidats sérieux, chevronnés, prévoyants. Depuis des mois, le premier arpentait l'Hexagone à grands pas, labourait le terrain des intérêts particuliers, cajolait de promesses tout un chacun. Quant au second, il semblait avoir quadrillé avec soin la France des groupes de pression, distribuant les cadeaux fiscaux avec une attention touchante, n'oubliant ni les chauffeurs de taxis, ni les horticulteurs, ni les kinésithérapeutes, ni les Français de l'étranger.

Dans un cas comme dans l'autre, cela ressemblait à un vrai travail de professionnels, avec études de marché, analyses des clientèles-cibles, stratégies de développement et marketing adapté. Et voilà que, à un mois de l'attribution du gros lot présidentiel, à quinze jours des éliminatoires du premier tour, MM. Chirac et Balladur apparaissent comme d'incroyables amateurs. Qu'avaient-ils oublié ? Tout simplement les personnes âgées, les femmes et les jeunes. Onze millions d'électeurs dans un cas, dix-neuf millions dans l'autre, six millions enfin d'électeurs potentiels âgés de dix-huit à vingt-cinq ans. Sans parler des juifs, des Français d'outre-mer, des Français musulmans, des harkis...

« LE MEILLEUR AMI DES JEUNES »

Chacun s'est donc employé, depuis, à combler ces lacunes invraisemblables. Pour les *« vieux »* du troisième ou du quatrième âge, ce fut chose faite il y a une dizaine de jours, dans une savoureuse surenchère qui a permis aux retraites – ces nantis dont on ne songeait jusqu'à présent qu'à raboter les pensions – d'obtenir plus de promesses qu'ils n'en avaient entendues depuis bien des années. Mais le bachotage électoral ne faisait que commencer. Durant tout ce week-end, chacun a révisé le chapitre sur les jeunes. Bon élève, Edouard Balladur s'y est repris à deux fois : samedi, à Paris, devant un échantillon aussi divers que possible, des jeunes comme les autres, flottants, incertains, curieux, sans engagement partisan, des vrais jeunes, en somme. Et dimanche, à Roubaix, avec les jeunes militants du Centre des démocrates sociaux, de vrais jeunes balladuriens, en quelque sorte. Il en a profité pour assurer qu'il est *« le meilleur ami des jeunes »* – qui ne sont pourtant pas des bêtes – et pour assister à l'arrivée des cyclistes du Paris-Roubaix, avec cette confidence émouvante : *« J'ai fait un peu de vélo quand j'étais petit »*... Nul n'est parfait !

Mais le premier ministre n'avait réussi à rassembler que quelques centaines de jeunes. Jacques Chirac, lui, a joué les forts en thème, dimanche, à Bercy. Ils étaient près de quinze mille à l'acclamer. Et pour bien montrer qu'il a l'esprit large, le maire de Paris avait même invité Johnny Hallyday, toujours gamin, et Jean-Edern Hallier, cet autre enfant de la balle. Lionel Jospin, le candidat socialiste, avait été plus classique, jeudi soir à Montpellier, en expliquant aux jeunes la différence entre la droite et la gauche. Bon pédagogue, il y est revenu dans un entretien à *InfoMatin*, lundi 10 avril, avec cette formule choc : *« Le préservatif à un franc, d'accord, mais la morale à deux sous, non ! »*

Chacun a ensuite bouché les trous à toute allure. Jacques Chirac devant les Français musulmans, puis les Français d'outre-mer, dimanche. Edouard Balladur en répondant à Radio J avec l'espoir de se faire entendre d'une communauté que l'on veut croire déterminante. Lionel Jospin devant les agriculteurs limougeauds, samedi, puis devant les élus socialistes, dimanche, avant de céder, lui aussi, aux sirènes des Français d'outre-mer.

Restent les femmes. Chacun des trois principaux candidats était venu plancher, vendredi, devant un parterre approprié au Palais des congrès à Paris. Edouard Balladur a dû avoir le sentiment d'avoir été mal entendu. Dans un entretien au *Parisien*, lundi 10 avril, il a pris l'engagement que, s'il était élu, dix femmes figureraient dans le gouvernement qu'il formerait. Qui dit mieux ?

Gérard Courtois

M. Chirac promet qu'« une génération va passer la main à des hommes neufs »

Dans le plus imposant rassemblement de la campagne, des milliers de jeunes ont envahi Bercy pour soutenir le maire de Paris, accompagné par des vedettes du show-biz et du sport

IL Y A le jeune-jeune, qui ne sait pas que Jacques Chirac est entré dans la carrière depuis trente ans. Il y a le jeune vêtu d'un tee-shirt de l'UNI, ce syndicat de droite qui inspira un avant-projet de réforme universitaire, avant-projet qui jeta des milliers de jeunes dans la rue, jusqu'à faire reculer M. Chirac, en 1986. Il y a le jeune qui fait la claque, aide le service d'ordre, ou distribue, gentiment, des pommes à la sortie. Il y a le jeune venu à ce rendez-vous par l'un des mille canaux qui convergent, aujourd'hui, vers le maire de Paris : le jeune radical, le jeune centriste, *« européen donc chiraquien »*, le jeune *« de Bordeaux avec Juppé »*, le jeune *« de l'Aube avec Baroin »*, le jeune *« de Pons* [la ville] *avec Chirac »*, le jeune sympathisant de Philippe Séguin ou d'Alain Madelin. Sur la gauche de la tribune, une banderole s'agite dans les travées, non loin du groupe de Bordeaux : *« Chirac président, Séguin à Matignon »*. Il n'est pas jusqu'à Charles Millon, le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, qui n'ait ses jeunes porteurs de pancartes préimprimées : *« De l'audace, des convictions, Chirac-Millon »*.

Et tout cela fait beaucoup de jeunes, dimanche 9 avril, sous l'immense voûte du palais omnisports de Paris-Bercy. A l'entrée, un immense panneau annonce : *« Janet Jackson le 10 avril »*. Non, ils ne se sont pas trompés. *« Vous êtes 17 000 ! Vous avez créé l'événement politique de la campagne »*, lance Laurent Dominati, député (UDF) de Paris, qui ne doute pas que son candidat sera *« le premier président du XXIe siècle »*. Avec lui, Philippe Briand, député (RPR) d'Indre-et-Loire et responsable de la campagne de M. Chirac en direction des jeunes, annonce, un écouteur dans l'oreille, l'arrivée de quelques-uns des parlementaires de la nouvelle génération.

HALLYDAY, PEYRON ET PROST

Le RPR est aujourd'hui le seul, sans doute, à savoir organiser un tel « show » : rap, rock et Line Renaud. Le projecteur se braque sur Johnny Hallyday, toujours jeune. On aperçoit Jean Edern-Hallier, Alain Prost, Henry Salvador, et c'est alors « la ola », cette houle qui saisit la foule et les parlementaires de la tribune. *« Quand on a un bateau comme la France, un équipage comme le vôtre, on a besoin d'un skipper comme Chirac »*, affirme le navigateur Loïk Peyron. De sa montagne, Edgard Grospiron envoie un message de sympathie sur écran géant, et l'entraîneur du PSG, Luis Fernandez, espère encore, obligeamment, que tout n'est pas perdu, pour son club.

La foule s'amuse, mais elle n'est pas que joueuse. Elle a la dent dure, elle est là pour gagner. Ainsi, lorsque l'animateur d'une association de lutte contre le sida se propose de partir en guerre contre le virus, le jeune public enchaîne : *« Balladur, Balladur »*. Peu après, un autre virus dans l'ordonnancement programmé du spectacle fait l'objet d'une rapide réprimande de la tribune, lorsque les jeunes se mettent à scander : *« Fabius, assassin ! »*

Précédé par Jean de Gaulle, Michèle Alliot-Marie, Lucette Michaux-Chevry, Hervé de Charette, Jacques Toubon, M. Millon, M. Madelin, et l'indissociable tandem formé par MM. Juppé et Séguin – entre lesquels nul n'est parvenu, au cours de la campagne, à établir une préséance –, le maire de Paris peut alors faire son entrée. Il n'a qu'une chose à dire pour convaincre son jeune public : *« Je veux m'appuyer sur vous pour bousculer les conservatismes et les conformismes (...). En mai prochain, une époque se termine. Une génération va passer la main à des hommes neufs. »* Sans oublier cette confidence : *« Moi aussi, j'ai éprouvé, à vingt ans, le besoin d'imaginer un avenir différent de celui que d'autres me traçaient. »*

Jean-Louis Saux

Le sida, la formation et l'Europe

● **Le sida.** *« Assez de fausses pudeurs et d'hypocrisie ! Il faut dire aux jeunes la vérité. Votre mot d'ordre à chacun ce doit être le risque zéro »*, a affirmé Jacques Chirac, dimanche 9 avril à Paris, en proposant d'élever le traitement du sida *« au rang de priorité nationale »*. La veille, Edouard Balladur avait déclaré : *« Lorsque les gestes du plaisir, de l'amour et de la vie deviennent des menaces de mort, c'est la conception même de la vie qui est changée. »*



VERBATIM

● **La formation.** *« L'argent ne doit jamais être le sésame de l'Université »*, a déclaré M. Chirac, avant de revenir sur son idée de référendum. Celui-ci devrait porter notamment *« sur la réforme des rythmes scolaires [...], l'enseignement en alternance [...], la réforme du premier cycle de l'Université »*. M. Chirac veut aussi *« multiplier les passerelles entre la vie active et les centres de formation pour que la belle idée d'une deuxième chance devienne réalité »*.

Pour M. Balladur, *« chaque jeune doit avoir droit à une formation, avoir la chance d'occuper un poste actif dans la vie professionnelle »*, ainsi que le *« droit à une seconde chance, pour ceux qui se sont fourvoyés »*, qu'il a qualifié de *« projet révolutionnaire »*.

● **Le service national.** Selon M. Chirac, *« l'inévitable réforme du service national devra permettre de développer un service civil correspondant à l'immensité et à la variété des besoins de notre société, depuis la solidarité à l'égard de nos anciens, jusqu'à l'écologie au quotidien »*.

« Dans l'immédiat, on ne peut pas supprimer le service national », a affirmé M. Balladur, *« mais on va poursuivre des expérimentations pour voir si l'on peut aller vers une armée professionnelle. Il faut développer les formes du service civil [...] qui répond à des besoins sociaux et humains non satisfaits dans notre société. »*

● **L'Europe.** Invitant ses jeunes interlocuteurs à être *« fiers de la France et de l'Europe »*, M. Chirac a précisé : *« L'Europe pour laquelle je me bats, ne devra pas hésiter à défendre ses intérêts dans le monde. Elle ne le fera que si la France s'oppose à la dérive qui en ferait un espace de libre-échange ouvert à tous les vents. »*

M. Balladur a assuré, devant les jeunes du CDS, que, dans cette campagne *« où l'on parlait peu d'Europe »*, il était *« celui qui en parle le plus, de la façon la plus continue et la plus constante »*. *« Si j'avais été signataire du traité de Maastricht*, a-t-il ajouté, *aucun pays ne serait resté en dehors de l'Europe sur le plan social »*.

Deux jours de dialogue pour M. Balladur

A Paris et à Roubaix, le premier ministre a refusé de « jouer les copains le temps d'une élection »

A L'ENTRÉE de la salle des fêtes de Roubaix (Nord), un organisateur de la dixième université de printemps des jeunes du CDS compte ses ouailles, en ce dimanche 9 avril. *« Vous n'êtes que six, mais vous deviez être dix »*, s'inquiète-t-il, en voyant une petite bande qui arrive d'Annecy après avoir passé toute la nuit dans le train. Dans la salle, où deux cents personnes ont pris place, Olivier enrage qu'il y ait *« si peu de monde »*. *« On est en train de devenir un parti de militants*, assure pourtant François sans trop y croire, *on a même acheté des bons à talons pour recueillir les adhésions. »*

Lors de cet avant-dernier week-end de campagne, où les deux principaux candidats de la majorité se disputent les faveurs des jeunes, ceux d'entre eux qui ont choisi Edouard Balladur savent qu'ils seront perdants sur le nombre. Le candidat ne les contredira pas, qui a tout misé sur le dialogue, dans des salles qui n'excédaient pas quatre cents à cinq cents personnes. *« Je n'ai pas voulu un gigantesque meeting »*, a-t-il affirmé, ajoutant : *« Nous aussi, nous pouvons nous réunir aussi nombreux, aussi joyeux »*, sans aller jusqu'au bout de sa comparaison, tant chacun comprenait qu'il faisait allusion à la rencontre chiraquienne de Bercy.

AUTOCRITIQUE

La veille, à Paris, devant environ quatre cent cinquante jeunes, Edouard Balladur s'est livré à une autocritique mesurée, avant de répondre aux questions de la salle. Rappelant les échecs du CIP et des IUT, le premier ministre a avoué qu'ils lui avaient causé *« une petite blessure d'amour-propre, voire un déficit électoral »*, mais que *« tout tend à montrer passagers »*. *« Y a-t-il une affaire de style personnel ? »*, s'est interrogé le candidat, campé sur un fond mural coloré, tagué d'un gigantesque « Dialogue » : *« On me l'a fait comprendre. Mais je ne connais rien de plus déplacé que les adultes qui jouent les copains le temps d'une élection »*, a-t-il répondu, provoquant une clameur d'approbation. *« On m'a expliqué qu'il fallait que je sorte de moi-même »*, a ironisé le premier ministre, *« il y a cependant une limite que je ne franchirai pas : je n'irai jamais jusqu'à la démagogie. »* *« On a tout fait pour que je prenne goût au combat*, a ajouté Edouard Balladur, *ça y est, c'est fait. »* *« Je ne prends qu'un seul engagement, je ne vous décevrai pas »*, a conclu le candidat.

Sur le fond, ces deux jours d'interventions et de questions lui ont permis de rebattre à l'envi les thèmes de l'Europe, du sida, de l'accès au premier emploi, de la deuxième chance professionnelle, de la vie dans les quartiers ou de l'évolution du service national. Mais c'est incontestablement Samir, jeune, beur et habitant des Hauts-de-Seine, qui a remporté le grand prix du dialogue avec le candidat : après qu'il eut expliqué avec verve qu'il cherchait *« un boulot dans un bureau pour ne pas [se] salir les mains »*, le premier ministre lui a proposé de prendre contact avec ses services : *« Vous ne serez pas venu pour rien. »*

A Roubaix, où Edouard Balladur a reçu à nouveau le soutien du président du CDS, François Bayrou, et de Philippe Douste-Blazy, son secrétaire général, les jeunes centristes lui ont réservé un accueil chaleureux et bruyant. Attablé quelques instants avec eux avant de prendre la parole, le premier ministre a reconnu des participants à la réunion parisienne de la veille. Paraître nombreux exige parfois une grande mobilité. Edouard Balladur semblait à son tour bénéficier de ce quasi-don d'ubiquité : reparti au galop à la patinoire de Wasquehal pour une brève promenade le long de la piste, on l'a vu quelques instants plus tard sur un terrain de basket de rue, refusant de lancer le ballon malgré la prière insistante des dix enfants qui se trouvaient là : *« E-douard, un pa-nier ! »* Une demande que l'ancien maire de Roubaix, André Diligent, soixante-quinze ans, s'est fait le plaisir de satisfaire, avec succès. Nul ne sait à quoi pensait le premier ministre en commentant : *« Je suis moins fort qu'André Diligent, lui, il marque tous les buts qu'il veut marquer. »*

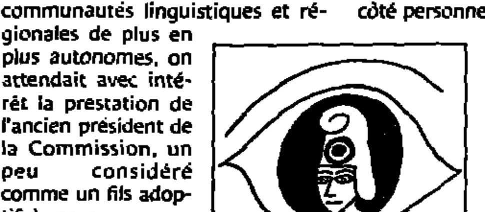
Personne n'a eu le temps de réfléchir : pour ne pas rater l'arrivée du Paris-Roubaix, le car du présidentiable, suivi de son car de jeunes, est reparti en trombe vers le vélodrome. Le candidat est arrivé juste à temps pour voir Franco Ballerini franchir en vainqueur la ligne d'arrivée après avoir vu, par deux fois, la victoire lui échapper...

Béatrice Gurrey

Jacques Delors regretté

BRUXELLES
de notre correspondant

« Tout ce qui se dit à Paris s'entend à Bruxelles », remarque un éditorialiste de *La Libre Belgique* à propos de l'intérêt des Belges pour la campagne électorale française. Une bonne partie du royaume est cependant frustrée : la défection de Jacques Delors a déçu. Dans un pays où le militantisme européen est le seul point commun entre des communautés linguistiques et régionales de plus en plus autonomes, on attendait avec intérêt la prestation de l'ancien président de la Commission, un peu considéré comme un fils adoptif du pays.



VU DE BRUXELLES

Les Belges en sont réduits à essayer de comprendre ce qui distingue Edouard Balladur et Jacques Chirac sur la conférence intergouvernementale de 1996. Le maire de Paris intéresse le plus. Son discours sur la nécessité de *« réconcilier les Français avec l'Europe »* a abondamment été commenté à la mi-mars. *« Renouant avec une vision gaullienne de l'Europe que quatorze ans de mitterrandisme n'ont pas reniée, Chirac voit l'axe Paris-Bonn continuer de jouer un rôle central »*, écrit *Le Soir*, un des rares quotidiens belges à avoir un correspondant à plein temps en France.

Majoritairement socialistes, les Wallons suivent avec sympathie la campagne de Lionel Jospin mais sans croire au miracle. Il est loin le temps de mai 1981 où, par un phénomène d'identification exceptionnel, quelques groupes descendirent dans les rues de Liège en criant : *« On a gagné ! »* Les militants de Liège, Namur et Charleroi savent qu'ils ne seront plus portés par l'air du temps pour les élections législatives du 21 mai en Belgique.

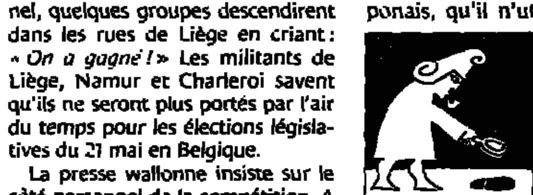
La presse wallonne insiste sur le côté personnel de la compétition. A Liège, il existe un Mouvement wallon pour le retour à la France, qui ne cache pas ses atomes crochus avec certains gaullistes, tel Philippe Séguin. A l'initiative de ces « rattachistes », une urne sera à la disposition des Liégeois pour un vote indicatif, au second tour, et le « résultat » belge sera proclamé au cours d'une grande soirée électorale à l'unisson de Paris, avec écrans de télévision géants, le 7 mai.

Sans attendre cette date, vendredi 7 avril, les quotidiens régionaux *La Meuse*, *La Lanterne* et *La Nouvelle Gazette*, en tout un lectorat de 770 000 personnes, ont publié en première page un bulletin de vote à retourner au siège de leurs rédactions respectives pour *« un simulacre d'élection parce que la politique française est passionnante »*.

Jean de la Guérivière

« La relance, il faut aller la chercher »

ALAIN THIBAULT se lave les mains, il vient de dire bonjour à ses ouvriers. Dans son bureau, il répond *« Gracias »* à sa secrétaire – il a créé une filiale en Espagne – et regarde son fauteuil de relaxation japonais, qu'il n'utilise jamais. Ce matin, une petite réunion avec les contremaîtres et les ouvriers a permis de régler un problème technique sur une chaîne de production. *« Chacun a apporté ses idées. »* Cet après-midi, un camion danois est attendu pour charger. En un an, les commandes ont doublé. L'entreprise a embauché de nouveaux ouvriers : cinquante en deux ans, portant l'effectif à cent personnes. *« Les bénéfices, c'est toujours délicat d'en parler. Il y en a ! »* se contente de préciser le PDG. A la une de *News*, son journal d'entreprise, un titre sur trois colonnes : *« Seule l'offensive est raisonnable »*.



CARTE POSTALE

Tout autour de l'usine, s'étendent les champs de Noyant, commune de Maine-et-Loire *« perdue au fin fond du département »*. A l'entrée des bureaux, trône le vélocipède construit par l'arrière-grand-père. L'entreprise porte le nom du père : Roger Thibault, l'ancien garagiste de Noyant. La société s'appellera donc RTN : Roger Thibault Noyant ; elle a ses lettres de noblesse : leader français de l'essieu de remorque et de caravane. La nuit, en voiture, dans l'avion, Alain Thibault a des idées. Le nouveau système de « freinage à inertie » *« comprenant un mouvement démultiplié à un double cliquet »*, c'est lui qui l'a trouvé. Une année, il avait embauché un ingénieur pendant six mois, *« mais avec lui c'était tout de suite l'usine à gaz, de belles choses mais onéreuses dans l'application »*. Non, Alain Thibault a recruté un copain, un bricoleur. *« Je griffonne mes inventions sur un bon de papier ; lui, il les concrétise. »* Alain Thibault fait aussi confiance au *« bon sens de la campagne »* de ses ouvriers. *« Certains, pas diplômés, ont une idée toute simple. Et quand c'est simple, c'est pas cher. J'ai toujours fait la différence entre l'ingénieux et l'ingénieur. »*

Depuis sa création, RTN a grandi ainsi. Le père, Roger, garagiste de Noyant, n'avait pas hésité à se lancer dans le frein de remorque au moment où la France imposait des homologations sévères de sécurité. *« Il se cassait la tête pour innover alors que ses concurrents avaient renoncé. »* Philippe Laville, le jeune directeur commercial qui vient de Paris, lui, est *« soufflé »* par le *« bon esprit »* du personnel : *« Ils sont motivés. A Paris, quand les gens bossent, c'est service rendu pour service rendu. Ici, pendant le déménagement de l'usine, ils ont travaillé jusqu'à minuit, sans gueuler. »* Un jour, quand ils ont réalisé que l'entreprise faisait 70 % de son chiffre d'affaires sur le marché français, le patron et son directeur commercial ont multiplié les déplacements à l'étranger.

« DES SYNDICATS, IL N'Y EN A PLUS »

« Du fin fond de notre Maine-et-Loire, on pouvait pas se contempler dans la crise. La relance, il faut aller la chercher. » Les deux hommes ont appris à voyager, à faire les salons professionnels, à rendre visite aux clients chez eux, au Danemark, en Angleterre, en Hollande. Essayer la Russie, la Tchécoslovaquie, Israël. Et oser narguer la concurrence sur le marché européen, *« deux monstres allemands »*, en s'alignant sur leur prix.

Alain Thibault avoue qu'il s'est habitué à ne rien attendre *« des politiques »* : *« Évidemment, s'ils baissaient les charge... »* Il croit avoir trouvé la bonne formule en *« étant très proche de son personnel »*. A chaque retour de voyage, il lui *« raconte tout »*. Autrefois, il y avait des syndicats, *« et maintenant, c'est fini, il n'y en a plus »*. De toute façon, dans les campagnes, *« ils ne sont pas virulents, on a toujours donné un peu plus que la moyenne nationale, les gens comparent »*. Non, il y a un bon attelage à Noyant. Une direction prête à prendre l'avion, une équipe d'ouvriers décidée à travailler. Alain Thibault l'espère, celle-ci continuera à lui donner de nouvelles idées.

Dominique Le Guilledoux

هكذا من الأصل

Jean-Marie Le Pen, président du Front national

« Au second tour, les candidats devront faire des concessions pour rassembler »

Le chef de file de l'extrême droite pense dépasser 15 % des intentions de vote

Avant même le premier tour de *l'élection* présidentielle, le 23 avril, Jean-Marie Le Pen menace d'en remettre en question le résultat dans l'hypothèse où l'écart serait faible entre lui et celui qui arrivera en deuxième position de la compétition. Il estime, en effet, qu'Edouard Balladur, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont bénéficié d'un *« avantage médiatique considérable »*, dont il a pâti. Aussi appelle-t-il à un *« vote utile »* en sa faveur, en dénonçant le pillage dont il dit avoir été l'objet de la part de Philippe de Villiers. Des deux candidats issus du RPR, M. Le Pen attaque, en priorité, le maire de Paris, en fustigeant son discours électoral, qualifié de *« bidon »*. Il considère que *« la logique des institutions conduit les candidats à présenter un autre programme que leur programme de premier tour. Pour rassembler, ils sont obligés de faire un certain nombre de concessions »*. Il révèle que son impôt sur le revenu a été légèrement supérieur à 80 000 francs en 1994. Cet entretien avec le chef du Front national est, dans nos colonnes, le premier d'une série qui sera ouverte à tous les candidats.

« A moins de deux semaines de l'élection présidentielle, vous êtes placé, comme en 1988, en quatrième position. Considérez-vous cela comme un échec ?

– La partie n'est pas jouée. Les trois premiers candidats ont bénéficié d'un avantage médiatique considérable. Ils ont été en quelque sorte « établis » comme candidats officiels et ils ont bénéficié du quasi-monopole de l'espace médiatique. On a dit aux Français : « Il y a des petits candidats, il ne faut pas s'en occuper. Et il y a trois candidats importants, c'est entre ceux-là que tout se joue.

» Ces candidats ont tous les trois la préoccupation de ne pas parler du passé parce qu'ils partagent ce que j'appellerai un bilan de faillite, dans lequel apparaît clairement leur impuissance à résoudre les problèmes qui se sont posés au pays pendant les deux dernières décennies. Ces candidats sociaux-démocrates ont en commun, aussi, l'abandon de la référence nationale, qui est problablement de loin le fait politique le plus essentiel de cette campagne électorale. De la gauche, cela ne nous étonne pas outre mesure, parce qu'elle a été parfois patriote, mais elle a été plus généralement internationaliste. Mais de la droite, surtout quand elle se réclame du général de Gaulle, c'est plus étonnant.

– Vous n'acceptez pas la répartition actuelle des candidats telle qu'elle ressort des sondages ?

– Imaginons que j'arrive à un point derrière le deuxième... Ne serais-je pas fondé à penser que l'élection a été faussée par le fait que ce deuxième aura bénéficié de vingt fois, trente fois plus de publicité que moi ?

– Par avance, vous mettez en cause le résultat du premier tour ?

– Si je suis six points derrière, non, évidemment. Mais si je suis près, oui.

– En 1988, la campagne a souvent tourné autour de vos thèses. Comment expliquez-vous que, cette fois, ce ne soit pas le cas ?

– Alors comment expliquera-t-on que j'aie un résultat meilleur que la dernière fois ?

– Vous dites que votre résultat sera supérieur à 14,5 % ?

– Je pense qu'il l'est déjà. Je ne peux pas l'affirmer puisque c'est un résultat aléatoire, mais je pense que je suis au-dessus de 15 %...

– Considérez-vous que Philippe de Villiers peut vous ôter les voix qui vous permettraient de figurer au second tour ?

– Cela a beaucoup moins d'importance que le fait d'avoir été absent ou écarté de la compétition médiatique. Les politologues qui ont analysé la campagne européenne ont estimé qu'il n'y avait pas plus d'un ou deux points donnés à de Villiers qui pouvaient venir du Front national. Aujourd'hui, la situation est très différente, M. de Villiers n'a plus les soutiens dont il bénéficiait, je ne suis pas sûr qu'il passe la barre des 5 %.

– Même au-dessous de 5 %, ces points-là ne vont-ils pas vous manquer ?

– C'est possible. Et je dois dire qu'il n'est pas illégitime de ma part d'espérer que les électeurs votent utile. M. de Villiers n'a pas présenté un programme d'une grande originalité. A l'immigration près, dont il parle extrêmement peu, il a copié grosso modo le programme du Front national.

– Vous dénoncez régulièrement le conformisme de la pensée, mais comment définissez-vous votre anticonformisme ?

– C'est que j'ai des positions qui sont presque radicalement différentes de celles de la classe politique, de l'établissement dominant le pays.

– Jacques Chirac aussi dénonce la pensée unique.

– Jacques Chirac ! Ça, c'est du bidon. C'est le langage électoral. Jacques Chirac dénonce l'énarchisme, mais il est énarque. Il dénonce les hauts fonctionnaires, or il est haut fonctionnaire... Il est l'archétype de ce qu'il combat. Mais il ne combattra encore que quelques jours. Cela fait partie de la convention, aimable d'ailleurs, de la campagne électorale. Jacques Chirac ne se sentira pas du tout impliqué par les promesses qu'il a faites.

– Quand il dit qu'il est le candidat que vous attaquez le plus, il a raison.

– C'est bien normal, c'est celui qui est en tête !

– Vous l'attaquiez même quand il ne l'était pas.

– C'est de la légitime défense. Jacques Chirac a dit qu'il préférait être battu sans le Front national qu'élu avec lui. Il lui arrivera encore la même chose. Les scénarios de M. Chirac ne sont jamais très variés.

– Interrogés par *Le Monde*, tous les candidats à l'élection présidentielle ont rendu public le montant de leur impôt sur le revenu. Vous n'avez pas répondu favorablement à cette solicitation. Pourtant, vous avez indiqué que vous étiez prêt à le faire. Monsieur Le Pen, quel est le montant de votre dernier impôt ?

– 80 000 et quelques francs. C'est beaucoup moins que MM. Chirac et Balladur, qui sont logés, nourris, blanchis par la République.

– En 1988, Alain Juppé avait déclaré, en parlant du second tour : *« La clef de l'élection, c'est le report des voix du Front national. »* Pensez-vous que la situation se présente de la même manière en 1995 ?

– Je croyais que c'était le report des voix de M. Raymond Barre... Si j'étais à la place de M. Chirac, j'aurais très peur, parce que, dans le fond, même s'il arrive en tête, M. Balladur risque d'obtenir plus de voix que M. Barre. Et alors, ou bien il est deuxième et il y a un combat fratricide, ou bien il est troisième et il est éliminé, mais les reports risquent d'être redoutables.

– Le 1er mai, vous donnerez votre position pour le second tour. Votre choix sera-t-il plus aisé s'il s'agit d'une confrontation droite-gauche ou d'un duel entre deux candidats de la majorité ?

– Ma tentation, aujourd'hui, serait de répondre que je suis en dehors de ce jeu-là, mais il y aura une campagne de second tour. Il ne faut pas oublier que la logique des institutions conduit les candidats à présenter un autre programme que leur programme de premier tour. Pour rassembler, ils sont obligés de faire un certain nombre de concessions. C'est à partir de ce programme que, personnellement, je me définirai.

– François Léotard dit qu'en 1988 il y a eu des discussions entre le Front national et les chiraquiens. Ceux-ci disent qu'en 1995 Le Pen a une certaine tendresse pour Edouard Balladur, qui le lui rendrait bien. Finalement, vous avez eu des accointances avec les deux camps ou les deux ont eu des accointances avec vous ?

– Je n'ai pas eu d'accointances. Mon mot d'ordre a été : « Pas une voix pour François Mitterrand ! » M. Chirac a, paraît-il, été ulcéré parce que j'ai parlé du candidat résiduel, ce n'était pas péjoratif, c'était celui qui restait... Mais l'expérience a prouvé qu'avec ce mot d'ordre les reports s'étaient mieux faits en faveur de M. Chirac, en venant du Front national, que de M. Barre.

– Ne pensez-vous pas que les dirigeants de partis politiques devraient, comme les PDG des grandes entreprises, quitter leurs fonctions à partir d'un certain âge ? A soixante-dix ans, en l'occurrence.

– Je ne crois pas que ce soit nécessaire. Généralement les partisans de ces mesures le sont quand ils sont quadragénaires et ils changent assez rapidement d'opinion quand ils deviennent septuagénaires.

– Il n'en demeure pas moins que votre parti est comme tous les autres. Derrière vous, il y a des dirigeants qui piaffent.

– Vraiment ? Vous croyez ? C'est vous qui lancez ces bruits, qui nourrissez ces ambitions secrètes *(rire)* !

Nous allons entrer dans une période agitée ; sans être millénariste, on peut percevoir les premiers signes d'affrontements divers. J'ai peut-être tort, mais je pense qu'à ce moment-là il vaut mieux un capitaine qui a encore les bras solides pour tenir la barre plutôt que des gens qui ont moins d'expérience. »

Propos recueillis par Olivier Biffaud et Christiane Chombeau

M. Giscard d'Estaing interpelle M. Balladur et M. Chirac

DANS UN POINT DE VUE publié par *Le Figaro* du lundi 10 avril, Valéry Giscard d'Estaing affirme que la mise en œuvre de la monnaie unique européenne dès le 1er janvier 1997 *« est rigoureusement incompatible avec un programme immédiat de relance de l'activité économique et de l'emploi »*. Il demande à Edouard Balladur et à Jacques Chirac de dire quelle est leur priorité, et s'ils comptent relever la contribution sociale généralisée (CSG) ou la TVA. Récusant l'idée d'une hausse de ces prélèvements, M. Balladur a par avance répondu à la question, dimanche 9 avril, sur Radio-J : *« J'ai déjà dit qu'il fallait tout d'abord résorber le déficit des comptes sociaux, car si on change le financement de la protection sociale avant, on donnera le sentiment qu'on n'a plus à se préoccuper du déficit »*, a-t-il indiqué.
Après avoir laissé entendre qu'il était favorable à une hausse de l'un de ces deux impôts, M. Chirac a fait machine arrière en déclarant, vendredi 7 avril, à Lille : *« L'assainissement de nos comptes publics nous donnera les marges de manœuvre nécessaires »* pour réformer le financement de la protection sociale *« sans avoir à alourdir la fiscalité sur les ménages »*.

■ **LIONEL JOSPIN NE DOUTE PAS**, dans un entretien au *Figaro* du lundi 10 avril, qu'il pourrait disposer d'une majorité après des élections législatives qui suivraient son arrivée à l'Elysée. *« Ce sera une majorité nouvelle*, explique-t-il, *qui ne pourra se constituer qu'autour d'un certain nombre de personnalités, dont certaines ne seront, sans doute, ni socialistes ni communistes, au sens traditionnel du terme. »* Considérant que *« l'autorité doit être davantage admise qu'imposée »*, M. Jospin ajoute que *« le président de la République doit être davantage un frère qu'un père »*. Dans un autre entretien, le même jour, à *InfoMatin*, M. Jospin reproche à Edouard Balladur de *« promouvoir sa propre morale »* : *« Qu'on distribue des préservatifs à 1 franc, d'accord, mais de la morale à deux sous, non ! »*

■ **PHILIPPE DE VILLIERS A DEMANDÉ** aux électeurs de *« voter neuf, propre et utile »* en apportant leurs suffrages à *« quelqu'un qui n'a jamais eu d'accointance avec les vrais filous et les faux facturiers »*. Lors d'une grande réunion publique, dimanche 9 avril, qui a rassemblé plus de sept mille personnes à Paris, M. de Villiers a souligné que le vote Villiers est à la fois *« un vote indépendant des partis, des appareils, des combinaisons et des compromis »* et *« un vote utile, c'est-à-dire un vote garanti contre les désillusions au lendemain de l'élection présidentielle »*. *« Nous allons, comme pour les européennes, surprendre »*, a assuré le candidat du Mouvement pour la France en se référant aux sondages qui lui sont, actuellement, défavorables. *« Rien ne sert d'être en tête dans les premiers lacets. Ce qu'il faut c'est être en tête dans les derniers lacets. Nous allons les remonter un par un dans les derniers quinze jours »*, a-t-il affirmé, en indiquant qu'il va profiter de la campagne officielle pour *« rebondir »*.

Les candidats à l'élection présidentielle planchent sur l'aménagement du territoire

De la réforme de la fiscalité locale aux fermetures d'hôpitaux, ils ont répondu aux interrogations des maires

A en croire les candidats à l'élection présidentielle, l'heure de la modernisation, et surtout de la clarification, a sonné pour la décentralisation. Tous ont répondu sensiblement dans les mêmes termes, soit au questionnaire que leur avait soumis l'Association des petites villes de France, soit à celui de l'Association des maires de France. De son côté, le candidat socialiste, Lionel Jospin, s'est exprimé, dimanche 9 avril *(lire ci-dessous)*, devant les membre de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (Fneser).

DE JEAN-MARIE LE PEN à Robert Hue, tous les candidats à l'élection présidentielle s'accordent au moins sur un point : le processus de décentralisation doit être poursuivi. La majorité d'entre eux se prononcent en outre pour une réforme de la fiscalité locale, sans vraiment la définir. Parmi les copies des trois prétendants en tête de la course à l'Elysée, celle de Jacques Chirac contient sans doute le plus de promesses alléchantes pour les élus locaux. « *Tout d'abord*, écrit-il d'une plume volontaire, *il faut en finir avec les transferts de compétences qui ne sont que des transferts de charges justifiés par la conjoncture budgétaire* ». En conséquence et en bonne logique, chaque mission nouvelle « *doit être totalement compensée par l'Etat* ».

Mais comment concilier le souhait de l'ancien premier ministre de voir « *à terme chaque collectivité disposer de la capacité de financer de manière autonome les compétences reconnues par la loi* » et « *le renforcement de l'Etat en tant que correcteur des inégalités* » ? Les positions de M. Balladur en la matière, les plus techniques et les plus détaillées, ne révèlent guère de surprises puisqu'elles sont dans le droit-fil de la loi sur l'aménagement du territoire conçue par son gouvernement. Quant à Lionel Jospin, il ne s'étend guère sur le sujet, mais prend soin d'évoquer le déficit de « *démocratie participative* » dans la gestion des affaires locales.

Au chapitre aménagement du territoire, les maires des petites villes ne pouvaient manquer de soumettre à leurs interlocuteurs la question des localisations d'activités dans les régions. Le sujet apparaît consensuel, seul Robert Hue s'« *y oppose résolument* » : les « *délocalisations* » sont non seulement « *destructrices d'emplois* », mais aussi « *toujours prétexte à la casse de l'identité nationale des services publics* ».

PARADOXE

Le sujet de la restructuration hospitalière, non moins sensible aux yeux de ces élus, donne lieu à d'intéressantes réponses. Ainsi, alors qu'il s'est fait applaudir le 4 avril à Poitiers, en apportant son soutien aux élus de l'Isère qui refusent la fermeture de la maternité de La Mure, M. Chirac s'en tient, par écrit, à un prudent paradoxe. Pour lui, « *il serait absurde de maintenir des hôpitaux qui n'offriraient pas toutes les garanties de qualité des soins, comme il n'est pas envisageable de fermer des établissements qui assurent des prestations appréciées par les habitants* ».

M. Balladur, en revanche, ne tergiverse pas lorsqu'il affirme : « *Les restructurations hospitalières ne doivent en aucun cas conduire à la fermeture d'établissements et à la suppression d'emplois.* » Sa détermination n'a, sans doute, pas dû être bien entendue de son gouvernement...

Au final, il faut s'en remettre à Robert Hue et à Philippe de Villiers pour voir bousculés des principes qui semblaient acquis. Le premier se pose en vigoureux défenseur des maires – fonction qu'il occupe lui-même – et dénonce du coup les incitations mises en place pour favoriser la coopération entre villes et villages voisins. Dans la même veine, il s'en prend à la notion de « *pays* », promue par le gouvernement actuel, qu'il estime « *dangereuse* » et destinée à « *vider de son contenu la commune* ».

Le chef de file du Mouvement pour la France n'est pas loin de partager son point de vue sur l'intercommunalité. Mais M. de Villiers, lui, s'enthousiasme de l'émergence de la dimension du « *pays* ». Il imagine doter celui-ci d'une « *personnalité morale de droit public* », tout en admettant que le moment ne s'y prête pas. Dans un registre plus révolutionnaire, M. de Villiers propose de supprimer la taxe professionnelle. Enfin, le principe : à chacun selon ses besoins, prôné par les auteurs de la loi sur l'aménagement du territoire et récemment accepté par le Conseil constitutionnel, ne le convainc pas. Le Vendéen demande au contraire que « *la contribution de l'Etat soit la même pour chaque habitant où qu'il habite* ».

Martine Valo

M. Jospin veut poursuivre l'œuvre de décentralisation

« *APRÈS celui de François Mitterrand, nous avons envie d'accrocher ton portrait sur les murs de la République* » a lancé Bernard Poignant, maire PS de Quimper en accueillant Lionel Jospin au rassemblement organisé par la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (Fneser) dimanche 9 avril au Parc floral de Vincennes.

Devant quelque cinq mille élus – parmi lesquels Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Catherine Trautmann, Louis Le Pensec –, M. Jospin a insisté sur la nécessaire collaboration entre les pouvoirs publics et les collectivités locales : « *Si la réforme doit venir d'en haut, elle ne doit pas y rester confinée. Il n'y a dans ce pays de grandes réformes que celles qui irriguent le territoire national.* »

Le candidat socialiste a ensuite rappelé les grandes lignes de son programme dans ce domaine : « *Je veux le développement solidaire des territoires* », a-t-il affirmé. Il a indiqué sa volonté de « *poursuivre l'œuvre de décentralisation* » par une politique contractuelle entre l'Etat et les collectivités et en veillant à ce que tout nouveau transfert de compétences soit accompagné d'un transfert de ressources, par le développement de l'intercommunalité et de la démocratie de participation. M. Jospin a annoncé son intention d'ouvrir « *le chantier de la fiscalité locale* ». Sur ce point, il a défini plusieurs directions : spécialisation territoriale de l'impôt qui donnerait plus de responsabilités aux élus, développement des formes de péréquation et de solidarité, notamment par une meilleure répartition de la taxe professionnelle entre les communes, indexation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) sur le taux de croissance économique. M. Jospin s'est aussi engagé à poursuivre la politique de la ville, notamment en direction des quartiers en difficulté et il a plaidé pour le développement des télévisions locales et pour l'environnement.

LA QUESTION DU BILAN

Cette défense et illustration des « *valeurs de la République* » a été autant d'occasions de critiquer les actions passées de Jacques Chirac et d'Edouard Balladur. Le candidat socialiste avait, en effet, pris soin d'émailler son intervention d'attaques contre ses adversaires. « *Il y a des républicains de progrès, mais il y a aussi un conservatisme républicain dont je ne partage pas les valeurs* », a-t-il déclaré en ajoutant : « *Avec des exclus économiques et sociaux, on ne peut pas faire des inclus civiques.* » A propos du débat sur l'impartialité de l'Etat, M. Jospin a renvoyé ses adversaires dos à dos : « *C'est l'Etat-RPR qu'on nous propose mais pas l'Etat républicain.* »

Lionel Jospin a aussi abordé la question du bilan des socialistes au pouvoir. Citant Montaigne, il a revendiqué « *le droit d'inventaire* » : « *Nous avons un bilan qui n'est pas le fait d'un seul homme, François Mitterrand (...) Quelles que soient les lumières et les ombres, il est le bilan d'un mouvement collectif et le résultat d'une réalité collective.* » Et il a ajouté : « *Il y a des choses que nous ne voulons pas refaire* ».

Avant d'entonner la *Marseillaise* avec les élus, Lionel Jospin a lancé : « *Nous allons écarter l'un des deux conservateurs au premier tour, sans doute Edouard Balladur, puis au second tour, nous allons combattre le mystificateur.* »

Françoise Chirot

L'Arc atlantique veut participer à l'aménagement du territoire européen

CADIX
de notre envoyé spécial

Quelque 200 participants au deuxième forum « Atlantis » consacré au développement des liaisons maritimes sur l'Arc atlantique se sont réunis, vendredi 7 avril, dans les bâtiments de la faculté de philosophie et de lettres de Cadix. La notion d'Arc atlantique, on le sait, a maintenant pris corps : non seulement, l'Arc regroupe plus de trente régions, britanniques, irlandaises, françaises, espagnoles et portugaises, mais il a assez de poids à Strasbourg et à Bruxelles pour faire l'objet d'un programme communautaire, « Atlantis I », doté par la Commission d'un budget de 4 millions d'écus (1 écu = 6,38 francs) auxquels se sont ajoutés 4 autres millions d'écus de contributions nationales. « Atlantis I » a permis de financer une série d'études sur quatre grands thèmes : la modernisation du tourisme ; les transferts de technologies ; l'eau et l'environnement ; les liaisons aériennes et maritimes entre ses membres.

C'est évidemment ce dernier thème qui affiche le plus symboliquement l'unité de l'Arc, mais qui révèle également la nécessité de politiques volontaristes pour la traduire dans les faits. Car, jusqu'ici, chargeurs, armateurs et collectivités territoriales et locales, aux intérêts souvent contradictoires, déterminaient leur ligne de conduite en fonction de critères autres que celui de la revitalisation globale de la façade atlantique.

Deux facteurs viennent aujourd'hui conforter une démarche restée pour l'instant essentiellement politique : l'engorgement des voies routières européennes, source majeure de pollution, qui fait ressortir les avantages du transport maritime, moins coûteux et plus respectueux de l'environnement ; la volonté d'un aménagement équilibré du territoire des Quinze, qui implique un effort particulier en faveur des régions géographiquement périphériques, qui se trouvent être également des régions maritimes.

SATISFECIT DE BRUXELLES

A cet égard, la réunion de Cadix peut fournir un premier point d'application potentiel au schéma de développement de l'espace communautaire (STEC) préparé à l'occasion de la récente rencontre des ministres européens de l'aménagement du territoire, à Strasbourg, les 30 et 31 mars.

Il suffira pour cela de puiser dans les propositions présentées à Cadix : création d'un port de transbordement à l'ouest de la Manche, développement du cabotage et de lignes reliant les ports de l'Arc entre eux avec un ou deux ports plaques tournantes ; adaptation des ports aux modes de transport combinés : informatisation maritime et portuaire, création de nouvelles lignes ferries ; amélioration de la sécurité maritime.

« *L'Arc est une réalité. Ce qu'a démontré la dynamique « Atlantis » est la vitalité de régions atlantiques* », a pu dire Pierre Maille, maire PS de Brest, qui, en décembre 1994, avait accueilli dans sa ville le premier forum. Pour sa part, le représentant de la Commission européenne, Jean-François Drevet, a donné un satisfecit de Bruxelles à « *l'un des programmes communautaires qui ont le mieux fonctionné depuis 1989* », et n'a pas exclu que, à côté d'autres espaces transnationaux d'aménagement du territoire comme la Méditerranée ou la Baltique, l'Arc puisse être inclus dans un programme d'initiative communautaire (PIC).

Bernard Cassen

Les promesses ambiguës de M. Balladur aux communes et départements

POUR un premier ministre-candidat à l'élection présidentielle, concilier le bilan du chef du gouvernement et les promesses du postulant à l'Elysée relève parfois du grand écart. Une lettre – simplement signée Edouard Balladur – et adressée aux maires le 16 mars, illustre justement ce délicat exercice.

L'auteur de la missive rappelle d'abord comment le gouvernement a limité l'augmentation annuelle de la dotation globale de fonctionnement (DGF) destinée aux collectivités locales et comment ces dernières ont dû « *participer à la solidarité nationale en contribuant à préserver l'équilibre du système des retraites* ».

Décidée fin décembre 1994, l'augmentation de la cotisation des employeurs à la caisse de retraite des agents des collectivités locales – la désormais fameuses CNRACL – avait déclenché une telle ire chez les élus que le comité des finances locales en boude encore et refuse, depuis, de se réunir. Passer sous silence ce funeste épisode aurait été maladroit.

LA COLÈRE DES CHIRAQUIENS

Mais foin du passé : après les avoir « *remerciés* » pour leur effort, le candidat annonce aux communes et aux départements une « *rallonge* » de la DGF d'un milliard de francs, dès la fin du printemps. Selon le premier ministre, cette largesse serait brusquement rendue possible grâce au retour de l'activité économique.

Les fidèles soutiens de Jacques Chirac que sont les députés de la Manche Yves Bonnet (UDF) et de l'Oise Jean-François Mancel (RPR) ne pouvaient manquer de s'indigner publiquement de cette lettre ambiguë. Le premier exprime sa « *stupéfaction* », souligne que « *le prochain budget n'est évidemment pas voté* » et déplore une manifeste « *confusion des genres* ». Le second, qui est secrétaire général adjoint du RPR, s'insurge contre « *la démagogie du candidat Balladur (qui) n'a plus de limite* » et dénonce une promesse faite au nom d'un gouvernement futur.

M. Va.

هكذا من الأصل

JUSTICE La cour d'assises de Seine-Maritime a condamné, samedi 8 avril, Stéphane Delabrière, âgé de vingt-six ans, à la réclusion criminelle à perpétuité, condamnation qui sera exécutée avec la période de sûreté automatique de quinze ans. L'accusé a été reconnu coupable de deux meurtres suivis de l'assassinat d'un surveillant de prison. ● CE VERDICT pose le problème de la définition de la responsabilité d'un meurtrier que deux collèges d'experts psychiatres considèrent comme un malade mental. Il met une fois de plus au jour le manichéisme du droit pénal français qui ne laisse de choix qu'entre punir ou soigner. ● LE NOUVEAU CODE PÉNAL entré en vigueur le 1er mars 1994 a raté l'occasion de mettre en place une procédure moins schématique. Le nombre croissant de malades mentaux incarcérés conduit à multiplier les appels aux experts psychiatres.

Stéphane Delabrière a été condamné à perpétuité

La cour d'assises de Seine-Maritime a été confrontée aux contradictions des experts. Soigner ou punir ? A la fin du XXe siècle, la question reste posée quels que soient les progrès de la psychiatrie

ROUEN
de notre envoyé spécial

Au terme d'un délibéré de près de quatre heures, la cour d'assises de la Seine-Maritime, présidée par Jean Reynaud, a condamné, samedi 8 avril, à la réclusion criminelle à perpétuité Stéphane Delabrière, vingt-six ans, reconnu coupable de deux meurtres commis en 1990 et 1991 au Havre, et de l'assassinat d'un surveillant de la prison de Rouen en août 1992. Compte tenu de la législation applicable à la date des faits, la condamnation aurait pu être assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans. Mais la cour n'a pas délibéré sur ce point et la condamnation sera donc exécutée avec la période de sûreté automatique de quinze ans. Me Hugues Lenormand, avocat de l'accusé, a immédiatement annoncé son intention de se pourvoir en cassation.

Au regard de l'état mental de l'accusé, considéré comme un malade par deux collèges d'experts-psychiatres, ce procès fut une occasion ratée. Entre soigner et punir, le jury a choisi la sanction dans sa forme la plus sèche. Certes, les jurés étaient placés dans une position difficile puisqu'en définitive on leur demandait de suppléer la carence de quatorze experts, incapables de s'entendre sur l'état mental de l'accusé. Ceux qui l'avaient examiné dans la période la plus proche des faits le considéraient comme indéniablement fou et concluaient à l'irresponsabilité d'un homme atteint de schizophrénie ou psychose dissociative. Les autres, tout en dressant un tableau inquiétant de son équilibre mental, se contentaient de considérer Stéphane Delabrière comme un pervers psychopathe, en soutenant qu'il était responsable de ses actes.

A l'audience, Stéphane Delabrière n'avait pas semblé simuler la folie. Bien au contraire, il paraissait extraordinairement « normal ». A un détail près : parlant comme un procès-verbal, il décrivait froidement les faits, sans trahir le moindre sentiment, en donnant l'impression de ne jamais parler de lui-même. Il expliquait mécaniquement, d'une voix atone, comment il interrogeait longuement le corps de ses victimes pour qu'elles lui parlent de l'enfer. Et s'il disait que leur silence l'énervait, c'était sur le ton de l'indifférence, comme s'il s'était résigné à ne pas être compris. Quelle que soit la controverse sur le terme médical à appliquer à son état, Stéphane Delabrière apparaissait incontestablement comme un malade mental. Devant une culpabilité certaine, les jurés pouvaient soit condamner l'accusé à la prison, où le traitement sera quasiment inexistant, soit l'acquitter, afin que le préfet prenne immédiatement un arrêté de placement d'office dans un hôpital psychiatrique.

NE PAS JUGER LES FOUS

Pour Me Jean-François Titus, conseil d'une partie civile, le choix était simple et l'avocat déclarait : *« Delabrière n'est pas un fou, ce n'est pas un monstre, mais seulement un comédien. »* S'exprimant de façon plus nuancée, Me Richard Sedillot, conseil de la famille de Francis Caron, le surveillant de prison tué apparemment sans raison, ne contestait pas que l'on se trouve dans *« une logique maladive »*, et il avait souligné avec une pertinence certaine : *« Les experts ont dit tout et son contraire. Cette querelle, nous ne sommes pas capables de la résoudre. »* Mais surtout, il avait eu cette phrase terrible qui fut sans doute déterminante : *« Si vous acquittez, n'y aura-t-il pas d'autres détenus qui seront tentés d'abattre un surveillant en espérant se faire passer pour fou pour échapper aux foudres de la justice ? »*

Dans une telle affaire, posant de manière aussi aiguë une question si lourde de conséquences sur un grand principe de notre société qui veut que l'on ne juge pas les fous, le réquisitoire était particulièrement attendu. Il fut décevant, car l'avocat général, Françoise Albertini, aborda le dossier comme s'il s'agissait d'une affaire ordinaire. Pour elle, Delabrière n'est qu'*« un vulgaire petit cambrioleur surpris par sa victime. Un instable, un violent, calculateur, capable de simulation »*. Elle le considère donc comme *« parfaitement responsable »*, en s'appuyant uniquement sur *« les experts nationaux »*, favorables à sa thèse, les autres étant qualifiés de *« non professionnels (...) qui se prennent pour la quintessence de l'humanité »*. Et au passage, elle fustigeait le professeur Serge Bornstein, qui avait osé dire à la barre que la présence de Delabrière en cour d'assises était *« une erreur médico-judiciaire »*. Au chapitre de la peine, le discours fut aussi caricatural, puisque le magistrat tomba dans le cliché trop souvent répandu, en affirmant que, si la réclusion criminelle à perpétuité n'était pas prononcée, le jeu des grâces et des remises de peine permettrait qu'il soit *« dehors dans moins de quatre ans »*.

La tâche de Me Lenormand devenait alors difficile. Il tenta cependant d'élever le débat en déclarant d'emblée aux jurés : *« Je vous demande de rendre une décision digne de notre époque et de notre société. Au-delà de la décision de justice, c'est un choix de société que vous allez opérer. »* Aussi avait-il demandé ce qu'il avait appelé *« un acquittement thérapeutique »*, en expliquant : *« Le placement d'office, par le préfet, de Delabrière dans une unité pour malades difficiles (UMD) d'un hôpital, est la seule solution adaptée au cas de Delabrière. »*

CONTRADICTIONS D'EXPERTS

Même si l'on pouvait espérer une décision plus courageuse, le jury, enfermé dans les carences de notre système judiciaire, disposait d'un choix pouvant apparaître comme trop brutal. L'acquittement – même avec placement d'office dans une UMD d'un hôpital psychiatrique – évoque une notion d'innocence difficilement acceptable par une opinion publique éprise de vengeance, et où l'idée même d'une maladie mentale chez un criminel est actuellement perçue comme une excuse facile. Cet acquittement aurait cependant été mieux compris venant d'un jury populaire. En février 1993, les jurés de la Moselle avaient, sans provoquer de scandale, accordé des circonstances atténuantes à un débile mental, Christian Giacchetto, pourtant reconnu coupable d'avoir égorgé et violé une petite fille de trois ans.

Mais un autre facteur peut avoir joué : le placement en UMD échappe à l'autorité judiciaire, et, même si certains malades sont depuis plus de vingt ans dans ces services spécialisés, le jury ne disposait d'aucune garantie sur la longueur de l'internement. Il lui fallait s'en remettre aux médecins, car c'est le préfet, après avoir consulté une commission du suivi médical, qui décide de l'éventuel maintien du malade en UMD ou de sa libération. Or à l'audience, les contradictions flagrantes des experts n'ont pas contribué à renforcer le crédit du monde médical. Dans ces conditions, il est difficile de demander à un jury populaire de départager des spécialistes sur un terrain aussi délicat et complexe que celui de la psychiatrie. Surtout lorsqu'on sait ce domaine troublé par le juridisme envahissant auquel cèdent trop d'experts, plus prompts à fréquenter les cabinets des juges d'instruction qu'à prendre en charge les patients, ce qui conduit à juger des malades qualifiés tantôt de *« borderline »* (à la frontière de l'état pathologique et de l'état normal), tantôt de pervers.

En attendant que les psychiatres sortent d'une certaine morale qui les amène à considérer des malades comme responsables, il est donc urgent d'offrir aux jurys un plus grand éventail de décisions, comportant notamment le placement judiciaire dans un centre de traitement avec suspension de la peine, comme cela existe en Suisse. Mais encore faudra-t-il que la loi soit cohérente. A l'audience, le docteur Védrine, membre d'un collège d'experts, qui déclarait Stéphane Delabrière responsable, avait cependant précisé que son état mental avait *« altéré gravement son discernement »*. Dans ce cas, la loi précise : *« La juridiction tient compte de cette circonstance lorsqu'elle détermine la peine et en fixe le régime. »* Mais aucun texte n'est venu compléter cette loi qui, faute d'une fourchette précise, ne reste donc qu'un voeu pieux.

Maurice Peyrot

La colère des personnels de la Protection judiciaire de la jeunesse

LE 1er FÉVRIER, ils avaient fait le « coup de poing » à l'ouverture d'un colloque marquant le cinquantenaire de l'ordonnance de 1945 régissant la justice des mineurs et instituant les juges des enfants. Attachés à ce texte, qui proclame la priorité de l'éducation sur la répression, les personnels de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), éducateurs en tête, avaient dénoncé *« la régression sans précédent des valeurs humanistes qui étaient présentes lors de la création de l'éducation surveillée »*, soit un certain recentrage de la justice des mineurs vers le pénal (*Le Monde* du 7 février).

L'ire n'a pas cessé. Mais à ces craintes se sont juxtaposées des revendications. Depuis le 28 mars, à l'appel du Syndicat des personnels de l'éducation surveillée (SNPES-PJJ-FSU), majoritaire chez les éducateurs, les personnels de plusieurs dizaines de départements sont en grève. Educateurs ou veilleurs de nuit, employés ou cuisiniers pour les foyers, ils ont multiplié les actions spectaculaires, délaissant leurs établissements pour occuper, parfois nuit et jour, les directions régionales de leur administration. A Paris, ils ont investi les permanences électorales des principaux candidats à l'élection présidentielle.

Lundi 10 avril, ils appelaient à une manifestation nationale afin d'obtenir la levée immédiate du gel qui affecte depuis quelques années les postes de toutes les catégories travaillant à la PJJ (5 400 agents, dont la moitié d'éducateurs), les départs n'ayant pas été systématiquement remplacés. Ils réclament également une augmentation de 1 200 francs pour tous (7 000 francs pour les agents qui ont plus de quinze ans d'ancienneté), et enfin la revalorisation de leur statut au sein de la fonction publique. Les éducateurs (catégorie B) souhaitent faire reconnaître leur fonction éducative par un alignement des carrières sur celles des instituteurs, devenus professeurs des écoles (catégorie A).

Chez nombre d'entre eux, le voile des revendications syndicales masque à peine une profonde amertume. A l'image des jeunes qu'ils prennent en charge, le métier d'éducateur a changé. *« On gère de plus en plus la misère »*, confie Adeline, trente-huit ans, éducatrice en milieu ouvert à Argenteuil (Val-d'Oise). Chargés de s'occuper à la fois des mineurs en danger, battus ou maltraités (205 815 signalements en 1993) et des jeunes délinquants qui ont commis des infractions (51 933 en 1993), les éducateurs constatent un rapprochement de fait entre leur profession et celle des travailleurs sociaux. Ils estiment que certains juges des enfants eux-mêmes ne font plus réellement la différence.

Directeur d'un centre d'action éducative parisien et ancien éducateur à la PJJ depuis trente ans, Yves Chaussignand observe que, de *« simples techniciens de l'assistance éducative »* rompus au contact avec les jeunes en difficulté, les éducateurs sont progressivement devenus de véritables *« concepteurs de projets de réinsertion »*. *« Nos interlocuteurs se sont multipliés »*, explique Alain, quarante-trois ans, éducateur dont le salaire, après vingt-deux ans d'ancienneté, plafonne à 10 500 francs nets mensuels, primes comprises. *« Nous prenons de face la précarité de l'emploi, la pauvreté des familles, tandis que les issues de réinsertion pour les jeunes se ferment les unes après les autres »*, poursuit l'éducatrice du Val-d'Oise.

Face au mouvement de grève, la chancellerie rappelle avoir déjà obtenu du ministère du budget le dégel des postes qui avaient été prévus par la loi de programmation pluriannuelle relative à la justice, qui prévoit la création de quatre cents emplois en cinq ans. Mais le ministère ne dit mot sur les postes bloqués à la suite des départs. A la direction régionale de la PJJ parisienne occupée, rue Saint-Louis-en-l'Île, une poignée de grévistes du SNPES égrènent les primes supplémentaires dérisoires accordées aux personnels les dimanches et jours fériés : 4,50 francs par heure pour les éducateurs, 3,77 francs pour les veilleurs de nuit...

Jean-Michel Dumay

« N'est pas pénalement responsable... »

L'IRRESPONSABILITÉ PÉNALE du fou est l'un des acquis de la Révolution française. Alors que le Moyen Age punissait le dément plus sévèrement que les autres parce qu'il le considérait comme un possédé du démon, la Révolution proclamait qu'on ne pouvait juger un homme qui ne disposait pas de son libre arbitre. Reprenant ces idéaux, le code pénal napoléonien affirmait en 1810 : *« Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'avait pu résister. »* En 1838, la loi sur l'internement psychiatrique consacrait cette séparation entre le monde des criminels et celui des aliénés.

Jusqu'en 1994, le texte fondateur du code napoléonien est resté inchangé. Il impose pourtant à la justice un silence de plus en plus critiqué : lorsque l'expertise psychiatrique conduit à envisager l'irresponsabilité pénale du prévenu, le juge d'instruction prononce un non-lieu. Le prévenu est alors placé en hôpital psychiatrique et les victimes sont averties par courrier. Tout se déroule dans l'intimité du bureau du magistrat : il n'y a ni procès ni débat public. *« En évacuant le crime, le non-lieu prive les victimes du sentiment de justice, absente l'auteur de sa faute et abandonne le criminel »*, résumait en 1994 Michel Dubec, psychiatre et expert près la cour d'appel de Paris (*Le Monde* du 2 mars 1994).

La vaste refonte du code pénal lancée en 1985 par Robert Badinter aurait pu permettre une large discussion sur la notion d'irresponsabilité pénale. Les parlementaires de la fin du XXe siècle ont cependant choisi de maintenir le principe du non-lieu tel qu'il avait été défini en 1810. A quelques détails près, le texte du code pénal entré en vigueur le 1er mars 1994 ressemble donc beaucoup à celui de son ancêtre : *« N'est pas pénalement responsable la personne qui était atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes. »* *« Cet article est sans doute le plus décevant du nouveau code pénal »*, regrette l'avocat Henri Leclerc.

En raison des réticences des psychiatres, les non-lieux pour irresponsabilité sont de plus en plus rares : en 1991, ils représentaient à peine 0,5 % des inculpations. L'incarcération croissante des personnes atteintes de troubles mentaux – en 1992, l'administration pénitentiaire estimait qu'elles représentaient la moitié de la population carcérale – a progressivement conduit les responsables politiques à se tourner de plus en plus souvent vers les psychiatres : depuis la loi sur la perpétuité réelle de 1993, tous les condamnés pour crimes ou délits sexuels doivent être incarcérés dans un établissement permettant un suivi psychiatrique et une expertise doit être demandée avant tout assouplissement de peine.

Depuis une dizaines d'années, les psychiatres sont de plus en plus présents en prison (19 des 183 établissements français comportent un service médico-psychologique régional). Dépendant du ministère de la santé, ces structures placent parfois les psychiatres dans une situation professionnelle et éthique difficile. *« Nous nous trouvons engagés dans un curieux processus d'imbrication de la psychiatrie et de la criminalité*, notait le docteur Odile Dormoy, médecin à la prison de la Santé, en 1994. *Nous sommes amenés à y participer, mais faut-il en devenir l'alibi humanitaire et normatif en se prêtant au mythe du « bon traitement » redresseur des dysfonctionnements individuels et sociaux et dont il faudrait en prime, thérapeutes ou experts, garantir la réussite définitive ? »*

Anne Chemin

Les enquêteurs sont parvenus à mettre au jour le système de corruption politique dans l'Isère

Plusieurs chefs d'entreprise ont été mis en examen

Tandis que trois nouveaux chefs d'entreprise ont été mis en examen pour ententes illicites, les juges d'instruction Christian Blaes et Catherine Parola continuent de démêler le système de passation des marchés publics à Grenoble et dans l'Isère. Ils ont ainsi mis au jour un étonnant système, dit des « tables », permettant aux « patrons » du département et aux chefs d'entreprise de « pré-attribuer » les appels d'offres.

GRENOBLE
de notre bureau régional

Trois nouveaux chefs d'entreprise ont été mis en examen le 5 avril pour ententes illicites dans le cadre des « affaires grenobloises ». Alain Crespeau, directeur de l'agence SCREG Sud-Est, Didier Jouveau, responsable régional de la société Colas – il s'agit de deux filiales du groupe Bouygues – et Charles Kibler, directeur de l'agence grenobloise Gerland, sont venus grossir la liste, déjà longue, des patrons d'entreprises du bâtiment et des travaux publics (BTP) et des hommes politiques, qui participaient depuis de nombreuses années à des « arrangements » opérés sur les marchés publics dans l'agglomération grenobloise et le département de l'Isère. Parmi ces derniers, deux sont en prison : Guy Névache, premier vice-président de la communauté de commune et quatrième adjoint du maire de Grenoble chargé des grands travaux, depuis le 23 décembre 1994 ; et Jean-Guy Cupillard, vice-président du conseil général chargé des routes et maire de L'Alpe-d'Huez, depuis le 8 février. L'un et l'autre ont été mis en examen pour complicité de recel d'abus de biens sociaux et corruption passive.

Patiemment, les juges Christian Blaes et Catherine Parola tentent de démêler l'inextricable écheveau de cette affaire aux innombrables ramifications et aux nombreux acteurs. A Grenoble, l'argent gangrenait, en effet, à travers un grand nombre de marchés publics, une partie du milieu politique. Le rythme, apparemment lent, des investigations des deux magistrats pourrait laisser croire qu'ils se sont enlisés dans le marais des compromissions, des passe-droits et des pots-de-vin versés par différents acteurs économiques aux responsables politiques locaux. Policiers et magistrats écartent vigoureusement cette hypothèse. Au contraire, ils affirment que leur dossier s'est beaucoup alourdi ces dernières semaines.

Les enquêteurs cernent désormais mieux la façon dont était organisée, à Grenoble et dans l'Isère, la passation des marchés. Les chefs d'entreprise spécialisés dans les revêtements routiers, au nombre de huit, ont reconnu qu'avec la complicité des « patrons » du département et de la ville, qui les avaient « *agréés* », ils s'étaient entendus pour se partager le marché du « noir ».

Des « ententes » entre élus et entrepreneurs couvertes par des fonctionnaires peu sagaces

Ils effectuaient leurs répartitions au cours des « tables » qui étaient organisées principalement dans les locaux de deux des principaux acteurs de la place, présents sur tous les gros chantiers de la ville et du département, les entreprises Lefèvre (groupe Lyonnaise des eaux) et SCREG. Ces derniers disposaient d'une voix prépondérante autour de la « table ». « *Ils régnaient en « parrains » sur l'organisation* », constate un policier.

Dans son ordonnance rendue le 24 février, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble citait les propos tenus devant le juge d'instruction par Pierre Chambard, un entrepreneur de travaux publics qui fut écarté de l'entente : « *Ces « tables » se faisaient après le lancement de l'appel d'offres du département, qui permettait d'avoir les quantitatifs. Ensuite au cours de ces « tables », les règles étaient fixées, et les secteurs étaient pré-attribués. De ce fait, chacun établissait ses prix pour le secteur le concernant, et avisait les autres de façon qu'il se retrouve obligatoirement le moins-disant le jour de l'ouverture des plis. Cependant le contrôle de la direction départementale de l'équipement ne permettait pas de fantaisie et les prix restaient raisonnables, jusqu'au moment de la décentralisation où il n'y a plus eu de contrôle.* »

Une entente du même type fonctionnait également dans le secteur du bâtiment. Le cas du chantier d'extension du centre hospitalier universitaire de Grenoble et de ses parkings, confié à la société SDE Travaux, est à cet égard tout à fait révélateur des pratiques qui avaient cours, à Grenoble comme dans le département. Le PDG de cette entreprise, Paul Crovella – mis en examen pour corruption active et écroué pendant deux mois – n'eut aucune difficulté pour soumissionner au prix le plus bas, puisque, conformément à la pratique des membres de l'entente, la « table » avait pris ses dispositions pour que ses prétendus concurrents proposent des prix supérieurs. Ce marché d'un montant de 70 millions de francs aurait permis à l'intéressé de dégager une marge, avant impôts et amortissement, de 35 %, « *très supérieure à celle de 15 % à 20 % communément obtenue* », souligne l'ordonnance de la chambre d'accusation.

Les magistrats s'intéressent aussi au comportement du représentant de l'Etat lors de la passation du marché de l'hôpital. Ce dernier aurait émis « *un rapport de complaisance* » sur un avenant de 10 millions de francs conclu avec la société SDE. Pierre Vacher, fonctionnaire de la direction des affaires sanitaires et sociales, spécialiste des constructions hospitalières, détaché à la direction départementale de l'équipement de l'Isère, a été placé récemment en garde à vue à l'hôtel de police, pendant deux jours. Il rejette les accusations portées contre lui et affirme n'avoir jamais bénéficié de la part du chef d'entreprise grenoblois d'aucun avantage en nature.

Enfin les enquêteurs s'étonnent du manque de sagacité dont ont fait preuve, pendant des années, les responsables de la direction départementale de la concurrence et de la consommation de l'Isère. Ceux-ci assistaient régulièrement aux commissions d'ouverture des plis remis par les entreprises candidates à des marchés publics. Ces agents chargés de débusquer les ententes conclues entre les entreprises, pouvaient-ils vraiment ignorer l'existence des fameuses « tables » ? Certains aujourd'hui prétendent qu'elles étaient devenues « *un secret de Polichinelle* ». Ou bien ces fonctionnaires ont-ils été « incités » à fermer les yeux ? Et par qui ?

Après avoir mis au jour le fonctionnement du système de corruption politique qui avait cours à Grenoble et dans l'Isère, magistrats et policiers vont dès lors pouvoir remonter jusqu'à sa source et cerner ses véritables commanditaires.

Les chefs d'entreprise récemment mis en examen ont clairement désigné deux des proches collaborateurs d'Alain Carignon, Patrick Thull, secrétaire général de la ville de 1986 à 1989, et Xavier Péneau, directeur de cabinet du maire et directeur des services du département de l'Isère de 1985 à 1994, aujourd'hui sous-préfet de Montmorency (Val-d'Oise). Le premier a été entendu comme témoin au début du mois de mars. Il a notamment décrit l'accélération du système de ponction d'argent auprès des entreprises à partir de 1987. M. Thull a parlé à cette occasion d'« *époque folle* ».

Quant à Xavier Péneau, qui a été gardé à vue, à deux reprises, dans le cadre de l'affaire Dauphiné News, sa convocation par les juges grenoblois serait imminente. Les chefs d'entreprise le désignent comme le principal « *donneur d'ordre* ». « *C'est lui qui nous téléphonait pour réclamer de l'argent en liquide ou qui nous demandait d'adresser des chèques pour la campagne de tel ou tel homme politique*, raconte un patron d'une entreprise du BTP. *Mais il organisait également les séjours des élus à l'étranger et il pouvait exiger que nous honorions des factures d'imprimeurs lors des principales échéances électorales.* »

Claude Francillon

Des milliers de personnes ont manifesté en France contre l'exclusion

Côte à côte, chômeurs, sans-abri et salariés ont réclamé le droit au logement

ILS N'ÉTAIENT pas 10 000, comme l'a sous-estimé la préfecture de police de Paris ; ils n'étaient pas non plus 40 000, comme l'ont surévalué les organisateurs – cent trois associations et syndicats à l'instigation de Droit au logement (DAL) et de Droits devant. Ils étaient environ 20 000 à manifester, samedi 8 avril à Paris, de la place de la Bastille à la place Saint-Augustin, sur les thèmes : « *Pour les droits à l'égalité, contre les exclusions et la précarité* ». Une participation francilienne un peu moins forte que celle prévue par DAL, qui escomptait la venue de 30 000 personnes (*Le Monde* daté 9-10 avril).

Il est vrai qu'excepté Emmaüs-France et la Fondation abbé Pierre, les grandes associations de solidarité – en particulier celles réunies dans le réseau Alerte – n'avaient pas répondu à l'appel lancé initialement par DAL et Droits devant. Non pas qu'elles aient désapprouvé cette action : la lutte contre toutes les formes d'exclusion est leur champ de bataille quotidien. Mais elles ont jugé – notamment ATD-Quart-monde, fer de lance du réseau Alerte – que cette manifestation avait un aspect trop revendicatif, avec des exigences parfois laxistes, comme l'extension du RMI (revenu minimum d'insertion) aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, alors qu'Alerte préconise des dispositions de fond, comme l'instauration d'un « *pacte social* » contre la pauvreté et l'exclusion.

Il ne faut pas en déduire pour autant que le mouvement de solidarité est divisé. Des militants d'Alerte se sont intégrés au cortège parisien à titre individuel et, surtout, de nouveaux ponts doivent être prochainement établis entre ce réseau et DAL-Droits devant, un monde œuvrant pour la même cause, pour défendre « *tous les droits* » en faveur des personnes en grande difficulté. Une jonction qui pourrait être faite par la jeunesse défavorisée. C'est, avec la caractéristique inédite de voir chômeurs, sans-abri et salariés marcher côte à côte, ce qui a le plus frappé dans le défilé du 8 avril : la grande jeunesse des participants, le cortège étant composé aux deux tiers de garçons et filles n'ayant pas vingt-cinq ans, lycéens, étudiants, jeunes des banlieues.

Avec, également, des adultes qui n'étaient pas descendus dans la rue depuis longtemps, voire jamais, sauf pour y vivre...

Même si le rassemblement parisien n'a pas été aussi dense qu'espéré, on n'aurait pas parié, il y a seulement six mois, que DAL, qui ne comptait qu'une cinquantaine de militants, et Droits devant, créé en décembre 1994, recevrait un tel agrément, singulièrement de la part des syndicats ouvriers (la confédération CGT, plusieurs fédérations CFDT), enseignants (FSU, SGEN-CFDT, SNES, FEN) et de parents d'élèves. Qui eût dit que les deux associations mobiliseraient une telle foule, applaudie, sur les trottoirs des grands boulevards, par des badauds et des touristes ?

Charles Pasqua, seule cible des manifestants

En province, où étaient organisées des manifestations identiques dans une quarantaine de villes et où la cause de la non-violence a prévalu comme à Paris – aucun incident à signaler –, c'est à Toulouse que la mobilisation a été la plus notable, avec un peu plus de 2 000 participants. Dans cette ville, des familles occupant un hôtel avaient été, le 19 mars, délogées *manu militari* par la police. Comme dans la capitale, le ministre de l'intérieur a été la seule personnalité politique prise pour cible : « *C'est Pasqua qu'il faut virer, pas les immigrés* », scandait-on un peu partout, notamment à Bordeaux, où un avion en aluminium, baptisé « *Air Pasqua* », ouvrait la marche. A Clermond-Ferrand, il était signalé, à titre d'exemple, que 40 % des parents d'élèves d'une école dépendaient du RMI ou de contrats emploi-solidarité.

On a aussi réclamé l'application de la « loi de réquisition » à Marseille, Lyon, Montpellier, Avignon, Angoulême, Strasbourg, Nancy, Lille...

L'ABSENCE DES POLITIQUES

C'était bien, samedi, la preuve – étayée par des répliques similaires dans une quarantaine de villes de province – qu'une lame de fond est en train de se constituer contre le phénomène de l'exclusion, en dehors des partis politiques, qui n'ont, du reste, pas été invités à cette journée. Seule une petite délégation du PCF s'était glissée en queue du défilé francilien et, parmi les candidats à l'élection présidentielle, on n'a noté que la présence de Dominique Voynet à Paris et une brève apparition d'Arlette Laguiller à Lille.

La manifestation parisienne a fait l'économie, au demeurant, de banderoles et de slogans politiques – à quoi bon s'en prendre, remarquaient bon nombre de participants, à des dirigeants qui ne seront peut-être plus là dans trois semaines ? –, sauf à l'encontre de Charles Pasqua, qui a été particulièrement fustigé pour ses « *lois contre l'immigration* ».

MOBILISATION DES ANTIRACISTES

Une autre caractéristique de ce défilé a été la forte mobilisation des organisations antiracistes (SOS-Racisme, MRAP, Fasti, etc.). Ce sont ces grappes de jeunes qui ont notamment donné, sur des airs de rap, de rock, de reggae ou d'afro-music, un air de fête à cette manifestation. Le groupe Ras l'front, par exemple, s'est taillé un franc succès en rapant tout au long du parcours : « *La jeunesse t'emmerde/Le front national* »...

Car, à côté des revendications, les plus souvent entendues, pour le droit au logement et l'application de la « *loi de réquisition* », pour les droits à la santé, au travail, etc., les jeunes des banlieues ont clamé leurs aspirations « *à la différence* » et aussi « *au sourire, au rêve, à l'amour.* » Avec espoir, mais sans grandes illusions. Une petite pancarte, perdue dans la foule, résumait ainsi leur état d'esprit : « *Ils se marièrent et eurent beaucoup de problèmes.* »

Michel Castaing

Les Français dépensent plus pour la santé, moins pour l'alimentation

EN TRENTE-CINQ ANS, la consommation des Français a considérablement évolué. Selon une enquête de l'INSEE, ils dépensent moins pour l'alimentation, mais plus pour le logement et la santé, ne font plus de folies vestimentaires mais continuent d'accorder une bonne part de leur budget à la voiture. Les grandes surfaces, qui n'ont cessé de prendre de l'importance dans les habitudes de consommation des Français, représentaient plus de 30 % des biens vendus, en 1993, et plus de 50 % pour l'alimentation. La consommation alimentaire (y compris les boissons et le tabac), première dépense des ménages en 1959 avec plus d'un tiers du budget familial, a connu une érosion continue et ne représentait plus que 18,6 % en 1993.

En 1959, se loger, se chauffer et s'éclairer ne coûtait que 10 % du budget des ménages : ce coût a plus que doublé (21 %) aujourd'hui. Sur la période étudiée, les loyers ont progressé plus vite que les prix (8 % de hausse moyenne annuelle contre 6 %). L'équipement du logement (meubles, appareils ménagers, vaisselle, ustensiles divers et produits d'entretien) a connu une forte croissance jusqu'en 1973, représentant jusqu'à 11 % du budget des ménages avant de baisser à 7,6 % en 1993. Les dépenses de transport se maintiennent à un haut niveau : 16 % en 1993 (dont 75 % pour la voiture, le reste pour les transports en commun) contre 11,6 % en 1960. Si les dépenses de santé doublent d'importance, passant de 5 à 10 %, celles pour l'habillement connaissent une évolution inverse (de 11 à 6 %), avec de plus en plus d'achats réalisés en périodes de soldes.

Un automobiliste tué par les gendarmes en Ille-et-Vilaine

UN AUTOMOBILISTE de vingt-deux ans circulant malgré une annulation de son permis de conduire a été tué, samedi 8 avril, par un gendarme à Dol-de-Bretagne, après avoir tenté d'échapper à un contrôle d'alcoolémie. Il était 4 h 15 lorsqu'une Renault 5 à bord de laquelle se trouvaient deux personnes n'a pas obtempéré à l'ordre d'arrêt donné par deux gendarmes qui procédaient à un contrôle d'alcoolémie en application de l'article L. 3 du code de la route.

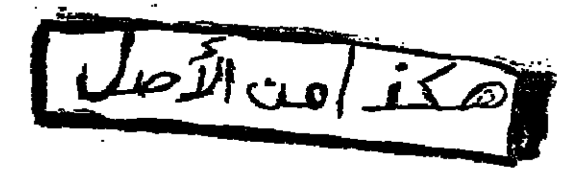
Après avoir emprunté des routes en sens interdit, le véhicule a été bloqué à la sortie de la ville. Au moment où un militaire s'approchait du véhicule, le conducteur, Jérôme Bonjour, 22 ans, manutentionnaire, a effectué un demi-tour. Le second gendarme, qui se trouvait à 10 mètres de la Renault 5, croyant le premier militaire – qui aurait crié – en danger, a fait feu à deux reprises. Touché à l'arrière de la tête, sous l'oreille gauche, Jérôme Bonjour a succombé peu après. L'auteur du coup de feu mortel, un gendarme de quarante-trois ans, a été mis en examen pour « *violences volontaires avec arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner* ». Aucune mesure administrative n'a été prise à l'encontre du militaire, dont les vingt ans de carrière n'ont donné lieu à aucune remarque défavorable.– *(Corresp.)*

■ **ROUTE : une enseignante est morte et six personnes ont été blessées**, dont deux enfants de 13 et 14 ans, dans un accident de car survenu en Espagne dans la nuit de samedi 8 à dimanche 9 avril. Venant de La Ciotat (Bouches-du-Rhône), l'autocar, qui transportait quarante-huit élèves, est entré en collision avec un semi-remorque couché en travers de la chaussée sur l'autoroute. Une enseignante de 43 ans a été tuée, deux autres professeurs ont été grièvement blessés, ainsi que deux élèves et les deux conducteurs du camion. Les enfants devaient être rapatriés par route lundi 10 avril.

■ **MONTAGNE : un alpiniste a trouvé la mort** dimanche 9 avril en tombant d'une falaise près de Briançon (Hautes-Alpes). La victime, un homme de 49 ans, originaire de l'Isère, évoluait avec une amie sur une falaise de 200 mètres de haut, dans le massif des Cerces, à la sortie de Briançon. C'est en voulant redescendre en rappel que l'alpiniste a, semble-t-il, effectué une fausse manœuvre. En début de matinée, un jeune homme de 23 ans, non encordé, avait dévissé dans le massif des Ecrins et effectué une chute mortelle de plus de 150 mètres.

■ **ACCIDENT : un parapentiste porté disparu** depuis le 7 avril a été retrouvé mort, dimanche 9 avril près de Morez (Jura). 170 pompiers, gendarmes et militaires avaient été mobilisés pour le retrouver. Le corps de Jacky Guyon, 40 ans, a été découvert dans la rivière de la Bienne, grossie par la fonte des neiges.

■ **HOLD-UP : le gérant d'une station-service et son agresseur ont** trouvé la mort lors d'une tentative de hold-up près de Bastia, samedi 8 avril, dans la soirée. Ange Marchioni, 55 ans, regagnait son domicile à Pietranera lorsqu'il a été attaqué par deux hommes. Au cours de la fusillade, le commerçant et l'un des cambrioleurs, Jean-Philippe Seatelli, 19 ans, ont été tués. Le second agresseur, un mineur, a réussi à prendre la fuite. Il a toutefois été interpellé dimanche, dans un établissement de soins où il s'était réfugié. Les policiers ont retrouvé sur lui une arme de calibre 9 mm. Il a aussitôt été placé en garde à vue à la gendarmerie de Bastia.



Six mille étudiants catholiques sur les routes de la Beauce

Un « frémissement de reprise » a marqué la soixantième édition du pèlerinage annuel de Chartres. Une « manif » en cantiques et en « chapitres »

CETTE ANNÉE, les X ont battu Centrale, et les trois grandes « commerciales » parisiennes (ESCP, HEC, ESSEC) ont fait jeu égal en nombre de participants au pèlerinage qui, samedi 8 et dimanche 9 avril, a conduit 6 000 étudiants sur les routes de Chartres. Pèlerinage-rite, pèlerinage-souvenir : le « Chartres » fêtait sa soixantième édition et plus de deux cents « anciens » avaient tenu à faire à pied les dix derniers kilomètres de parcours à partir de Lucé.

Une année seulement, le pèlerinage étudiant de Chartres a fait relâche, pour cause de guerre. Mais de la Libération à 1968, il jetait sur les routes de la Beauce, à la manière de Péguy, plus de 15 000 étudiants parisiens, qu'on appelait alors les « talas » (comme « *vont-à-la-messe* »). « *A l'époque, on se battait avec les communistes*, se souvient Jean-Claude, un ancien de la Sorbonne. *Il fallait être costaud en théologie pour répondre à leurs provocations sur Adam et Eve. Mais ça finissait par des conversions et des baptêmes.* »

Après mai 68, le nombre de participants fond et le pèlerinage de Chartres manque de disparaître. Mais, depuis quelques années, les responsables de la Mission étudiante sentent un frémissement de reprise : 2 000 étudiants de grandes écoles sont touchés par les aumôneries. Ils sont deux fois plus dans les facs. « *Ce n'est encore qu'une poignée et on est souvent obligé de galérer tout seuls* », dit Gaël, de l'Agro. Alors la route de Chartres, c'est la revanche du nombre. On vient prier « *avec ses pieds* », coucher dans les granges, rebâtir le monde, l'Eglise et l'Université. Une « manif » en cantiques et en « chapitres ». En silence aussi, sur certaines portions du parcours ou dans la cathédrale de Chartres, pour écouter le récit de la Passion.

Ils sont les représentants d'une « *génération sinistrée* », n'hésite pas à dire un aumônier : casse-tête du logement étudiant, ressources limitées, familles éclatées, solitude affective, avenir professionnel comme un trou noir. Pourtant, sur les seize routes de Paris à Chartres, on parle aussi des SDF, du sida, de la Bosnie ou du Rwanda. « *Toutes ces questions s'affolent dans ma tête*, avoue Sandrine. *Quelle pierre vais-je apporter à la construction du monde* ? » Moins que leurs aînés, ils sont troublés par l'image de l'Eglise, même si l'affaire Gaillot ou la dernière encyclique ne les ont pas bouleversés. « *Je ne vis pas comme le pape souhaiterait que je vive*, affirme l'un d'eux. *Mais, en même temps, je ne vois comment le pape pourrait dire autre chose. Et s'il disait autre chose, je serais déçu.* »

Conduits par le cardinal Lustiger, douze évêques attendaient, dimanche 9, l'arrivée à la cathédrale de Chartres d'un pèlerinage dont ils s'étonnaient encore qu'il ait pu traverser des années si chaotiques de l'histoire de l'Eglise et de l'Université.

H. T.

Les commerces de centre-ville réinventent la carte de fidélité

Pour reconquérir des clients attirés par les grandes surfaces, les magasins situés au cœur des cités doivent innover en utilisant les nouvelles technologies

LES COMMERÇANTS des centres-villes retroussent leurs manches. Laminés par les hypermarchés et les grandes surfaces en périphérie, ils cherchent les moyens de faire revenir les clients dans leurs boutiques et de les fidéliser. En leur parlant le seul langage qu'ils comprennent aujourd'hui : celui du porte-monnaie. Installés au coeur des villes, les petits commerçants souffrent de nombreux handicaps, parmi lesquels les prix et les difficultés de stationnement ne sont pas les moindres. A puce ou à piste (magnétique), les cartes leur apportent des solutions techniques qui leur permettent de réduire ce désavantage ensemble, tout en restant concurrents.

Le vieux système de la carte de fidélité est ainsi rénové par les technologies modernes : stocker des informations dans la mémoire d'une carte évite l'éparpillement des timbres, perdus ou collés sur des supports divers. Plusieurs sociétés se sont engouffrées dans la brèche. Créée il y a dix-huit mois, CEV a misé sur la carte à puce. Baptisé « carte commerce épargne ville », son concept a déjà séduit soixante villes, dont Saint-Germain-en-Laye, Rouen, Moulins et Menton. Il ne s'agit pas de régler des achats mais de stocker les montants dépensés par le client dans les magasins du centre-ville. Au bout d'une certaine période, le consommateur reçoit directement un chèque de remise égal à un pourcentage des achats.

Dans le système CEV, tous les commerces du même type offrent une ristourne uniforme, mais d'autres, comme la CEMAG à Epinal ou à Montbéliard, prévoient de laisser à chaque commerçant le soin de décider du montant de son effort. A la remise du client est jointe alors une liste détaillant les conditions prévues par chaque commercant. Si le système de la carte de fidélité permet de compenser en partie le handicap de prix par rapport aux formes de distribution périphériques, il est relativement peu sophistiqué en termes d'imagination commerciale.

Toutefois, la carte à piste ou à puce permet d'offrir d'autres services. La Fédération des boutiques Atlantique, implantée dans l'Ouest, propose notamment le paiement fractionné, les paiements en devises ou le change pour la clientèle étrangère. D'autres formules sont plus ciblées. Central Card, par exemple, offre au client une ou deux heures de stationnement payant, stockées sur une carte magnétique. Partie de Manosque, cette pratique s'est étendue à une trentaine de villes et a été adoptée par un commerçant sur trois. Souvent opposants farouches à l'installation de parcomètres – les horodateurs, en libérant périodiquement des places pour les clients, favorisent pourtant la fréquentation –, les commercants découvrent ainsi un nouvel argument de vente.

Françoise Vaysse

CARNET

DISPARITION

Edda Ciano

La fille du dictateur Benito Mussolini

Edda Ciano est morte samedi 8 avril à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, dans une clinique romaine, des suites d'une longue maladie.

Née à Forli, près de Bologne, en 1910, Edda était la fille aînée et, dit-on, préférée du Duce. L'historien Sergio Romano, dans *La Stampa*, parle d'« *une grande trilogie où l'héroïne a joué trois rôles entièrement différents* » : « *Au premier acte, le plus court, elle fut la fille d'un agitateur, journaliste, révolutionnaire. Au second, elle fut la fille du Duce et la femme de son ministre des affaires étrangères, animée d'une passion pour les jeux de hasard (…). Au troisième, elle fut surtout veuve et orpheline, avec une dignité et une discrétion qui ont racheté les pages moins positives de sa vie* ». Elle avait épousé en 1933 le comte Galeazzano Ciano, un jeune diplomate, qui deviendra en 1936 le ministre des affaires étrangères de Mussolini.

Le couple Ciano connut une fin dramatique. Le 24 juillet 1943, Galeazzano Ciano vota, au sein du Grand Conseil fasciste, la motion qui aboutit à l'arrestation de Mussolini et à la chute du fascime. Sur ordre de Hitler, les troupes allemandes rétablirent Mussolini au pouvoir à la tête de la République sociale italienne de Salo.

Ce nouveau régime condamna Galeazzano Ciano à la peine capitale pour trahison et Mussolini fit la sourde oreille lorsque sa fille vint lui demander la grâce de son époux. Galeazzano Ciano fut fusillé en janvier 1944. Après cette exécution, Edda, une fasciste convaincue qui était l'un des plus proches conseillers de son père dans les années 30, désavoua le dictateur. « *Vous n'êtes plus un père pour moi. Je renonce au nom de Mussolini* », lui écrivit-elle. En 1975, elle rompit le silence qu'elle s'était imposé sur la période de la guerre et publia un livre intitulé *Mon témoignage*.

Benito Mussolini, arrêté par des maquisards italiens, fut exécuté le 27 avril 1945. A quelques jours près, sa fille n'aura pas assisté au cinquantième anniversaire de cette mort.

S. Gh.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 8 avril 1995 sont publiés :

● **Corse** : un décret relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales. Les agents qui exercent leurs fonctions dans les départements de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud bénéficient d'une indemnité de résidence spécifique, calculée en pourcentage de leur traitement soumis à retenue pour pension, dont le taux est fixé à 1,5 % à partir du 1er juillet 1995, 2 % à partir du 1er janvier 1996, 2,5 % à partir du 1er juillet 1996, et 3 % à partir du 1er décembre 1996 (*Le Monde* du 23 mars).

● **Campagne audiovisuelle** : deux décisions du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) relatives aux émissions radiodiffusées et télévisées par les sociétés nationales de programme avant le premier tour de l'élection présidentielle. La première prévoit de réduire la durée des émissions dont chaque candidat dispose, compte tenu du nombre de ces candidats. La seconde fixe le nombre, la durée ainsi que les horaires de programmation des émissions des neuf candidats, sur France 2, France 3, Radio France, RFO et Radio France internationale.

● **Présidentielle** : deux décisions par lesquelles le Conseil constitutionnel rejette les requêtes de Jacques Bidalou et Bernard Guegan. Le premier demandait l'annulation d'un décret concernant l'élection du président de la République au suffrage universel. Le second contestait la présence de certains noms sur la liste des candidats à cette élection.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

– **Frédérique GENTON-JOUIN,**
Patrick JOUIN,
sont heureux d'annoncer la naissance de

Victoire, Joséphine, Constance,

le 30 mars 1995, à Vienne, Autriche.

Petra FRIEDMANN-BERNIER
et Patrick BERNIER
ont la joie d'annoncer, avec Lucie, la naissance de leur fils

Théo, Nicolas, Julien,

le 7 avril 1995 à Paris.

Laurence FERRARI
Thierry et Julien PORAL,
sont heureux d'annoncer la naissance de

Justine,

le 8 avril 1995.

Anniversaire de naissances

Chère Marie-France,

En toute simplicité
et avec toute notre amitié,
joyeux anniversaire.

Claudie et Maurice.

Anniversaires

André, Papa, Papi,

Il y a cinquante ans, les portes s'ouvraient pour toi et – nous ne le savions pas encore – aussi un peu pour nous :

Sarah, Julien, Hélène, Mireille, Cleo, Lucas.

Décès

– M. Michel Lebœuf,
son époux,
Françoise et Bertrand,
Philippe, Odile,
ses enfants,
M. et Mme Georges Bougault,
ses parents,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Michel LEBŒUF,
née Thérèse Bougault,

survenu le 5 avril 1995, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité en l'église de Martinet (Vendée) le 8 avril 1995.

6, rue Mozart,
92330 Sceaux.

– M. Christian Melchior-Bonnet,
son époux,
M. et Mme Alain Melchior-Bonnet,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Bernard Melchior-Bonnet,
M. et Mme Jean-René Dujarric de la Rivière,
Ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Christian
MELCHIOR-BONNET,
née Bernardine Paul-Dubois-Taine,

survenu à Paris le 23 mars 1995.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 28 mars dans l'intimité en l'église de Menthon-Saint-Bernard (Haute-Savoie).

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Mme Monique Revel,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute sa famille
ont la douleur de faire part du décès de

M. François REVEL,

survenu le 8 avril 1995, à l'âge de soixante et onze ans, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 avril 1995, à 9 heures, en l'église Saint-Severin, 1, rue des Prêtres-Saint-Séverin, à Paris-5e, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Bodile, à Nîmes.

7, rue d'Arcole,
75004 Paris.

– M. et Mme Jean-Louis Sibiril,
Yvonne Sibiril,
Marie-Madeleine Baudot,
ses enfants,
Véronique Sibiril,
Françoise et Agnès Baudot,
ses petites-filles,
ont la tristesse de faire part du décès de

Madeleine SIBIRIL,
née Guyomarc'h.

Les obsèques ont eu lieu le 7 avril 1995, à Morlaix (Finistère).

Alexis-Jacques TUREAU

nous a quittés le 30 mars 1995.
Selon sa volonté, il a été incinéré.

Germaine Tureau,
sa femme,
Michel Tureau,
son fils,
Marie-Ange Monchablon,
sa fille,
Sybille, Cécile, Raphaël,
ses petits-enfants,
Alain Monchablon,
Sophie Deschaumes,
François Huin,
ainsi que ses belles-sœurs,
neveux et nièces,
des familles Dannon, Joly, Obadia, Patte, Robin, Tureau.

4, rue Antoine-Chantin,
75014 Paris,
2, rue Jean-Cocteau,
60810 Raray.
42, rue Sibuet,
75012 Paris.

Remerciements

– Mme Geneviève Salagnac,
Pierre et Thérèse Salagnac,
et leurs enfants, Marie, Robin, Gaetane,
Agnes et Alain Amar-Salagnac,
Frédérique Salagnac,
et ses enfants Jérôme et Ludovic Baudequin,
très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

Marcel X. SALAGNAC,

vous adressent leurs sincères remerciements, particulièrement aux médecins et aux personnels soignants de l'hôpital H.-Herriot, pavillon E, et de l'hôpital des Charpennes, qui l'ont accompagné avec gentillesse et dévouement durant sa maladie.

Messes anniversaires

– Montreal (Canada) - Enghien-les-Bains.

Il y a un an, le 11 avril 1994,

Justine et Yves SERGENT

nous quittaient tragiquement.

Pour ce premier anniversaire de leur départ, une messe sera célébrée le jeudi 20 avril 1995, à 17 heures, en l'église Saint-Albert-le-Grand, à Montréal.

Merci à tous ceux qui partagent ce souvenir avec nous.

Mme Henriette Sergent.
Père François Rubeaux, OMI.

Anniversaires de décès

Pour **Fernande VILLAEYS.**

A tous ses amis...
Il y a un an...

Dominique.
Pour tous ceux
qui l'ont aimée.

– Ce 11 avril 1995 est le vingt-deuxième anniversaire du décès de

Aron LANGBORT,
ingénieur chimiste ENSCT.

Souvenez-vous !

– Le 11 avril 1991,

Marcel NOBLINS

nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont aimé et estimé pensent à lui.

Il y a deux ans, le 10 avril 1993, partait

Jean VENARD,
cinéaste.

C'était moi, toi Lina, Jean de la Loire âme bleue.

Communications diverses

– **La Maison de l'hébreu : 47-97-30-22.**

Stages express individuels (moderne/sacré). Sur place et à domicile.

– Elu membre de l'Académie des beaux-arts, section gravure, le 1er juin 1994, René Quillivic sera installé à son fauteuil le 18 octobre prochain. Souhaitant lui offrir son épée d'académicien, ses amis ouvrent une souscription. Les participations peuvent être envoyées sous forme de chèque bancaire libellé à l'ordre de « Comité de l'épée de René Quillivic » à Mme Anna Laforgue, 73, boulevard de Montmorency, 75016 Paris.

– **« A l'école des vins »**, avec le président de l'Union des sommeliers de France. Stage de seize heures (8 séances de deux heures). Début de cours : 19 avril 1995, 18 h 30. Appeler Euroscope Communication : 44-59-81-10.

Conférence

– **Carrefour protestant 1995.**
Thème général : « Va... Ne crains point » 3e conférence : « Affronter la guerre ». Amiral Yves Leenhardt (C.R.), ancien chef d'état-major de la marine. Pasteur Philippe Vassaux, aumônier honoraire des armées. Lundi 10 avril à 20 h 30, à l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, Paris-8e.

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
45-66-77-13
Téléphone :
40-65-29-94
40-65-29-96

HORIZONS

ENQUÊTE

Kamikazes palestiniens

Bêtes furieuses pour Israël, héros et martyrs pour la population palestinienne, esprits simples manipulés pour les psychiatres, les kamikazes sont l'arme nouvelle et redoutable des groupes islamistes



LE matin de sa mort, Isham Hamad apparut rayonnant. Dès l'aube, il avait pris un grand bain, s'était rasé de près et avait enfilé ses jeans préférés, les blancs. Les six garçons de la maisonnée avaient observé leur cadet avec une tendresse amusée. *« Il avait l'air si heureux,* se souvient Mohamed, *que l'un d'entre nous le taquina. Hey, Isham, ou vas-tu comme ça ? A ton mariage ? »*

Isham sourit. Depuis qu'Ali Imaoui, dix-neuf ans, son meilleur copain, avait été tué le 7 avril 1994 à l'instant où il poignardait un soldat israélien à Ashdod, cela ne lui arrivait plus très souvent. Isham était devenu bizarre, taciturne, presque ascétique. Karaté et mosquée, c'était tout son programme. *« On avait l'impression qu'il n'aimait plus la vie »*, se souvient Fouad, autre aîné. Grand, mince, plutôt beau gosse, Isham avait souvent expliqué qu'aucune fille ne l'interéssait, qu'il avait *« d'autres projets »*. A la maison, avec tous ces grands frères mariés et pères de famille, c'était devenu un sujet de plaisanterie. *« Je vais prier »*, annonça-t-il ce matin-là. Et personne ne le revit jamais. Pas même mort.

A 14 h 30, ce vendredi de novembre 1994, Isham Hamad, vingt et un ans, le torse pris dans un gilet de dix kilos de TNT, se désintégra en mille particules sous un soleil pâle. Les trois sentinelles israéliennes qui étaient de garde ce jour-là à l'entrée de Netzarim, une petite colonie d'irréductibles juifs plantée comme une verrue dorée en plein cœur de Gaza-la-misère, ne se méfièrent pas assez du jeune cycliste bien mis qui approchait de leur casemate. Les trois soldats périrent sur-le-champ.

Instantanément, pour les gazettes, Isham Hamad devint le premier *« kamikaze-à-vélo »* de l'histoire folle du Proche-Orient. *« Un fou, une bête furieuse, un barbare »*, lança Itzhak Rabin, premier ministre d'Israël. Bientôt les « barbares » allaient pulluler. Hadéra, Afoula, Tel Aviv, Jérusalem, Beit Lid : cinq localités, six attentats-suicides sans compter celui du 9 avril à Gaza, une soixantaine de morts israéliens, plus de deux cents blessés. *« Nous paverons les voies du Paradis avec les crânes des juifs »*, proclamait cet hiver à Gaza une banderole islamiste.

Entre la rhétorique haineuse qui n'est l'apanage d'aucun des deux fanatismes en présence et le passage à l'acte, il y a un abîme que peu franchissent encore. A Hébron, en février 1994, le colon israélien Barouch Goldstein l'a fait. Il n'ignorait pas qu'en mitraillant des Palestiniens en prière (vingt-neuf morts), il y laisserait sa peau. Isham non plus. La différence ? Dans une société libre, puissante et victorieuse comme Israël, Barouch Goldstein est généralement perçu comme un fou meurtrier. Chez les jeunes Palestiniens, occupés, faibles et vaincus, Isham et les autres kamikazes sont des *« martyrs glorieux »*, des *« héros de l'islam »*. Leur fin, fascinante et enviable, les a catapultés, mieux qu'au Panthéon surpeuplé des braves moudjahidines, au Saint des Saints, *« à la droite d'Allah »*. A Gaza, même les athées craignent Dieu.

« Que veux-tu faire, mon fils, quand tu seras grand ? Je serai martyr. » Combien de parents ont entendu cette réponse dans le ghetto palestinien ? Le culte de la mort, chez tous les opprimés, mais peut-être plus encore quand ils sont musulmans, est partie intégrante du processus d'autorespect. *« Mourir en tuant des ennemis,* explique le docteur Moustapha Masri, numéro deux du seul et unique programme de soins psychiatriques sur le territoire, *permet en quelque sorte de racheter l'avilissante sujétion, d'échapper à l'humiliation quotidienne. »*

Quand on évoque Isham, dans la famille Hamad, c'est avec un peu de tristesse et beaucoup de jubilation. Tous l'admirent, certains l'envient, aucun ne doute que *« le petit vit heureux »*, là-haut, au Paradis des croyants. *« Il m'est apparu en rêve, il y est,* jure le père, Oussam, soixante-cinq ans, plâtrier de son état. *Je suis immensément fier de lui. Ah, s'ils en étaient dignes, c'est tous mes fils que je donnerais à Allah... »* *« Regardez-nous !,* s'exclamait récemment Adnane, un jeune instituteur rencontré dans une procession funèbre, *nous sommes déjà morts. Nous ne commençons à vivre que lorsqu'on ramasse nos chairs éparpillées dans une rue de Jérusalem ou Tel Aviv. »* Mourir pour vivre ? Dans les meetings islamistes, les portraits des martyrs sont vendus sous formes de posters, de porte-clefs, de cartes postales que l'on garde précieusement dans son portefeuille. Les murs de Gaza chantent leur gloire à longueur de graffitis. *« Nous saluons le frère Isham, martyr de l'Islam. Son sacrifice sera vengé. »*

Récemment, à Khan Younis, lors des funérailles symboliques – elles le sont souvent car soit le corps du « martyr » est irrécupérable, soit Israël refuse de le rendre à la famille – d'un autre kamikaze nommé Ayman Rahdi, un nouveau groupe musical est apparu dans l'enclave. Formée d'une dizaine de petits jeunes gens barbus et bien mis, veste de cuir et cravate, la chorale, en d'autres lieux, passerait pour un groupe de rock des années 60. Mais la formation se fait appeler « Les Martyrs » et les paroles de ses tubes parlent plus souvent de mort que d'amour. *« Ô Ayman* – ou Isham, ou Abdallah... –, *toi le pur amant d'Al Qods* (Jérusalem en arabe), *te voilà au Paradis près de Dieu. Ta mère pleure des larmes de roses et de jasmin. »* Et le refrain, rythmé : *« C'est nous, les musulmans palestiniens, qui combattons l'armée juive... »*

Le mois dernier, dans *Yediot Aharonot*, premier quotidien d'Israël, le journaliste Ron Ben Ishaï a utilisé ses excellentes *« sources militaires »* pour dresser le portrait-type du kamikaze palestinien vu par les agents de la sécurité. *« Il est presque toujours célibataire. Agé de dix-huit à vingt-sept ans, il vient d'une famille misérable. Il est souvent chômeur, peu cultivé, voire analphabète. (...) La plupart du temps, lui ou sa famille ont été directement touchés par l'occupation, humiliés par des colons ou des soldats. »* D'après Ben Ishaï, Ayman Rahdi, la jeune *« bombe humaine »* de Jérusalem, *« a vu sa mère défigurée par des coups de crosse de soldats israéliens »*. A dix-huit ans, Isham Hamad, lui, a fait huit mois de prison pour avoir jeté des pierres sur une patrouille. C'est d'ailleurs là, dans une cellule de ce que la vulgate palestinienne nomme par dérision la *« meilleure université de Palestine »*, qu'il a rencontré Ali, son copain, et aussi les islamistes barbus qui allaient un jour le recruter pour mourir.

« Il est presque toujours célibataire. Agé de dix-huit à vingt-sept ans, il vient d'une famille misérable. Il est souvent chômeur. Lui ou sa famille ont été touchés par l'occupation, humiliés par des colons ou des soldats »

EN 1989, raconte encore son père, *« Isham a vu Rouba, sa sœur préférée, enceinte, perdre son bébé à cause des gaz lacrymogènes israéliens inhalés pendant des troubles. »* Deux frères montrent les cicatrices laissées dans leur chair par des balles de soldats. *« Nous sommes des Arabes,* souligne le docteur Masri. *Le martyr, chez nous, cherche la vengeance, et il veut restaurer le prestige de sa famille. »*

Après la mort du cadet, les Hamad, plâtriers de père en fils, sont devenus les vedettes du quartier. *« Les gens nous respectent beaucoup plus qu'avant,* admet Oussam. *On vient de loin pour nous saluer. Vous savez, des milliers de gens sont venus aux funérailles d'Isham. Regardez. »* De l'unique poche de sa longue *gallabyeh* crasseuse, le vieux sort un paquet de photos. Les clichés – Isham avec fusil-mitrailleur au poing, Isham avec un couteau ficelé à la cheville, Isham avec un pistolet – ne le quittent jamais. *« Nous ignorions,* jurent-ils tous, *qu'il était membre d'une organisation de résistance et qu'il avait été entraîné au maniement des armes. Il ne nous avait jamais rien dit. C'est le lendemain de sa mort que deux hommes masqués sont venus nous remettre ces photos et nous révéler qu'Isham était l'un des leurs. Ils nous ont laissé ça aussi. »* Sur les murs décrépis de l'entrepôt, des affiches mal imprimées représentent le jeune homme en compagnie de vingt et un autres « héros » disparus. *« Avec l'aide de Dieu et de nos martyrs,* dit la légende, *nous purifierons notre terre de la présence corruptrice des juifs. »* Signé : *« Jihad islamique »*, l'organisation d'Isham.

S'ils n'ont pas toujours su se battre, les Palestiniens savent mourir. *« Les militants de l'islam aiment la mort plus que les soldats de Rabin n'aiment la vie »*, proclament les banderoles. Dans les mosquées, à grands coups de prêches incendiaires, des prédicateurs fiévreux galvanisent les ardeurs : *« Mourir pour Allah, n'est-ce pas le vœu le plus cher d'un bon musulman ? »* L'Islam interdit le suicide ? Les imams du Jihad et du Hamas, le mouvement de la résistance islamique, ont trouvé la parade théologique. *« Ce ne sont pas des opérations suicide,* nous expliquera d'un ton doux le cheikh Ahmad Baher, l'un des chefs de file du Hamas, directeur de la Jamaya islamia, première association islamique de bienfaisance à Gaza. *Nous les appelons des opérations jihad. Le jihad est recommandé par le Coran contre l'ennemi. Aux yeux d'Allah, il est légitime d'infliger à l'ennemi ce qu'il vous inflige. C'est la vengeance de Dieu, pas celle de l'homme. C'est Dieu qui choisit le héros sacrificiel, personne d'autre. La volonté d'Allah doit s'accomplir. »*

Bien entendu, ce n'est pas par Dieu mais par de vénérables docteurs de la foi que les jeunes *« soldats du sacrifice »* sont soigneusement préparés... *« Un cheikh que j'aimais beaucoup,* nous expliqua début avril le jeune Hyman dans sa prison de Gaza, *m'avait promis que j'irais directement au Paradis après mon sacrifice. Il me disait que j'aurais droit à soixante-douze épouses vierges, que je siégerais à la droite d'Allah et que dix membres de ma famille auraient la garantie de me retrouver là-haut. »*

Hyman, seize ans, Naïm, dix-neuf ans, Kashem, seize ans, Atim, dix-sept ans. Quatre petites têtes tourmentées, ouvertes aux élucubrations les plus insensées, qui avaient rencontré leur ange Gabriel de la mort et qui furent dénoncés à temps par des parents impuissants et inquiets. Un cheikh du Hamas, lui aussi arrêté mais anonyme, les entraînait pour le grand saut.

ITINÉRAIRES semblables, parcourus dans un maelstrôm de misère et de violence, expériences identiques. Le mentor enturbanné qu'ils rejettent tous aujourd'hui parce que *« le lâche »* nie les avoir rencontrés, les couchait dans des tombes vides du grand « Cimetière des martyrs », à la sortie de Gaza-ville. *« Il couvrait la tombe d'une tôle,* raconte Hyman, *et on restait là-dessous de longues minutes. Il nous apprenait,* disait-il, *à nous familiariser avec la mort. »*

Isham Hamad a-t-il subi l'épreuve ? Sans doute. Avant de mourir, en guise de testament, il a enregistré sur cassette un long adieu à sa famille. Son père nous la fit entendre avec fierté. *« Chers parents, chers amis,* dit la voix haut perchée, *je le jure, des larmes inondent mes yeux et mon cœur est triste à l'idée de vous quitter. Pardonnez-moi, mais retrouver Allah est mieux pour moi que cette vie de soumission. (...) Il n'y aura jamais de paix avec les tueurs de prophètes, les fils de singes et de cochons qui nous ont volé nos terres. Combattez-les, mes chers frères ! Refusez les humiliations ! Résistez ! Devenez des martyrs et vous serez récompensés par une nouvelle vie dans la dignité. »*

Le docteur Iyad Sarraj, responsable du programme psychiatrique de Gaza, voit là *« la résultante d'un lavage de cerveau »*. Son adjoint explique : *« C'est devenu un phénomène de groupe. Ces jeunes gens sont des âmes perdues, sans raison de vivre, sans direction, sans espoir. Naguère, il y a avait l'Intifada. Les gamins jetaient des pierres aux soldats. C'était risqué, mais excellent pour leur ego. Ils étaient des petits héros d'autant plus respectés que leurs pères, eux, n'avaient rien fait contre l'occupant. Aujourd'hui, l'occupation continue sous une autre forme. Les soldats israéliens, on ne les voit plus en ville. Les jeunes de Gaza s'ennuient. Ils ont de l'énergie à revendre et où peuvent-ils la dépenser ? Il n'y a pas de facilités de sport, pas de cinéma, pas de distractions, pas de travail, rien. »*

Alors ils tournent en rond, et puis, un jour, une vieille barbe les adopte, les forme et en fait des bombes. *« Israël a une armée puissante, des avions et des missiles,* nous disait le cheikh Abdallah Shami, porte-parole du Jihad islamique, aujourd'hui emprisonné par Yasser Arafat. *Nous, nous n'avons que nos jeunes héros pour percer leur dispositif de sécurité. »* *« L'idée du sacrifice,* reprend le docteur Masri, *est très présente non seulement dans notre religion mais dans nos traditions nationales. »* Fedayin, ce concept arabe appliqué aux combattants palestiniens des années 70 ne désigne-t-il pas *« celui qui est prêt à se sacrifier »* ?

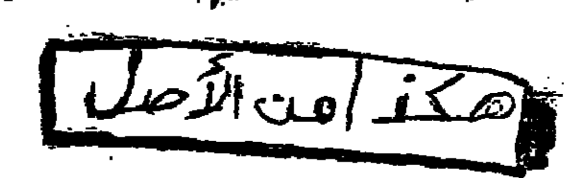
Gaza n'a jamais été autant travaillé par la fièvre d'Allah qu'aujourd'hui. Concrètement, sur le terrain, que s'est-il passé depuis le retour de Yasser Arafat à Gaza, son installation à la tête d'un pouvoir autonome ? Cinquante mille travailleurs palestiniens qui faisaient vivre grosso modo cinq cent mille personnes, c'est-à-dire la moitié de la population du territoire, ont perdu leurs emplois en Israël et végètent, sans ressources. Plusieurs milliers d'étudiants qui faisaient chaque semaine le voyage de Gaza à Bir Zeit ou An Najah, les deux prestigieuses universités de Cisjordanie occupée, ont perdu leurs permis de traverser Israël pour se rendre à leurs cours. Plusieurs centaines de paysans qui exportaient leurs tomates et leurs oranges en Israël et en Cisjordanie ont perdu leurs marchés.

Toutes les études internationales le montrent, en un an d'autonomie, le niveau de vie, qui n'était déjà pas brillant, a baissé de près de 50 %. Pour l'immense majorité de ses habitants, Gaza, aujourd'hui, c'est le cimetière de l'ambition nationale palestinienne. C'est *« une prison »* dont les frontières et les meilleures terres – un tiers environ de ce confetti surpeuplé – sont toujours occupées par l'armée et les colons israéliens.

Le terrorisme islamiste, ici comme ailleurs, mûrit mieux dans la boue et la pauvreté, sous les toits de tôle et dans les baraques en planches des camps de réfugiés. L'immense espoir qui avait envahi les territoires occupés lors de la signature des accords d'Oslo, en septembre 1993, s'est transformé en dangereuses désillusions. Les islamistes en font leur miel. L'espérance envolée, resteraient l'amertume et la haine.

Patrice Claude

★ En raison de l'actualité, le portrait de Lionel Jospin annoncé pour nos éditions datées mardi 11 avril paraîtra dans celles datées mercredi 12 avril.



La bonne option des 37 heures

par André Gauron

LE procès était attendu. Tous ceux qui prônent les 35 heures tout de suite avec partage des revenus ne pouvaient qu'être déçus par la proposition de Lionel Jospin de passer aux 37 heures sans diminution de salaire en 1997. *« Un choix timide pour ne pas toucher au revenu des classes moyennes supérieures »*, accuse Alain Lipietz (*Le Monde* du 17 mars). Autrement dit, Lionel Jospin aurait eu le tort, au nom du réalisme, de préférer l'égoïsme des nantis à la solidarité avec les chômeurs.

Le débat n'est pas nouveau. Depuis vingt ans, nous sommes un certain nombre à dire que la réduction du temps de travail est une condition du retour au plein emploi. L'idée a progressivement fait son chemin tant chez les responsables politiques que dans l'opinion publique. Mais depuis vingt ans, les divergences sur la méthode n'ont pas varié : passage d'un seul coup ou par étapes, compensation salariale totale, partielle ou nulle.

L'appel à la solidarité suffira-t-il à convaincre les *« classes moyennes supérieures »* d'accepter de réduire leur salaire pour éviter que la société n'implose sous le poids d'un chômage croissant ? C'est peu probable.

La marche raisonnable vers les 37, puis les 35 heures n'est qu'une étape vers des réorganisations d'une tout autre ampleur

Pourquoi un salarié qui gagne douze, quinze, voire vingt-cinq ou trente mille francs par mois devrait-il se serrer la ceinture et amputer son niveau de vie de 10 à 15 % quand il voit les millions – voire les dizaines de millions – de francs que s'octroient ceux qui les dirigent ? Son salaire n'a proportionnellement pas plus augmenté que celui du smicard, même s'il gagne trois ou quatre fois plus que lui.

Pour quelle impérieuse raison la réduction du temps de travail devrait-elle s'accompagner d'une baisse des salaires ? Pour éviter une hausse des coûts salariaux qui affecterait la compétitivité des entreprises françaises. Qui, aujourd'hui, peut être insensible à cet argument ? Il suffit pour cela que, à salaire constant, la réduction du temps de travail se fasse au rythme des gains de productivité. C'est exactement ce que font depuis cinq ans les Allemands, qui sont passés progressivement à 37 heures 30 avant de franchir, en octobre prochain, le seuil mythique des 35 heures.

Il serait d'ailleurs plus juste de parler d'*« équivalent »* de 37 heures 30 ou 35 heures, car le plus souvent cette baisse s'effectue sous la forme de jours de congés supplémentaires qui évitent aux entreprises d'avoir à modifier l'organisation du travail. Les résultats sont là : alors qu'en France la durée du travail est bloquée depuis dix ans à 39 heures, les Allemands s'acheminent progressivement – mais résolument – vers les 35 heures. Faut-il blâmer Lionel Jospin d'avoir préféré l'efficacité d'outre-Rhin aux débats théologiques français ?

Contrairement à un discours malthusien, baisse du temps de travail et amélioration du niveau de vie sont toujours allées de pair. Leur conjugaison a seule permis d'assurer le plein emploi. Car ce ne sont pas les gains de productivité qui créent le chômage, mais le fait qu'ils soient inégalement répartis entre salaires et profits. C'est l'ignorance de la demande qui conduit à cette vision arithmétique de la baisse du temps de travail. Pour passer d'un coup aux 35 heures sans alourdir les coûts, il ne suffit pas de baisser les salaires ; il faut aussi mieux utiliser les machines, ce qui entraîne une augmentation de la production. Dès lors, la création d'emplois au niveau de l'entreprise suppose que celle-ci ait un marché en forte expansion. Or seuls quelques secteurs offrent une telle perspective.

Le lien tant recherché entre baisse de la durée du travail et création d'emplois ne se situe pas, sauf exception, au niveau des entreprises. Il suppose une demande globale en expansion, elle-même tirée par une progression globale du pouvoir d'achat. Certes, la productivité continuera de détruire des emplois dans l'habillement ou l'automobile. Mais le temps libéré créera une demande de services et d'activités qui induiront de nouveaux emplois. Divertissement, culture, formation, voyages, sport... le marché s'en est déjà emparé et n'attend qu'un signal pour se développer : que la progression du pouvoir d'achat du plus grand nombre rende solvable cette demande potentielle.

Les 37 heures en 1997 ne seront qu'une étape. Comme le seront demain les 35 heures. Le moteur de cette évolution n'est pas dans l'entreprise. Le travail restera une nécessité de la société de loisirs ; il n'en sera pas la valeur cardinale.

Les réorganisations à venir auront une tout autre ampleur que celles qui accompagnent aujourd'hui la marche vers les 37, puis les 35 heures. Elles touchent à la société tout entière. Pourrons-nous encore vivre longtemps avec des rythmes scolaires et des périodes de vacances hérités du monde rural, quand les moissons où les vendanges requéraient la mobilisation de tous ? Pourrons-nous conserver la rigidité du temps industriel où chacun va à l'usine en même temps et prend sa retraite au même âge ?

Ce temps est en train d'éclater devant nous. Le monde de demain ignorera la séparation des temps sur laquelle nous vivons depuis l'origine de la civilisation industrielle. Les loisirs des uns nourriront le travail des autres. Une synchronisation devra pourtant bien exister pour rendre la vie en collectivité viable, que ce soit au niveau de la famille, du quartier ou de la communauté nationale. De grandes réformes devraient, dès aujourd'hui, préparer cet avenir.

***André Gauron** est économiste, ancien conseiller de Pierre Bérégovoy*

Pour une semaine dédoublée de 28 heures

par Bernard Hugonnier

L'ÉCONOMIE de la France paraît florissante et pourtant sa société se meurt. Ainsi, tandis que les chiffres sont favorables, les faits sont, eux, catastrophiques.

Les chiffres d'abord : l'inflation est inférieure à 2 %, la croissance est proche de 3 %, le franc se maintient et la balance extérieure est largement bénéficiaire (90 milliards de francs en 1994). N'est-ce pas là une situation économique très positive, dont on rêvait même il y a quelques années ?

Les faits, ensuite : chômage, exclusion, précarité, pollution, insécurité, déficits sociaux, désertification rurale, congestion urbaine, malaise des banlieues, paupérisation montante... La liste ici est longue et encore ne peut-elle seule rendre compte de la situation sociale de la France, qui s'est fortement détériorée ces dix dernières années et dont la dégradation pourrait encore s'aggraver.

Pourtant, l'action des pouvoirs publics s'est pour l'essentiel concentrée, ces dernières années, sur l'économie tandis que, dans le domaine social, on se limitait à l'indemnisation des chômeurs et à quelques rares mesures d'aide à leur réinsertion. Cet incroyable aveuglement des gouvernements, au coût incommensurable pour la société française, sera certainement durement jugé par l'histoire.

Les problèmes d'économie et de société sont liés. Vouloir régler les uns sans les autres est illusoire. C'est l'organisation générale du système socio-économique actuel, ses modes de fonctionnement, de production, de consommation, d'éducation, de transport et de communication qui mènent à ces gâchis de ressources qui nous sont familiers sous les noms de chômage, pollution, congestion, précarité, exclusion, etc.

Comprendre que l'économie et le social sont liés, c'est reconnaître que diminuer le chômage sans en faire de même pour la congestion et la pollution des villes ou la dégradation des conditions de vie ne peut constituer une solution efficace et durable.

Pour nombre d'entreprises, le temps d'occupation des bureaux et des usines et d'utilisation des équipements est à l'heure actuelle trop faible, et entraîne donc des coûts élevés. Et l'on voit bien que la diminution du temps de travail proposée par certains pourrait aggraver ce problème. D'un autre côté, si les entreprises, pour utiliser davantage leur capital investi et augmenter en conséquence leur compétitivité, veulent organiser différemment la production (double équipe, travail de nuit ou les week-ends), soit la législation le leur interdit, soit il leur est difficile d'y parvenir parce que l'organisation même de la société ne facilite pas la vie des individus qui pourraient accepter des horaires différents de ce qui est communément pratiqué en France.

L'organisation de la production qui veut que la plupart des gens travaillent du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures, pour partir tous en week-end et en vacances quasiment en même temps, entraîne, outre le chômage et ses conséquences, d'autres problèmes sociaux graves (congestion, pollution, détérioration de la qualité de la vie, etc.). Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, mènent une vie épuisante en habitant des banlieues surpeuplées et peu conviviales et doivent chaque jour se battre avec de lourds horaires de travail, des temps de transport longs, fatigants et onéreux, des horaires de crèche et d'école difficilement compatibles avec ceux du travail, les temps de loisirs et des courses.

Chômage endémique, thromboses de la vie collective : aux deux maux, un même remède radical

En France à l'heure actuelle, l'organisation générale de la production, et donc du travail, des transports, de l'enseignement, de la consommation et des loisirs est, dans bien des cas, d'une faible efficacité. Or la fatigue physique et morale qui en résulte ainsi que le temps perdu, la dégradation de l'éducation et de la qualité de la vie, et les effets négatifs sur la rentabilité des entreprises (retards, maladies, faible rendement, formation inappropriée) coûtent fort cher aux individus, aux entreprises et à la société.

Notre société souffre aussi de problèmes de congestion graves. Ce n'est pas que la population soit trop importante, c'est qu'il y a trop de monde, en même temps, sur les routes, dans les trains, les autobus, dans les aérogares, crèches, écoles, universités, dans les services publics et bien sûr aussi dans les magasins, les cinémas, les théâtres, les stades.

Cette organisation de la société oblige à construire et à entretenir des infrastructures gigantesques, dont la taille ne semble jamais suffisante (voir les accès aux grandes villes) pour accueillir tout le monde, aux mêmes heures, tous les jours et mois de l'année, sauf le samedi et le dimanche, où – autre problème de congestion – tout le monde va faire ses courses et se distraire aux mêmes endroits, et, sauf au mois d'août, où tout le monde se retrouve sur les mêmes routes pour se rendre sur les mêmes lieux de vacances. Gigantesques sont les coûts qui en résultent en termes de temps perdu, de gaspillage d'énergie, d'usure prématurée des matériels, de surdimensionnement des infrastructures et des équipements, et aussi de pollution.

Parmi les solutions envisageables, l'une consiste à revenir sur la sacro-sainte semaine de cinq jours, du lundi au vendredi. On peut imaginer, par exemple, que tant les entreprises que les administrations et les écoles soient désormais ouvertes en permanence, permettant à une première équipe dans les entreprises et les administrations de travailler du lundi au jeudi midi et à leurs enfants d'en faire de même, et à une seconde de prendre le relais jusqu'au dimanche soir suivant.

On voit d'emblée que les équipements seraient utilisés deux jours de plus par semaine ; que les phénomènes de congestion de toutes sortes seraient considérablement réduits ainsi que les gaspillages d'énergie ; que la situation de l'emploi s'améliorerait rapidement grâce aux nombres accrus d'emplois nécessaires dans les entreprises, les administrations, les écoles et l'ensemble des services ; enfin, que la qualité de la vie augmenterait aussi (moins de temps dans les transports et les embouteillages, durée de travail moindre, davantage d'accueil pour les enfants, temps de loisir plus important, temps partagé en famille plus long). La société dans son ensemble y gagnerait et des progrès sociaux considérables pourraient être enregistrés.

Reste à savoir si les entreprises y gagneront aussi, et pourront ainsi voir leur compétitivité augmenter. La durée légale du travail étant désormais de 28 heures (trois jours et demi du lundi au jeudi midi), on peut penser que certaines entreprises, parmi les diverses solutions à leur disposition, auront recours à une seconde équipe (du jeudi midi au dimanche soir). Des économies importantes surgiront : temps d'occupation des locaux et d'utilisation des équipements plus élevé (56 heures au lieu de 39), d'où une baisse conséquente des coûts fixes ; productivité du personnel plus élevée ; moindre recours aux heures supplémentaires et aux personnels temporaires pour faire face à l'absentéisme, aux vacances et situations de crêtes de production.

La capacité de production de l'entreprise ayant augmenté avec des coûts fixes inférieurs, la compétitivité de l'entreprise se sera sensiblement accrue ainsi que ses revenus et ses bénéfices. La situation de l'emploi s'étant en général améliorée grâce à la nouvelle organisation socio-économique, l'activité économique du pays se renforcera, ce dont bénéficiera encore l'entreprise. Enfin, le temps de travail ayant diminué de 30 % et les frais individuels liés à l'activité professionnelle ayant aussi diminué (moins de repas à l'extérieur, utilisation moindre des transports, garde des enfants moins fréquente, frais médicaux plus faibles avec un état de santé meilleur), une diminution des salaires pourrait être sérieusement envisagée pour de nombreuses catégories, d'autant plus que dans le même temps la qualité de la vie se sera grandement améliorée.

***Bernard Hugonnier** est économiste.*

COURRIER

AU SECOURS, LA LUTTE DES CLASSES REVIENT !

Je ne connais pas M. Suard. Il a l'air sympathique et sincère. Je connais très peu de grands patrons. Il en faut. La France en compte de remarquables. Certains font fructifier un héritage. D'autres sont partis de rien. M. Suard a parlé de ses origines familiales modestes. Il a réussi à faire marcher l'ascenseur social en devenant polytechnicien. C'est cela l'œuvre de la République française (...)

Il est normal que son salaire soit à bon niveau. Et ce n'est pas à l'Etat de le fixer. Le travail, la compétence, la responsabilité, la disponibilité, doivent être justement payés (...)

S'il a fait ou laissé faire des malversations en surfacturant des prestations ou des fournitures de matériel, il doit assumer. Bien entendu la présomption d'innocence vaut pour un grand patron comme pour un petit voleur à l'étalage. Bien entendu, le secret de l'instruction vaut pour la grande criminalité financière comme pour le vol d'un paquet de nouilles dans un supermarché. Là aussi, ce sont les grands principes de la République.

Mais... car il y a un grand « mais ». Découvrir un salaire mensuel de 100 millions de centimes, ça reste en travers de la gorge. Le SMIC est à environ 500 000 centimes net par mois. Aucune responsabilité, aucun travail ne peut justifier un tel écart.

M. Suard compare ce salaire avec celui de ses homologues étrangers. Qu'est-ce que ça peut nous faire ? Il dit qu'il lui reste 400 000 F après impôt. C'est encore énorme. Après cela les patrons ne doivent pas s'étonner qu'ils provoquent les revendications salariales.

Je ne demande pas à l'Etat de fixer tous les salaires, ni au législateur d'intervenir. A vous, messieurs les grands patrons, de ne pas perdre le sens des proportions. Vous devez comprendre qu'on entre dans une période qui connaîtra un nouveau rapport à l'argent. C'est vrai dans l'économie comme dans la vie politique ou dans d'autres domaines.

Sinon au lieu de parler de libéralisme – mot élégant et même ambigu –, vous allez voir qu'on reparlera de capitalisme – mot qui fait méchant mais finalement est plus clair. Vous faites tout pour réveiller la lutte des classes. Je me sens réformiste, j'aime autant m'appeler social-démocrate que socialiste, je ne suis pas un fanatique du grand soir. Mais 12 millions de francs de paye par an, ça me fait voir rouge !

Bernard Poignant
maire de Quimper.

STAGES SUIVANT FACIÈS

Le Monde du 18 janvier a publié un article relatif au racisme rampant qui sévit dans l'attribution d'un logement ou à l'occasion d'une recherche d'emploi. J'ajouterai que, comme vous le savez, l'éducation nationale développe de plus en plus les formations en alternance ou les formations qui impliquent un stage.

A l'heure actuelle, nous nous heurtons au même phénomène de racisme. Il est difficile de trouver des stages dans les entreprises pour des jeunes Maghrébins, Antillais ou Africains.

A l'annonce d'un nom qui peut paraître « ambigu », ou bien il y a trop de travail et on ne peut s'occuper du stagiaire, ou bien il n'y a pas assez de travail et le stagiaire n'aura rien à faire.

Nous sommes, face à cela, particulièrement démunis, car si la négociation n'aboutit pas, c'est une porte qui nous est définitivement fermée. Vous mesurez également l'impact psychologique sur un jeune qui ne trouve pas de stage pour cette raison, jamais franchement avouée.

François Thesmar
Proviseur,
Brétigny-sur-Orge, Essonne

EMPLOI : LES CRITÈRES D'AVENIR

Le débat sur les causes du chômage et les solutions à lui apporter me paraît manquer de vision, comme souvent, tant du passé que de l'avenir.

La constatation que la reprise crée moins d'emplois en France que chez ses concurrents doit avoir une part d'explication dans le fait que la France a tardé à libéraliser son marché du travail. Elle a donc conservé plus longtemps que les autres un « culot » de licenciements « en retard » et les chefs d'entreprise y sont restés plus réticents à l'embauche. L'oublier fait renaître la tentation de rétablir des contrôles sur les licenciements dont l'effet sur l'embauche ne manquerait pas d'être désastreux.

Quant à l'avenir, il est clair que la démographie va à elle toute seule faciliter la solution de bien des problèmes en amenant à la retraite dans dix ans les premières classes pleines du baby-boom d'après guerre (chômage des plus de cinquante ans) et en amenant sur la marché du travail d'ici cinq ans les classes creuses de la baisse de natalité (chômage des jeunes). Ne pas en tenir compte risque de privilégier des solutions de réduction du temps de travail qui pèseront lourd lorsque se posera le vrai problème à long terme qui est celui du financement des retraites.

Olivier Meffre
Paris

CRÉDIT LYONNAIS : DES CHIFFRES QUI FONT RÊVER

Les pertes du Crédit lyonnais, de 1988 à 1993 peuvent être estimées à environ 75 milliards de francs. Cela correspond à une perte de 50 millions de francs par jour, (sur la base de 300 jours par an, pendant cinq ans). Combien de petites et moyennes entreprises françaises auraient pu être créées et financées pendant cette période ?

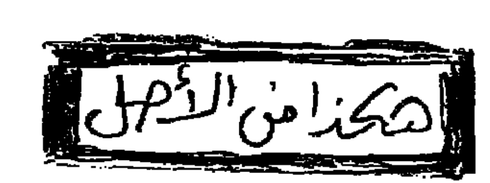
Le capital social minimal d'une société anonyme est de 250 000 francs, auquel il convient d'ajouter un endettement possible de 150 000 francs ; cela fait donc un financement de la part de la banque de 400 000 francs.

Tout investisseur se comportant d'une manière rationnelle a le droit d'attendre un rendement correct, de l'ordre de 15 % sur les capitaux propres investis, soit 37 500 francs, dans le cas présent. Une marge de 2 % du chiffre d'affaires, après impôts, est un objectif raisonnable, ce qui conduit, sur la base d'un rendement de 37 500 francs, à un chiffre d'affaires annuel de 1 875 000 francs.

Selon que l'on est dans les services ou dans l'industrie les chiffres diffèrent, mais considérer un chiffre d'affaires par employé de 500 000 francs est déjà la preuve d'une bonne performance. Sur la base du chiffre d'affaires évoqué ci-dessus, cela nous conduit à un nombre d'emplois moyen de 3,75 personnes par société créée.

A raison de 50 millions disponibles par jour, et d'un apport de 400 000 F par société, les 125 entreprises auraient pu être financées chaque jour, en moyenne bien sûr. Selon les mêmes calculs, cela aurait permis d'employer 468,75 personnes chaque nouveau jour et donc 703 125 personnes au bout de cinq ans (1 500 jours). Toutes choses égales par ailleurs.

Pierre Grand-Dewyse
Paris



Le Monde

Plébiscite au Pérou

LA victoire au Pérou du populiste Alberto Fujimori sur le diplomate Javier Perez de Cuellar était attendue, mais son ampleur, dès le premier tour, dimanche 9 avril, lui donne un parfum de plébiscite à la française, de style Second Empire, fraudes comprises. En réélisant massivement le président sortant Alberto Fujimori, les Péruviens ont préféré un candidat de terrain – promettant *« l'école, l'eau potable et l'électricité »* – à son principal adversaire, l'ancien secrétaire général de l'ONU, ex-vedette de la scène internationale, qui défendait un retour à une véritable vie démocratique. Le proche l'a emporté sur le lointain, le discours de proximité sur l'approche plus distinguée.

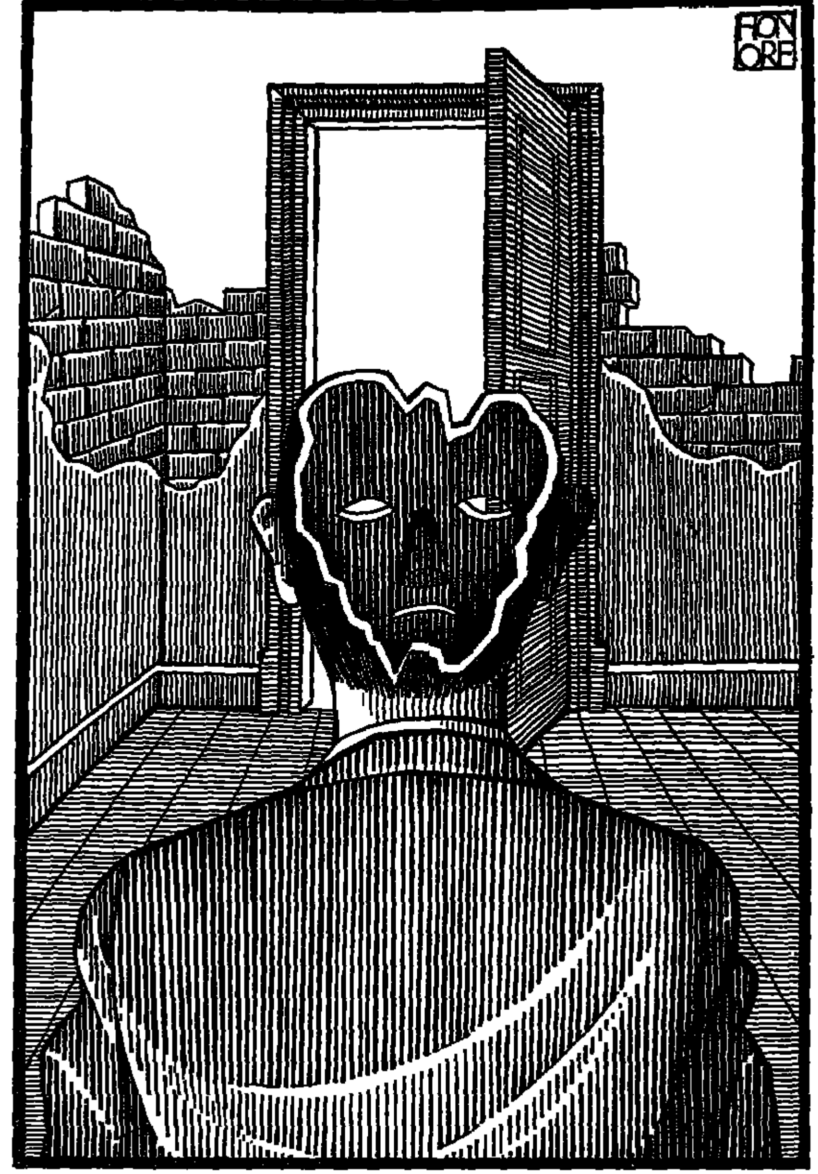
Les résultats par région montrent que le président sortant, à la différence des précédents scrutins, a marqué des points en province. Sa politique d'inauguration d'infrastructures et d'aides financières a séduit une partie de la population provinciale jusqu'alors peu habituée à tant d'égards. Ses adversaires ont eu beau crier au populisme effréné, la majorité de la population a préféré la perspective d'un bon équipement routier à celle d'un bon débat parlementaire.

Les succès remportés dans la lutte contre l'hyperinflation (aujourd'hui à son plus bas niveau depuis 1973) et la mise au pas des « maoïstes » du Sentier lumineux et des castristes du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru ont fait le reste. Et, malgré le fiasco de la récente guerre contre l'Equateur, l'image d'homme fort d'Alberto Fujimori – dans un pays qui en a le culte – est restée globalement intacte même si elle a été sérieusement écornée au sein de l'armée.

L'incontestable succès personnel du président Fujimori est un peu terni par une petite défaite au Parlement, où son mouvement Cambio 90-Nueva Mayoria a perdu de justesse la majorité absolue qu'il détenait. Des alliances ou des débauchages individuels devraient, toutefois, lui permettre de trouver les quelques sièges qui font encore défaut. Les législatives qui se déroulaient en même temps que la présidentielle ont confirmé la déroute des partis politiques traditionnels ; ceux-là mêmes contre lesquels Alberto Fujimori a engagé le fer depuis son arrivée au pouvoir.

Au-delà des frontières du Pérou, la victoire éclair d'*« El Chino »* n'est pas sans importance. Dans un continent où la démocratie a du mal à se stabiliser, l'efficacité du système Fujimori, fondé sur un pouvoir personnel autoritaire, pourrait faire des émules. La vieille distinction entre le pays réel et le pays légal (mise entre parenthèses par le coup d'Etat civil de 1992) peut être tentante quand les difficultés apparaissent. Sorte de *« caudillisme »* civil, le système Fujimori pourrait, hélas, séduire nombre de dirigeants du tiers-monde qui, à l'instar de certains chefs d'Etat asiatiques, avancent que développement économique (même libéral) et développement démocratique sont antinomiques.

Exclusion *par Honoré*



Les urnes et la rue

PASSIONNELLE, à défaut d'être passionnée, la campagne électorale est rythmée par les échos de la rue et les soubresauts du climat social. Les manifestations du samedi 8 avril, pour une journée nationale de protestation contre l'exclusion particulièrement réussie, en ont apporté la démonstration.

Que, dans de très nombreuses villes, des actions aient eu lieu, est en soi un signe. Que, pour la première fois, les cortèges aient rassemblé des militants d'associations, des exclus, des chômeurs de longue durée et des syndicalistes prouve la sensibilité de l'opinion à ces thèmes. Comme si une autre France jusqu'alors vouée au quasi-silence s'exprimait enfin.

De la même manière, la convergence de mouvements sociaux divers, annoncée pour le jeudi 13 avril, vient confirmer un constat qui pouvait être fait au lendemain du « jeudi noir » du 30 mars.

Un mécontentement diffus prend corps, d'autant plus facilement que le pouvoir politique paraît affaibli ou, du moins, préoccupé par ses propres échéances. Si le malaise du personnel d'Air Inter n'a rien à voir avec la grogne des agents de la RATP, de l'ANPE-Paris, des postiers, ou avec les craintes des salariés des banques, il n'empêche que la période est propice à la revendication. Marc Blondel ne s'y est pas trompé, qui, profitant de l'occasion, agite la menace d'un troisième tour social. Avec, au premier rang des protestataires, prédit-il, ces jeunes que courtisent les candidats à l'élection présidentielle. Pour se rassurer, on fera observer que cette situation est transitoire et s'explique par une vacance des institutions. Matignon est en campagne et le gouvernement avec lui. Le président de la République, qui prétend être le *« point fixe »*, est en état d'absence. Pour la première fois dans l'histoire de la Vᵉ République, le bail du locataire de l'Elysée s'achève au terme prévu sans qu'il puisse aspirer à un autre mandat, ce qui affaiblit son autorité.

Mais cette analyse n'est pas suffisante. C'est précisément parce que les sujets d'affrontements publics entre les principaux protagonistes ne correspondent pas aux thèmes qui devraient être en débat que la rue et les exclus prennent momentanément le pas sur le jugement futur des urnes.

Un décalage inquiétant est en train de s'installer, les querelles fratricides des uns faisant l'impasse sur les préoccupations des autres. Les électeurs ne trouvent pas, notamment chez les candidats de droite, toutes les réponses à leurs questions. Comment combattre l'exclusion ? Que faire contre le chômage ? La logique économique peut-elle continuer à détruire de l'emploi ou à comprimer les aspirations des salariés ?

Un sentiment de frustration peut naître de la vacuité du débat actuel, et enfler jusqu'à porter les germes d'un divorce. Il y a quelque chose de surréaliste à voir un grand moment de la vie démocratique être détourné de sa fonction. Alors que, de la rue, viennent des appels au secours.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué
Rédacteurs en chef : Thomas Ferenczi, Edwy Plenel, Robert Solé,
adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig
Manuel Lucbert, directeur du *Monde des débats* ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TÉL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Telex : 206 806F
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TÉL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Telex : 261 311F

La compétition conservatrice

Suite de la première page

Les Français s'intéresseront peut-être, alors, aux propositions des uns et des autres, ce qui pourrait susciter des réactions imprévues chez les si nombreux « indécis » qu'enregistrent les sondages.

A la différence des campagnes précédentes, aucun clivage majeur ne semble mobiliser aujourd'hui les partisans des divers candidats, en tout cas de ceux qui paraissent seuls en mesure d'être présents au second tour. Les positions de Lionel Jospin – réduire la durée du travail, imposer davantage le capital – ne provoquent pas de débat, dans la mesure où celui qui les défend est, des trois, le moins à même de l'emporter. Les différences entre Jacques Chirac et Edouard Balladur, qui tendent à se réduire mais ne disparaissent pas pour autant, ne semblent guère, elles non plus, retenir l'attention, comme si tout était affaire de « posture » vis-à-vis des électeurs plutôt que d'engagements pour l'avenir.

Or, les trois principaux candidats – et les autres – sont porteurs, sinon de projets, du moins d'attentes politiques distinctes, même si la façon dont ils sont présentés estompe ces divergences. Tous expriment une attitude devant des questions, plutôt que des réponses nettes à ces questions, et la dominante de cette attitude est le conservatisme, qui ne s'avoue pas comme tel.

Celui qui paraît le plus réfractaire à ce constat est Jacques Chirac, parti précisément en campagne en dénonçant le conservatisme. Cependant, entre le début de son offensive et l'étape actuelle, son discours a évolué. Le maire de Paris est passé de la rupture à la conciliation. Une fois acquis qu'il était animé par une volonté de changement, il a pu avouer des intentions plus pragmatiques que révolutionnaires, au point que Philippe Séguin lui rappelait, le 31 mars, à Epinal, les promesses faites au *« peuple »*. En résumé, la campagne de Jacques Chirac a commencé avec Philippe Séguin et continué avec Alain Juppé.

CONTRE LA « COMPLEXITÉ »

Au-delà de ces variations, le conservatisme de Jacques Chirac réside dans son effort pour rassembler des électeurs que les évolutions sociales, idéologiques, culturelles et internationales dérangent. Il est armé d'une critique imparable de l'ordre ou du désordre nouveau – la dénonciation de l'exclusion. Son discours pourrait être résumé comme l'antithèse de la « complexité » que les sociologues ont mis à la mode.

Il promet de restaurer l'action de l'Etat là où celle-ci est mise en échec par la société. Inversement, il la dénonce quand elle tend, par exemple, à la maîtrise – il parle, lui, de *« rationnement »* – des dépenses de santé. Il assure que l'on peut lutter de façon plus intensive contre le chômage sans augmenter les prélèvements fiscaux ou sociaux, avant de concéder qu'il faudra solliciter la TVA ou la CSG, puis de se corriger de nouveau, le 8 avril à Lille, en assurant que la réforme de la protection sociale pourra être mise en œuvre *« sans avoir à alourdir la fiscalité sur les ménages »*. En d'autres termes, son réformisme apparent vise moins à changer les règles du jeu qu'à rétablir celles qui ont été bousculées ou remises en question au cours de dernières années. A une société divisée, il propose la simplicité rassurante d'une action de l'Etat, qui viendrait effacer les contradictions.

D'une autre espèce, le conservatisme n'est pas moindre chez Edouard Balladur, qui s'efforce de rassurer l'électorat de droite sur la sauvegarde de ses valeurs. Plus rigoureux dans un premier temps, le premier ministre en est venu, lui aussi, à concéder des aménagements possibles de sa politique économique. Ainsi admet-il, aujourd'hui, que la croissance devra s'accompagner d'une amélioration des salaires et, même, des retraites. Tout en se prononçant pour le passage à la monnaie unique en 1997, il parle de *« tout faire »* pour y parvenir – comme il l'a dit dimanche 9 avril, à Roubaix, devant les jeunes centristes – plutôt qu'il ne détaille le prix à payer pour atteindre cet objectif. Son attitude se distingue, cependant, de celle de Jacques Chirac en ce qu'il se présente davantage comme le défenseur des acquis des années précédentes. Il incarne la continuité contre la restauration.

En cela, le premier ministre est à certains égards proche de ce que représente Lionel Jospin. Abstraction faite de la différence entre droite et gauche, qui reste forte, c'est une « culture de gouvernement » qu'expriment Edouard Balladur et l'ancien ministre de l'éducation nationale. En dépit du *« droit d'inventaire »* qu'il revendique d'exercer sur le bilan de François Mitterrand et sur celui de la gauche au pouvoir, le candidat socialiste est avant tout l'héritier de ce bilan.

La critique de la politique du « franc fort », qui avait été formulée timidement au sein du Parti socialiste au début des années 90, est certes présente dans certains aspects de son programme, mais Lionel Jospin a pris soin de ne pas heurter les quelque 20 % d'électeurs pour qui les gouvernements de gauche restent une référence. Au fond, Lionel Jospin propose seulement de sortir de ce qu'il avait nommé lui-même la *« parenthèse »* de 1983, en ajoutant à la rigueur économique la réduction de la durée du travail comme perspective d'évolution sociale.

Face à ces conservatismes différents, qui rallient quelques 60 % des électeurs à parts à peu près égales, se dressent les protestations, elles-mêmes ambiguës, qu'expriment, chacun à sa manière, Jean-Marie Le Pen, Philippe de Villiers, Robert Hue, Arlette Laguiller et, très modestement, Dominique Voynet. Leurs électeurs seront appelés à arbitrer, au second tour, entre les deux réactions conservatrices qui se proposeront alors. Il y a peu à parier que de la contrainte électorale qui pèsera alors sur les deux candidats naisse, par miracle et en quinze jours, un réformisme dont l'absence aura jusqu'à maintenant réduit le débat à un jeu tactique.

Patrick Jarreau

AU FIL DES PAGES / Économie

Les orangs-outans et le génie méconnu

SUPPOSONS que 225 millions d'Américains participent à un concours de pile ou face consistant pour chaque joueur à parier un dollar chaque jour. La règle du concours impose aux perdants de remettre chaque jour leurs dollars aux gagnants, et aux gagnants de les rejouer le lendemain. Les lois du hasard nous apprennent qu'après dix jours de jeu seulement 220 000 personnes resteront en compétition, dont chacune aura gagné un peu plus de 1 000 dollars. Dix jours passent encore, et il ne reste plus que 215 personnes ayant amassé chacune la bagatelle de 1 million de dollars. C'est ce genre de fable que l'on trouve dans *Des idées capitales*. Peter Bernstein, auteur de ce livre captivant, est un grand professionnel de Wall Street.

Suite de la fable. Les 215 gagneurs se gargarisent de leur talent. Certains pourront même écrire des livres sur le thème : « Comment j'ai transformé un dollar en un million en vingt jours, en travaillant trente secondes chaque matin ». Mais, remarquerait un théoricien des probabilités, si 215 millions d'orangs-outans avaient joué, 215 d'entre eux auraient gagné vingt fois de suite.

Quand un agent de change appelle son client pour lui dire : « Vite, vite, il faut acheter », c'est tout bonnement ridicule

Moralité : on ne peut gagner à la Bourse que par hasard. Ce qui veut dire aussi que le gagneur d'aujourd'hui a toutes chances d'être le perdant de demain. Bref, même les plus grands professionnels sont incapables de « battre le marché », ou, comme le disait joliment Keynes, de *« battre le pistolet »* (du starter). Pour la simple raison que toutes les informations disponibles sont inscrites à chaque instant dans les cours de Bourse. C'est ce qu'on appelle dans le jargon *« la théorie des marchés efficients »*. Ainsi, quand un agent de change appelle son client pour lui dire, le plus souvent en hurlant : *« Vite, vite, vite, il faut acheter »*, c'est tout bonnement ridicule. Si le titre en question devait sûrement monter, il l'aurait déjà fait. *« Nous nous sommes trompés nous-mêmes autant que nous avons trompé nos clients »*, avoue l'auteur avec une belle franchise. Aveu qui pèse d'autant plus lourd que l'auteur a géré des milliards de dollars.

Les torts sont partagés. Honte à nous autres Français ! Car l'inventeur génial des *« marchés efficients »* est un compatriote, un obscur sorbonnard du début du siècle, et nous ne l'avons pas reconnu. Ce sont les Américains qui l'ont découvert à partir des années 60. Le plus étonnant du livre de Bernstein est bien de montrer que tout ce que les Etats-Unis comptent de Prix Nobel d'économie intéressés aux marchés financiers (les Markowitz, Tobin, Sharpe, Samuelson, Modigliani, Miller) sans compter les autres théoriciens de la Bourse, n'ont fait qu'exploiter la découverte fondamentale faite par Louis Bachelier. Les soixante-dix pages de sa thèse de doctorat mathématique soutenue à la Sorbonne en 1900 ne lui valurent qu'une mention honorable et un destin d'universitaire *« inconnu et frustré »*. Pourtant cette thèse était *« une œuvre si exceptionnelle qu'il est possible de dire que l'étude des valeurs spéculatives a connu son heure de gloire dès sa naissance »*, pour reprendre les termes de l'un de ses admirateurs américains.

Bachelier a observé que *« les événements passés, les événements présents et même les événements futurs actualisés se reflètent dans les prix du marché »*, et que par conséquent les prix à tout instant ont autant de chances de monter que de descendre. A chaque minute, donc, un spéculateur a autant de chances de gagner que de perdre. D'où la formule qui aurait dû rendre son auteur célèbre, sinon riche : *« L'espérance mathématique du spéculateur est nulle. »* Idée capitale, s'il en est.

Nul n'est prophète en son pays, c'est bien connu. Mais à ce point ?

P. S. : le traducteur (anonyme) aurait pu nous éviter l'affreux, l'illisible *« inarrêtable »*, p. 245.

Philippe Simonnot

★ ***Des idées capitales*, Peter L. Bernstein, PUF, collection « Finance », 318 p., 248 F.**

RECTIFICATIF

ALGÉRIE

Dans l'article intitulé « En Algérie, les partis de l'opposition ont commencé à dialoguer en ordre dispersé avec le pouvoir », paru dans *Le Monde* du 8 avril, il fallait lire : *« Alliés conjoncturels »* d'une partie de l'armée, comme ils se définissent eux-mêmes, les responsables du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et du Mouvement pour la République (MPR), dirigé par Saïd Sadi, semblent disposés à s'y rallier, tout en émettant pour le moment quelques réserves ».

هكذا من الأصل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MARDI 11 AVRIL 1995

CHANGES Le dollar a connu un véritable krach, lundi matin 10 avril, sur les places asiatiques. Il a perdu en une seule séance 5 % de sa valeur face à la devise japonaise et est tombé à un plus bas niveau historique de 80,15 yens avant de remonter vers 82 yens. ● FACE AUX DEVISES EUROPÉENNES, en revanche, le billet vert était en légère hausse par rapport à ses cours de clôture de vendredi. ● LE GOUVERNEMENT NIPPON s'inquiète des conséquences désastreuses de la réévaluation du yen sur l'économie japonaise. Le ministre des finances a annoncé lundi que Tokyo souhaitait reconsidérer le système international actuel de taux de change flottants. ● LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINE ne semble pas disposée, de son côté, à relever ses taux directeurs pour soutenir sa devise. Les chiffres du chômage publiés vendredi 7 avril ont confirmé le ralentissement de l'économie américaine.

La chute du dollar s'accélère vis-à-vis du yen

La monnaie américaine s'est littéralement écroulée, lundi matin 10 avril, sur les marchés asiatiques perdant 5 % de sa valeur face à la devise japonaise, malgré les interventions répétées de la Banque du Japon

LA CRISE DU DOLLAR pourrait bien être entrée cette fois dans sa phase finale. Si, depuis plusieurs semaines, le billet vert n'a cessé de se déprécier face à la devise japonaise, cette baisse se déroulait de façon presque régulière, sans à-coup véritable. Chaque jour, la monnaie américaine cédait un peu de terrain supplémentaire vis-à-vis du yen, au point de ne plus véritablement émouvoir les opérateurs des marchés financiers. Mais, lundi 10 avril, le dollar s'est littéralement écroulé sur les places asiatiques. Alors qu'il s'échangeait vendredi 7 avril en clôture à New York à 84 yens, il est tombé à 80,15 yens, soit une chute de 5 % en une seule séance. C'est bien à un véritable krach du dollar qu'on assistait à Tokyo en ce début de semaine.

A quoi attribuer ce décrochage très brutal du billet vert ? Les professionnels des marchés financiers semblent d'avoir été très déçus par l'inaction des autorités monétaires internationales durant le week-end. A la veille de celui-ci, l'agence japonaise *Jiji Press* avait annoncé une réunion d'urgence des représentants des ministres des finances du G7 à Londres, consacrée à la stabilisation des taux de change. Cette réunion ne s'est finalement pas tenue, confirmant avec éclat l'incapacité des autorités monétaires internationales à se mettre d'accord.



Depuis le début de l'année, le dollar a perdu 20% de sa valeur face à la devise japonaise.

En dehors des aspects structurels liés au déséquilibre des comptes extérieurs américains – le déficit de la balance courante américaine devrait atteindre cette année, selon les experts de l'OCDE, 173 milliards de dollars –, l'absence de concertation internationale est généralement considérée par les économistes comme une des principales causes de la faiblesse actuelle du billet vert.

Jeudi 30 mars, la Bundesbank avait annoncé, à la surprise générale, une baisse de 0,5 % de son taux d'escompte (ramené de 4,5 % à 4 %). Cette mesure était principalement destinée à compenser l'impact négatif de la réévaluation du deutschemark sur la croissance de l'économie allemande. Quelques jours plus tard, la Banque du Japon a assoupli sa politique monétaire en procédant à une baisse du taux de l'argent au jour le jour de 2,25 % à 1,75 % (sans toutefois toucher à son taux d'escompte, qui reste fixé à 1,75 %). A l'inverse, la Réserve fédérale américaine a jusqu'à présent refusé de faire le moindre geste pour soutenir sa devise. Il est vrai que les Américains mettent volontiers en avant le fait que la faiblesse de leur devise est toute relative. Dévalué vis-à-vis du mark et du yen, le dollar s'est en revanche très fortement apprécié face au dollar canadien et au peso mexicain, devises des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis (*Le Monde* daté 9-10 avril).

ATTERRISSAGE ÉCONOMIQUE

Il est vrai aussi que l'économie américaine semble amorcer un atterrissage en douceur, éloignant les menaces d'inflation qui auraient pu inciter la Banque fédérale à relever ses taux pour donner un coup de frein. Les statistiques du chômage annoncées vendredi 7 avril ont conforté ce sentiment. A ce stade du cycle économique, une hausse des taux directeurs risquerait non plus de ralentir l'économie américaine mais de la plonger en récession.

Ces arguments ne convainquent guère de nombreux analystes qui considèrent que les Etats-Unis utilisent délibérément la baisse de leur devise pour forcer le Japon à ouvrir son marché intérieur. A la mi-février 1994, après l'échec des négociations commerciales, la monnaie américaine avait perdu 4 % face au yen. Les récents événements observés sur le marché des changes répondraient à la même logique, à la perception par les opérateurs d'un étranglement volontaire de l'économie japonaise par les Américains. Les experts de la banque d'investissement américaine Salomon Brothers prévoient qu'en raison de la baisse des exportations la croissance du produit intérieur brut (PIB) du Japon devrait être inférieure cette année à 1 % alors même que les experts de l'OCDE anticipaient encore, au mois de décembre 1994, une hausse de 2,5 %. Certains experts soulignent toutefois qu'avec un dollar à 80 yens, le PIB japonais égale le PIB américain. Le Japon devient aussi « *riche* » que les Etats-Unis... Maigre consolation toutefois pour le gouvernement nippon, qui préférerait un dynamisme économique intérieur à cette richesse externe apparente et qui ne reflète vraiment plus la réalité économique comparée des deux pays. De fait, la réévaluation continue du yen empêche le Japon de sortir du marasme dans lequel il se trouve depuis plusieurs années (la croissance a été limitée à 1,1 % en 1992, 0,1 % en 1993 et 0,6 % en 1994).

Le gouverneur de la Banque de France Jean-Claude Trichet se dit persuadé que « *le dollar va prouver, le moment venu, qu'il a une capacité d'appréciation importante* ». Le plus tôt serait sans doute le mieux.

Pierre-Antoine Delhommais

Tokyo dénonce le système des changes flottants

Exaspéré par l'inertie des autorités monétaires américaines, le ministre japonais des finances Masayoshi Takemura a annoncé, lundi 10 avril, que son pays *« souhaite reconsidérer le système international actuel de taux de changes flottants. Afin d'enrayer la vive ascension du yen, le Japon souhaiterait renforcer la politique de coordination et d'intervention avec les autres pays. Mais nous devons également nous demander s'il est nécessaire de maintenir le système actuel de taux de changes »*.

Cet appel à une refonte du système monétaire international risque pourtant de rester, à nouveau, lettre morte. Les Etats-Unis, mais aussi le Royaume-Uni, l'Allemagne et, dans une moindre mesure, la France y sont farouchement hostiles, considérant qu'une fixité des taux de changes introduirait une rigidité incompatible avec l'ouverture des économies nationales et la libre circulation des biens, des marchandises et des capitaux. Pour ces pays, la meilleure solution consiste encore à laisser agir librement les forces du marché.

Le franc suisse conforte sa place de meilleure valeur-refuge

BERNE
de notre correspondant

Dopé par la faiblesse du dollar, le franc suisse n'en finit pas de s'apprécier, même par rapport au mark. Tombé à moins de 82 centimes suisses, mercredi 5 avril, la monnaie allemande a atteint son plus bas niveau depuis quatre ans et demi. Vendredi soir 7 avril, elle bouclait à 81,89 centimes, contre 82,49 une semaine auparavant. Il faut remonter à août-septembre 1990 pour retrouver un mark en dessous de 82 centimes face au franc suisse.

La dégringolade du dollar, qui a percé un nouveau plancher à 1,1120 franc suisse pour clôturer à 1,1265 en fin de semaine, est accompagnée de l'effritement de toutes les autres grandes devises, n'épargnant même pas le yen. Rien n'y a fait, ni les récentes interventions d'autres banques centrales ni la décision de la Banque nationale suisse (BNS) de ramener son taux d'escompte de 3,5 % à 3 % à partir du 31 mars.

En emboîtant le pas à la Bundesbank, la BNS a voulu à la fois enrayer l'envolée du franc suisse et faire un geste en faveur des exportateurs helvétiques qui en pâtissent. Mais l'accalmie aura été de courte durée. Si, dans un premier temps, le franc suisse s'est légèrement déprécié, il n'a pas tardé à renouer avec sa courbe ascendante dès la première semaine d'avril.

Les industries helvétiques d'exportation s'inquiètent notamment d'une trop forte appréciation de leur monnaie par rapport au mark, l'Allemagne demeurant de loin le principal client de la Suisse. Malgré les pressions des syndicats et des milieux économiques affectés par la cherté du franc suisse, la BNS dispose d'une marge de manœuvre limitée pour stabiliser le taux de change. Sans doute pourrait-elle acheter des marks, mais elle devrait alors intervenir massivement et, dans les circonstances présentes, ses responsables ne sont pas convaincus de l'efficacité d'une telle mesure, d'autant qu'ils s'en tiennent à une politique monétaire restrictive pour garder le contrôle de l'inflation.

En fait, la parité entre les deux monnaies suit traditionnellement les mouvements de la devise américaine. « *Lorsque les capitaux quittent le dollar et s'engouffrent sur le mark et le franc suisse, c'est toujours ce dernier qui en profite le plus,* remarque un banquier. *Dans un contexte de faiblesse du dollar et de fuite vers la qualité, le franc suisse continuera d'être recherché par les investisseurs.* »

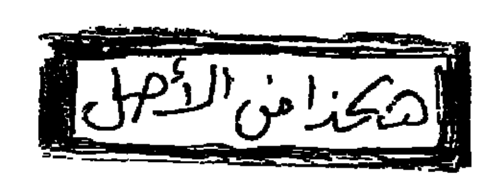
Actuellement, tout concourt à renforcer le rôle de monnaie refuge du franc suisse. Non seulement les fluctuations du dollar et les problèmes chroniques des monnaies européennes faibles mais aussi les données fondamentales de l'économie suisse favorisent une appréciation de la devise helvétique. Malgré l'introduction de la TVA, en janvier, le taux d'inflation annuel en mars était de 1,6 %, soit inférieur aux prévisions et à celui de l'Allemagne. Ce résultat s'explique en partie par l'effet modérateur du franc fort sur les prix des produits importés.

« EXAGÉRATION TEMPORAIRE »

Le franc suisse, qui s'était déjà sensiblement apprécié les mois précédents, s'est envolé en mars. Selon des chiffres communiqués vendredi 7 avril par l'Office fédéral des questions conjoncturelles, sa progression face aux principales devises a été de 4,5 % par rapport à février, soit « *un record en termes réels et nominaux* ». La lire italienne a connu la plus forte dépréciation en perdant 12 % de sa valeur en quatre semaines. Quant au dollar, il a enregistré un recul de 7 %, la livre britannique a baissé de 6 %, le franc français de 3 % et le mark de 1,5 %.

Les analystes financiers considèrent que cette tendance va encore s'amplifier, et certains n'excluent pas un recul du dollar jusqu'à 1,10 franc suisse à brève échéance. Cependant, dans ses prévisions conjoncturelles rendues publiques en fin de semaine dernière, l'Institut de macro-économie appliquée de l'université de Lausanne estime qu'« *il est improbable que cette situation dure encore des mois. On peut penser que l'envolée du mois de mars est une aberration ou exagération temporaire, comme il s'en produit assez souvent sur le marché des changes, et qu'elle ne devrait pas tarder à se corriger* ». « *Le franc* [suisse] *va bientôt culminer*, ajoute l'étude. *Après quoi, il devrait commencer à se replier en bon ordre, c'est-à-dire de manière relativement lente et régulière.* »

Jean-Claude Buhrer



LA SEMAINE ÉCONOMIQUE

Indices attendus à l'étranger

● Mardi 11 avril : aux Etats-Unis, prix à la production (hors alimentation et énergie, mars) ; au Japon, commandes de biens d'équipement (février).

● Mercredi 12 : aux Etats-Unis, prix à la consommation (hors alimentation et énergie, février) ; en Grande-Bretagne, chômage des adultes (mars), coût unitaire de production (décembre-janvier-février) ; en Espagne, chômage (mars).

● Jeudi 13 : aux Etats-Unis, ventes de détail (mars) ; au Japon, prix de gros (mars) ; en Allemagne, prix de gros (mars) ; en Grande-Bretagne, prix de détail (hors taux d'intérêt, mars), balance courante (janvier) ; en Suède, prix à la consommation (mars).

● Vendredi 14 : aux Etats-Unis, production industrielle (mars), taux d'utilisation des capacités de production (mars), stocks (février) ; en Italie, production nationale brute (quatrième trimestre et année 1994).

● Lundi 17 : au Japon, balance commerciale (février, non ajustée) ; en Allemagne, prix à la production (mars) ; en Suède, prix à la consommation (mars).

Indices attendus en France

● Mardi 11 avril : enquête mensuelle auprès des ménages (mars).

● Mercredi 12 : prix à la consommation (provisoires, mars).

● Jeudi 13 : balance courante (janvier).

Événements attendus

● Mardi 11 : en Allemagne, publication du rapport de printemps des six instituts de conjoncture ; en France, rapport annuel de la Banque de France.

● Jeudi 13 : jour férié et fermeture des marchés en Espagne, Norvège et Danemark.

● Vendredi 14 : jour férié dans beaucoup de pays et marchés fermés.

● Lundi 17 : lundi de Pâques. Jour férié. *(Source : Nomura)*

INDICATEURS

France : des freins à la croissance

La reprise est robuste, mais les incertitudes électorales et les désordres monétaires la menacent

La croissance aura été de 2,5 % en moyenne en 1994. Pour cette année, les experts attendent une hausse du PIB de 2,5 % à 3,5 %. Les exportations continuent de tirer la reprise, qui se consolide grâce au redémarrage des investissements et, d'une façon plus limitée, de la consommation. Toutefois des signes de ralentissement apparaissent pour le deuxième trimestre. Dans le bâtiment, comme cela était attendu, mais aussi dans l'automobile et le secteur des biens d'équipement.

La revalorisation du franc par rapport au dollar et à plusieurs monnaies européennes a conduit la Banque de France à renchérir le prix de l'argent. Les exportations sont rendues plus difficiles. Nos partenaires commerciaux, à commencer par l'Allemagne, devraient voir leur croissance se ralentir. Ces facteurs vont provoquer un tassement de la reprise.

LA CROISSANCE est bien établie en France. Le PIB, après avoir progressé de 0,6 % au quatrième trimestre de l'année dernière, aura augmenté de 3,6 % de la fin 1993 à la fin 1994 ; en moyenne annuelle, la croissance se sera élevée à 2,5 % l'an dernier. Pour 1995, les prévisions de croissance disponibles divergent quelque peu, s'échelonnant entre 2,5 % et 3,5 %. Elles reposent toutes sur le même schéma : une vive reprise de l'investissement productif, une accélération limitée de la consommation et une progression toujours rapide des exportations soutiendraient la demande.

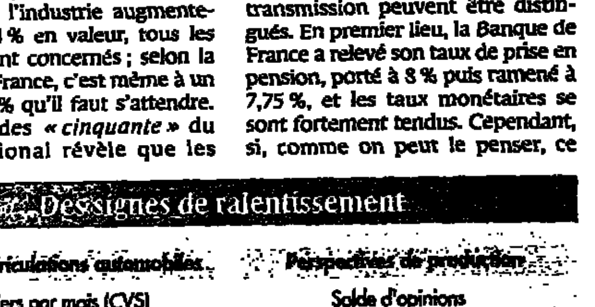
Toutefois, les dernières enquêtes de conjoncture reflètent un ralentissement de l'activité. Les industriels interrogés par l'Insee en mars indiquent ainsi que la progression de leur production, particulièrement rapide fin 1994, s'est ralentie dans les premiers mois de 1995 et qu'une quasi-stabilité doit être attendue au cours du deuxième trimestre. Si les anticipations des chefs d'entreprise restent favorables dans le secteur des biens intermédiaires et les biens de consommation, elles se sont infléchies dès février dans l'automobile et le secteur des biens d'équipement. Parallèlement, l'appréciation sur la demande étrangère, tout en restant positive, s'inscrit en retrait par rapport au point haut de janvier, la demande de biens intermédiaires restant de loin la plus dynamique.

De même, les enquêtes menées en janvier dans le bâtiment et, plus encore, dans les travaux publics, mettent en évidence une dégradation des perspectives d'activité pour les premiers mois de 1995, les dépenses de construction hors logement exceptées.

Du côté de la demande, la consommation de produits manufacturés continue de fluctuer fortement d'un mois sur l'autre, au gré des opérations promotionnelles, tout en s'inscrivant en moyenne sur un pallier. Alors que la progression de l'emploi et l'accélération des salaires nourrissent le pouvoir d'achat, cette relative atonie de la consommation reflète sans doute l'épuisement des effets de la *« prime à la casse »*, qui a dynamisé le marché automobile en 1994, ainsi que la prudence des particuliers dans une période préélectorale. Une évolution du même type s'observe s'agissant des achats de logements.

Pour sa part, l'investissement des entreprises connaîtra sans nul doute une progression rapide cette année, répondant aux besoins de modernisation et de développement des capacités de production, dans un contexte marqué, globalement, par un autofinancement élevé des entreprises. Selon l'enquête de l'Insee de janvier, les investissements dans l'industrie augmenteraient de 14 % en valeur, tous les secteurs étant concernés ; selon la Banque de France, c'est même à un bond de 18 % qu'il faut s'attendre. L'enquête des *« cinquante »* du Crédit national révèle que les grandes entreprises devraient accroître leurs investissements de 7 % en volume.

Les désordres monétaires internationaux observés depuis le déclenchement de la crise mexicaine risquent d'affecter la croissance, en particulier les exportations et l'investissement. Trois canaux de transmission peuvent être distingués. En premier lieu, la Banque de France a relevé son taux de prise en pension, porté à 8 % puis ramené à 7,75 %, et les taux monétaires se sont fortement tendus. Cependant, si, comme on peut le penser, ce mouvement n'est que temporaire, les effets sur la croissance seront faibles, les taux à long terme n'ayant d'ailleurs pas été affectés. En deuxième lieu, la croissance de nos partenaires commerciaux sera probablement affaiblie. Enfin, les entreprises françaises doivent faire face à des modifications fortes de parités, qui, au total, se traduisent par une appréciation non négligeable du franc. Ainsi le cours de change effectif du franc s'est apprécié de plus de 2 % entre décembre 1994 et mars 1995. Les entreprises françaises voient de ce fait l'avantage relatif dont elles bénéficient par rapport à leurs concurrents japonais, allemands, néerlandais, belges et suisses être plus que contrebalancés par des handicaps supplémentaires vis-à-vis des entreprises américaines, britanniques, espagnoles et, surtout, italiennes. Au total, une fois surmonté l'attentisme lié aux échéances électorales, la demande interne s'accélérera, mais le contexte international restera contraignant.



Hervé Monet

★ Hervé Monet est directeur des études économiques de la Société générale.

RÉGION

Amérique latine : de l'« effet tequila » à l'« effet tango »

L'AMÉRIQUE LATINE a subi une forte détérioration de sa situation financière. Elle s'explique par le doublement, en l'espace d'une seule année, de son besoin structurel de financement, c'est-à-dire du total de la balance courante et du remboursement du principal de la dette extérieure.

A la différence de l'Asie et des pays dits *« en transition »* (hors Russie) qui ont amélioré leur position grâce à la progression des investissements directs, l'Amérique latine a vu son besoin structurel de financement atteindre 97 milliards de dollars en 1994. Il n'a pu être couvert que pour moitié par des financements stables et garantis à long terme. Si l'on ajoute à ces derniers environ 20 milliards de prêts privés à moyen et à long terme non garantis, ce sont finalement 32 milliards de dollars qui ont manqué aux pays latino-américains. Cette somme a été réunie sous forme de financements à court terme dont la volatilité a constitué le détonateur de la crise mexicaine de décembre et, depuis lors, a nourri les inquiétudes concernant l'Argentine et le Brésil.

Généralement considérée comme le maillon faible latino-américain après le Mexique, l'Argentine doit faire face, depuis plus de trois mois, à des retraits massifs des dépôts de son système bancaire (évalués à 7 milliards de dollars) et à la baisse des réserves de change, tombées à 13,6 milliards de dollars fin mars, contre 17,1 milliards en janvier. Le ministre de l'économie, Domingo Cavallo, s'efforce de mettre en place un fonds destiné à soutenir les banques devenues incapables de se refinancer. Le manque de liquidités suscite une forte hausse des taux d'intérêt, particulièrement préjudiciable aux entreprises dans une conjoncture légèrement récessionniste (le PIB, qui avait progressé de 5,9 % en 1994, augmentera peu ou pas du tout cette année).

M. Cavallo dispose cependant de deux atouts : le ferme soutien que viennent de lui témoigner le FMI et la Banque mondiale, d'une part, et la crédibilité du plan de rigueur qu'il présente au Congrès, d'autre part. Ce plan prévoit notamment le redressement des finances publiques par la baisse des dépenses (les traitements des fonctionnaires seront diminués, des investissements seront différés) et par l'augmentation des recettes (un nouvel impôt frappera les détenteurs d'actions, des usines hydroélectriques seront privatisées). Le budget pourrait ainsi faire apparaître un excédent équivalent à 1,3 % du PIB dès cette année. Cette perspective, jointe aux vifs progrès des exportations observés depuis le début de l'année, pourrait rétablir la confiance des épargnants argentins et des investisseurs étrangers. En attendant le retour des capitaux, le gouvernement tient bon et déclare toujours qu'il n'est pas question de dévaluer, ni de « dollariser » complètement l'économie.

LE BRÉSIL SE PROTÈGE

Menacé à la fois par « l'effet tequila » venu du Mexique et par « l'effet tango » venu d'Argentine, le Brésil essaye, depuis le 6 mars, de modifier sa politique économique. Après avoir prioritairement lutté contre l'inflation depuis juillet 1994, non sans succès, le gouvernement met maintenant l'accent sur la stabilisation de l'économie. Confronté à une inquiétante montée des importations engendrant un inhabituel déficit des paiements courants – et donc au risque d'une crise de liquidités –, l'équipe de M. Cardoso a établi une bande de fluctuation du real qui a aussitôt entraîné une dévaluation de fait de l'ordre de 4,5 %. Le 4 avril, ce dispositif a été complété en soumettant 109 produits sensibles, dont les automobiles, à des taxes d'importation de 70 %. Même si cette mesure, contraire à la politique d'ouverture, ne s'applique pas ou partiellement aux partenaires du Brésil dans le Mercosur (Argentine, Paraguay et Uruguay), il est clair que le Brésil tente unilatéralement de s'affranchir, au moins provisoirement, des effets de la concurrence.

Sur le plan intérieur, il s'agit, là aussi, de rassurer la communauté financière internationale en renflouant les caisses publiques. M. Cardoso entend pour cela relancer les privatisations : le géant Vale do Rio Doce (2 milliards de dollars de chiffre d'affaires) va être mis en vente, et les investisseurs étrangers auront la possibilité de prendre la totalité du contrôle des établissements bancaires privatisés.

Pour le moment, la plupart des autres pays latino-américains ne paraissent pas trop souffrir des effets tequila et tango. Lundi 10 avril, le groupe des dix principaux pays industriels, réuni à Bâle, devait mettre l'Amérique latine à son ordre du jour : tout laisse penser que des dispositions y seraient évoquées, de nature à éviter une nouvelle crise majeure dans cette région.

Jean-Luc Chalumeau

★ Jean-Luc Chalumeau est chef du service des études économiques de la Banque Sudameris (Groupe Comit).

SECTEUR

Industries électriques : une amélioration contrastée

LES INDUSTRIES électriques et électroniques ont vu leur chiffre d'affaires progresser de 2,7 % à 292,44 milliards de francs en 1994, selon la FIEE (Fédération des industries électriques et électroniques). Ce résultat, qui peut paraître encourageant, situe toutefois cette reprise à un niveau inférieur à la production industrielle nationale (en hausse de 3,6 %) ou européenne (+ 5,2 %). Après le reflux de 1993, le secteur n'a pas encore retrouvé son niveau d'activité de 1992 (de l'ordre de 300 milliards de francs), et reste encore loin de celui de 1990 (environ 330 milliards).

LA RADIOLOGIE EN POINTE

Certains secteurs se distinguent par des progressions supérieures à la moyenne, comme les appareils de radiologie et d'électronique médicale (+ 24 %), les matériels de télécommunications (+ 9,7 %), l'appareillage industriel (+ 11,4 %) et le matériel d'éclairage électrique (+ 10,2 %). Mais les plus gros pourvoyeurs de recettes sont en dessous de cette moyenne : les matériels informatiques (70 milliards de francs de chiffre d'affaires) n'affichent que 1,4 % de hausse. Et les matériels professionnels électroniques et de radiocommunications (36,46 milliards) enregistrent un recul de 0,9 %.

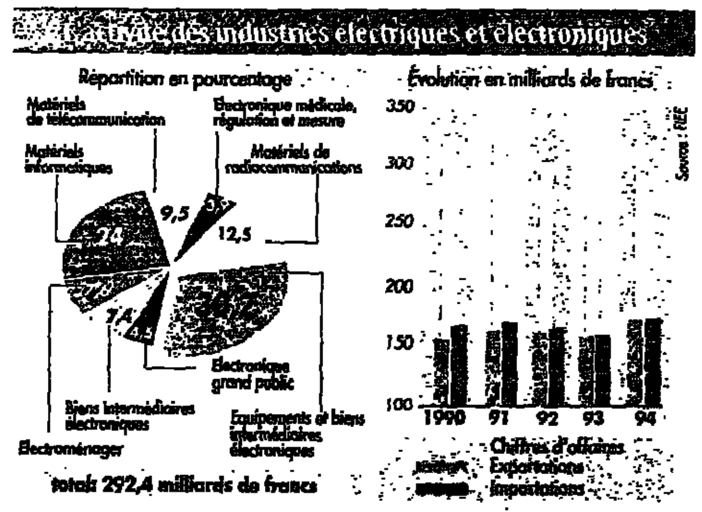
Face à l'atonie du marché national, les entreprises françaises ont su tirer parti de la croissance dans les autres pays européens, notamment au Royaume-Uni (le solde est positif d'un milliard de francs), en Allemagne (3 milliards de francs de solde positif) et au Benelux. Avec l'Italie, le taux de couverture (96 %) s'est un peu amélioré, mais le solde reste négatif de 581 millions de francs.

En revanche, souligne la FIEE, les taux de couverture se sont dégradés avec le Danemark et la Grèce.

Les exportations ont bénéficié d'une augmentation globale de 12,8 % à 175,34 milliards de francs, alors que la hausse des importations a été limitée à 10,8 %. Mais, avec une valeur globale de 177,34 milliards, celles-ci entretiennent un solde négatif de la balance commerciale du secteur de 2 milliards de francs.

A cause de l'affaiblissement du dollar, les échanges avec les Etats-Unis ont évolué défavorablement pour les entreprises françaises (32 % de taux de couverture au lieu de 33,8 % en 1993).

Avec l'Asie, on note une certaine amélioration, mais les taux de couverture restent fortement dégradés (de 48 % en 1993 à 52 % l'an dernier). Avec la Chine, ce taux a progressé de 13 points à 44 %. En Corée du Sud, il est passé de moins de 30 % à plus de 45 %. Avec Hongkong, il a atteint 214 % contre 157 %. En revanche, il s'est dégradé avec Taïwan et Singapour.



La reprise (2,7%) demeure inférieure à celle de la production industrielle nationale.

LE POIDS DU MARCHÉ INTÉRIEUR

Pour l'ensemble du secteur, la Fédération note un changement de tendance marqué à partir du second semestre de l'année dernière, *« les évolutions des différentes branches n'étant cependant ni concomitantes, ni toujours durables »*.

Malgré tout, une évolution favorable peut être envisagée en 1995, qui consoliderait la reprise de la fin 1994. *« La reprise solide et harmonieuse dépendra essentiellement de la bonne tenue du marché intérieur »*, estime la FIEE qui se plaint de la contraction des commandes publiques et de la faiblesse de la demande des ménages dont les dépenses sont orientées vers l'automobile à cause de la « prime Balladur ».

« En tout état de cause, la reprise ne pourra réellement produire ses effets qu'à partir du second semestre 1995 », jugent les représentants des professionnels. Voire même début 1996 pour les biens d'équipement électriques compte tenu du décalage entre les prises de commandes et les facturations de ces produits.

Gilles Bridier

ENTREPRISE

Métrologie International se redresse

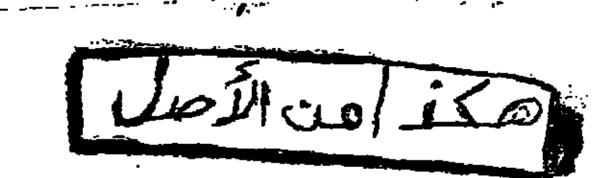
LE GROUPE de distribution informatique Métrologie International, bloqué plusieurs années dans une situation financière délicate et qui fut le théâtre de conflits entre la direction, les actionnaires et les banques, se redresse. Le chiffre d'affaires révèle une progression de 33,5 % à 1,98 milliard de francs. Le résultat d'exploitation reste négatif de 10 millions de francs, mais s'avère quatre fois moins lourd qu'en 1993. Et si le résultat s'est amélioré, il reste encore négatif de 40 millions de francs.

Cette progression des recettes qui ne permet pas au groupe de se remettre à flots, traduit la baisse du taux de marge brute dans le secteur des industries électriques et électroniques. La société a également opéré un recentrage de son activité *« sur l'activité de grossiste européen »*, a-t-elle indiqué, en présentant ses comptes le 6 avril. L'accent se trouve mis sur l'Europe et les potentialités à l'exportation pour suivre les marchés les plus porteurs.

La société est donc en passe de voir le bout du tunnel. Après une série de mésaventures dont l'origine remonte à décembre 1991, suite à une cession d'actions, jugée irrégulière par la COB, par l'ancien président de la société Roger Hadad. Ce dernier fut contraint de démissionner pour être remplacé par l'un des associés fondateurs Alain Fraiberger, toujours à la tête du groupe bien qu'il ait lui aussi cédé des actions dans des circonstances sanctionnées par la COB. Début juillet 1993, le gendarme de la Bourse infligeait d'ailleurs des amendes à l'ex-président et à son successeur.

Mais la restructuration du groupe était déjà entamée. Les pertes de 208 millions de francs en 1992 étaient ramenées à 81 millions de francs l'année suivante. Le mouvement s'est poursuivi en 1994. Le début de l'année 1995 pour Métrologie International s'inscrit dans un contexte sensiblement porteur. Les premiers mois *« confirment la croissance très soutenue de l'activité »*, déclare la direction, qui a programmé une augmentation de capital de 184,5 millions de francs, selon le deuxième plan de sauvetage présenté début mars dernier après l'échec d'un premier montage en novembre 1994. L'opération nécessite encore l'accord unanime des neuf banquiers qui avaient accepté un abandon de créances de 115 millions de francs. Huit ont déjà donné leur aval. Les conditions selon lesquelles la société de capital risque Apax Partners doit investir 127 millions de francs dans Metrologie International doivent également être redéfinies puisque cet investissement lui conférerait la majorité. Cette recapitalisation devrait être bouclée dans le courant de l'été, ce qui n'a pas empêché le titre de chuter dès le 7 mars.

G. B.



هكذا من الأصل

Lacoste fait reculer la contrefaçon en Asie

La marque au crocodile est favorisée par l'émergence de classes bourgeoises

BANGKOK
de notre correspondant

En 1988, Jean-Philippe Polart s'installe à Bangkok avec une ambition apparemment déroutante : imposer les produits Lacoste, les vrais, sur un marché qui s'est taillé, à l'époque, la réputation de l'un des paradis asiatiques de la contrefaçon. Il obtient pourtant la bénédiction de Bernard Lacoste, fils aîné de René le « mousquetaire » et PDG depuis 1963 de La Chemise Lacoste, sans l'appui duquel l'aventure n'aurait pas de sens.

En 1995, le « crocodile », le vrai, a réussi sa percée. Deux cent mille pièces ont été vendues l'an dernier dans cinquante-cinq points de vente, (dont trois boutiques Lacoste, à travers la Thaïlande) contre trois en 1988. *« Les trois conditions d'une licence étaient la présence d'une industrie textile, l'existence d'un marché potentiel et la découverte de bons partenaires. En Thaïlande, elles étaient réunies »*, résume M. Polart.

C'est en 1988 que People's Garment, une entreprise locale bien implantée et cotée en Bourse, commence la fabrication des vêtements Lacoste. Les produits sont distribués par le groupe ICC (International Cosmetics Cy) qui possède aussi des droits pour la Birmanie (*« un marché qui s'ébauche »*, dit M. Polart), le Cambodge et le Laos (*« un peu tôt dans ces deux pays »*, précise-t-il). En l'espace de sept ans, le marché s'est modifié en Thaïlande, où un taux d'expansion annuel moyen supérieur à 8 % depuis 1986 soutient l'émergence de classes urbaines moyennes. La vraie Lacoste mise sur cette nouvelle bourgeoisie asiatique. En outre, sous la pression de leurs partenaires occidentaux, les mesures prises par les autorités thaïlandaises pour protéger les marques, notamment de produits de luxe, commencent à porter leurs fruits. Sur les trottoirs des quartiers commerçants, les étalages de contrefaçons occupent moins de place.

LE SAURIEN DE HONGKONG

Simultanément, Lacoste-Bangkok, qui est responsable de l'ensemble de l'Asie à l'exception du Japon (où Lacoste exporte en direct depuis 1964) et de la Corée du Sud, a élargi ses horizons. En Inde, les produits Lacoste sont fabriqués depuis 1993 près de New Delhi et distribués dans six boutiques. Aux Philippines, ils représentent 3 % des exportations françaises. En Chine, neuf points de vente, dont quatre boutiques, ont été ouverts. L'Indonésie représente un marché moins avenant car le petite minorité très fortunée de ce pays fait encore ses achats à Singapour où les ventes ont toujours été irrégulières.

Seul véritable accroc : Hongkong, où Lacoste a traduit en justice, pour rupture d'un contrat passé en 1980, une firme locale, Crocodile. En prenant pied dans la colonie britannique, voilà quinze ans, Lacoste avait trouvé sur place la marque Crocodile, dont le logo est identique à celui de Lacoste à une différence près : le saurien regarde dans la direction opposée. Les deux fabricants avaient alors conclu un accord à l'amiable selon lequel Crocodile continuerait de vendre à Hongkong dans des pointes de vente jumelés avec ceux de Lacoste et renonçait à l'exportation à l'extérieur de la colonie. Mais, depuis, Crocodile n'a pas résisté aux occasions offertes par l'essor économique chinois, d'où le procès en cours.

DIMENSION FAMILIALE

Créée en 1933 par René Lacoste, que la presse américaine avait surnommé « le crocodile » en raison de sa ténacité sur les courts de tennis, La Chemise Lacoste réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires annuel de 700 millions de dollars (environ 3,5 milliards de francs). Les produits textiles sont fabriqués par le groupe Devanlay, la parfumerie par Jean Patou et les lunettes par L'Amy. En aval, des accords ont été passés avec une gamme d'importateurs-distributeurs. La Chemise Lacoste est donc encore une entreprise de dimension familiale qui emploie moins de cent personnes. *« Nous sommes demeurés une équipe animée par Bernard Lacoste et c'est ce dernier qui est derrière notre développement en Asie, où il voyage régulièrement »*, résume M. Polart, lui-même convaincu que ce nouveau marché ne peut que se développer.

A la fin des années 80, l'installation de Lacoste en Thaïlande, où la contrefaçon des produits de luxe battait des records, en avait fait sourire plus d'un. Aujourd'hui, la pression internationale et celle des marques aidant, les contrefacteurs sont davantage sur la défensive et le marché des nouvelles classes moyennes asiatiques a tendance à leur échapper. Juste retour des choses, ces contrefacteurs ont fatalement contribué à faire connaître le vrai produit, ce dont il profite aujourd'hui. Jean-Philippe Polart, pour sa part, commence à lorgner vers un autre pays, le Vietnam, où le prestige des grandes marques françaises, surtout dans le Sud, est intact et où une croissance économique accélérée pourrait, dans cinq ou dix ans, faire naître une marché non négligeable.

Jean-Claude Pomonti

La Chine séduite par la pharmacopée occidentale

Dans le sillage de leurs principaux concurrents étrangers, les firmes pharmaceutiques françaises s'implantent sur le sol chinois

Les géants pharmaceutiques américains, allemands ou japonais ont déjà créé une trentaine de sociétés communues avec des firmes chinoises. Les groupes français s'y mettent, notamment Sanofi (groupe Elf-Aquitaine), Ethyfarm, Rhône-Poulenc, Beaufour ou Lipha. Le marché chinois est estimé entre 50 et 100 milliards de francs. Les dépenses de santé augmenteraient de 20 % par an mais n'atteignent encore que 3,6 % du PIB. Les groupes occidentaux veulent prendre une place dans ce possible Eldorado mais aussi introduire des nouvelles molécules complexes et limiter ainsi le développement des médicaments génériques. La Chine abandonne ses pratiques médicales ancestrales.

PÉKIN
de notre envoyé spécial

Qui oserait encore saluer ici la mémoire et les vertus des « médecins aux pieds nus » ? La longue marche de ces praticiens au service d'une cause que l'on croyait révolutionnaire semble avoir, en Chine, perdu son rythme autant que son sens. Comme les principaux secteurs de l'activité industrielle, la pratique médicale et le système de protection sociale sont aujourd'hui en complète mutation. Cette rupture est particulièrement claire dans le secteur pharmaceutique. Une brutale appétence pour les molécules occidentales renvoie en effet la pharmacopée traditionnelle chinoise, à base de plantes, à un obscurantisme dont on espère sortir grâce au développement économique.

Ces dernières années, les géants américains, japonais ou allemands du médicament ont réussi à s'implanter sur le sol chinois par le biais d'une trentaine de sociétés communes qui fabriquent et commercialisent plusieurs dizaines de leurs principales molécules. Dans leur sillage, l'industrie pharmaceutique française entend, elle aussi, s'attaquer à ce nouveau marché. Tel était le sens des Journées pharmaceutiques et médicales Chine-France organisées, à la fin mars à Pékin, par l'Agence du médicament et le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP). Les premières associations de firmes françaises et de sociétés d'Etat chinoises devraient prochainement voir le jour. Elles concerneront notamment Sanofi (groupe Elf-Aquitaine), Ethyfarm, Rhône-Poulenc, Beaufour ou Lipha. Ce type d'association permet souvent d'obtenir une accélération de l'obtention des autorisations de mise sur le marché chinois, possible Eldorado.

Le marché y est estimé entre 50 et 100 milliards de francs, et concentré essentiellement dans les zones urbaines, soit environ trois cents millions de personnes, les autres (neuf cents millions de personnes vivant dans les campagnes) ne bénéficiant que d'un système de soins rudimentaires et de médications traditionnelles. Selon les données que nous a fournies à Pékin le professeur Ren Hua Cai, ministre de la santé, directeur de la réforme de l'assurance médicale, les dépenses de santé augmentent de 20 % par an, ces dépenses ne correspondant encore qu'à 3,6 % du PIB. L'ouverture à l'Occident et les mutations qui l'accompagnent conduisent la Chine à une remise en cause en milieu urbain du principe communiste de la gratuité des soins. Depuis un an, la réforme de l'assurance-maladie conduit à faire participer directement entreprises et citoyens aux dépenses de santé qui les concernent. Le paysage apparaît encore ici quelque peu complexe, même si certains observateurs croient percevoir les premiers signes d'un rationnement des dépenses.

Le marché et ses lois semblent primer sur une évaluation des besoins sanitaires

L'implantation de l'industrie pharmaceutique occidentale dans ce pays doit, par ailleurs, compter avec la fabrication, traditionnellement importante en Chine, d'intermédiaires chimiques de synthèse et surtout de médicaments génériques. La commercialisation de ces produits est facilitée par une bonne maîtrise de la chimie traditionnelle ainsi que par le non-respect des règles internationales de la propriété intellectuelle. Ces médicaments génériques, qui font l'objet depuis longtemps de réexportations en Afrique, en Amérique latine et en Europe centrale et de l'Est, correspondent, selon les observateurs français, aux deux tiers de la consommation pharmaceutique urbaine chinoise. L'objectif essentiel pour les industriels occidentaux est donc de réduire cette fraction par le biais des sociétés communes et l'introduction de nouvelles molécules innovantes que l'industrie chinoise ne parvient pas – encore – à copier.

Les responsables chinois ne cherchent nullement à profiter de l'appétit des multinationales pharmaceutiques pour contraindre ces dernières à fabriquer, sur leur territoire, les « deux cents médicaments essentiels » permettant, selon l'Organisation mondiale de la santé, de faire face à la quasi-totalité des prescriptions indispensables dans les pays en voie de développement. Le marché et ses lois semblent ainsi primer sur une évaluation des besoins sanitaires. Parallèlement à l'utilisation croissante de matériels sophistiqués d'imagerie médicale, l'arrivée des médicaments occidentaux sur le sol chinois doit, au-delà des considérations sanitaires et médicales, être avant tout interprétée comme l'un des symptômes de la séduction exercée par les nouveaux modèles de production et de consommation. A ce titre, elle signe la fin des « médecins aux pieds nus » et l'extinction de la foi collective dans un modèle médicamenteux ancestral, un modèle qui, paradoxalement, trouve aujourd'hui, non sans risques, de nouveaux adeptes en Occident.

Jean-Yves Nau

Le groupe Schneider enregistre une amélioration de son résultat net

« DU SCHNEIDER DE 1981 dont j'ai hérité, il ne reste plus que le nom. » Didier Pineau-Valencienne, PDG depuis quatorze ans, estime avoir pratiquement achevé la mutation de son groupe. D'un conglomérat qui fut un *« archétype »* du capitalisme sans capital à la française, il a fait un leader de produits *« qui optimisent de l'utilisation de l'électricité »*, doté de 16,4 milliards de fonds propres.

Avec un résultat net consolidé (part du groupe) de 679 millions de francs en 1994, Schneider aura amélioré sa performance de 68 %, malgré un chiffre d'affaires en légère baisse à 55,966 milliards de francs (– 0,7 %). Avant les éléments exceptionnels (provisions de 121 millions et amortissement de survaleurs de 636 millions), le résultat augmente de 22 %. La marge brute d'autofinancement gagne 15 % à 3 milliards de francs. Le dividende proposé est de 7,50 francs.

La fusion-absorption par la filiale Spie-Batignolles (*Le Monde* du 16 mars) va permettre de remonter au niveau de la maison mère Schneider les actifs immobiliers, en lourdes pertes, sur lesquels une provision de 250 millions a été passée et une nouvelle devrait l'être cette année (le coût de portage sur cinq ans). Cette opération *« achève la restructuration financière »* du groupe, qui possédera donc deux filiales à 100 % : Schneider Electric (chiffre d'affaires de 39 milliards de francs dans la distribution électrique et le contrôle industriel) et un nouveau Spie-Batignolles mis au net (9,6 milliards dans l'entreprise électrique).

M. Pineau-Valencienne estime que la rentabilité est encore faible, mais qu'elle va s'améliorer grâce à un effort de frais de structure chez Schneider Electric. La dette (9 milliards de francs), encore trop lourde à 55 % des fonds propres fin 1994, redescendrait à 45 % à la fin de cette année, sauf si l'occasion d'un rachat se présente en Allemagne (faiblesse géographique du groupe). L'année 1995 marque une progression de l'activité et se présente *« de manière favorable »*. M. Pineau-Valencienne, qui dirige ses filiales étrangères par vidéoconférence depuis le lancement du mandat d'arrêt international par la justice belge, est âgé de soixante-quatre ans. Il préfère trouver un successeur en interne qu'il va s'efforcer de mettre en selle d'ici un à quatre ans.

E. L. B.

Seagram va acheter 80 % de MCA à Matsushita

Le groupe canadien de vins et spiritueux devient un acteur majeur d'Hollywood. Pour y parvenir, il s'est défait de sa très profitable participation dans Du Pont

Par l'acquisition du studio MCA, la société de la famille Bronfman, présidé par le petit-fils du fondateur, change de profil. Pour financer cet achat de 5,7 milliards de dollars (33 milliards de francs), elle a cédé sa participation dans le numéro quatre de la chimie mondiale, l'américain Du Pont. Les milieux boursiers s'inquiètent de cette diversification risquée, d'autant que Du Pont était une véritable « vache à lait ». Seagram, qui cherche à acquérir un portefeuille de grands marques dans les alcools, recyclait jusqu'à maintenant ses profits dans les jus de fruits comme Tropicana et dans diverses participations financières. La cohabitation de deux métiers radicalement différents, les boissons et la communication, créera-t-elle un cocktail rentable ? Certains en doutent : Matsushita a prouvé, malgré d'apparentes synergies avec MCA, l'échec d'une telle diversification.

LE GROUPE CANADIEN de vins et spiritueux Seagram devient un acteur majeur d'Hollywood. Son président Edgar Bronfman Jr a annoncé dimanche 9 avril être parvenu à un accord avec le géant électronique japonais Matsushita : il va lui acheter pour 5,7 milliards de dollars (environ 33 milliards de francs) 80 % de la maison de disques et de cinéma MCA, qui détient notamment les studios Universal, producteurs de *E.T.* et de *Jurassic Park*. Matsushita conservera 20 % de MCA, acquis en 1990 pour 6,6 milliards de dollars. Cette transaction traduit l'échec du mariage de l'électronique grand public de Matsushita et du fournisseur de programmes (films, disques...) MCA. Les synergies attendues n'ont pas été au rendez-vous.

Pour financer son acquisition, Edgar Bronfman Jr a dû céder le 6 avril la quasi-totalité de sa participation de 24,3 % dans le géant de la chimie américaine DuPont pour 8,8 milliards de dollars (*Le Monde* du 8 avril), qui lui assurait de copieux dividendes : plus de 2 milliards de dollars en quinze ans. Les actions DuPont ont été cédées à 56 dollars seulement pour un cours de Bourse proche de 64 dollars. Wall Street réagit mal à la nouvelle stratégie de Seagram : le titre a perdu environ 20 % en une semaine. Seagram pourrait aussi, selon le *Wall Street Journal* du lundi 10 avril, céder sa participation de 15 % dans Time Warner acquise en 1993 pour 2 milliards de dollars.

Ces bouleversements changent totalement le profil de la société fondée dans les années 20 par un fils d'immigrant russe venu chercher fortune au Canada, Samuel Bronfman, grand-père de l'actuel président de Seagram. A l'époque, ce dernier profita de la prohibition qui sévit aux Etats-Unis pour faire fortune en vendant son whisky à la frontière canadienne. A la fin des années 30, le whisky Five Crown de Seagram, devint le whisky le plus vendu aux Etats-Unis.

C'est après-guerre que commence l'expansion internationale du groupe. Samuel Bronfman acquiert dans les années 50 le whisky écossais Chivas et la maison de champagne française Mumm. Au fil des décennies, le groupe de vins et spiritueux élargit la gamme de ses alcools de prestige. En 1988, Seagram rachète le cognac Martell pour 5,5 milliards de francs. Dernier coup de maître, la société signe en janvier 1994 un contrat pour la distribution mondiale de la vodka suédoise Absolut, qui représente 60 % des importations de vodka aux Etats-Unis. L'objectif est de développer un portefeuille de marques haut de gamme vendues par l'intermédiaire d'un réseau de distribution unique. *« La seule chose qui nous manque est une liqueur. Mais aucune grande liqueur n'est à vendre »*, reconnaît Hubert Millet, président de Seagram Global Brands.

JUS DE FRUITS

A compter de 1988, Seagram se diversifie dans les jus de fruits, en rachetant Tropicana pour 1,2 milliard de dollars, bien qu'il n'existe aucune synergie entre les alcools et les jus de fruits, les réseaux de distribution n'étant pas les mêmes. L'investissement n'a pas donné les résultats escomptés. Le groupe souffre, aux Etats-Unis, de la concurrence de Minute Maid, propriété de Coca-Cola. Depuis 1990, Tropicana, qui représente 22 % du chiffre d'affaires de Seagram (8,3 milliards de dollars en 1994), s'implante avec succès en Europe, mais n'y gagne pas encore d'argent. *« Les jus de fruits ne seront jamais aussi rentables que les alcools »*, explique Yves Dumont, PDG de Tropicana Europe. Seagram a toutefois marqué son attachement au secteur, puisqu'il a annoncé le 5 janvier dernier le rachat des activités jus de fruits de la société Dole pour 285 millions de dollars : il deviendra ainsi le leader mondial incontesté des jus de fruits.

La famille Bronfman, qui détient aujourd'hui 36 % du capital de Seagram, ne se contente pas du secteur des boissons. Depuis toujours, elle considère Seagram comme une entreprise patrimoniale. Les fonds dégagés par l'activité alcools ont été réinjectés dans des diversifications financières. Dans les années 60, Samuel Bronfman a acquis des participations dans différentes sociétés pétrolières indépendantes, cédées pour 2,3 milliards de dollars vingt ans plus tard. Ce trésor de guerre est alors utilisé pour partir à l'assaut du pétrolier indépendant Conoco. Seagram perd la bataille boursière, le chimiste DuPont venant au secours du pétrolier. Mais Seagram échange les titres Conoco qu'il avait ramassés contre des actions DuPont, dont il devient le premier actionnaire. C'est cette participation, acquise pour 3,3 milliards de dollars, qui a été revendue à DuPont pour reprendre MCA. Mais les actionnaires minoritaires de Seagram craignent que MCA ne soit pas aussi rentable que l'a été la participation dans DuPont. Ils préféreraient qu'Edgar Bronfman Jr crée une société personnelle pour investir à Hollywood à sa guise.

Arnaud Leparmentier

Une « major » du cinéma à la recherche de son second souffle

LOS ANGELES
Correspondance

En 1912, le pionnier du cinéma Carl Laemmel fait l'acquisition de Universal Pictures et organise la première visite de son studio de North Hollywood (25 cents pour assister au tournage d'un film muet). En 1924 à Chicago, Julius Stein, ophtalmologiste devenu impresario, fonde Musical Corporation of America (MCA) qui, très vite, lance les meilleurs musiciens de l'époque (Count Basie, Tommy Dorsey...). Stein embauche Lew Wasserman en 1936. Dans les années 40, leur agence, désormais établie à Los Angeles et à New York, s'engage dans la production de programmes radio puis de shows télévisés.

Quand, en 1962, MCA veut acquérir Universal Pictures et sa maison mère Decca Records, l'administration Kennedy applique la loi anti-trust : elle autorise la fusion avec Decca mais contraint MCA à fermer son agence d'artistes prometteurs. L'exploitation des 170 hectares de studios et du parc d'attraction se développe. A partir des années 60, Universal domine la production télévisée avec *Dragnet, Leaved it to Beaver* et, plus tard, *Colombo, Arabesque, Law in Order, Dream on, Catch, Northern Exposure*... MCA achète Spencer Gift et se diversifie dans l'édition avec Putman Berkley Group. Elle prend une participation de 50 % dans la chaîne de cinéma Cineplex Odeon et, en concurrence directe avec Disney, ouvre un parc à Orlando.

SPIELBERG SAUVE LA MISE

Renforcée par l'achat de Motown puis de Geffen Records en 1990, la division musique se développe avec un chiffre d'affaires estimé à 2 milliards de dollars (environ 11 milliards de francs à l'époque). MCA détient également 50 % de la chaîne câblée grand public USA Network.

Mais la plus rentable de ses « acquisitions » est le réalisateur Steven Spielberg qui, depuis *Jaws* (*Les dents de la mer*) en 1975, dégage des recettes colossales (plus de 1,5 milliard de dollars à lui seul au *box office* américain). Le catalogue Universal compte 3 000 films (*Né le 4 juillet, Do the Right Thing, Cape Fear*...) et 12 000 épisodes de séries télévisées.

Depuis le rachat de MCA Inc. par le groupe japonais Matsushita Electric Industrial Co en 1990, ses dirigeants, le président Lew Wasserman et son dauphin Sidney Sheinberg, reprochent à leurs nouveaux actionnaires de freiner l'expansion de la société en s'opposant à l'acquisition de Virgin Records, à une prise de participation dans NBC. Aujourd'hui, le chiffre d'affaires de MCA est estimé à 4,6 milliards de dollars (environ 7 % de celui de Matsushita) avec un bénéfice d'exploitation de 400 millions de dollars. Depuis son dernier grand succès, *Jurassic Park*, la part de marché d'Universal Picture est tombée à 8,4 %, derrière Sony, Warner, Buenavista et Paramount.

Claudine Mulard

Un catalogue de 4 000 films valorisé par la révolution numérique

POUR AVOIR TRAINÉ ses guêtres de jeunesse sur les plateaux de tournage de films de cinéma, pour avoir entamé une carrière de producteur indépendant de longs métrages à Hollywood, Edgar Bronfman Jr., PDG de Seagram, a sans doute conservé le goût d'un métier riche de personnalités hautes en couleur qui ont marqué sa jeunesse. Mais mieux qu'une simple nostalgie, cet homme d'affaires avisé sait également que le monde de la communication, tiré par la révolution numérique, est en voie d'explosion.

Avant le numérique, la richesse était du côté de ceux qui possédaient les réseaux hertziens ou câblés. A partir du moment où la numérisation et la compression de l'image animée permettent d'acheminer six ou sept chaînes de télévision là où il n'en passait qu'une auparavant, la rareté passe du côté des programmes. Toutes les grandes batailles boursières dans le secteur de la communication ces dernières années ont eu pour enjeu les catalogues de films de cinéma et de télévision. Paramount a été payé 10 milliards de dollars par Viacom. Et celui de MCA, de plus de 4 000 films, prend lui aussi une valeur considérable à l'aube du numérique.

Posté à la tête de l'empire familial, Edgar Bronfman Jr. a donc envisagé de revenir à Hollywood, non en saltimbanque, mais par la grande porte. Ce qu'il avait déjà commencé à faire en 1993-1994 en prenant 11,7 % puis 13,1 % du capital de Time Warner, le premier groupe mondial de communications. Cet investissement ne faisait que renouer avec une tradition familiale. Dans les années 60, le vieux Edgar Bronfman Senior, premier PDG de Seagram, détenait une part significative dans Metro Goldwyn Mayer. Elle fut vendue à Kirk Kerkorian quand celui-ci prit le contrôle du studio avant de céder à son tour MGM à Giancarlo Parretti.

« PILULES EMPOISONNÉES »

Interrogé par *L'Expansion* en février 1994, sur sa prise de participation dans Time Warner, le PDG de Seagram se justifiait ainsi : *« La communication est un domaine appelé à connaître une expansion extraordinaire et c'est un bon endroit pour placer du cash flow. »* Dans le rapport annuel 1994, cette opération de diversification était également commentée en ces termes : *« La première annonce de notre entrée dans le capital de Time Warner a provoqué, dans les milieux financiers, stupéfaction et confusion. Certains* (commentaires) *ont même laissé entendre que cette participation pourrait distraire notre attention et nos ressources de nos activités premières dans le secteur des boissons. Rien ne pouvait être plus éloigné de la vérité, ni plus en contradiction avec l'histoire de notre compagnie. (...) Time Warner est dans le monde entier le plus important propriétaire de droits d'auteur. (...) Parce que les nouvelles technologies se perfectionnent et que la demande exprimée à l'endroit de la culture américaine ne cesse de s'accroître, le patrimoine exceptionnel de Time Warner ne peut que s'apprécier. »* Des propos qu'Edgar Bronfman reprend quasiment mot pour mot dans le communiqué relatif au rachat de MCA, soulignant son espoir de voir l'investissement dans MCA atteindre une rentabilité plus forte encore que celle obtenue sur Du Pont.

Mais Time Warner n'avait pas apprécié l'intrusion de Seagram dans son capital et avait mis au point une de ces *« pilules empoisonnées »* qui ont fait florès dans les années 80 pour mettre à bas les raiders de Wall Street. Bloqué à 13 % du capital, privé de siège au conseil d'administration, Seagram ne s'est pas découragé. Grâce aux liens que la famille Bronfman a tissés avec Allen and Co et Creative Artists Agency (CAA), Seagram a été parmi les premiers consultés dès que MCA a été à vendre. Les bonnes relations avec CAA sont en effet l'un des premiers critères de l'efficacité à Hollywood. Cette agence représente non seulement le plus important catalogue d'artistes de Hollywood, mais son patron, Michael Ovitz, est, en quelques années, devenu le conseiller de tous les grands groupes de communication américains. C'est lui qui aujourd'hui conseille Jean Peyrelevade, PDG du Crédit lyonnais pour son studio Metro Goldwyn Mayer. C'est déjà par son intermédiaire que Matsushita avait acheté MCA en décembre 1990.

L'acquisition de MCA place Seagram au rang des grands de la communication mondiale, au même titre que le câblo-opérateur Telecommunications Inc., le groupe Viacom Paramount ou le Ted Turner Group. Mais le rachat de MCA suppose toutefois que deux problèmes soient réglés rapidement par les nouveaux propriétaires. Le premier est celui sur lequel Matsushita a buté, celui du management. Les relations entre les dirigeants japonais et le vieux Lew Wasserman, PDG, âgé de quatre-vingt-deux ans, dont l'histoire personnelle se confond avec celle de Hollywood, s'étaient considérablement détériorées ces derniers mois.

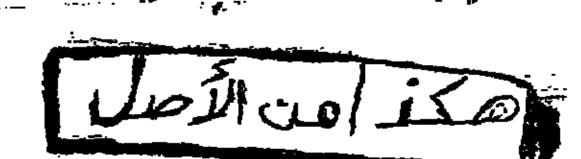
Le second problème est lié au premier. Il consistera à fixer très rapidement les relations entre MCA-Universal et Steven Spielberg. Car c'est grâce aux bonnes relations qui existaient entre Lew Wasserman, PDG, et Steven Spielberg que le cinéaste a apporté à Universal ses plus beaux succès, notamment *E. T.* et *Jurassic Park*.

Yves Mamou

DÉPÊCHES

■ **EUROTUNNEL : l'exploitant** du tunnel sous la Manche a annoncé, lundi 10 avril, une perte nette de 3,23 milliards de francs en 1994 (contre 3,82 milliards prévus) pour un chiffre d'affaires de 255,5 millions de francs. Ces résultats s'expliquent par une ouverture tardive des services du tunnel durant l'année dernière. Le chiffre d'affaires du premier trimestre 1995 et d'autres revenus d'exploitation devraient être légèrement inférieurs à 400 millions de francs. En mai 1994, l'exploitant prévoyait un chiffre d'affaires de 5,1 milliards de francs qui ne sera donc pas atteint.

■ **CRÉDIT LYONNAIS : Philippe Auberger, rapporteur général du budget** à l'Assemblée nationale, présentera mardi 11 avril une proposition de loi sur le *« plan de redressement du Crédit lyonnais »*. Si, comme le précise le député dans son exposé des motifs, *« nul ne saurait contester (...) le bien-fondé de de plan »*, il demande à ses collègues de voter le plafonnement de la garantie de l'Etat à 50 milliards de francs et la création au CDR (consortium de réalisation) d'un conseil de surveillance chargé d'approuver ses comptes et de remettre chaque année au Parlement un rapport d'activité.



هكذا من الأصل

■ **LA BOURSE DE TOKYO** a clôturé en forte hausse, lundi 10 avril, le Nikkei gagnant 2,8 % à 16 163,09 points en dépit des incertitudes sur le marché des changes.

■ **LE DOLLAR** a effectué un plongeon lundi sur le marché des changes de Tokyo, tombant à un nouveau plancher record de 80,15 yens avant de remonter vers 82,60 yens.

■ **LA REPRISE** des cours du brut va renflouer les pays du conseil de coopération du Golfe, impact minimisé par le renchérissement des importations résultant de la baisse du dollar.

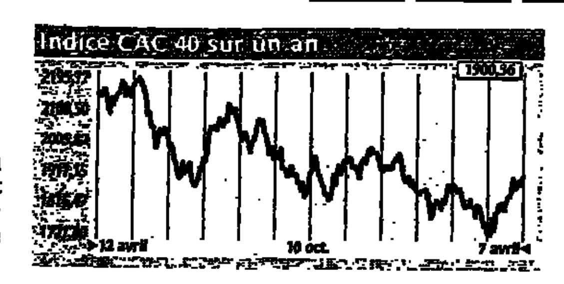
■ **LE TAUX LOMBARD** de la Banque nationale suisse (BNS) était fixé lundi à 5,250 %, en baisse de 0,125 point par rapport à vendredi dernier, a annoncé la Banque.

■ **LA BUNDESBANK** a décidé de repousser au jeudi 20 avril la tenue de son conseil central bimensuel, initialement prévu le 13 avril, en raison des fêtes de Pâques en Allemagne.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	SBF 120	NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCFORT
↗	↗	↘	↗	↘	↗	↗	↗
Clôture	1 mois	1 an	3 mois	DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30

Paris en baisse



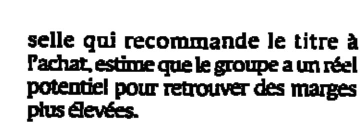
LA BOURSE DE PARIS était en baisse lundi 10 avril en début d'après-midi, l'indice CAC 40 affichant un recul de 1,24 % à 13 heures à 1 876,83 points, influencée par la forte chute du dollar et la baisse du marché obligataire. Après avoir ouvert en baisse de 0,27 % à 1 895,19 points, l'indice CAC 40 est passé brièvement dans le vert durant la matinée, avant de perdre du terrain dès 11 heures. Vendredi, la Bourse de Paris avait franchi le seuil psychologique important de 1 900 points, clôturant à 1 900,36 points, au lendemain de la décision de la Banque de France de diminuer d'un quart de point son taux de prise en pension à 24 heures à 7,75 %.

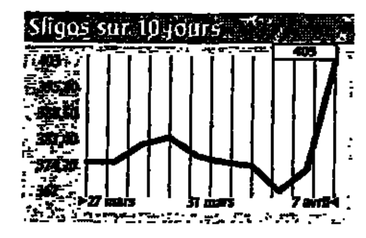
La Bourse de Paris subit le contrecoup de la nouvelle dégringolade du dollar qui a effectué un énorme plongeon lundi sur le marché des changes de Tokyo, tombant à un plancher record de l'après-guerre de 80,15 yens avant de remonter vers 82,60 yens. Le Matif, qui avait débuté la séance en recul, s'inscrivait vers 13 heures en baisse de 0,58 point à 113,18 tandis que le Bund allemand cédait 0,34 % à 92,17.

Le titre Eurotunnel du groupe franco-britannique était en forte baisse lundi de 5,9 % après l'annonce par le groupe d'une perte nette de 3,23 milliards de francs en 1994.

Sligos, valeur du jour

BONNE JOURNÉE pour Sligos, vendredi 7 avril, à la Bourse de Paris où la filiale du Crédit lyonnais a terminé la séance sur un gain de 8 %, à 403 francs. Le titre a fini en tête des plus fortes hausses du règlement mensuel avec 47 000 actions échangées. Selon les opérateurs, le marché a le sentiment que le nettoyage des comptes de la société sur l'année 1994 préfigure une cession par le Lyonnais de sa part majoritaire. Au-delà du résultat de l'exercice 1994, la société de Bourse Meeschaert-Rousselle qui recommande le titre à l'achat, estime que le groupe a un réel potentiel pour retrouver des marges plus élevées.





PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

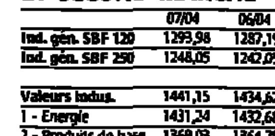
HAUSSES, 12h30	Cours au 10/04	Var. % 07/04	Var. % 31/12
Dassault Electro 1	333	+6,08	−16,33
Olipar 1	6,70	+5,51	−34,31
Geophysique 1	307	+4,07	+1,65
Metrologie Inter.1	27,60	+2,99	+38,69
Metaleurop 1	59,50	+2,50	−21,91
Rexel 1	783	+2,49	+11,85
UIC 1	94	+2,17	−67,07
UGC DA (M) 1	153	+2	−20,51
Plastic-Omn.(Ly) 1	532	+1,92	−7,63
Sade (Ny) 1	175	+1,74	−3,31
BAISSES, 12h30			
Eurotunnel 1	17,60	−5,38	−26,51
Ingenico 1	79	−5,05	−9,29
DMC (Dollfus Mi)1	250	−4,21	−17,60
Thomson-CSF 1	130,40	−2,69	−18,39
Suez 1	243,30	−2,68	−0,69
B.N.P. 1	244,30	−2,63	−0,48
Pernod-Ricard 1	340,90	−2,60	+9,08
Lagardere (MMB) 1	116,70	−2,59	−5,88
Nord-Est 1	136,30	−2,57	+8,51
Matra-Hachette 1	114	−2,56	−2,06

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	10/04 Titres échangés	Capitalisation en KF
AGF-Ass.Gen.France	1428890	252604032
Alcatel Alsthom 1	208460	94906060
Eurotunnel 1	5090500	89229470
Elf Aquitaine 1	191916	72719755,80
Oreal 1	42810	55880850
Carrefour 1	22045	54412465
Total 1	166126	50491366,50
LVMH Moet Vuitton1	52000	48537280
Danone 1	58350	47318450
Eaux (Gle Des) 1	95110	46847360

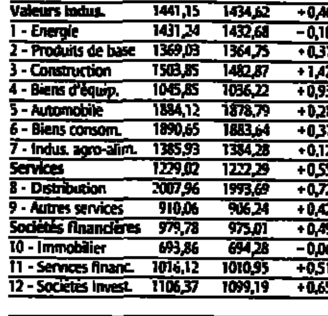
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

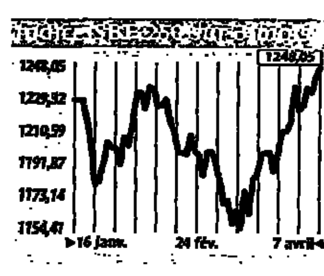
HAUSSES, 12h30	Cours au 10/04	Var. % 07/04	Var. % 31/12
ASAP	19,75	+26,19	+3,94
Naf-Naf 1#	137	+6,37	−34,76
C.E.E 2#	480,90	+5	+9,79
Signalisation(Ly)#	138	+4,94	+6,97
Unilog 2	311	+3,67	+13,50
BAISSES, 12h30			
Union Fin.France 1	420	−8,70	−27,46
Cardif SA 1	547	−8,22	−22,52
CDA-Cie des Alpes2	136,80	−5	−20,23
Frankoparis 2	95	−4,81	+3,26
Axime (ex.Segin)	276	−4,47	−1,03



INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	07/04	06/04	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1293,98	1287,19	+0,53
Ind. gén. SBF 250	1248,05	1242,05	+0,48
Valeurs indus.	1441,15	1434,62	+0,46
1 - Energie	1431,24	1432,68	−0,10
2 - Produits de base	1369,03	1364,75	+0,31
3 - Construction	1503,85	1482,87	+1,42
4 - Biens d'équip.	1045,85	1036,22	+0,93
5 - Automobile	1884,12	1878,79	+0,28
6 - Biens consom.	1890,65	1883,64	+0,37
7 - Indus. agro-alim.	1385,93	1384,28	+0,12
Services	1229,02	1222,29	+0,55
8 - Distribution	2007,96	1993,69	+0,72
9 - Autres services	910,06	906,24	+0,42
Sociétés financières	979,78	975,01	+0,49
10 - Immobilier	693,86	694,28	−0,06
11 - Services financ.	1016,12	1010,95	+0,51
12 - Sociétés invest.	1106,37	1099,19	+0,65
Ind. Second Marché	238,16	237,62	+0,23





Tokyo termine en nette hausse

LA BOURSE DE TOKYO a superbement ignoré la nouvelle envolée du yen face au dollar, lundi 10 avril, pour finir en nette hausse grâce à un important courant acheteur sur les contrats à terme sur indices boursiers.

L'indice Nikkei a gagné 443,59 points, soit 2,82 %, à 16 163,09 points, terminant nettement au-dessus de la barre des 16 000 points.

Des fonds de performance ont, semble-t-il, vendu des contrats sur emprunts d'Etat (JGB) pour acheter des contrats sur l'indice, après les très bonnes performances des fonds d'Etat nippons ces dernières semaines, rapportent des boursiers. Le volume d'échanges est toutefois resté assez restreint, aux environs de 230 millions de titres. Vendredi, il s'en était échangé 183 millions.

Le contrat juin sur Nikkei a gagné 490 points à 16 260 points. L'indice Topix a lui aussi été dopé par des achats de fonds de performance sur les *futures*. Selon un analyste, cette progression est peut-être due à de simples ajustements de positions, estimant qu'il devrait y avoir davantage de volatilité au cours de la semaine, car le marché n'est pas au bout de ses peines avec la parité dollar/yen.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 07/04	Cours au 06/04	Var. en %
Paris CAC 40	1900,36	1890,16	+0,54
New-York/DJ indus.	4176,02	4205,41	−0,70
Tokyo/Nikkei	15719,50	15815,90	−0,61
Londres/FT100	3210,90	3200,90	+0,31
Francfort/Dax 30	1981,88	1979,27	+0,13
Frankfort/Commer.	736,56	731,75	+0,65
Bruxelles/Bel 20	1526,02	1512,73	+0,87
Bruxelles/Général	1353,24	1341,46	+0,87
Milan/MIB 30	13842	13796	+0,33
Amsterdam/Gé. Cbs	272	270,10	+0,70
Madrid/Ibex 35	275,21	273,64	+0,57
Stockholm/Affarsal	1170,56	1170,56	—
Londres FT30	2453,80	2446,90	+0,28
Hong Kong/Hang S.	8470,28	8418,18	+0,62
Singapour/Strait t	2073,75	2095,07	−1,03

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	07/04	06/04
Alcoa	41,87	41,87
American Express	35,25	35,37
Allied Signal	40	39,87
AT & T	51,87	52,12
Bethlehem	15,25	15,25
Boeing Co	53,50	53,37
Caterpillar Inc.	55,87	56
Chevron Corp.	45,50	46,37
Coca-Cola Co	58,87	58,50
Disney Corp.	55	54,50
Du Pont Nemours&Co	62,12	64,75
Eastman Kodak Co	51,50	52,37
Exxon Corp.	66,87	66,62
Gén. Motors Corp.H	38,87	39
Gén. Electric Co	54,87	55,25
Goodyear T & Rubbe	38,25	38,37
IBM	84,12	83,75
Intl Paper	75,75	75,50
J.P. Morgan Co	62,87	63,37
Mc Don Dougl	56,37	56,25
Merck & Co.Inc.	42,87	43,12
Minnesota Mng.&Mfg	58	58
Philip Moris	67,50	67,50
Procter & Gamble C	68,75	68,62
Sears Roebuck & Co	52,37	52,87
Texaco	65	65
Union Carb.	30,12	30,50
Utd Technol	69,12	69,37
Westingh. Electric	15	15
Woolworth	18,50	18,75

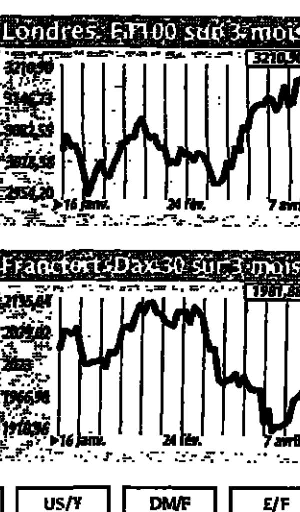
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	07/04	06/04
Allied Lyons	5,47	5,46
Barclays Bank	6,47	6,51
B.A.T. industries	4,53	4,48
British Aerospace	4,99	4,93
British Airways	4,10	4,09
British Gas	2,98	2,95
British Petroleum	4,31	4,27
British Telecom	3,89	3,89
B.T.R.	3,32	3,32
Cadbury Schweppes	4,47	4,40
Eurotunnel	2,42	2,40
Glaxo	7,35	7,32
Grand Metropolitan	3,99	3,96
Guinness	4,66	4,61
Hanson Plc	2,36	2,35
Great Ic	5,81	5,82
H.S.B.C.	7,13	7,21
Imperial Chemical	7,38	7,40
Lloyds Bank	6,30	6,27
Marks and Spencer	4,16	4,16
National Westminst	5,47	5,40
Peninsular Orienta	5,81	5,81
Reuters	4,86	4,86
Saatchi and Saatch	0,93	0,92
Shell Transport	7,16	7,17
Smithkline Beecham	5,05	5,05
Tate and Lyle	4,30	4,32
Univeler Ltd	12,53	12,51
Wellcome	10,66	10,60
Zeneca	9,09	9,03

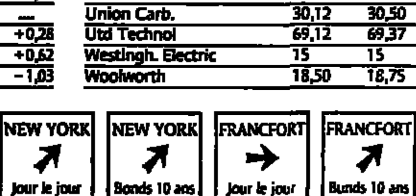
FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	07/04	06/04
Allianz Holding N	2466	2483
Basf AG	293	287,90
Bayer AG	342	342,90
Bay hyp&Wechselbk	374	373
Bayer Vereinsbank	407	406
BMW	693,50	692,50
Commerzbank	329	325,50
Continental AG	203	205,50
Daimler-Benz AG	642,50	644
Degussa	414,50	411
Deutsche Babcock A	159,20	155,30
Deutsche Bank AG	677	674
Dresdner BK AG FR	385	383,50
Henkel VZ	544	540
Hoechst AG	300,50	298
Karstadt AG	557	567
Kaufhof Holding	464,20	464,50
Linde AG	776,50	767
DT. Lufthansa AG	179,50	180,30
Man AG	341	331,50
Mannesmann AG	378	376,50
Mettallges AG	124	124,50
Preussag AG	398	396,30
Rwe	449,70	449,50
Schering AG	1090	1083
Siemens AG	663	663,80
Thyssen	257,50	253,50
Veba AG	502,50	506,20
Viag	492,60	493,50
Wellag AG	985	983





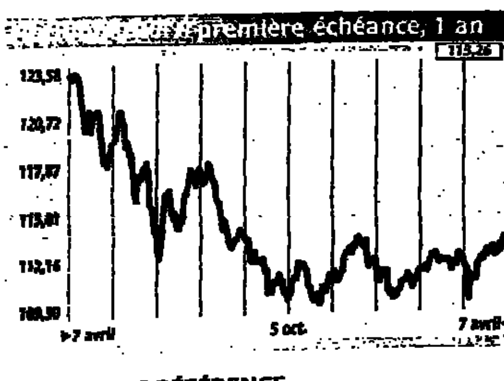
LES TAUX



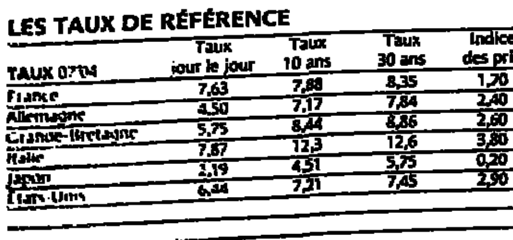
PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
↘	↘	↗	↗	→	↗
Jour le jour	OAT 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bunds 10 ans

Baisse initiale du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif – le contrat à terme sur obligations d'Etat françaises – a ouvert lundi matin 10 avril en baisse, poursuivant le mouvement initié vendredi soir sur des prises de bénéfice. Les investisseurs ont « vendu le marché » après la publication de l'université de Columbia montrant que l'inflation demeurera sous-jacente aux Etats-Unis en 1995. Le contrat notionnel se traitait à 9h30 aux alentours de 113,28. Vendredi, il avait terminé en hausse de 50 centièmes à 113,76 dopé par la publication des chiffres de l'emploi aux Etats-Unis. Les marchés obligataires continuent à accueillir avec bienveillance toute statistique américaine qui témoigne d'un ralentissement en douceur de la croissance et donc que l'inflation est maîtrisée. La Bundesbank a décidé de repousser au jeudi 20 avril la tenue de son conseil central bimensuel en raison des fêtes de Pâques en Allemagne, a-t-elle annoncé lundi.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE



TAUX 07/04	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	7,63	7,88	8,35	1,70
Allemagne	4,50	7,17	7,84	2,40
Grande-Bretagne	5,75	8,44	8,86	2,60
Italie	7,87	12,3	12,6	3,80
Japon	2,19	4,51	5,75	0,20
Etats-Unis	6,44	7,21	7,45	2,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 07/04	Taux au 06/04	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,49	7,58	101,30
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,60	7,62	101,81
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,84	7,83	102,45
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,92	7,93	102,92
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,28	8,24	103,55
Obligations françaises	8,09	8,11	102,12
Fonds d'Etat à TME	−0,66	−0,55	99,87
Fonds d'Etat à TRE	−0,39	−0,35	99,27
Obligat. franç. à TME	−0,43	−0,39	99,27
Obligat. franç. à TRE	+0,12	+0,18	100,43

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat 07/04	Vente 07/04	Achat 06/04	Vente 06/04
Jour le jour	7,62	—	—	—
1 mois	7,75	8	8,06	8,31
3 mois	7,75	8	8,06	8,31
6 mois	7,50	7,75	7,75	8
1 an	6,93	7,56	7,37	7,62
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	7,64	—	—	—
Pibor Francs 3 mois	7,47	—	—	—
Pibor Francs 6 mois	7,12	—	—	—
Pibor Francs 9 mois	7,02	—	—	—
Pibor Francs 12 mois	7	—	—	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	6,23	—	—	—
Pibor Ecu 6 mois	6,37	—	—	—
Pibor Ecu 12 mois	6,64	—	—	—

MATIF

Échéances 07/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 95	161594	113,26	113,78	113,26	113,76
Sept. 95	773	112,64	112,94	112,64	113,10
Déc. 95	2	112,50	112,50	112,50	112,96
Mars 96	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS					
Juin 95	35778	93,24	93,49	93,22	93,47
Sept. 95	13399	93,56	93,78	93,56	93,75
Déc. 95	8644	93,46	93,65	93,46	93,61
Mars 96	2998	93,32	93,47	93,30	93,42
ÉCU LONG TERME					
Juin 95	2865	83,42	83,80	83,42	83,78
Sept. 95	—	—	—	—	83,82

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 07/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Avril 95	22245	1900	1916	1894	1912
Mai 95	693	1899,50	1909	1896,50	1908,50
Juin 95	356	1881	1892,50	1877,50	1889,50
Sept. 95	267	1901	1909	1901	1911

LES MONNAIES

US/F	US/DM	US/¥	DM/F	£/F
↘	↗	↘	↘	↘
4,7930	1,3980	82,8600	3,4745	7,7045

Nouveau recul du dollar

LE DOLLAR a effectué un énorme plongeon lundi 10 avril sur le marché des changes de Tokyo jusqu'à friser la barre des 80 yens, tombant à un plancher record de l'après-guerre de 80,15 yens avant de remonter vers 82,60 à 14 heures (heure locale), selon des sources du marché.

Le dollar a reculé tout au long de la matinée et ne s'est redressé que grâce à une intervention de la Banque du Japon jugée *« considérable »* par les opérateurs du marché des changes de Tokyo. Bien que le billet vert ait regagné une partie du terrain perdu lundi matin, le sentiment demeurait *« très faible »* à Tokyo, un intervenant japonais jugeant que le marché pourrait bien tester un autre plancher à court terme. A Paris, le deutschemark s'effritait à 3,4738 francs au cours des premiers échanges entre banques contre 3,4750 francs vendredi soir. Le dollar se redressait à 4,8514 francs, et 1,3960 deutschemark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 07/04	% 06/04	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	347,4500	−0,34	338	362
Ecu	6,3995	+0,30	—	—
Etats-Unis (1 usd)	4,7930	−0,20	4,5500	5,1500
Belgique (100 F)	16,9155	−0,29	16,4500	17,5500
Pays-Bas (100 fl)	310,4100	−0,33	—	—
Italie (1000 lir.)	2,8120	+0,27	2,5500	3,1200
Danemark (100 krd)	88,3900	−0,05	83	93
Irlande (1 iep)	7,7625	−0,09	7,5000	8,2500
Gde-Bretagne (1 L)	7,7045	−0,21	7,4000	8,2500
Grèce (100 drach.)	2,1355	−0,02	1,9500	2,4500
Suède (100 krs)	65,5300	+0,92	60	70
Suisse (100 F)	423,0400	−0,46	413	437
Norvège (100 k)	77,6400	−0,06	74	83
Autriche (100 sch)	49,3720	−0,34	48,2000	51,3000
Espagne (100 pes.)	3,8560	+0,77	3,5500	4,1500
Portugal (100 esc.	3,2950	—	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	3,4470	−0,11	3,2000	3,8000
Japon (100 yens)	5,6890	+1,38	5,3000	5,6500
Finlande (mark)	112,7800	+0,10	106	117

PARITÉS DU DOLLAR	10/04	07/04	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,3980	1,3821	+1,14
TOKYO : USD/Yens	82,8600	84,1300	−1,53

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	4,8220	4,8270	4,8945	4,8955
Yen (100)	5,5300	5,5421	5,5293	5,5335
Deutschemark	3,4940	3,4950	3,5365	3,5375
Franc Suisse	4,2466	4,2585	4,2810	4,2857
Lire ital. (1000)	2,8149	2,8261	2,8774	2,8831
Livre sterling	7,8010	7,8139	7,8968	7,9018
Peseta (100)	3,7998	3,8098	3,8268	3,8306
Franc Belge	16,979	17,014	17,150	17,159

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	8	8,58	8,11
Eurodollar	5,15	6,18	6,25
Eurolivre	6,58	6,31	6,58
Eurodeutschemark	5	4,13	4,15

L'OR

	cours 07/04	cours 06/04
Or fin (k. barre)	60400	60500
Or fin (en lingot)	60900	61000
Once d'Or Londres	393,75	392
Pièce française(20f)	352	357
Pièce suisse (20f)	352	351
Pièce Union lat(20f)	351	349
Pièce 20 dollars us	2250	2260
Pièce 10 dollars us	1350	1300
Pièce 50 pesos mex.	2260	2255

LE PÉTROLE

En dollars	cours 07/04	cours 06/04
Brent (Londres)	—	—
WTI (New York)	17,17	16,94
Crude Oil (New York)	—	—

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	07/04	06/04
Dow-Jones comptant	193,12	193,12
Dow-Jones à terme	272,65	273,78
Moody's	—	—
MÉTAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2964,50	2949
Cuivre à 3 mois	2933	2918
Aluminium comptant	1860	1855,50
Aluminium à 3 mois	—	—
Plomb comptant	—	—
Plomb à 3 mois	—	—
Etain comptant	5865	5855
Etain à 3 mois	5882	5880
Zinc comptant	1056	1055
Zinc à 3 mois	1077	1077,50
Nickel comptant	7621	7635
Nickel à 3 mois	7621	7635

METAUX (New-York)		cents/once
Argent à terme	4,73	4,73
Platine à terme	0,80	0,80
Palladium	168,25	167
GRAINES, DENREES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	1,24	1,24
Maïs (Chicago)	2,41	2,41
Grain. soja (Chicago)	—	—
Tourt. soja (Chicago)	—	—
GRAINES, DENREES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	335,10	281,80
Orge (Londres)	108	107
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1372	1377
Café (Londres)	3079	3079
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	1,10	1,10
Jus d'orange (New-York)	1,02	1,02

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 10 AVRIL

Liquidation : 21 avril
Taux de report : 7,50
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS
−1,22 %
CAC 40 : 1877,12

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	% variation 31/12 (1)
EDF-GDF 3%	7040	7240	+ 2,84	+ 14,01
B.N.P. (T.P)	990	990	—	− 3,41
Cr.Lyonnais(T.P.)	836	836	—	− 12,91
Renault (T.P.)	1848	1850	+ 0,11	+ 1,09
Rhone Poulenc(T.P)	2010	2015	+ 0,25	+ 3,28
Saint Gobain(T.P.)	1205	1207	+ 0,17	+ 4,95
Thomson S.A (T.P)	1074	1074	—	+ 0,37
Accor 1	569	559	− 1,76	− 3,62
Air Liquide 1	797	782	− 1,88	+ 9,52
Alcatel Alsthom 1	454,20	448,50	− 1,25	− 1,64
Alcatel Cable 1	348	348	—	− 20,76
Alspi 1	304	309	+ 1,64	− 19,32
AGF-Ass.Gen.France	172,90	175	+ 1,21	− 17,45
Axa 1	238,50	239,10	+ 0,25	− 3,35
Bail Invest. 1	805	809	+ 0,50	− 11,58
Bancaire (Cie) 1	535	527	− 1,50	+ 2,33
Bque Colbert C2#	65,25	—	—	—
Bazar Hot. Ville 2	522	526	+ 0,77	− 7,71
Berger (M) 2	1400	1400	—	+ 1,81
BIC 1	810	810	—	+ 20,71
BIS 1	364	365	+ 0,27	+ 13
B.N.P. 1	250,90	244,30	− 2,63	− 0,48
Bollore Techno.1	537	537	—	+ 21,41
Bongrain 1	2755	2756	+ 0,04	− 2,26
Bouygues 1	556	548	− 1,44	+ 7,24
Canal + 1	598	603	+ 0,84	− 29,47
Cap Gemini Sogeti 1	175	173	− 1,14	+ 1,76
Carnaudmetalbox 1	177,50	176,80	− 0,39	− 2,04
Carrefour 1	2487	2457	− 1,21	+ 11,07
Casino Guichard 1	149,90	148	− 1,27	− 1,98
Casino Guich.ADP 1	118,10	117,80	− 0,25	− 7,24
Castorama Dl (Li)1	778	775	− 0,39	+ 16,19
C.C.F. 1	221	216,60	− 1,99	+ 0,74
CCMX(ex.CCMC) Ly 2	52,90	53	+ 0,19	− 12,54
Cegid (Ly) 1	442	442	—	+ 5,23
CEP Communication1	527	525	− 0,38	+ 12,66
Cerus Europ.Reun 1	80,90	81,70	+ 0,99	− 8,71
Cetelem 1	1025	1020	− 0,49	+ 6,80
CGIP 1	1120	1127	+ 0,63	− 3,67
Chargeurs 1	942	943	+ 0,11	− 11,02
Christian Dior 1	444,50	445,80	+ 0,29	+ 6,65
Ciments Fr.Priv.B1	232	234,50	+ 1,08	+ 1,95
Clarins 1	443	444	+ 0,23	+ 1,83
Club Mediterranee1	480	477,40	− 0,54	+ 6,80
Coflexip	271	274	+ 1,11	+ 9,16
Colas 1	840	850	+ 1,19	− 3,51
Comptoir Entrep. 1	219	—	—	—
Comptoir Moder. 1	1478	1477	− 0,07	+ 10,22
CPR 1	354	354,50	+ 0,14	− 0,61
Cred.Fon.France 1	580	580	—	− 24,67
Credit Local Fce 1	423,80	419,50	− 0,92	+ 9,92
Credit Lyonn.CIP 1	216	213	− 1,39	− 51,80
Credit National 1	389,50	390	+ 0,13	− 3,46
CS(ex.CSEE)1	314	314	—	− 13,73
Damart 1	4700	4660	− 0,85	− 18,24
Danone 1	809	808	− 0,12	+ 7,87
Dassault-Aviation1	425	426	+ 0,24	− 0,93
Dassault Electro 1	313,90	333	+ 6,08	− 16,33
De Dietrich 1	2585	2585	—	− 9,61
Degremont 1	359	359	—	− 11,35
Dev.R.N-P.Cal Li 2	71,50	71	− 0,70	—
DMC (Dollfus Mi)1	261	250	− 4,21	− 17,60
Docks France 1	760	759	− 0,13	+ 16,23
Dynaction 1	143	142	− 0,70	+ 4,33
Eaux (Cie Des) 1	496,90	489,10	− 1,57	− 5,76
E.B.F 1	951	951	—	+ 4,85
Ecco 1	678	665	− 1,92	+ 4,88
Eiffage 1	830	833	+ 0,36	+ 2,96
Elf Aquitaine 1	381	377,50	− 0,92	+ 0,42
Eridania Beghin 1	765	757	− 1,05	+ 7,83
Essilor Intl 1	850	848	− 0,24	+ 15,37
Essilor Intl ADP 1	585	588	+ 0,51	+ 18,78
Esso 1	594	596	+ 0,34	− 16,64
Eurafrance 1	1504	1492	− 0,80	− 4,37
Euro Disney 1	13	12,90	− 0,77	+ 15,69
Euro RSCG W.W 1	550	550	—	—
Europe 1-1	1375	1390	+ 1,09	− 4,92
Eurotunnel 1	18,60	17,60	− 5,38	− 26,51
Filipacchi Medias1	728	733	+ 0,69	− 26,62
Finextel 1	65	64,50	− 0,77	− 30,71
Fives-Lille 1	460	467	+ 1,52	− 2,50
Fromageries Bel 1	4500	4410	− 2	− 2,64
Galeries Lafayet.1	2320	2300	− 0,86	+ 0,43
GAN 1	156	158	+ 1,28	− 42,12
Gascogne (B) 1	498	498	—	+ 3,53
Gaz et Eaux 1	1870	1875	+ 0,27	+ 10,29
Geophysique 1	295	307	+ 4,07	+ 1,65
G.F.C. 1	369	369,90	+ 0,24	− 6,11
Groupe Andre S.A 1	434	425	− 2,07	− 19,81
Groupe De La Cite1	878	879	+ 0,11	+ 14,90
GTM-Entrepose 1	356	360	+ 1,12	− 4,73
Guilbert 1	478	473	− 1,05	+ 3,72
Guyenne Gascogne 1	1364	1350	− 1,03	—
Havas 1	393,70	387	− 1,70	− 7,19
I.D.I.A 1	138	136	− 1,45	− 12,59
Imetal 1	519	511	− 1,54	− 0,96
Immeubl.France 2	331	330	− 0,30	− 18,51
Immob.Phenix 1	50,15	—	—	—
Ingenico 1	83,20	79	− 5,05	− 9,29
Interbail 1	340	342,80	+ 0,82	− 4,77
Intertechnique 1	545	—	—	—
Jean Lefebvre 1	339	340	+ 0,29	+ 6,25
Klepierre 1	572	572	—	+ 3,62
Labinal 1	797	788	− 1,13	+ 15,88
Lafarge Coppee 1	376	372,50	− 0,93	− 1,97
Lagardere (MMB) 1	119,80	116,70	− 2,59	− 5,88
Lapeyre 1	315	317	+ 0,63	+ 17,84
Lebon 2	248	246	− 0,81	− 16,61
Legrand 1	7100	7010	− 1,27	− 8,17
Legrand ADP 1	4800	4710	− 1,88	+ 6,92
Legris indust 1	360	359,50	− 0,14	+ 9,43
Locindus 1	815	795	− 2,45	− 8,83
LVMH Moet Vuitton1	935	930	− 0,53	+ 10,32
Lyonnaise Eaux 1	482,50	479,70	− 0,58	+ 2,28
Marine Wendel 1	386,50	389	+ 0,65	+ 8,68
Matra-Hachette 1	117	114	− 2,56	− 2,06
Metaleurop 1	58,05	59,50	+ 2,50	− 21,91
Metrologie Inter.1	26,80	27,60	+ 2,99	+ 38,69
Michelin 1	215	213,40	− 0,74	+ 9,83
Moulinex 1	116	116	—	+ 15,42
Navigation Mixte 1	987	988	+ 0,10	+ 2,06
Nord-Est 1	139,90	136,30	− 2,57	+ 8,51
Nordon (Ny) 2	329	334	+ 1,52	− 22,50
NRJ # 1	393,50	396	+ 0,64	− 29,03
Olipar 1	6,35	6,70	+ 5,51	− 34,31
Oreal 1	1316	1300	− 1,22	+ 19,37
Paribas 1	306,80	300,40	− 2,09	− 15,38
Pechiney CIP 1	336	337	+ 0,30	− 6,38
Pechiney Intl 1	128	127	− 0,78	− 20,62
Pernod-Ricard 1	350	340,90	− 2,60	+ 9,08
Peugeot 1	670	665	− 0,75	− 9,15
Pinault-Prin.Red.1	1105	1086	− 1,72	+ 14,55
Plastic-Omn.(Ly) 1	522	532	+ 1,92	− 7,63
Poliet 1	422	429	+ 1,66	+ 21,35
Primagaz 1	911	910	− 0,11	+ 4
Promodes 1	1172	1170	− 0,17	+ 17,70
Publicis 1	409	409	—	− 7,04
Radiotechnique 1	498	490	− 1,61	− 6,66
Remy Cointreau 1	159,10	161,50	+ 1,51	− 18,43
Renault 1	165,50	165,60	+ 0,06	− 6,17
Rexel 1	764	783	+ 2,49	+ 11,85
Rhone Poulenc A 1	116,70	115	− 0,95	− 7,18
Rochette (La) 1	52	52	—	− 9,09
Roussel Uclaf 1	727	716	− 1,51	+ 12,05
Rue Imperiale(Ly)1	3500	3500	—	− 0,82
Sade (Ny) 1	172	175	+ 1,74	− 3,31
Sagem 1	2870	2890	+ 0,70	+ 8,64
Saint-Gobain 1	611	608	− 0,49	− 0,97
Saint-Louis 1	1507	1494	− 0,86	+ 8,65
Salomon (Ly) 1	1970	1937	− 1,68	− 9,27
Salvepar (Ny) 2	430,10	429	− 0,26	+ 6,53
Sanofi 1	280,20	279,30	− 0,32	+ 13,39
Sat 2	1990	1995	+ 0,25	—
Saupiquet (Ns) 1	1200	—	—	—
Schneider 1	367	358,80	− 2,23	+ 1,35
SCOR S.A 1	112,90	112,70	− 0,18	− 5,29
S.E.B. 1	524	516	− 1,53	− 5,32
Sefimeg 1	292	293	+ 0,34	− 22,79
SEITA 1	139,20	137,60	− 1,15	—
Selectibanque 1	138,60	139,80	+ 0,87	− 9,27
SFIM 2	892	891	− 0,11	+ 4,82
SGE 1	162	163,90	+ 1,17	− 17,01
Sidel 1	1350	1364	+ 1,04	+ 25,13
Simco 1	420	415	− 1,19	− 9,78
S.I.T.A 1	660	647	− 1,97	− 6,63
Skis Rossignol 1	1375	1365	− 0,73	− 17,65
Sligos 1	403	396,40	− 1,64	+ 9,80
Societe Gale A 1	549	539	− 1,82	− 3,92
Sodexho 1	920	910	− 1,09	+ 6,88
Sommer-Allibert 1	1780	1790	+ 0,56	+ 6,29
Sophia 1	419	425	+ 1,43	− 0,70
Sovac 1	354	354,90	+ 0,25	− 5,10
Spie Batignolles 1	231	232	+ 0,43	− 12,45
Spir Communic. 1	489	495	+ 1,23	− 14,65
Strafor Facom 1	687	681	− 0,87	+ 10,73
Suez 1	250	243,30	− 2,68	− 0,69
Synthelabo 1	250	246,50	− 1,40	+ 14,12
Technip S.A 1	273,50	273,50	—	+ 12,13
Thomson-CSF 1	134	130,40	− 2,69	− 18,39
Total 1	305	303,30	− 0,56	− 2,22
UAP 1	128,70	125,90	− 2,18	− 8,63
UFB Locabail 1	340	—	—	—
UGC DA (M) 1	150	153	+ 2	− 20,51
Ugine S.A 1	334	335	+ 0,30	− 10,66
UIC 1	92	94	+ 2,17	− 67,07
UIF 1	441,20	437,80	− 0,77	− 3,56
UIS 2	197	192	− 2,54	− 9,89
Unibail 1	468	458	− 2,14	− 6,14
Union Assur.Fdal 1	476,90	477,10	+ 0,04	− 10,35
Valeo 1	274,80	273,40	− 0,51	+ 2,82
Vallourec 1	225	222	− 1,33	− 13,95
Via Banque 1	295	295	—	− 20,27
Worms & Cie 1	242	241,80	− 0,08	− 6,09
Z Gr.Zannier (Ly) 1	119	117	− 1,68	− 18,12
Zodiac 1	579	579	—	− 1,44
Elf Gabon 1	955	950	− 0,52	− 8,21

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + −	% variation 31/12 (1)
ABN Amro Holding 1	183	183	—	− 0,05
American Express 1 ■	169,10	170,40	+ 0,77	+ 9,16
Anglo American 1	272,10	272,20	+ 0,04	− 12,75
Amgold 1	469,50	450	− 4,15	− 18,18
Arjo Wiggins App.1 ●	20,45	20,85	+ 1,96	+ 0,24
A.T.T. 1	250	251	+ 0,40	− 9,38
Banco Santander 1	173,50	169,10	− 2,54	− 17,10
Barrick Gold 1	121	121,50	+ 0,41	+ 1,84
B.A.S.F. 1	1019	1020	+ 0,10	− 5,64
Bayer 1	1190	1200	+ 0,84	− 4
Blenheim Group 1	17,35	16,90	− 2,59	− 17,76
Buffelsfontein 1	35,50	35	− 1,41	− 28,57
Chase Manhattan 1	201,90	204,60	+ 1,34	+ 9,70
Cordiant PLC 1	7,15	7,20	+ 0,70	− 41,93
Daimler Benz 1	2225	2280	+ 2,47	− 12,84
De Beers 1	128,90	128,10	− 0,62	+ 2,48
Deutsche Bank 1	2347	2331	− 0,68	− 6,57
Dresdner Bank 1	1331	1325	− 0,45	− 3,63
Driefontein 1	68,20	68	− 0,29	− 17,87
Du Pont Nemours 1	306,90	303,40	− 1,14	+ 2,58
Eastman Kodak 1	251	251,20	+ 0,08	+ 8,48
East Rand 1	5,60	5,45	− 2,68	− 22,69
Echo Bay Mines 1	49,50	51,30	+ 3,64	− 13,19
Electrolux 1	223	—	—	—
Ericsson 1	310	314	+ 1,29	+ 5,08
Exxon Corp. 1	317,10	322,30	+ 1,64	+ 0,09
Ford Motor 1	129	—	—	—
Freegold 1	61,70	60,15	− 2,51	− 26,28
Gencor Limited 1	15,90	16	+ 0,63	− 15,34
General Electric 1	264,10	265	+ 0,34	− 5,66
General Motors 1	206	—	—	—
Generale Belgique1	342	355	+ 3,80	− 0,28
Grd Metropolitan 1	30,50	30,65	+ 0,49	− 9,05
Guinness Plc 1	36,85	36,50	− 0,95	− 2,40
Hanson Plc 1	18,55	18,80	+ 1,35	− 4,32
Harmony Gold 1	45	43,10	− 4,22	− 18,52
Hewlett-Packard 1	570	586	+ 2,81	+ 6,73
Hitachi 1	47,50	49,35	+ 3,89	− 7,06
Hoechst 1	1043	1044	+ 0,10	− 9,29
I.B.M 1	403	407,10	+ 1,02	+ 2,03
I.C.I. 1	59	—	—	—
I.T.T. 1	495	492	− 0,61	+ 4,90
Ito Yokado 1	236	248,90	+ 5,47	− 11,73
Matsushita 1	78	81	+ 3,85	− 7,90
Mc Donald's 1	168	168,30	+ 0,65	+ 7,77
Merck and Co 1	207,90	207,50	− 0,19	− 0,14
Minnesota Mining 1	283,40	—	—	—
Mitsubishi Corp. 1	54,60	57	+ 4,40	− 16,48
Mobil Corporat. 1	437,80	—	—	—
Morgan J.P. 1	302,10	—	—	—
Nestle SA Nom.1	4752	4720	− 0,67	− 6,90
Nippon MeatPacker1	65,60	68,30	+ 4,12	− 4,74
Norsk Hydro 1	183	181	− 1,09	− 13,80
Petrofina 1	1438	1444	+ 0,42	− 7,43
Philip Morris 1	325	327,10	+ 0,65	+ 6,20
Philips N.V 1	160,30	162,50	+ 1,37	+ 3,18
Placer Dome Inc 1	112,90	115,50	+ 2,30	− 1,36
Procter Gamble 1	325,50	331,30	+ 1,78	− 1,25
Quilmes 1	210	—	—	—
Randfontein 1	30,25	29,30	− 3,14	− 32,04
Rhone Poul.Rorer 1	199,90	199	− 0,45	+ 4,07
Royal Dutch 1	577	581	+ 0,69	+ 8,17
R T Z 1	63,85	65	+ 1,80	− 5,79
Sega Enterprises 1	224,80	230,50	+ 2,54	− 25,64
Saint-Helena 1	46	46,10	− 1,96	− 13,68
Schlumberger 1	285	289,50	+ 1,58	+ 7,98
SGS Thomson Micro.	145	—	—	—
Shell Transport 1	56,35	58	+ 2,93	+ 0,69
Siemens 1	2291	2307	+ 0,70	+ 3,91
Sony Corporation 1	234,30	240	+ 2,43	− 30,79
Sumitomo Bank 1	95,70	101	+ 5,54	+ 0,80
T.D.K 1	218,50	223	+ 2,06	− 12,89
Telefonica 1	61	61	—	− 3,40
Toshiba 1	32	32,75	+ 2,34	− 13,80
Unilever 1	636	637	+ 0,16	+ 1,11
Unit.Technologie 1	331	333,20	+ 0,66	− 0,53
Vaal Reefs 1	358	344,90	− 3,66	− 30,74
Volkswagen A.G 1	1264	1271	+ 0,55	− 10,35
Volvo (act.B) 1	85,50	83,50	—	− 17,78
Western Deep 1	172	171,60	− 0,23	[illegible]
Yamanouchi 1	107,40	110,10	+ 2,51	[illegible]
Zambia Copper 1	2,95	2,90	− 1,69	+ 28,21

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : quotité de négociation

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 10 AVRIL

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	106,50	3,871
CEPME 8,5% 88-97CA	102,53	6,590
CEPME 9% 89-99 CA#	105,88	5,770
CEPME 9% 92-06 TSR	104,35	7,175 ↓
CFD 9,7% 90-03 CB	109,96	1,701
CFD 8,6% 92-05 CB	103,70	1,390
CFF 10% 88-98 CA#	107,50	4,658
CFF 9% 88-97 CA#	103,73	4,660
CFF 10,25%90-01CB#	111,88	0,728
CLF 8,9% 88-00 CA#	105,60	7,730
CLF 9%88-93/98 CA#	104,25	1,677
CNA 9% 4/92 CB	—	8,408
CRH 8,6%92/93/94CB	103,55	6,715 ↓
CRH 8,5% 87-88 CA#	104,20	0,836 ↑
EDF 8,6% 88-89 CA#	104,15	1,272 d
EDF 8,6% 92 CA#	104,50	0,023 o
Em.Etat10,26%86 CA	102,85	0,813 o
Emp.Etat 6%7/93 CA	97,95	4,405 ↓
Finansder 9%91CB#	106,25	3,329
Finansd.8,6%92 CA#	104,05	1,720
Florai9,75% 90 CA#	108,21	6,945 ↓
OAT 8,7%5/88-95CA#	100,07	7,627
OAT 9,8% 1/96 CA#	102,44	1,879
OAT 8,50% 6/97 CA#	103,07	6,730
OAT 9,90%85-97 CA#	106,55	3,201
OAT 88-98 TME CA	100,45	1,511
OAT 9/1998 TRA	—	3,497
OAT 9,50%88-98 CA#	106,47	7,522 d
OAT TMB 01/99 CA	99,49	1,370
OAT 8,125% 99 CA#	103,17	7,123 o
OAT 8,50%90/00 CA#	104,92	0,302 d
OAT 85/00 TRA CA	101,60	4,322 d
OAT 10% 5/2000 CA#	110,92	8,712 d
OAT 01 TME CA	99,54	1,511
OAT 8,5% 11/02 CA#	104,60	3,167
OAT 8,50% 2019 CA#	102,49	3,889
OAT.8,50%92-23 CA#	101,75	8,151
PTT 11,2%85-95 CB#	102,40	3,756 ↑
SNCF 8,8% 87-94CA	103,90	1,615 ↓
Lyon.Eaux 6,5%90CV	835	—

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel 2	399,90	385
Bains C.Monaco 2	682	685
B.N.P.Intercont.2	268,50	269
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) 2	15,60	15
Cambodge ◆	835	835
Carbone Lorraine 2	640	640
CBC 1	204,40	196
Centenaire Blanzy	253	249
Ceragen Holding ◆	36,90	36,90
Champex (Ny)	15	15,25
CIC Un.Euro.CIP 1	300	301
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2817	2817
Cpt Lyon Alem.2	368	360
Concorde-Ass Risq2 ◆	725	725
Gpe Valfond ex.CMP ◆	14,85	14,85
Credit Gen.Ind. ◆	24	24
Darblay	500	480
Didot Bottin	600	600
Eaux Bassin Vichy ◆	2730	2730
Ecia 1	665	670
Ent.Mag. Paris ◆	3865	3865
Eridania Beghin CI ◆	765	765
Fidei(exImmofice)2	117	118
Finalens	330	321,10
F.I.P.P. ◆	115	115
Fonciere (Cie) ◆	521	521
Fonciere Euris	180	184,10
Foncina #	459	440
France I.A.R.D.	629	640
France S.A 1	700	699
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Gaumont 1	271,50	275
Genefim	160	165
Gevelot	1075	1076
G.T.I (Transport)2 ◆	409	409
Immobail 2	266	280
Immobanque 2 ◆	800	800
Im.Marseillaise 2	5130	5110
Invest.(Ste Cie.)	1410	1380
Lille Bonnieres	1800	1800
Locafinanciere ●	454,90	454,90
Louvre 1	196	194
Lucia	73,50	73,50
Machines Bull ◆	22,10	22,10
Monoprix ◆	180	180
Metal Deploye ◆	460	460
Mors 2 #	14	14
Navigation (Nle) ◆	82	82
Origny-Desvroise ◆	1360	1360
Paluel-Marmont ◆	341	341
Pap.Clairefont(Ny) ◆	820	820
Parfinance 2 ◆	174	174
Paris Orleans ◆	230	230
Piper Heidsieck	970	1000
Porcher	209	200
Promodes (CI)	850	809
PSB Industries 2Ly	400	400
Rochefortaise Com.	185	185
Rosario 2	209	209
Rougier #	803	796
S.A.F.I.C Alcan	300	380
Saga	259,90	250
Salins du Midi 2	394	385
Savoisienne M. ◆	149,90	149,90
Silic 2	679	679
S.I.P.H.	204	204
Sofal ◆	300	300
Soffo ◆	291	291
Sofitam act.a reg. ◆	73,35	73,35
Sofragi ◆	3360	3360
Soudure Autogene ◆	923	923
Sovabail	400	400
Taittinger 1	2420	2459
Tour Eiffel	307	293
Elyo 2	262	267
Vicat 2	530	528
Virax	130	129

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
A.E.G. AG	428,80	428,80
Bayer.Vereins Bank	1332	1332
Commerzbank AG	1135	1150
Fiat Ord.	20	19,50
Gevaert	226,20	226,20
Gold Fields South	125,10	125,10
Johannesburg Cons.	116	121,80
Kubota Corp.	31,20	31,20
Montedison act.ep.	4,80	7,202 d
Olympus Optical	43,70	43,70
Ottomane(cie Fin.)	180	175,20
Robeco	315	312
Rodamco N.V.	138,60	144,10
Rolinco	317,20	319

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 10 AVRIL

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	51	52,30
AFE 2 #	443,70	447,20
Aigle 2	270,10	273,90
Alain Manouki(Ly)2#	98,50	98
Albert S.A (Ns) ◆	126,80	126,80
Altran Techno 1 #	528	528
Arnault Associes	510	510
Asime (ex.Segin)	288,90	276
B.A.C. ◆	23,70	28,70
Bque Picardie (Li)	603	602
Bque Sofirec (M) ◆	482	482
Bque Tarneaud(B)#	205	207,80
Bque Vernes	640	640
Beneteau #	380	378,10
B I M P	77,50	78
Boiron (Ly) 1 #	456	456
Boisset (Ly)#	279,90	279,90
Brioche Pasq.(Ns)1	557	564
But S.A. 1	932	925
Cardif SA 1	596	547
CDA-Cie des Alpes2	144	136,80
C.E.E 2#	458	480,90
CEGEP #	160,10	160,10
Cermex 2 # (Ly)	305,90	297,40
CFPI	265	264
Change Bourse (M)	240	239
Christ.Dalloz 2 #	740	730
Cipe France Ly 2 #	680	679
CNIM CA#	223	221
Codetour	295	301
Comp.Euro.Tele-CET	162,50	163
Conflandey S.A	319	317,90
C.A. de la Brie 2	359	359
C.A.Gironde (B)	436	436
C.A.Haute Normand	397,90	396,90
C.A.Ille & Vilaine	327	327
C.A.Indre et Loire	304	304
C.A. Paris IDF 1	719	730
C.A.de l'Isere Ly#	377	377
C.A.Loire Atl.(Ns)	371	371
C.A.Loire/H.Loire#	815	815
C.A.du Loiret CCI#	455	460
C.A.Morbihan (Ns)	346,50	347
C.A.du Nord (Li)	435	435
C.A. Oise CCI ◆	236	236
C.A.Pas de Calais	414	414
C.A. Somme CCI 2	239	237
C.A.Toulouse (B)	339	336,40
CFJPE(exGAN part)2	97,80	96,50
Chaine et Trame #	271	271
C.A. Midi CCI#(Ly)	222	225
Credit de l'Est ◆	447,40	447,40
Creeks	106,50	106
Dapta-Mallinjoud 2	127	126,60
Darnal Expansion#2	49	49,40
Dauphin OTA ◆	234	234
Delta Prot.# C2 Ly	304,50	304,70
Desquenne Giral	119,90	119,90
Devanlay 2 ◆	803	803
Deveaux(Ly)	575	575
Devernois (Ly)	450	450
Ducros Serv.Rapide ◆	71,95	71,95
Ecco Trav. Tempo 1	325,10	325,10
Elysee Inv. 1	30,30	30,30
Emin-Leydier# (Ly)	614	611
Eramet 2	330	335
Europ.Extinc.(Ly)#	281	280
Europ Propulsion 2	321	321
Expand 2	302	300
Factorem	462	462
Faiveley #2	263	264
Finabail 2	129,90	128,90
Finacor 2	148,10	149,80
Fininfo	440	440
Fructivie 1	499	490
Gautier France 2#	346,50	348
Gel 2000 2	120	116
GFI Industries #	349	350
Girodet # (Ly)	65,20	65,20
GLM S.A.	380	380
Grandoptic.Photo #	403	391
Gpe Guillin # Ly	134	133
Kindy # ◆	178	178
Guerbet 2	330	330
Hermes internat.1#	632	626
Hurel Dubois ◆	385	385
ICBT Groupe # 2	189	189
I.C.C. 2	188	188
Idianova	63	63
Immob.Hotel. 2 #	85	87
Installux (Ly)2	499,90	490
Int. Computer #	146	145
Invest.Paris 1 ◆	130,50	130,50
IPBM 2	64	63,50
J.Clairbois(Ly) ◆	112,10	112,10
Lambert-Riviere ◆	411,20	411,20
M6-Metropole TV 2	322	322
Manitou 2#	475	477
Manutan	450,10	451
Marie Brizard 2	1198	1190
Maxi-Livres/Profr.	424,90	424,90
Mecadyne	173,20	176,40
Mecelec 2 (Ly)	117	120
MGI Coutier 2#	525	515
Michel Thierry# 2	700	697
Monneret Jouet #	98,05	97,90
Naf-Naf 1#	128,80	137
Norbert Dentres.2#	429	435
N.S.C Schlum.2 Ny	975	962
OGF Omn Gest.Fin.1	700	715
Onet	862	863
Paul Predault #	186	182,40
P.C.W. 2	83,50	81
Petit Boy #	100,30	100
Pier Import	101,10	101
Pochet 2 ◆	1200	1200
Poujoulat Ets (Ns) ◆	209	209
Radiall 2#	345	335
Rallye(Cathiard)Ly	150	150,50
Reydel Indust.Li 2	1155	1140
Robertet #	1145	1145
Rouleau-Guichard 2	505	507
Securidev 2 #	125	124,80
Sediver 2 #	193	193
Seribo 2	427	427
Siparex (Ly) #	78,50	79,90
Smoby (Ly) 2	548	549
Sofco (Ly)	135	134,90
Sofibus ◆	416	416
Sogepag 2 #	126,50	126,10
Sogeparc (Fin) 1	606	606
Sopra 2	300	299,90
Steph.Kelian #	101	101
Sylea 2	504	516
Teisseire-France	205	202
TF1-1	459	458
Thermador Hold(Ly)	460	460
Trouvay Cauvin 2#	140	137,70
Unilog 2	300	311
Union Fin.France 1	460	420
Via Credit(Banque) ◆	136,10	136,10
Viel et Cie #	146	143,20
Vilmorin et Cie#2	362	360
Virbac	520	525

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

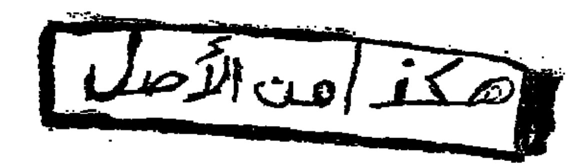
SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 7 avril

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actimonétaire C	34822,74	34822,74
Actimonetaire D	31238,07	31238,07
Amplia ○	109133,87	109133,87
Amplitude Monde D ◆	668,22	648,76
Amigone Trésorerie	803463	803463
Arbitr. Court Terme ◆	5876,06	5876,06
Asie 2000	602,57	585,02
Associa Première	35321,91	35321,91
Associc	1093,37	1093,37
Atout Amérique	100,41	97,96
Atout Asie	88,24	86,09
Atout Futur C	529,19	516,28
Atout Futur D	514,61	502,06
Aurecic	1397,97	1357,25
Avenir Alizes	1820,49	1784,79
Axa Valeurs PER ◆	147,52	143,22
Cadence 1	1042,15	1031,83
Cadence 2	1032,60	1022,38
Cadence 3	1019,89	1009,79
Capimonetaire	7580,70	7573,13
Capiobliq	7553,40	7478,61
Capitacic	1554,97	1531,99
Cicamonde	1129,49	1096,59
Coexis	1600,95	1571,10
Comptavalor	2151,02	2147,80
Crédit Mutuel Capital	1508,69	1479,11
Créd.Mut.Ep.Cour.T	798,49	798,49
Créd.Mut.Ep.Ind.Cap	93,12	90,63
Créd.Mut.Ep.Ind.Dis	90,88	88,45
Créd.Mut.Ep.J	21162,29	21162,29
Créd.Mut.Ep.long.T	204,36	198,89
Créd.Mut.Ep.Monde	1037,36	1009,60
Créd.Mut.Ep.Quatre	1074,24	1045,49
Dieze	1587,01	1557,42
Ecocic	1147,21	1113,80
Ecupar	124,48	120,85
Ecur. Actions futur	187,13	181,68
Ecur. Dstrimonétaire	10235,82	10235,82
Ecur. Expansion	298721,41	297531,38
Ecur. Géovaleurs	2610,81	2534,77
Ecur. Investissement	156,92	152,35
Ecur. Monepremière	10303,75	10303,75
Elanciel D	119,81	116,32
Elicash ○	864218,55	864218,55
Emergence Poste D	93,68	90,95
Eparcic ○	4452,40	4452,40
Eparcourt-Sicav	188,37	187,90
Epargne-Unie	1416,48	1381,93
Eufi Cash capi ◆	9397,20	9397,20
Eureco Solidarité	1183,78	1172,06
Eurocic Leaders	1190,62	1155,94
Eurodyn	1355,86	1322,79
Fonsicav	17870,56	17834,89
France Garantie	270,09	269,55
France Obligations	443,66	439,27
Francic	491,72	477,40
Francic Pierre	109,06	105,88
Francic-Regions	1388,07	1347,64
Gestilion	18163,06	18163,06
HLM Monétaire	17160,92	17160,92
Indicia ◆	1097,82	1070,85
Intensys D ◆	109,54	109,27
Interoblig	5437,81	5383,97
Intersélection Fce	519,81	509,62
Japacic	168,74	163,83
Jeunepargne ○	339,05	334,04
Latitude C	2734,61	2730,51
Lion 20000	15835,20	15835,20
Lion Association	10834,40	10834,40
Lion Institution	37119,18	37026,61
Lionplus	1217,15	1193,28
Lion Trésor	2106,86	2086
Livret Bourse Inv. ◆	592,91	575,64
Livret Portefeuil. ◆	761,75	739,56
Méditerranée	205,37	199,39
Mensuel CIC	10115,14	10014,99
Moneden	84044,04	84044,04
Moné-Dis ○	10236,13	10236,13
Mone.J. ○	10955,19	10955,19
Monévalor	50485,02	50485,02
Mutualité dépôts	16728,06	16694,67
Natio Court Terme	12906	12906
Natio Court Terme2	351126	351126
Natio Epargne	21839,50	21623,27
Natio Ep. Capital	13515,25	13381,44
Natio Ep. Croissance	1874,24	1837,49
Natio Ep. Obligations	196,87	193,01
Natio Epargne Retraite	129,11	126,58
Natio Epargne Trésor	9532,33	9513,30
Natio Epargne Valeur	457,96	448,98
Natio France Index	1010,17	990,36
Natio Immobilier	1149,92	1127,37
Natio Inter	1651,65	1619,26
Natio Monétaire	5072,24	5067,17
Natio Opportunités	139,50	136,76
Natio Patrimoine	1346,40	1320
Natio Perspectives	1136,17	1113,89
Natio Placements	72224,41	72224,41
Natio Revenus	1027,17	1017
Natio Sécurité	11578,60	11578,60
Natio Valeurs	899,18	881,55
Nord Sud Dévelop. ○	1850,74	1847,05
Oblicic-Mondial	2993,57	2949,33
Oblicic-Régions	1092,09	1075,95
Oblifutur	3413,34	3349,70
Oblig. ttes caté.	207,75	204,68
Oblilion	1628,92	1612,79
Obliséurité Sicav ◆	15893,20	15893,20
Oblitys D ◆	528,18	520,37
Oraction	1405,33	1371,05
Pervalor	588,76	577,22
Plénitude D ◆	147,23	142,94
Poste Croissance C	3314,39	3311,08
Poste Gestion C	40584,11	40584,11
Première Oblig. C	11988,16	11988,16
Première Oblig. D	11158,44	11152,86
Proficlus	952,46	934,70
Rentacic	160,72	158,34
Revenus Trimestr.	5203,32	5151,80
Revenu-Vert	1143,54	1122,22
St-Honoré Pacifique	684,44	653,40
St-Honoré Réal.	18305,30	18232,37
Sécuricic	2105,23	2105,23
Securitaux	1691,56	1691,56
Sensivalor	32439,75	32439,75
SEVEA ◆	104,04	101,58
SFI-CNP Assur ◆	704,38	689,86
S.G. France opport. C	1421,05	1393,19
S.G. France opport. D	1388,12	1360,90
S.G. Monde opport. C	910,45	892,60
S.G. Monde opport. D	910,45	892,60
Sicav Associations	2236,69	2236,69
Sicav 5.000	479,19	469,79
S.I. Est	1158,74	1124,99
Slivafrance	772,04	756,90
Slivam	405,92	397,96
Slivarente	219,86	215,55
Slivinter	485,53	476,01
Sogenfrance C	1304,05	1278,48
Sogenfrance D	1218,95	1195,05
Sogépargne	302,98	299,98
Sogevar	1076,41	1055,30
SogInter	1532,58	1502,53
Solstice D	2274,26	2268,59
State Street Act. Eur ◆	11667,72	11383,14
State Street Act. France ◆	11268,40	10993,56
State Street Act. Japon ◆	1299,48	1267,79
State Street Act. Monde ◆	907,28	885,15
State Street Activ.Asie ◆	1238,91	1196,60
State Street Alloc.Franc. ◆	1021,43	1011,32
State Street Amér.Latine ◆	571,76	552,23
State Street Emer. Mts ◆	1302,63	1258,15
State Street États-Unis ◆	1181,26	1152,45
State Street OAT Plus ◆	12808,06	12681,25
State Str. Oblig. Monde ◆	942,31	933,48
State Street Spinnaker2 ◆	1170,95	1142,39
State Street Trésorerie ◆	12638,63	12638,63
Stratégie Actions	930,83	895,03
Stratégie Rendement	1614,48	1563,66
Synthesis	13505,84	13241,02
Thésora D	805,80	797,82
Trésor Plus	1591,20	1575,45
Trésor Trimestriel	1015,31	1005,26
Trésoricic ○	160977,60	160977,60
Trilion	5084,93	5019,67
Uni-Associations ○	120,63	120,63
Uni-Foncier	1226,63	1196,71
Unifrance	589,17	574,80
Uni-Garantie C	1469,58	1442,18
Uni-Garantie D	1275,65	1251,86
Uni Régions	1395,40	1361,37
Univar ○	283,77	283,77
Univers Actions	1502,43	1465,79
Univers Obligations	1952,30	1915,90
Valorg ◆	2312,11	2309,80
Valreal	32568,02	32551,74
Winterthur St-Honoré	240,72	229,80

SYMBOLES
○ cours du jour; ◆ cours précédent.

TOUS LES COURS DE LA BOURSE
3615 code LEMONDE



AUJOURD'HUI

SPORTS

AUTOMOBILISME Williams Renault et le pilote britannique Damon Hill ont renoué avec le succès en s'imposant, dimanche 9 avril, dans le Grand Prix d'Argentine. ● JEAN ALESI a confirmé le bon début de saison de Ferrari en prenant une deuxième place de bon augure avant le prochain Grand Prix de Saint-Marin à Imola. ● MICHAEL SCHUMACHER, déclassé au Brésil, a dû se contenter de la troisième place. ● ELF, qui attend le jugement de la Fédération internationale de l'automobile (FIA), le 13 avril, après les déclassements du premier Grand Prix, avait choisi d'utiliser le même carburant en Argentine. Le pétrolier français avait, cette fois, pris la précaution de le faire homologuer après fabrication. ● LE GRAND PRIX D'ARGENTINE, qui n'avait plus été organisé depuis 1981, a connu un grand succès populaire malgré un temps très capricieux.

Damon Hill enlève la deuxième manche du championnat du monde de F1

Le pilote anglais sur Williams-Renault a signé sa dixième victoire en grand prix au terme d'une course marquée par les progrès de Ferrari, prometteurs avant la prochaine course à Imola

UNE FOIS ENCORE, elle lui a échappé. Malgré les tours menés à la cravache, malgré la rage mise à freiner un peu plus tard que tous les autres, la victoire se refuse toujours à Jean Alesi. Le pilote de Ferrari reste obstinément au pied de la plus haute marche du podium, une nouvelle fois transformée en inaccessible Eden.


AUTOMOBILE

Et pourtant... Il y a eu ces tours où l'Avignonnais s'est pris à rêver, quand il pouvait apercevoir au bout des rares lignes droites d'un circuit tourmenté l'aileron arrière de la Williams-Renault de Damon Hill, seul obstacle entre lui et la gloire. Et puis, le charme s'est dissipé. Il était écrit qu'au pays de Juan Manuel Fangio la victoire était promise au fils de Graham Hill, que sur ces terres de pampas où Ferrari est un mythe l'éternel espoir de la *scuderia* devrait se contenter d'un accessit.

Reste au bout d'un fol week-end argentin un duel entamé sous la pluie, achevé sous un soleil timide d'automne austral. Damon Hill et Jean Alesi ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Ils ont su tranformer leur lutte en spectacle haletant, en bataille féroce où tous les coups de la formule 1 moderne étaient permis. En 1995, il ne suffit plus d'aller vite. Il faut aussi savoir élaborer des tactiques de course parfaitement adaptées à chaque voiture et à chaque pilote. Le temps des duels insensés, des freinages étourdissants, où la vitesse reste seule maîtresse, semble bien révolu.

En débarquant à Buenos-Aires après un Grand Prix du Brésil cauchemardesque, Damon Hill veut à tout prix sa revanche. A Interlagos, la rupture d'une suspension arrière l'a contraint à l'abandon alors qu'il menait la course. La Williams a juste eu le temps d'étaler ses qualités à la face de ses rivaux, le temps d'épater Michael Schumacher, de démontrer à l'écurie Benetton que, décidément, elle est mieux née que sa principale adversaire. Jean Alesi a d'autres soucis, partagés par l'ensemble de l'équipe italienne. Ferrari souhaite montrer que sa victoire sur le tapis vert au Brésil ne doit pas masquer de réels progrès.

ACCROCHAGE AU DÉPART

Le meilleur temps réussi jeudi par le Français lors des premiers essais sous la pluie prenait l'air d'un beau pied de nez aux sceptiques. Oui, dit-on dans les stands de la *scuderia*, visités par l'Argentin Carlos Reutemann, ancien pilote maison devenu gouverneur de l'Etat de Santa-Fe, Ferrari espère à nouveau se mesurer aux plus grands. Le départ sur l'autodrome municipal de Buenos-Aires a failli brutalement couper court à cette flambée d'optimisme. A la sortie du premier virage, Jean Alesi, parti de la troisième ligne, n'est plus en course. Trois autres pilotes ont fait les frais de sa sortie de route. Ce n'est qu'une péripétie. Les commissaires de course agitent le drapeau rouge. Un deuxième départ doit être donné. Le pilote français peut sauter dans la voiture de réserve et revenir prendre place sur la grille. Pendant ce temps-là, Damon Hill est confronté à un double problème : prendre le meilleur sur son co-équipier David Coulthard, auteur de la *pole position*, et contenir Michael Schumacher, spécialiste des départs canons.

Les deux hommes ne savent pas encore que le sort de cette course n'appartient qu'à eux. Très vite, la Benetton-Renault de Schumacher semble prise d'étranges faiblesses. Le champion du monde est incapable de suivre le rythme soutenu dès les premiers tours de piste. David Coulthard abandonne. Problèmes de moteur. La course dégage ainsi une nouvelle hiérarchie que l'on n'attendait pas en début de saison.

Aujourd'hui, vérité peut-être provisoire, le duel au sommet oppose Williams et Ferrari. Benetton n'en est qu'un spectateur lointain. La voiture de Damon Hill est à l'heure actuelle la meilleure du plateau. Elle offre à son pilote un châssis bien équilibré et est propulsée par un moteur exceptionnel de régularité et de souplesse. Le V 12 de Ferrari est peut-être la véritable surprise du week-end. On le savait puissant, à l'aise sur les circuits rapides. On le découvre adapté aux tracés plus lents.

Damon Hill et Jean Alesi enchaînent les tours rapides. Le Français parvient même à revenir à quatre secondes de son adversaire. Ils ont choisi deux tactiques divergentes. Le pilote anglais sait posséder un avantage. Il peut aller plus vite. Il s'arrêtera trois fois à son stand. Chez Ferrari, les mécaniciens ont la réputation d'être les plus rapides, avec leurs collègues de l'écurie Benetton, à changer les pneus et à faire le plein d'essence. Alesi ne s'arrêtera que deux fois. Une manière de compenser le handicap sur la piste. Cette fois, la manœuvre est insuffisante. Damon Hill conserve l'avantage et remporte sa dixième victoire en grand prix. Jean Alesi devra encore se montrer patient. Seule consolation : au classement général du championnat du monde, il compte le même nombre de points que le vainqueur du jour. La prochaine course aura lieu en Italie, à Imola, où des milliers de *tifosi* viendront pour vivre ce dont l'Argentine leur a donné un avant-goût : la résurrection de Ferrari.

Pascal Ceaux

La bonne surprise d'Alesi

Jean Alesi a failli terminer le Grand Prix d'Argentine quelques centaines de mètres après la ligne : *« J'ai cru que tout était fini quand je suis sorti au premier départ,* a expliqué le pilote français, très heureux de sa deuxième place. *J'avais laissé patiner les roues à la première courbe et je me suis retrouvé à l'intérieur, où la piste était sale, glissante. Lorsque j'ai freiné, la voiture s'est mise en travers et le moteur a calé. Aussi quand j'ai vu le drapeau rouge, je me suis dit que c'était un don du ciel. La voiture de réserve était très compétitive au niveau de la Williams. Si nous avions été mieux placés sur la grille, si nous n'avions pas perdu de temps lors de certains dépassements, nous aurions pu gagner. Au Brésil, la Ferrari n'avait pas pu suivre le rythme de ses adversaires les plus rapides. L'équipe Ferrari est redevenue compétitive en moins de quinze jours. Nous devrions faire encore des progrès à Imola. » – (AFP.)*

Un succès pour le gouvernement de Carlos Menem

BUENOS AIRES
de notre correspondante

Il a fallu attendre quatorze ans pour que la formule 1 revienne en Argentine et que les moteurs rugissent à nouveau sur l'autodrome Oscar- Galvez, dans les alentours de Buenos Aires, entièrement remodelé pour l'occasion. La dernière course avait eu lieu le 12 avril 1981, dans les dernières années de la féroce dictature qui gouverna l'Argentine entre 1976 et 1983. Depuis lors, le circuit avait été abandonné aux herbes folles à cause des aléas politiques et économiques.

C'est sur l'initiative du général Peron, grand amateur de course automobile, qu'avait été construit l'autodrome où se courut, en 1953, le premier Grand Prix d'Argentine. C'était l'époque de gloire, avec Juan Manuel Fangio, le plus grand pilote de l'histoire de la Formule 1, qui fut cinq fois champion du monde, dont quatre fois consécutives en Argentine, entre 1954 et 1957.

Quelques années plus tard, un autre Argentin, Carlos Reutemann, fit vibrer le cœur de ses compatriotes, sans parvenir toutefois à gagner. Grand favori du Grand Prix de 1974, Reutemann, au volant de sa Brabham, se retrouva en fin de course sans essence, ce qui permit la victoire inattendue de l'Anglais Dennis Hulme. Reutemann, qui avait été surnommé, *« le gaucho triste »* par la presse sportive italienne, s'est reconverti aujourd'hui dans la politique. A cinquante-trois ans, il est gouverneur de la province de Santa Fe (à 700 kilomètres au nord de Buenos Aires) pour le parti péronniste au pouvoir.

Dimanche, Carlos Reutemann a repris le volant d'une Ferrari pour faire quelques tours de piste avant le début de la course. Le président, Carlos Menem (soixante-quatre ans), qui est lui-même un grand sportif et un amoureux de la vitesse, a assisté à la compétition. *« Sur mon bureau,* a-t-il déclaré, *j'ai toujours eu deux photos. Une de mon fils Carlitos, et l'autre d'Ayrton Senna* [le pilote brésilien, qui s'est tué le 1er mai 1994]. *»* Âgé de vingt-deux ans, le fils du président argentin, qui conduisait lui-même des voitures de course, a trouvé la mort, le 15 mars dernier, dans un accident d'hélicoptère.

Même si aucun pilote argentin n'a participé à ce Grand Prix, le fait qu'il ait pu avoir lieu en Argentine est considéré comme un succès par le gouvernement. Le 14 mai prochain, M. Menem briguera un second mandat présidentiel.

Christine Legrand

Essence conforme

MALGRÉ les déclassements de Michael Schumacher et de David Coulthard au Grand Prix du Brésil, Elf a choisi d'utiliser le même carburant en Argentine, mais a pris la précaution de le faire réhomologuer par la Fédération internationale de l'automobile après fabrication. Kérosène, diesel ou super, tous les carburants sont le fruit d'un étonnant cocktail de produits chimiques. L'essence vendue à la pompe est ainsi le résultat d'un mélange d'une centaine d'espèces chimiques qu'il est tout à fait possible d'identifier une à une. Pour cela, les spécialistes utilisent un appareil, aujourd'hui assez banal dans les laboratoires, le chromatographe. Cet appareil de mesure permet de dresser, à 5 % près, une sorte de portrait chimique du carburant analysé en fournissant les pourcentages des différents composés présents dans le mélange.

Cette image est très précise à condition d'avoir été soigneusement faite et d'être ensuite correctement interprétée. En effet, un carburant « travaille » toujours et peut voir sa composition chimique se modifier légèrement du fait des conditions de stockage, de température et de pression auxquelles il a été soumis. Les techniciens le savent et se méfient donc de l'image qu'un chromatographe donne d'un carburant.

UN PORTRAIT CHIMIQUE MODIFIÉ

« Il n'est pas rare, précise André Douaud, directeur de la division moteurs et carburants à l'Institut français du pétrole, *que certaines fractions légères du carburant à analyser se soient en partie évaporées. Dans ce cas, le portrait chimique de l'essence qui, pourtant, est toujours la même, est alors différent puisque certaines espèces sont alors présentes avec un pourcentage légèrement inférieur à ce qu'il devrait être. »* Une telle modification est sans importance pour un expert, mais elle peut apparaître comme une anomalie grave pour un juriste qui ne s'en remettrait qu'aux chiffres.

C'est la raison pour laquelle les spécialistes des produits pétroliers préfèrent qualifier une « coupe » de carburant par d'autres paramètres que ceux fournis par son image chimique. Des paramètres qui rendent compte des performances réelles du carburant analysé. Quatre à cinq grandeurs suffisent : pouvoir calorifique du carburant au kilo, énergie obtenue dans un litre de mélange air-carburant, mesure de la densité de l'essence testée et vitesse de propagation de la flamme quand celle-ci brûle.

Toutes ces variables sont, affirment-ils, incontestables car elles sont étroitement liées à la puissance développée par un moteur. Elles sont donc moins sujettes à contestation et, de ce fait, plus représentatives qu'une analyse chimique des différents composés d'un carburant qui *« donne un beau catalogue dont on ne sait que faire ».*

Jean-François Augereau

Ben Crenshaw emporte le 59e Masters de golf

AU PREMIER JOUR, un vent mauvais avait amené la pluie sur Augusta. Et l'Amérique en avait conclu que les cieux ne lui seraient pas favorables, une fois de plus, comme tout au long de cette maudite année 1994 qui avait vu les siens échouer lors des quatre tournois du Grand Chelem de golf. Les plus pessimistes se hâtaient de rappeler le fade bilan national sur le parcours d'Augusta, une seule victoire américaine (Fred Couples en 1992) au cours de ces sept dernières années. Quant aux parieurs, ils accordaient leurs suffrages à Nick Faldo, un Anglais, mais osaient quelques dollars sur Nick Price, venu du Zimbabwe avec, dans ses malles, une victoire au British Open suivie d'un succès à l'USPGA.

Dimanche soir, la foule a quitté en silence le National Golf Club d'Augusta. Mais un silence réjoui, repu et satisfait. Ben Crenshaw, un Texan « court sur pattes », a réveillé l'orgueil du pays en même temps qu'il enfilait d'un geste emprunté le blazer vert qui revient par tradition au vainqueur du Masters. Un succès américain. Enfin. Pour une bien belle journée de printemps passée sur les pelouses noyées de soleil du club le plus élitiste de la planète.

« Le Masters n'est pas un tournoi comme les autres, il se donne seulement à ceux qui lui ont payé leur dû », avait prévenu Nick Price à l'entame du tournoi. Ben Crenshaw est, à coup sûr, de ceux-là. Invité à en découdre pour la première fois sur les dix-huit trous d'Augusta alors qu'il n'était que simple amateur, le Texan n'a plus jamais, depuis ses débuts, en 1972, osé la moindre infidélité. *« J'en suis à mon vingt-quatrième Masters de suite »,* se plaisait-il à avouer au matin du dernier jour. Les vieux dirigeants du club ont eu beau modifier, en début d'année, d'infimes détails sur le parcours, Ben Crenshaw connaît le terrain d'Augusta aussi bien que la semelle cloutée de ses chaussures. A quarante-trois ans, il n'ignore aucun de ses vices. Et sait trop bien comment les déjouer, lui que la victoire avait saisi ici même, en 1984, un peu par surprise.

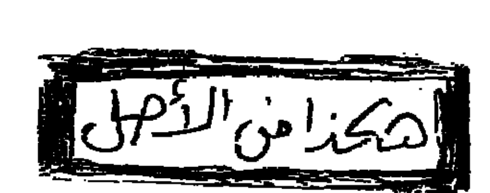
UNE ÉMOTION CONTENUE

Fort de cette expérience, Ben Crenshaw a su éviter un à un tous les pièges où sont tombés ses rivaux les plus tendres. Seizième au soir du premier jour, il a regagné avec patience le chemin perdu. En début de tournoi, il a observé la nonchalance de Tiger Woods, le jeune prodige américain, seulement dix-neuf ans mais déjà harcelé par les médias. Puis il a applaudi au rugissement vite étouffé du vieux Jack Nicklaus, pointé en quatrième position après le premier parcours. Enfin, Ben Crenshaw a suivi d'un œil curieux les assauts fiévreux de ses suivants. Brian Henninger, trente et un ans, était encore à sa hauteur à l'attaque du dernier jour. Mais Ben Crenshaw ne lui a prêté qu'une attention distraite.

Quatrième au deuxième soir, premier à l'attaque du dernier parcours, l'Américain a accompagné ses coups les moins heureux de longs gestes d'agacement. Mais sa confiance n'a jamais été entamée. *« L'émotion m'a saisi bien avant le dernier trou »,* confiera-t-il plus tard. Ben Crenshaw a pourtant su la contenir jusqu'à l'ultime coup du tournoi. Avant de se laisser aller à quelques larmes, vite séchées dans les bras de son caddie.

A la veille du tournoi, Ben Crenshaw avait abandonné l'entraînement pour rejoindre Austin, au Texas. En guise d'ultime préparation, il avait assisté aux funérailles de Harvey Penick, son premier professeur de golf, emporté quelques jours plus tôt dans sa quatre-vingt-dixième année. A l'heure où ses rivaux s'observaient du coin de l'œil pour jauger la force de chacun, lui portait en terre le cercueil du vieil homme. *« Harvey n'est plus de ce monde, mais pour moi il est toujours vivant,* soupirait-il jeudi matin, au moment de gagner le départ du premier trou. *C'est lui qui m'avait donné mes premiers conseils, lorsque j'avais à peine sept ans. »*

Alain Mercier



La victoire de Franco Ballerini dans Paris-Roubaix récompense un extraordinaire travail d'équipe

L'Italien gagne la classique qui lui avait échappé de peu en 1993

L'Italien Franco Ballerini a gagné Paris-Roubaix avec une minute et cinquante-six secondes d'avance sur un groupe de poursuivants. Le Russe Andreï Tchmil termine deuxième devant le Belge Johan Museeuw et un autre Russe, Vjatcheslav Ekimov. La formation Mapei-GB a dominé la course comme elle l'avait fait la semaine précédente dans le Tour des Flandres, remporté par Johan Museeuw.

ROUBAIX
de notre envoyé spécial

Franco Ballerini a remporté son Paris-Roubaix. Il a enfin vaincu cet « enfer du Nord » qui ne lui avait laissé, lors des six participations précédentes, qu'amertume et désespoir. *« Comme au bas-fond je m'en allais roulant (...) vers ce tourment pourquoi donc retourner ? »*, disait un autre natif de Florence, Dante, en son propre Enfer. Des propos douloureux que le coureur italien aurait endossés aisément, dimanche 9 avril, au départ de Compiègne.

Ces pavés-là lui avaient valu tant d'ennuis. En 1993, au bout de 268 kilomètres de souffrance, il avait été battu au sprint, de huit centimètres, par un vétéran de trente-huit ans, Gilbert Duclos-Lasalle. Son dépit fut immense, pathétique. *« On dit que l'on oublie mais ce n'est pas vrai »*, expliquait-il. Il s'était juré de ne plus revenir mais était revenu tout de même, en 1994. Une autre sale journée. Il était dans le dernier carré de tête, avait résisté aux intempéries et aux coups de boutoir d'un Russe survolté quand il creva au pire moment. Son vélo à la main, il regarda Andreï Tchmil filer seul vers le Vélodrome. Il finit troisième mais comprit qu'il ne s'était pas deux fois trouvé aux avant-postes par hasard.

Lui, le coureur au palmarès étique, qui recherchait une victoire depuis quatre ans, était fait pour cette classique atypique, comme son bourreau Gilbert Duclos-Lasalle. Il était de cette fratrie d'hommes endurants au mal, suffisamment costauds pour résister aux trépidations des pavés, assez adroits pour les assujettir, en épouser la houle, en deviner les chausse-trappes. Les conditions clémentes de cette édition, la température printanière, ce soleil à ne pas mettre un Flamand dehors, lui étaient un présage favorable.

Francesco Moser, triple vainqueur et dernier Italien à avoir inscrit son nom au palmarès en 1980, lui avait raconté ce frisson qui parcourt l'échine du fugitif à bout de fatigue quand s'enfle la rumeur à son entrée sur le Vélodrome. Il lui avait décrit ce tour triomphal sous les vivas, cette piste si moelleuse après les chemins défoncés de la tranchée d'Arenberg, du chemin des Abattoirs ou du carrefour de l'Arbre. A trente ans, Franco Ballerini en rêvait, de ce triomphe, et savait qu'il lui manquait si peu.

UNE MACHINE À GAGNER

Le coup de pouce prit, à l'intersaison, la forme d'une des plus formidables équipes qui, de mémoire de suiveur, ait jamais été constituée. Mapei-GB a écrasé Paris-Roubaix comme elle avait, la semaine précédente, dominé le Tour des Flandres, remporté par Johan Museeuw. Le Flamand, leader de la Coupe du monde mais ravalé dimanche au rôle d'équipier modèle, a verrouillé les arrières, avec les Italiens Gianluca Bortolami et Andrea Tafi, quand Franco Ballerini s'est échappé, à moins de trente-cinq kilomètres de l'arrivée. Seuls les Russes Andreï Tchmil et Vjatcheslav Ekimov firent mine de contester cette mainmise sur la course.

Une telle suprématie n'est pas le fruit du hasard. Mapei-GB est une formidable machine à gagner. *« Nous ne sommes pas des philanthropes. Nous préférons mettre quelques millions de plus dans une bonne équipe que quelques millions de moins dans une mauvaise »*, explique Rudi Vercruysse, directeur général de GB, un grand distributeur de Bruxelles. Mais quand ces millions sont des francs belges, cela n'est pas forcément suffisant pour assurer seul le standing. GB fit donc appel à Noël Demeulenaere, *deus ex machina* du cyclisme outre-Quiévrain. L'intermédiaire noua la relation avec Mapei, chimiste italien spécialisé dans la fabrication de la colle.

Les deux partenaires soutenaient chacun une équipe en 1994. En unissant leurs forces, les commanditaires se retrouvent aujourd'hui avec un réservoir de vingt-neuf coureurs et quatre directeurs sportifs quand les autres peinent à aligner vingt bons hommes. *« Tout le monde peut acheter les meilleurs champions*, explique, avec une mauvaise foi qui fait fi des lois du marché, Patrick Lefevère, un des directeurs sportifs. *Nous sommes les seuls à avoir osé composer une équipe vraiment complémentaire. »* En fait, Mapei-GB a constitué deux formations spécialisées, même si elles ne sont pas totalement hermétiques. L'une aligne sur les classiques des spadassins belges et italiens, passés maîtres dans l'art des courses d'un jour : ils en ont raflé quinze depuis le début de la saison. L'autre, destinée aux grands Tours, aux compétitions au long cours, est organisée autour du Suisse Tony Rominger et comporte une forte escouade espagnole qui attend son heure.

Basé à Legnano, près de Milan, Mapei-GB préfigure sans doute l'avenir et les équipes à dimension européenne. *« En nous associant à un groupe étranger travaillant dans une branche différente, nous partageons les dépenses mais nous gardons chacun les retombées publicitaires dans nos pays respectifs »*, résume Rudi Vercruysse. D'autres s'y essayent également comme les Italiens de MG-Technogym, alliant une marque de vêtements et un fabricant d'appareils de remise en forme. Mais aucune n'a encore l'envergure du tandem belgo-italien.

La cohabitation commerciale semble fonctionner, celle des coureurs également. *« Au début, j'avais quelques craintes car il s'agissait de mélanger deux cultures différentes. Et puis finalement il n'y a pas eu de problèmes »*, affirme Patrick Lefevère. Le délicat problème de la langue semble avoir été réglé également grâce à un sabir où domine l'italien. Les coureurs transalpins ont cependant appris une chanson flamande simplette dont le refrain dit : *« C'est pas difficile, c'est facile. »* Dimanche, entre Compiègne et Roubaix, cela semblait en effet être le cas.

Benoît Hopquin

Un supporter londonien mortellement blessé dans une échauffourée

Regain de violence autour des stades britanniques

LONDRES
de notre correspondant

La violence entre supporters d'équipes rivales a endeuillé à son tour le football britannique. Après la France et l'Italie, c'est au tour d'un supporter du club londonien de Crystal Palace d'avoir trouvé la mort, dimanche 9 avril, une heure avant le choc de la demi-finale de la Cup contre Manchester United à Birmingham, au cours d'une brutale bagarre à la sortie d'un pub. Cinq autres personnes ont été blessées, dont une grièvement atteinte à la tête. Le match s'est terminé par un score nul, (2-2), et les deux équipes rejouent mercredi.

C'est la rencontre inopinée de deux cars de supporters dans ce pub qui a déclenché le drame, et le premier incident mortel depuis des années dans le pays. Les partisans des deux équipes rivales se détestent, et l'affaire Cantona – le joueur français a été condamné et suspendu pour avoir agressé en janvier dernier un houligan partisan de Crystal qui l'injuriait – n'a fait qu'exacerber cette rivalité. Cette fois, les insultes verbales ont vite été remplacées par la violence brutale, attisée par l'alcool.

Selon des témoins, les Londoniens ont été attaqués à coups de pierres, de briques et de bouteilles, alors qu'ils quittaient le bar, par des mancuniens déchaînés et hurlant leur désir de venger leur idole. Certains ont aussi sorti des couteaux. Les deux camps avaient avalé maintes pintes de bière pour se donner du courage avant le match, ce qui explique sans doute la brutalité de l'échauffourée, qui a horrifié les habitants de ce quartier habituellement tranquille. La police a blâmé le début tardif du match, qui a permis aux supporters de tous bords de boire encore plus que de coutume.

Les passagers des deux cars ont été interrogés par la police et l'on ne connaissait pas encore, lundi matin, l'identité du ou des meurtriers. Mais, dans l'état de violence qui plane sur les stades britanniques, n'importe quel supporter de n'importe quel camp aurait pu déclencher la bagarre mortelle. L'alcool, le désœuvrement, l'agressivité et la violence endémiques dans des banlieues où sévit le chômage, l'infiltration de gangs de fauteurs de troubles et de groupuscules néonazis tel Combat 18 (comme en janvier à Dublin) sont à l'origine de tels incidents. Il y a quelques jours encore, des supporters de Chelsea s'étaient manifestés à leur façon à Saragosse lors d'un match de coupe d'Europe, quelques semaines après s'être colletés avec la police à Bruges.

Patrice de Beer

Une société d'informatique se porte candidate à la reprise de l'OM

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Au lendemain de la mise en redressement judiciaire de l'OM, une société d'informatique, Gemplus, numéro un mondial de la carte à puces, implantée à Gémenos et La Ciotat, dans les Bouches-du-Rhône, s'est portée candidate à la reprise du club marseillais. Selon le président (PS) du conseil général, Lucien Weygand, il s'agirait d'une solution alternative à la société d'économie mixte à objet sportif dont le maire (SE) de Marseille, Robert Vigouroux, doit proposer la création à son conseil municipal, mercredi 12 avril, et à laquelle pourrait être associés la région et le département.

Avec deux autres partenaires, Gemplus aurait l'intention de soumettre à l'administrateur de l'OM un plan de redressement par continuation prévoyant une prise en charge de 20 % des dettes de l'OM, soit environ 60 millions de francs, sur une période de dix ans. Cet apurement partiel du passif se ferait pas le biais d'une société *ad hoc* à laquelle la société d'exploitation du club verserait une somme annuelle de 6 millions de francs. Les collectivités locales seraient appelées à lui apporter leur garantie. Dans ces conditions, M. Weygand estime que le club marseillais ne devrait pas être rétrogradé en division inférieure.

Le président du conseil général demande également à la ville de Marseille de faciliter l'opération en acceptant de mettre, pendant cinq ans, le stade vélodrome à la disposition de l'OM pour un loyer symbolique. En cas d'échec de cette solution, le département participera, toutefois, à la constitution de la SEM, dont le capital, de l'ordre de 40 millions de francs, serait détenu à 51 % par les collectivités locales (14 millions de francs pour la ville de Marseille et 3 millions de francs chacun pour le conseil régional et le conseil général).

G. P

■ **FOOTBALL : la ligue corse suspend toutes ses compétitions** afin de protester contre la condamnation de trois de ses dirigeants, impliqués dans la catastrophe du stade de Furiani (*Le Monde* daté 2-3 avril). La durée d'application de cette mesure, qui a été votée, samedi 8 avril, à l'unanimité des deux cents membres présents à une assemblée générale extraordinaire, devait être précisée le 10 avril, lors de la réunion du comité directeur de la ligue.

■ **ATHLÉTISME : sept cents athlètes éthiopiens ont manifesté**, vendredi 7 avril, dans les rues d'Addis-Abeba, pour demander au gouvernement de prendre des sanctions contre les responsables du ministère de la culture et des sports. Selon l'agence de presse éthiopienne ENA, les athlètes ont soumis au premier ministre une lettre dénonçant les difficultés qu'ils rencontrent et qui ont eu notamment pour conséquence de provoquer les défections de trois athlètes féminines de niveau international après les championnats du monde de cross. Trente-deux athlètes éthiopiens ayant participé à cette compétition avaient été contraints de passer deux nuits dans les aéroports d'Athènes et de Londres, sans repas ni logement. – *(AFP.)*

■ **BOXE : le Mexicain Julio Cesar Chavez**, qui a conservé, samedi 8 avril à Las Vegas, le titre mondial (WBC) des super-légers face à Giovanni Parisi, a indiqué qu'il prendrait sa retraite après son centième combat. Agé de trente-deux ans, Chavez a pour l'instant disputé quatre-vingt-seize combats en quinze ans de professionnalisme. Son prochain adversaire pourrait être l'Américain Frankie Randall, qui lui a infligé la seule défaite de sa carrière en 1994.

■ **TENNIS : l'Américaine Martina Navratilova**, qui a mis un terme a sa carrière professionnelle en simples, a annoncé qu'elle fera équipe en double avec l'Allemande Steffi Graf lors des prochains championnats de Wimbledon (26 juin-9 juillet). Agée de trente-huit ans, Navratilova a également indiqué qu'elle espérait représenter son pays aux Jeux olympiques d'Atlanta (1996). Le titre olympique est l'un des rares manquant à l'ex-meilleure joueuse mondiale, qui possède un palmarès riche de 167 victoires sur le circuit féminin, dont 18 titres du Grand Chelem (3 à Melbourne, 2 à Roland-Garros, 9 à Wimbledon et 4 à New York).

Les rugbymen français peu convaincants en Roumanie

BUCAREST
de notre correspondant

Pour son dernier match de préparation avant son départ pour la Coupe du monde en Afrique du Sud, l'équipe de France de rugby avait tout à gagner samedi 8 avril contre la Roumanie. Elle avait l'occasion de se rassurer et de faire taire les critiques soulevées par son échec dans le tournoi des cinq nations. Hélas ! face à une équipe roumaine courageuse mais limitée techniquement, elle a peiné pour arracher une victoire sans panache.

Le sélectionneur de l'équipe de France, Pierre Berbizier, n'a pas cherché à cacher sa déception : *« Ce fut un mauvais match où je n'ai pas vu de jeu hormis la première action et quelques minutes en deuxième mi-temps. Ce n'était qu'une pâle copie de ce que nous avons produit il y a quelques semaines contre l'Irlande »*, insistait-il. Philippe Saint-André, le capitaine français, tirait lui aussi ce constat d'échec et tentait une explication en invoquant *« le manque de fraîcheur des joueurs »*. Beaucoup d'entre eux pensent sans doute aux quarts de finale du championnat de France qu'ils joueront le week-end prochain.

Seule la mêlée a fait honneur à la flatteuse réputation qui avait précédé l'équipe de France en Roumanie. Pour le reste, le maigre public qui avait fait le déplacement jusqu'au Stade national est resté sur sa faim. Les résultats obtenus par les Français dans les autres compartiments du jeu furent en effet médiocres. Dominés en touche, les avants ont été tenus en échec dans les regroupements. Les arrières, mal inspirés, ont gâché les ballons d'attaque dont ils disposaient.

Manquant d'enthousiasme et d'agressivité, toute l'équipe s'est empêtrée dans le faux rythme des Roumains, le seul que cette équipe semblait capable de tenir au sortir d'une trêve hivernale de trois mois et après trois défaites contre l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Italie.

En invoquant la très large victoire des Français par 51 points à 0 l'année dernière à Brive, Bernard Lapasset, le président de la Fédération, pensait que le déplacement à Bucarest allait permettre *« de vérifier les automatismes »*. Au contraire, il a conforté Pierre Berbizier dans ses doutes sur le potentiel dont il dipose : *« Les joueurs ne m'ont pas séduit »*, a-t-il lâché. Et pourtant, l'équipe de Roumanie n'a rien à voir avec celles que la France ambitionne de rencontrer en phase finale de la Coupe du monde. Or, le temps presse. Il ne reste plus à l'ancien capitaine de l'équipe de France que le prochain stage à Font-Romeu pour remobiliser ses troupes.

Christophe Chatelot

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX D'ARGENTINE DE FORMULE 1

1. Damon Hill (G-B, Williams-Renault), les 306,648 km en 1 h 53 min 14 s 532 (moyenne 162,385 km/h) ; 2. Jean Alesi (Fra., Ferrari), à 6 s 407 ; 3. Michael Schumacher (All., Benetton-Renault), à 33 s 376 ; 4. Johnny Herbert (G-B, Benetton-Renault) à un tour ; 5. Heinz-Harald Frentzen (All., Sauber-Ford Zetec), à deux tours ; 6. Gerhard Berger (Aut., Ferrari), à deux tours.

Championnat du monde des pilotes : 1. Gerhard Berger (Aut.), 11 pts ; 2. Damon Hill (G-B) et Jean Alesi (Fra.), 10 ; 4. Mika Hakkinen (Fin.), 6 ; 5. Michael Schumacher (All.), 4.

Championnat du monde des constructeurs : 1. Ferrari, 21 pts ; 2. Williams-Renault, 10 ; 3. McLaren-Mercedes, 9 ; 4. Benetton-Renault, 7 ; 5. Tyrrell-Yamaha et Sauber-Ford, 2.

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE Pro A
12e tour retour

Strasbourg-Villeurbanne	101-84
Le Mans-Gravelines	73-78
Lyon-Cholet	66-96
Dijon-Antibes	75-71
Limoges-Nancy	84-72
Montpellier-PSG-Racing	65-86
Levallois-Pau-Orthez	77-71

Classement : 1. Antibes, 46 pts ; 2. Limoges et Pau-Orthez, 43 ; 4. Cholet et Dijon, 40 ; 6. PSG-Racing, Villeurbanne et Levallois, 39 ; 9. Gravelines, 36 ; 10. Strasbourg et Lyon, 33 ; 12. Montpellier, 32 ; 13. Nancy et Le Mans, 31.

CYCLISME

PARIS-ROUBAIX

1. Franco Ballerini (Ita., Mapei), les 266,5 km en 6 h 27 min 8 s (moyenne : 41,303 km/h) ; 2. Andreï Tchmil (Rus.), à 1 min 56 s ; 3. Johan Museeuw (Bel.) ; 4. Viatcheslav Ekimov (Rus.) ; 5. Johan Capiot (Bel.), même temps ; 6. Eric Vanderaerden (Bel.), à 2 min ; 7. Fabio Baldato (Ita.) ; 8. Frédéric Moncassin (Fra.) ; 9. Rolf Aldag (All.) ; 10. Gianluca Bortolami (Ita.), m. t.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1
32e journée

Lyon-Lens	1-1
Auxerre-Montpellier	0-1
Caen-Martigues	0-1
Cannes-Saint-Etienne	4-1
Lille-Rennes	1-0
Metz-Bordeaux	2-3
Paris SG-Nice	2-3
Bastia-Le Havre	3-2
Nantes-Sochaux	2-0
Monaco-Strasbourg	3-1

Classement : 1. Nantes, 70 pts ; 2. Lyon, 58 ; 3. Paris SG, 54 ; 4. Lens, 52 ; 5. Cannes, 51 ; 6. Bordeaux, 47 ; 7. Monaco, 46 ; 8. Auxerre et Le Havre, 44 ; 10. Metz et Strasbourg, 43 ; 12. Martigues, 42 ; 13. Lille, 37 ; 14. Bastia et Montpellier, 36 ; 16. Saint-Etienne, Nice et Rennes, 35 ; 19. Caen, 29 ; 20. Sochaux, 23.

CHAMPIONNAT DE FRANCE D2
35e journée

Niort-Toulouse	1-1
Marseille-Nîmes	2-1
Nancy-Valence	0-0
Alès-Châteauroux	1-1
Sedan-Beauvais	1-0
Saint-Brieuc-Gueugnon	0-2
Le Mans-Mulhouse	0-0
Dunkerque-Perpignan	1-1
Red Star-Laval	0-1
Amiens-Guingamp	0-0
Angers-Charleville	1-2

Classement : 1. Marseille et Guingamp, 68 ; 3. Gueugnon, 65 ; 4. Châteauroux et Red Star, 62 ; 6. Toulouse, 61 ; 7. Nancy, 55 ; 8. Dunkerque, 52 ; 9. Amiens et Charleville, 49 ; 11. Alès, 45 ; 12. Valence, 43 ; 13. Mulhouse, 41 ; 14. Perpignan, 40 ; 15. Le Mans et Laval, 38 ; 17. Niort, 37 ; 18. Sedan et Angers, 32 ; 20. Saint-Brieuc, 29 ; 21. Beauvais, 28 ; 22. Nîmes, 23.

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE
25e journée

VfL Bochum-Hambourg SV	0-0
Bayer Ürdingen-VfB Stuttgart	4-1
Bayern Munich-Kaiserslautern	1-1
Fribourg-Duisbourg	3-0
Bayer Leverkusen-Mönchengladbach	3-1
Schalke 04-Borussia Dortmund	0-0
Karlsruhe-Eintracht Francfort	1-1
Dynamo Dresde-Cologne	1-3
Werder Brême-Munich 1860	2-0

Classement : 1. Borussia Dortmund et Werder Brême, 37 ; 3. Fribourg et Kaiserslautern, 34 ; 5. Mönchengladbach, 32 ; 6. Bayern Munich, 31 ; 7. Karlsruhe, 27 ; 8. Cologne, 25 ; 9. Bayer Leverkusen, Hambourg et Stuttgart, 24 ; 12. Schalke 04, 23 ; 13. Eintracht Francfort, 22 ; 14. Bayer Ürdingen, 18 ; 15. Munich 1860, 16 ; 16. Bochum et Duisbourg, 15 ; 18. Dynamo Dresde, 12.

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE
37e journée

Newcastle-Norwich	3-0
Nottingham Forest-West Ham	1-1
Queen's Park Rangers-Arsenal	3-1
Sheffield Wednesday-Leicester	1-0
Liverpool-Leeds	0-1

Classement : 1. Blackburn, 82 pts ; 2. Manchester United, 74 ; 3. Newcastle, 67 ; 4. Nottingham Forest, 64 ; 5. Liverpool, 61 ; 6. Leeds, 59 ; 7. Tottenham, 52 ; 8. Wimbledon, 51 ; 9. Queen's Park Rangers, 50 ; 10. Sheffield Wednesday, 46 ; 11. Aston Villa, Arsenal et Coventry, 43 ; 14. Norwich, 42 ; 15. Chelsea et Manchester City, 41 ; 17. Southampton et Everton, 39 ; 19. Crystal Palace et West Ham, 38 ; 21. Leicester, 24 ; 22. Ipswich, 23.

COUPE D'ANGLETERRE
Demi-finales

Everton-Tottenham	4-1
Manchester United-Crystal Palace	2-2

(match à rejouer, mercredi 12 avril)

CHAMPIONNAT DE BELGIQUE
29e journée

Lierse-Standard de Liège	0-0
Anderlecht-Saint-Trond	0-1
Lommel-RWD Molenbeek	3-0
Cercle de Bruges-La Gantoise	1-1
Beveren-FC Malines	3-0
Seraing-Antwerp	2-0
RC Liège-FC Bruges	1-1
Alost-Charleroi	0-0
Ekeren-Ostende	4-1

Classement : 1. Standard de Liège, 45 pts ; 2. Anderlecht, 42 ; 3. Bruges, 38 ; 4. Ekeren et Alost, 32 ; 6. Lommel, Lierse et Saint-Trond, 30 ; 9. Seraing, 29 ; 10. Beveren et Charleroi, 28 ; 12. La Gantoise, 27 ; 13. FC Malines et RWD Molenbeek, 26 ; 15. Antwerp et Cercle de Bruges, 22 ; 17. RC Liège, 15 ; 18. Ostende, 14.

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE
28e journée

Betis Séville-Atletico Madrid	2-0
Valladolid-Oviedo	2-1
Deportivo La Corogne-Tenerife	4-1
Celta Vigo-Valence	0-0
Real Madrid-Saragosse	3-0
Logrones-St-Jacques Compostelle	0-4
Albacete-Espanol Barcelone	1-1
Athletic Bilbao-Racing Santander	2-0
Sporting Gijon-Séville	3-0
FC Barcelone-Real Sociedad	1-1

Classement : 1. Real Madrid, 42 pts ; 2. Deportivo La Corogne, 36 ; 3. FC Barcelone, 35 ; 4. Betis Séville, 34 ; 5. Saragosse, 33 ; 6. Espanol, Séville et Athletic Bilbao, 30 ; 9. Tenerife et Oviedo, 29 ; 11. Valence, 28 ; 12. Real Sociedad, 27 ; 13. Racing Santander, St-Jacques Compostelle et Celta Vigo, 25 ; 16. Atletico Madrid, Albacete et Sporting Gijon, 24 ; 19. Valladolid, 20 ; 20. Logrones, 10.

CHAMPIONNAT D'ITALIE
26e journée

Bari-Fiorentina	2-2
Brescia-Padoue	1-3
Inter de Milan-Gênes	2-0
Juventus-Torino	1-2
Lazio-Reggiana	2-0
Naples-AS Rome	0-0
Parme-Milan AC	2-3
Sampdoria-Crémonèse	2-1
Cagliari-Foggia	2-1

Classement : 1. Juventus, 58 pts ; 2. Parme, 49 ; 3. AS Rome et Milan AC, 45 ; 5. Lazio, 44 ; 6. Inter de Milan, 41 ; 7. Fiorentina, 40 ; 8. Torino, 39 ; 9. Sampdoria et Cagliari, 38 ; 11. Naples, 35 ; 12. Bari, 32 ; 13. Padoue, 29 ; 14. Foggia et Gênes, 28 ; 16. Cremonese, 26 ; 17. Reggiana, 14 ; 18. Brescia, 12.

GOLF

MASTERS À AUGUSTA

1. Ben Crenshaw (EU), 274 ; 2. Davis Love (EU), 275 ; 3. Greg Norman (Aus.) et Jay Haas (EU), 277 ; 5. David Frost (Af. S.) et Steve Elkington (Aus.), 279 ; 7. Phil Mickelson (EU) et Scott Hoch (EU), 280 ; 9. Curtis Strange (EU), 281 ; 10. Fred Couples (EU) et Brian Henninger (EU), 282.

RUGBY

CHAMPIONNAT FIRA à Bucarest

Roumanie-France	15-24

CHALLENGE YVES-DU-MANOIR
Demi-finales
A Perpignan : Stade Toulousain bat Toulon 21-13
A Brive : Bègles-Bordeaux bat Montferrand 16-14
Finale le 14 mai.

TENNIS

TOURNOI D'ESTORIL
Demi-finales
Alberto Costa (Esp.) bat Fabrice Santoro (Fra.), 6-1, 6-0 ; Thomas Muster (Aut.) bat Emilio Sanchez (Esp.), 6-2, 6-4.
Finale
Thomas Muster bat Alberto Costa 6-4, 6-2.

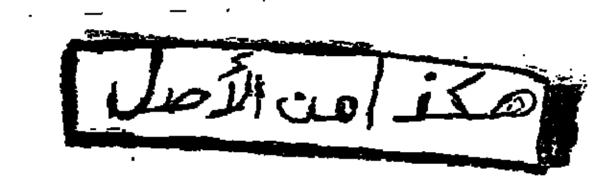
TOURNOI DE JOHANNESBURG
Demi-finales
Marton Sinner (All.) bat Jeremy Bates (G-B), 6-1, 7-6 ; Guillaume Raoux (Fra.) bat Byron Black (Zim.), 7-6 (7/5), 6-4.
Finale
Marton Sinner bat Guillaume Raoux 6-1, 6-4.

VOLLEY-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Finale aller

PUC-AS Cannes	2-3





هكذا من الأصل

Le château de Sceaux, mémoire de l'Ile-de-France

L'endroit était encore presque confidentiel avant sa restauration en 1992. Aujourd'hui, les Franciliens le fréquentent avec profit

DEPUIS SA FENÊTRE du lycée Lakanal, qui jouxte le domaine de Sceaux, Alain Fournier, dit-on, tressait ses rêveries inspirées par l'exubérant fouillis végétal du parc. Les photographies prises par Eugène Atget dans les années 10 témoignent de cette folie de verdure, découvrant, çà et là, la nudité d'une statue ou la pierre d'une bâtisse stylée aux trois quarts ensevelie.

Aujourd'hui, du commencement de l'allée d'honneur (un bon kilomètre), au fin fond du parc de 155 hectares, le regard ne se heurte plus qu'à la géométrie parfaite d'un jardin « à la française », reconstitué selon le dessin que Le Nôtre en fit pour Colbert. Entre les mains empressées des jardiniers et les tailles exécutées sur nacelles dirigées au laser, plus une once de sauvagerie possible. Le pas des poètes a déserté la place pour la foulée douloureuse des joggers fluorescents, crispés sur leurs paradis de records et tout à fait indifférents aux vieilles pierres, une dizaine de bâtiments, pour la plupart édifiés au dix-septième siècle.

NICOLAS GUILBERT

Ils ignorent de la même manière le château construit selon les plans de Lesoufaché, entre 1856 et 1862, un Moulinsard que l'on aurait flanqué de deux tours et qui abrite, depuis 1937, les collections du Musée de l'Ile-de-France. Heureusement, près de cinquante mille visiteurs ont honoré les lieux depuis leur réouverture, en juin 1994, au terme de deux ans et demi consacrés à l'entière restauration du bâtiment, réalisée à partir d'archives et de publications architecturales.

La rénovation s'est accompagnée d'une nouvelle présentation des collections – dont le fonds initial provient du Musée Carnavalet – regroupant les oeuvres selon quatre thèmes principaux évoqués par des tableaux et des dessins, du mobilier et des objets : l'historique du domaine de Sceaux à travers ses propriétaires successifs, de Colbert au duc de Trévise ; les résidences royales et princières disparues en Ile-de-France ; les paysages de la région du dix-septième au début du vingtième siècle ; la céramique en Ile-de-France, importante collection issue pour l'essentiel de Sceaux et des manufactures environnantes.

Le Musée abrite également un centre de documentation unique sur l'histoire de la région, des milliers de documents malheureusement confinés dans les étages, en attente de déménagement pour le « petit château », un hôtel particulier du dix-septième, situé à l'autre extrémité du domaine, pour la restauration duquel les crédits sont toujours espérés...

Ici, l'histoire régionale sert donc la grande Histoire, dont on a tenu à faire bénéficier de façon originale le public des écoliers et des collégiens en créant le Musée vert. Depuis 1972, la pétulante Suzy Rozé-Sayettat mène, avec son équipe, un travail de longue haleine : une initiation artistique, ludique et créative, dispensée tout au long de l'année scolaire en collaboration avec les enseignants à travers l'exploration d'un thème. Les jeunes, qui s'initient cette année à la représentation du sport dans l'art, ont découvert un tout autre espace que leurs prédécesseurs.

DÉCORS ORIGINAUX

Les salons – défigurés par les cloisons, les peintures et les coffrages des années 50 – ont retrouvé leurs décors originaux. Les bonnes surprises n'ont pas manqué lors des travaux : ici, des contrevents intérieurs dissimulés sous du contreplaqué, là un plafond ouvragé enseveli sous des couches de peinture vieux rose... Les lieux ont subi bien d'autres ravages, notamment ceux provoqués par la guerre, période pendant laquelle ils furent successivement occupés par les Français, les Allemands et les Américains.

Une histoire plus joyeuse a précédé, sur le même emplacement, les furies du vingtième siècle. Celle du château agrandi par Colbert lorsqu'il fit l'acquisition du domaine de Sceaux, en 1670. Son fils aîné, Jean-Baptiste, adjoignit au pavillon de l'Aurore, à la coupole peinte par Charles Le Brun, une orangerie – prétexte à grandes fêtes – et un canal de 1 kilomètre de long. Mais c'est à la toute fin du dix-septième siècle, lorsque l'ensemble revint au duc de Maine, que le domaine s'anima réellement. La duchesse avait un grand appétit de pouvoir et de plaisir, et souhaitait avant tout *« que la joie eût de l'esprit »*. Fontenelle, d'Alembert, Voltaire, mesdames du Châtelet et du Deffand firent sa cour littéraire. Des « bouts rimés » jaillissaient en cascades, comme ceux-là, de Fontenelle : *« Que vous montrez d'appas depuis vos deux fontanges/ Jusqu'à votre collier/ Mais que vous en cachez depuis vos deux... oranges/ Jusqu'à votre soulier ! »* La duchesse, plus gourmande encore, organisa les fameuses « Nuits de Sceaux », dont on dit qu'elles s'accompagnaient de divertissements musicaux et mythologiques, de somptueuses illuminations et de feux d'artifices... Aujourd'hui, le souvenir de ces nuits folles est consigné dans la bibliothèque en noyer conçue récemment pour abriter la collection d'ouvrages des propriétaires de Sceaux et de leurs hôtes ; et rien d'autre, dans les salles impeccablement cirées, ne s'entend que le chuchotement bourdonnant des groupes en visite. Rien d'autre ? En 1964, une faille est venue s'inscrire dans l'apparente placidité de ce riche patrimoine francilien. Peu avant sa mort, Jean Fautrier faisait donnation de ses *Otages*. Une série d'œuvres réalisées pour traduire l'horreur, celle dont fut témoin le solitaire de la vallée aux Loups : les exécutions par les Allemands des prisonniers de Fresnes.

Surpris, choqués, gênés ? La plupart des visiteurs glissent rapidement leurs pas vers le salon adjacent ; celui où sont exposées, sous lumière douce, des gravures entourées par les boiseries sauvées, après beaucoup d'errance, de la Folie de Mademoiselle Guimard, célèbre danseuse, amie du prince de Soubise et de Fragonard.

Valérie Cadet

★ Musée de l'Ile-de-France. Château de Sceaux. 92330. Tél. : 46-61-06-71. Fax : 46-61-00-88. Fermé le mardi.

L'aspirine de 22 h 12

par Claude Sarraute

L'AUTRE JOUR, prise d'une épouvantable rage de dent, je fonce chez mon dentiste, sur le coup de midi. Il accepte de me recevoir entre deux clients. J'attrape, en attendant, un vieux numéro du *Figaro-Madame*. Je tombe sur un article, « Soignez vous à l'heure H » inspiré par un bouquin du docteur Alain Reinberg, *Rythmes biologiques, mode d'emploi*. Et je me sauve en courant ! Pas question de me retrouver, bouche ouverte, dans le fauteuil avant 15 heures pile si je veux qu'on m'insensibilise correctement le nerf avant d'attaquer ma molaire à la turbine. Elle n'est pas du matin, figurez-vous, l'anesthésie, elle aime flemmarder dans sa seringue !

Non, parce que c'est ça, la chronothérapie. C'est une horloge interne qui nous indique, coucou, c'est l'heure, quand prendre les médicaments prescrits à la-va-comme-je-t'avale par des toubibs désinvoltes et ignares. Exemple : vous avez mal au crâne. Qu'est-ce que vous faites ? Vous faites pitié, vu qu'un cachet d'aspirine, ingurgité avant 22 heures, se fiche du tiers comme du quart de votre migraine, occupé qu'il est à vous grignoter l'estomac. Vous ne me croyez pas ? Vous avez tort. En bonne journaliste, je l'ai appelé, le docteur Reinberg. Il confirme. C'est très sérieux. Trop sérieux pour que je ne le prenne pas à la légère !

Revenons à mon dentiste. Quand son anesthésie ouvre un œil à 15 heures, lui, il roupille encore. Il ne se réveillera vraiment, nous pareil, qu'entre 16 et 19 heures. Là, on pète le feu. Quoi qu'on fasse où qu'on soit, sur un terrain de sport, devant sa planche à repasser, à son poste de travail ou au tableau noir, c'est la grande forme. Sauf qu'au tableau noir, il n'y a plus personne. L'école a fermé ses portes. Absurde : même si on a passé une très bonne nuit, suffit de se pointer au lycée, au bureau ou à l'atelier, pour piquer du nez sur son boulot entre 9 et 10 heures. Suivent cent quatre-vingts minutes de relative lucidité et à 13 heures rebelote : le coup de pompe !

Là-dessus on va déjeuner. Et sur ce chapitre, celui de la chrononutrition, ils ont tout faux, les diététiciens qui nous conseillent le breakfast à l'anglaise et un dîner léger. Libre à vous de ne prendre qu'un café (sucré, attention !) au saut du lit et de vous taper la cloche le soir. Ça ne vous coûtera pas un gramme. Question de chronométabolisme ! Quant à l'alcool, s'il vous monte à la tête la nuit, pris le matin au comptoir, bonjour, les dégâts, il vous tombe sur le foie. Question de chronotoxicologie !

Et attendez, c'est pas fini, vos vacances, les vraies, les grandes, c'est en hiver qu'il va falloir les prendre, pas en été. Pourquoi ? Parce que l'homme, le froid ne le conserve pas, il le fragilise, au contraire, il lui matraque le cœur, lui encrasse les poumons, merci le chauffage central et les fumées d'usine, et le tue plus souvent qu'à son tour. Conclusion : si j'étais candidat à l'élection, comme on ne peut pas revenir sur les avantages acquis, je réduirais, à salaire égal, le temps de travail à trente heures par semaine, trois le matin, trois autres en fin d'après midi et je promettrais de jumeler août et janvier. Victoire assurée.

AUTOMOBILE

Des Mercedes à la française

A PEINE TOURNÉE la page du très riche Salon de Genève, Mercedes-Benz prépare fébrilement le lancement de sa nouvelle classe E. Au début de l'été, les derniers voiles seront levés lors du Salon de Stuttgart sur les nouvelles berlines qui ne manqueront pas de surprendre avec une face avant à quatre projecteurs et une silhouette générale qui tranche sur les lignes que l'on connaît. Pour l'heure, quelques visites discrètes sont organisées pour aller sur place toucher des yeux, en « statique » comme il se doit, la voiture *new style*, dont les chaînes de fabrication commencent à tourner.

En attendant, Mercedes se préoccupe tout spécialement des automobilistes français. La marque propose désormais dans sa classe C – les voitures les plus petites de sa gamme – des versions économiques pour des tarifs de vente inchangés dans la série. Une modification du rapport de pont diminue la puissance fiscale du véhicule qui passe de 8 à 7 CV. Les économies de carburant suivront si l'on ne cherche pas à rattraper la mollesse des reprises consécutives aux modifications du moteur.

Sans atteindre les performances de BMW dans ce genre de manipulations techniques, qui lui ont permis de diffuser une turbo diesel (318 TDS) classée à 4 CV, ces versions économiques permettent une réduction par deux de la vignette. Ne parlons pas des véhicules de société, grands bénéficiaires dans l'affaire des « largesses » de Mercedes.

Cet effort de la firme allemande en faveur du marché français répond à des préoccupations commerciales que le lancement de la série C visait à l'origine à satisfaire. L'objectif, dans l'esprit de la marque, était de séduire une clientèle nouvelle et de lui donner la possibilité d'entrer dans la famille, grâce à des efforts financiers... consentis de part et d'autre.

Confortablement installé au volant de sa C 180 (essence) ou de sa C 220 D (diesel), dans une ambiance feutrée, le propriétaire de la nouvelle berline, conçue et fabriquée pour lui, fermera sans doute les yeux sur le prix du ticket d'entrée dans le club. Les tarifs sont certes inchangés (156 000 francs pour l'essence, 171 000 francs pour le diesel), mais tout de même assez élevés. La revente du véhicule, presque toujours assurée, peut décider les plus hésitants.

Claude Lamotte

Temps bien ensoleillé

LES CONDITIONS anticycloniques vont persister sur le pays avec des températures toujours un peu fraîches, dues à un petit vent de nord-est sur le pays.

Mardi matin, les nuages seront nombreux du Nord-Pas-de-Calais à la région Champagne-Ardennes jusqu'au Nord-Est. De la Franche-Comté aux Alpes du Nord, les passages de nuages élevés seront nombreux, mais l'impression restera agréable. Sur le Sud-Est et la Corse, seuls quelques nuages viendront troubler le bleu du ciel. En Corse, les nuages seront encore abondants sur le relief avec un risque d'averses. Sur le golfe du Lion, le vent de nord sera modéré. Sur le reste du pays, le vent d'Est soufflera à 10 km/h, renforçant l'impression de fraîcheur.

L'après-midi, le temps s'améliorera sur les régions Est. Du Nord au Nord-Est, les nuages et les belles éclaircies alterneront avec de plus en plus de soleil en cours d'après-midi. Sur la Côte d'Azur et en Corse, les quelques passages nuageux n'empêcheront pas le soleil de briller. Sur le reste du pays, le temps sera bien ensoleillé. Le vent de nord faiblira sur le golfe du Lion et les côtes seront soumises au régime de brise. Le vent de nord-est sera sensible du Poitou-Charentes au Centre.

Les températures minimales seront fraîches pour la saison. Elles avoisineront 2 à 4 degrés sur le Nord-Est et 3 à 6 degrés sur le reste du pays en général. Près des côtes méditerranéennes, elles atteindront jusqu'à 10 degrés. L'après-midi, le thermomètre marquera 14 à 18 degrés au Nord et 19 à 22 degrés au Sud.

Mercredi, du Nord-Est aux Alpes du Nord, les nuages et les éclaircies alterneront avec un faible risque d'averses isolées. Sur le reste du pays, la journée sera bien ensoleillée et ce sera le grand beau temps. Les températures minimales resteront fraîches pour la saison avec 2 à 6 degrés en général. L'après-midi, les températures seront de saison, avec 14 degrés au Nord et 18 à 21 degrés au Sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

Source : METEO FRANCE

Prévisions pour le 11 avril vers 12h00

La qualité de l'air

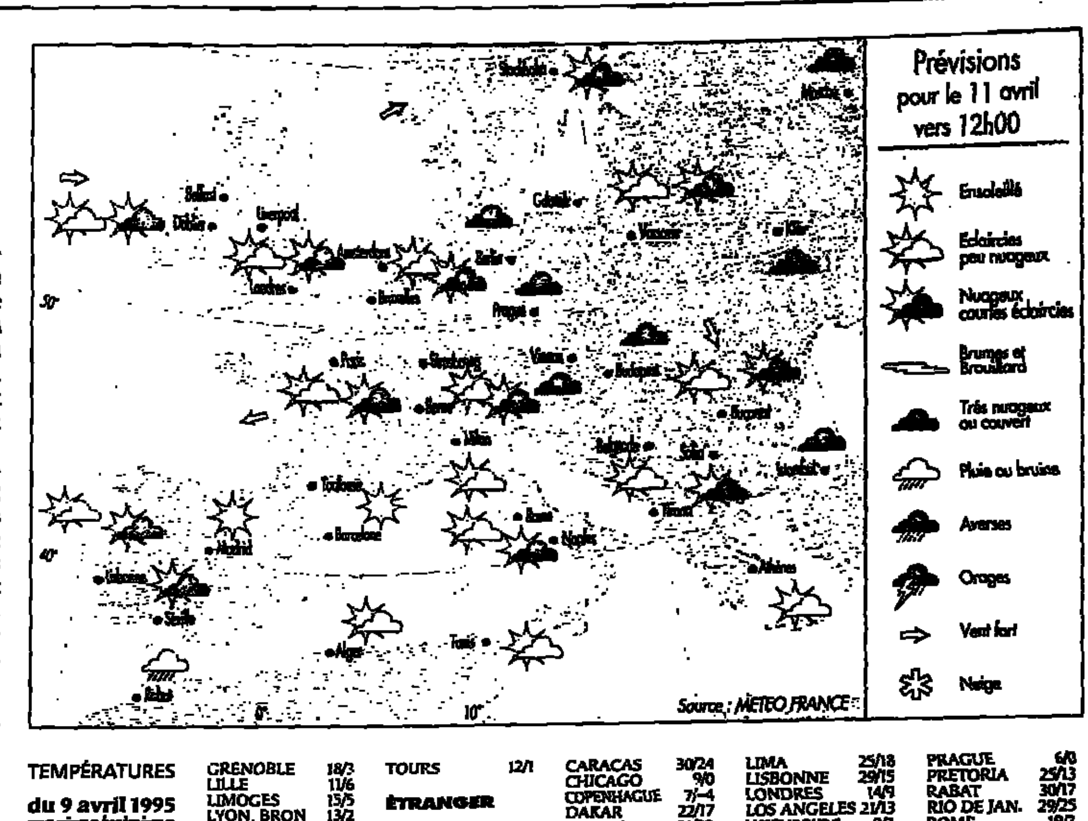
Indice de pollution

en agglomération parisienne

10 Exécrable – 9 Très mauvais – 8 Mauvais – 7 Très médiocre – 6 Médiocre – 5 Moyen – 4 Assez bon – 3 Bon – 2 Très bon – 1 Excellent

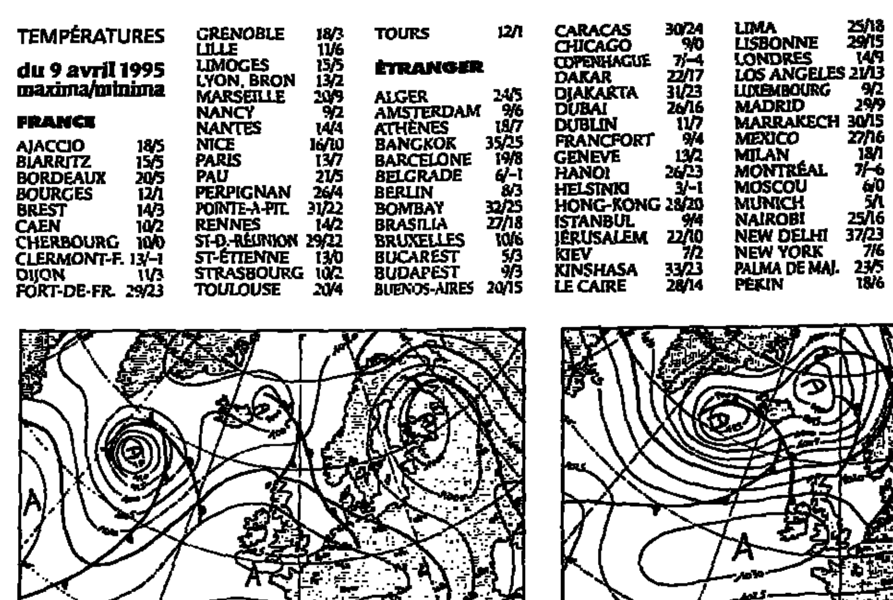
31 mars – 5 avril – 9 avril. Source AIRPARIF

Tendance pour le 10 avril : **Assez bon**



TEMPÉRATURES du 9 avril 1995 maxima/minima

FRANCE	
AJACCIO	18/5
BIARRITZ	15/5
BORDEAUX	20/5
BOURGES	12/1
BREST	14/3
CAEN	10/2
CHERBOURG	10/0
CLERMONT-F.	13/-1
DIJON	11/3
FORT-DE-FR.	29/23
GRENOBLE	18/3
LILLE	11/6
LIMOGES	15/5
LYON, BRON	13/2
MARSEILLE	20/9
NANCY	9/2
NANTES	14/4
NICE	16/10
PARIS	13/7
PAU	21/5
PERPIGNAN	26/4
POINTE-À-PIT.	31/22
RENNES	14/2
ST-D.-RÉUNION	29/22
ST-ÉTIENNE	13/0
STRASBOURG	10/2
TOULOUSE	20/4
TOURS	12/1
ÉTRANGER	
ALGER	24/5
AMSTERDAM	9/6
ATHÈNES	18/7
BANGKOK	35/25
BARCELONE	19/8
BELGRADE	6/-1
BERLIN	8/3
BOMBAY	32/25
BRASILIA	27/18
BRUXELLES	10/6
BUCAREST	5/3
BUDAPEST	9/3
BUENOS-AIRES	20/15
CARACAS	30/24
CHICAGO	9/0
COPENHAGUE	7/-4
DAKAR	22/17
DJAKARTA	31/23
DUBAI	26/16
DUBLIN	11/7
FRANCFORT	9/4
GENEVE	13/2
HANOI	26/23
HELSINKI	3/-1
HONG-KONG	28/20
ISTANBUL	9/4
JÉRUSALEM	22/10
KIEV	7/2
KINSHASA	33/23
LE CAIRE	28/14
LIMA	25/18
LISBONNE	29/15
LONDRES	14/9
LOS ANGELES	21/13
LUXEMBOURG	9/2
MADRID	29/9
MARRAKECH	30/15
MEXICO	27/16
MILAN	18/1
MONTRÉAL	7/-6
MOSCOU	6/0
MUNICH	5/1
NAIROBI	25/16
NEW DELHI	37/23
NEW YORK	7/6
PALMA DE MAJ.	23/5
PÉKIN	18/6
PRAGUE	6/0
PRETORIA	25/13
RABAT	30/17
RIO DE JAN.	29/25
ROME	19/3
SAN-FRANC.	15/6
SANTIAGO	19/6
SÉVILLE	33/15
ST-PETERS.	3/1
STOCKHOLM	6/-4
SYDNEY	22/14
TENERIFE	23/17
TOKYO	21/12
TUNIS	23/9
VARSOVIE	5/-3
VENISE	14/3
VIENNE	8/1



Situation le 10 avril, à 0 heure, temps universel — Prévisions pour le 12 avril, à 0 heure, temps universel

Il y a 50 ans dans Le Monde

Notre beau parler français

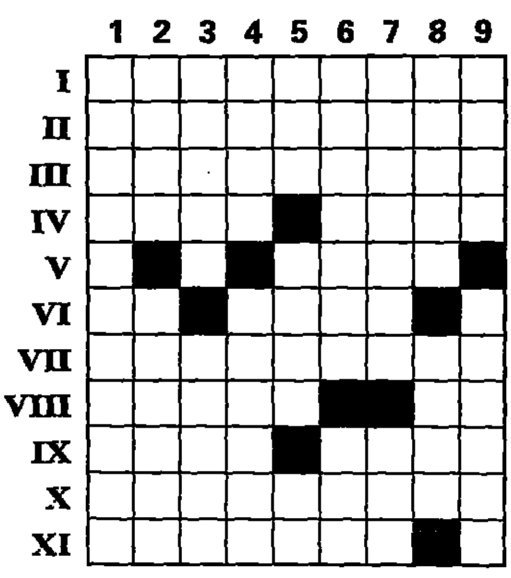
IL Y A un génie de la langue française, mais personne ne l'a jamais vu. Voltaire le définit ainsi dans son *Dictionnaire philosophique* : *« On appelle génie d'une langue son aptitude à dire de la manière la plus courte et la plus harmonieuse ce que les autres langues expriment moins heureusement. »* Est-ce exact ? Ni en fait ni dans le principe. La langue allemande a son génie aussi, qui n'est pas harmonieux, ni court. Quant au principe, M. Albert Dauzat, savant linguiste, ne trouve pas l'explication suffisante. Il tient que Voltaire prend le résultat pour la cause, et que ce sont les causes de ces effets de rapidité, d'euphonie et de précision qu'il faudrait d'abord déterminer. A quoi il s'emploie lui-même dans un livre des plus judicieux par la théorie, et attrayant par les exemples, dont on recommande la lecture à tous les amateurs de grammaire, de style et de linguistique, sujets toujours si excitants pour le Français curieux des formes et des bizarreries du langage au moyen de quoi il s'exprime.

Toute langue est un organisme vivant ; et comme tel sujette à l'évolution, à la maladie, à la mort ; et qui se défend ; et que l'on soigne. La nôtre obéit à des lois complexes, où la tradition et les besoins nouveaux s'accommodent ou se contrecarrent, l'usage ayant toujours le dernier mot ; et cet usage est tantôt mauvais, tantôt bon. L'essentiel est que ce travail continu ne s'arrête pas. Une langue qui cesse de se rénover, de se diversifier et de s'enrichir risque de se figer, et, figée, devient une langue morte. Mais à se diversifier sans prudence, elle risque aussi de se corrompre, et c'est ce qu'on ne constate que trop de nos jours où notre beau parler français en voit de rudes, par le fait de nombreuses malfaçons qui ne sont pas toutes exclusivement populaires, le snobisme et le maniérisme en ayant leur part, et l'imprimerie avalisant à plaisir l'impropriété et l'incorrection.

Emile Henriot
(11 avril 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6537



HORIZONTALEMENT

I. Peuvent être bons à repasser quand ils ont séché. – II. N'est pas un homme de bonne volonté. – III. Qui a été soumis à de nouvelles opérations. – IV. Physicien français. Une glaciation. – V. Fournit des noix. – VI. Pronom. Explora la Floride. – VII. Qui se fait bien entendre. – VIII. Chanta comme un montagnard. Un vague sujet. – IX. Un tout petit royaume. Ne manquait pas de souffle. – X. Leur chair est parfumée. – XI. Provision de route.

VERTICALEMENT

1. Sac où l'on peut mettre des bouquins. – 2. Amène l'eau au moulin. Portées par des pères. – 3. Procurent une occasion de voyage. Peuvent être dans le mouvement. – 4. Qui comporte deux éléments. Pousse dans les bois. – 5. Coule à l'Est. Au bout du morceau. Pronom. – 6. Qui donne deux impulsions à chaque battement. Une abréviation qui prouve qu'on n'a pas tout dit. – 7. Une grosse bise. Fait sauter. – 8. Sur l'Arkansas. N'ondule pas naturellement. – 9. Dans l'Orne. Tout au début.

SOLUTION DU Nº 6536

HORIZONTALEMENT

I. Ouvrières. – II. Braisière. – III. Subvertis. – IV. Ebre ; Eon. – V. Quête ; Rye. – VI. Emèse. – VII. Improvisé. – VIII. Eue ; Tao. – IX. Ur ; Aisne. – X. Salive ; Pô. – XI. Etirerais.

VERTICALEMENT

1. Obséquieuse. – 2. Urubu ; Murat. – 3. Vabre ; Pé ; Li. – 4. Riveter ; Air. – 5. Ise ; Emotive. – 6. Eire ; Evaser. – 7. Rétorsion. – 8. Erinyes ; Epi. – 9. Ses ; Eu ; Os.

Guy Brouty

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **GRANDE-BRETAGNE.** Les compagnies de ferries ont été invitées par le ministre britannique des transports à renforcer la sécurité en mer en installant des cloisons transversales sur le pont des voitures de leurs bateaux. – *(AFP.)*

■ **FRANCE.** La FNSEA, premier syndicat français d'agriculteurs, la Fédération nationale de l'industrie hôtelière, qui regroupe 80 000 hôteliers et restaurateurs indépendants, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, qui exploite le réseau « Bienvenue à la ferme », et les Gîtes de France ont signé jeudi 6 avril une charte commune pour promouvoir le tourisme rural. – *(AFP.)*

■ **ÉGYPTE.** D'après une étude de l'université du Caire, les quatre-vingt-deux ponts et tunnels construits dans la capitale égyptienne ne font économiser que 150 secondes par jour à chaque voiture. – *(AFP.)*

■ **IRLANDE.** Pour son exercice 1994-1995, clos le 31 mars, l'aéroport international de Belfast, qui a accueilli 2,2 millions de voyageurs, a enregistré une hausse de son trafic passagers de 10 % par rapport aux prévisions. – *(AFP.)*

■ **ESPAGNE.** Les sociétés de chemins de fer espagnols et français ont constitué, jeudi 6 avril à Madrid, une société commune chargée d'étudier le financement et la construction de la ligne TGV entre Barcelone et Narbonne. – *(AFP.)*

■ **ÉTATS-UNIS.** Chicago-O'Hare (Illinois), pour le trafic passagers et le nombre de vols, et Memphis (Tennessee), pour le volume de fret sont les deux aéroports les plus fréquentés du monde. Avec 66 435 252 passagers et 882 112 départs et arrivées enregistrés en 1994 Chicago O'Hare devance deux autres aéroports américains : ceux d'Atlanta (Géorgie) et de Dallas Fort Worth (Texas). Seuls deux aéroports européens figurent parmi les dix premiers : Londres-Heathrow, classé 4e, et Francfort, classé 6e. – *(AFP.)*

■ **SOUTHAMPTON.** La reine d'Angleterre a baptisé jeudi 6 avril le paquebot géant *Oriana*. Conçu pour le marché britannique de la croisière, *Oriana*, qui est équipé de 914 cabines peut accueillir près de 2 000 passagers. Avec une vitesse maximale de 25 noeuds, il est, selon P and O son propriétaire, le navire de croisière le plus rapide actuellement en service. – *(AFP.)*

PARIS EN VISITE

Mercredi 12 avril

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : le *Studiolo d'Isabelle d'Este*, de Mantegna, 12 h 30 ; *Le Bain turc*, d'Ingres, 19 h 30 ; la Renaissance à Florence, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE D'ORSAY** : exposition Les Schneider et Le Creusot (1836-1960) (23 F + prix d'entrée), 12 h 30 ; visite par artiste : Courbet (34 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE DU MOYEN AGE** (34 F + prix d'entrée) : les Thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures ; l'Hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **HÔTELS ET JARDINS** de la rue du Cherche-Midi (45 F), 14 h 30, sortie du métro Vaneau (Paris pittoresque et insolite).

■ **LE VAL DE GRÂCE** (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, place Alphonse-Laveran (Monuments historiques).

■ **LE VILLAGE DE CHARONNE** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-de-Bagnolet côté boulevard Mortier (Mme Cazes).

■ **MARAIS** : maisons d'autrefois caractéristiques (50 F), 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville, devant la poste (Paris Autrefois).

■ **DES BUTTES-CHAUMONT** au square du Chapeau-Rouge (37 F), 15 heures, sortie du métro Botzaris (Monuments historiques).

■ **GALERIES ET PASSAGES** autour du Palais-Royal (45 F), 15 heures, place du Palais-Royal devant le Louvre des antiquaires (Découvrir Paris).

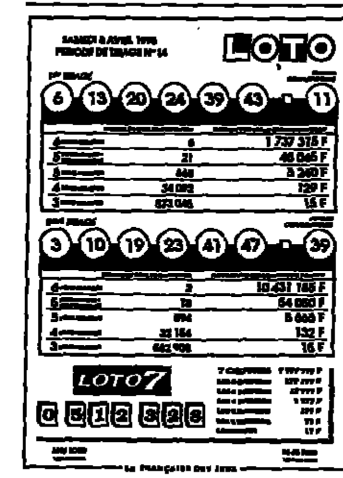
■ **HÔTELS ET JARDINS DU MARAIS**, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

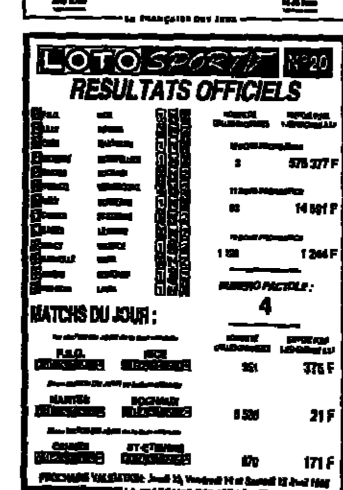
■ **MUSÉE CARNAVALET** : exposition Paris grand écran, 1895-1945 (25 F + prix d'entrée), 15 heures (Musées de la Ville de Paris).

■ **LE QUARTIER MONTSOURIS** : cités d'artistes, jardins et courettes (60 F), 17 heures, sortie du métro Cité-Universitaire (Vincent de Langlade).

■ **GRAND PALAIS** : exposition Chefs-d'Œuvre du Musée de Lille (60 F + prix d'entrée), 19 h 45, devant les caisses (Artange).

JEUX





ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : *Le Monde* Service abonnements 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (1) 49-60-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
☐ 3 mois	536 F	572 F	790 F
☐ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
☐ 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Abonnements USA/Canada : « LE MONDE » (USPS = 0009729) is published daily for $ 892 per year « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to IMS of N-Y Box 1518, Champlain N.Y. 12919-1518. Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA Tel. : 800.428.30.03

Nom : .... Prénom : ....
Adresse : ....
Code postal : .... Ville : ....
Pays : .... 501 MQ 001
Ci-joint mon règlement de : .... FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bleue nº

Signature et date obligatoires

PP. Paris DTN

Changement d'adresse :
- par écrit 10 jours avant votre départ.
- par téléphone 4 jours. *(Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)*

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE	accès ABO
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province : (1)36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)	

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde*. 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex. PRINTED IN FRANCE. 1993

Le Monde PUBLICITÉ — Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ART SACRÉ La cathédrale d'Evry, en chantier depuis 1991, verra sa première messe célébrée, mardi 11 avril, par Mgr Guy Herbulot. Cette construction, évaluée à 60 millions de francs, a été menée à bien grâce à des dons et des mécènes. La cathédrale ouvrira au public en 1996, avant d'être consacrée à une date qui devrait coïncider avec une visite du pape en France. ● MARIO BOTTA, à qui l'on doit le nouveau Musée d'art moderne de San Francisco, a imaginé un bâtiment de forme cylindrique tronquée en biseau, une constante dans l'œuvre de l'architecte tessinois. L'ensemble, équilibré, investit un nouveau cœur de ville. ● CE PROJET monumental, imaginé pour l'unique cathédrale française construite au XXe siècle, semble remporter l'adhésion d'une Eglise catholique, qui, longtemps, a prôné le travail de terrain plutôt que des réalisations prestigieuses.

L'architecte Mario Botta a créé à Evry la première cathédrale du siècle

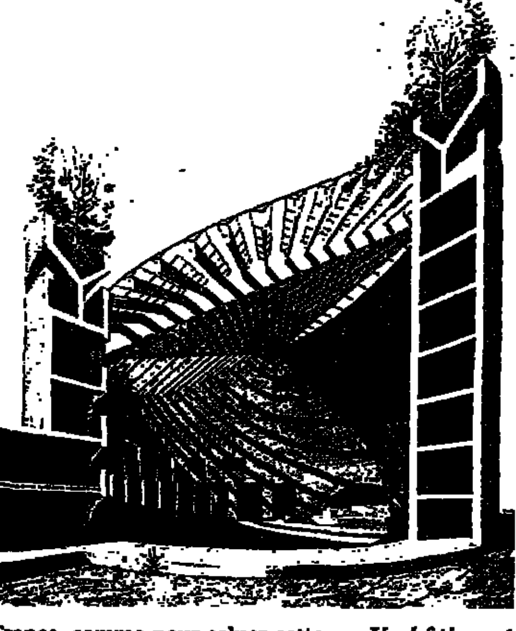
Une messe rassemblera, mardi 11 avril, les 150 prêtres du diocèse de l'Essonne dans un lieu qui ouvrira ses portes aux fidèles en 1996. Par sa taille et son ambition, le bâtiment renoue avec les entreprises monumentales du passé

LA VILLE NOUVELLE d'Evry est jeune, presque trop jeune pour équilibrer le travail quotidien des prêtres : on baptise à tour de bras, mais les enterrements se font rares. Et ce paysage de banlieue plate ne rappelle guère un lieu de villégiature. Aussi, pour réunir les quelque 60 millions de francs nécessaires à la construction de la cathédrale, la première depuis la séparation de l'église et de l'Etat (1905), l'évêché a fait appel aux dons.

Mgr Guy Herbulot a brandi un sondage qui montrait que ce projet emportait l'adhésion de 67 % des habitants d'Ile-de-France. Le mécénat a suivi. Et même le diocèse de Munich y a mis du sien. L'évêché est allé chercher un architecte suisse du Tessin, Mario Botta, dont la notoriété internationale a sans doute joué pour rendre possible ce projet un peu fou.

L'église doit ouvrir ses portes aux fidèles seulement en 1996, mais elle est suffisamment avancée dans ses travaux pour permettre une première messe, ce mardi 11 avril. La cathédrale ainsi achevée a toutes les vertus d'une tirelire : le souffle de la foi sera-t-il assez présent pour convaincre d'autres donateurs d'apporter les 10 millions de francs qui manquent ?

Des églises, des lieux de culte, il s'en construit un peu partout en



France, comme pour saluer cette fin de siècle rassurante, bienveillante : mosquées, églises chrétiennes, synagogues... D'habitude ce sont de petits édifices, écrasés dans un environnement difficile, où la promotion immobilière a imposé son échelle, et qui ont dû se faire aussi discrets que n'importe quel collège. On signale l'église-mairie de Valbonne (Alpes-Maritimes), par Pierre Fauroux. A Paris, on peut visiter la synagogue de Dubosc et Landovski, cachée dans un repli du 19e arrondissement, où les architectes ont développé de beaux volumes sous des voûtes métalliques.

Egalement pour une synagogue parisienne, dans le 12e arrondissement, Max Herzberg et Joël Aubert ont imaginé un lieu à la fois spirituel et d'une complexité formelle, qui fait oublier la pauvreté relative des moyens. Plus proches des traditions architecturales magrébines, Lyon et Evry – elle encore – ont édifié des mosquées dont la taille reste loin du projet de Mgr Herbulot.

A Evry, il y a non seulement la taille mais l'ambition. Cette ambition d'associer l'architecture et l'Eglise n'a été guère vue en France depuis la chapelle de Ronchamp (1955) de Le Corbusier, ou l'église de Riola di Vergato, construite au nord de Florence par Alvar Aalto. Mario Botta, lui, avait dans ses cartons, un projet d'inspiration fort proche d'Evry, l'église de Mogno, qui n'aura jamais vu le jour. Déjà s'y lisait la forme du cylindre tronqué en biseau que l'on trouve à Evry.

Tronqué ou pas, le cylindre est une constante dans l'œuvre de l'architecte tessinois. Pour cette cathédrale, cette forme géométrique se trouve hardiment percée de meurtrières, de fenêtres, voire de volumes en creux. Il est même ceint d'une couronne d'arbres pâlichons (des tilleuls argentés). Mais on peut trouver agaçant que ce même cylindre biseauté vienne parachever le Musée d'art moderne de San Francisco, le projet d'église du village de Mogno ou de Monte Tamaro dans le Tessin (Suisse), et la cathédrale d'Evry...

Un bâtiment monolithique, de hauteur modeste, en briques roses de Toulouse, qui peut accueillir jusqu'à 1 400 fidèles.

IN « MARIO BOTTA », ED. ARTIFICIO

Avant que ne démarrent les travaux, on craignait, en outre, une maîtrise insuffisante de l'échelle, par un architecte dont la célébrité vient principalement de ses maisons d'habitation familiales, isolées dans des paysages forts. Mario Botta allait-il bien gérer ce passage à une échelle urbaine et monumentale ? Cette difficulté était déjà perceptible à la Médiathèque de Villeurbanne. Les habitants de San Francisco ont eu des inquiétudes d'une même nature lorsque Botta leur a dessiné un musée plus proche d'une centrale thermique, d'un énorme four, façon Tchernobyl que d'un lieu culturel (*Le Monde* du 4 février).

A Evry, on pouvait redouter que la cathédrale ait toutes les caractéristiques d'un morceau de fourme d'Ambert mal coupé, posé là, comme sur un plateau de fromage, au milieu des formes et des matières hétéroclites de la ville nouvelle. Mais Dieu veillait, et Botta a su jouer le jeu de cette cité qui se cherchait une âme et un centre. Le projet actuel apparaît globalement comme une réussite équilibrée et sans fantaisie excessive.

L'architecte a en effet adossé sa cathédrale à un fragment de ville qui, autour d'une sorte de cloître urbain, donne son sens et sa civilité à l'église. A côté de celle-ci, se sont installés la mairie et la Chambre de commerce et d'industrie, l'ensemble définissant un parvis, pas très commode à cause des inévitables jets et jeux d'eau, mais tout de même qui promet bien des agréments pour l'été.

Tout autour, c'est encore le n'importe quoi de la ville nouvelle, l'hétérogénéité des matériaux, des formes, des hauteurs... Il fallait donc des règles draconiennes pour que ce nouveau cœur de la ville apparaisse comme cohérent et immédiatement repérable malgré sa hauteur modeste. Cette unité a été trouvée dans un usage général de la brique. Pour la cathédrale proprement dite, Botta l'a faite venir de Toulouse : une brique rose et tendre chaleureuse, rassurante. Une brique qui permette un travail de dentelle, et qui a autant d'efficacité protectrice à l'extérieur que de générosité à l'intérieur de la nef.

C'est vrai que la forme générale de l'église n'a pas la grâce des cathédrales gothiques, ni le charme fragile des grands édifices romans. Elle est monolithique, rude, presque inquiétante. Mais le sentiment s'inverse dès qu'on est entré. Là encore, ce n'est pas un véritable espace d'émotion, il y a plutôt comme une sorte de convivialité protestante, certes un peu austère, mais familiale comme dans certaines églises luthériennes du nord de l'Allemagne. Ainsi, l'église qui propose huit cents places d'un confort moyen (au moins est-on assis sur du Botta), peut-elle accueillir jusqu'à mille quatre cents fidèles, les jours de liesse, qui trouveront place en hauteur, dans des tribunes plus proches d'un temple protestant ou d'un théâtre à l'italienne que d'une cathédrale catholique.

On peut trouver agaçant que ce même cylindre biseauté vienne parachever le Musée d'art moderne de San Francisco

Que les fervents de la tradition se rassurent, le retour aux origines de l'église chrétienne a su mettre son empreinte grâce à quelques jolies astuces. Car ce qui fait l'intelligence de Botta, c'est la capacité à associer la structure et le détail : les fonts baptismaux, qui ont une allure de baignoire primitive ; une petite chapelle souterraine, juste éclairée par un puits de lumière. Ou encore la crypte sous l'autel où vingt-quatre niches sont prêtes à accueillir les corps de vingt quatre prochains évêques d'Evry, soit une réserve équivalant, nous dit-on, à deux siècles et demi.

Au-dessus de l'autel dans la grande nef, un Christ de bois, rapporté d'une mission de Tanzanie, est la première et indispensable image pieuse qui ait trouvé sa place. Pour cette messe inaugurale de Pâques, une Vierge l'aura rejoint. Le reste est encore exempt de toute décoration. mais l'église peut, grâce à ses donateurs, compter sur quelques commandes demandées à des artistes contemporains : un triptyque de Gérard Garrouste et un tabernacle de Louis Cane. Surtout, Evry attend une série de douze vitraux représentant les douzes apôtres. Pour des jours meilleurs.

Frédéric Edelmann

180 000 donateurs

C'est le 31 mars 1991 qu'a été posée la première pierre de la cathédrale de la Résurrection, à Evry, et le 1er juillet 1992 qu'ont commencé les travaux. Mgr Guy Herbulot y célébrera, mardi 11 avril, la première messe, avec les cent cinquante prêtres de son diocèse. En mai 1996 aura lieu l'inauguration proprement dite. La nouvelle cathédrale sera ensuite consacrée, à une date encore indéterminée, mais qui pourrait se situer autour d'une des visites du pape en France, en 1996 ou en 1997. Le coût total de l'opération a été estimé à 60 millions de francs. Les Chantiers du cardinal ont contribué pour 5 millions, des entreprises mécènes pour la même somme, ainsi que le diocèse de Munich. 35 millions ont été fournis par les 180 000 donateurs de la souscription lancée en 1990. L'État a subventionné la création d'un Centre national d'art sacré pour 5 millions également. Il reste à trouver une dizaine de millions, surtout pour les travaux d'aménagement intérieur (vitraux et orgue en particulier).

★ Les dons sont à adresser à Cathédrale d'Evry, 91000 Evry.

Mario Botta : « Dans le silence, les pierres priaient »

Voilà ce que l'architecte Mario Botta a écrit sur « sa » cathédrale, en 1992 : **« Pour moi, le dessin d'une église est inséparable de mon enfance, où je vivais l'église comme le prolongement de la maison. Protégé par le secret des femmes, ma grand-mère, maman et ses amies qui m'entouraient, je rêvais au-delà des limites du temps, intimidé par la dramatique répétition des prières collectives. Et leur signification m'apparaissait évidente, au-delà de toute compréhension...**

» Pour revenir sur une image récente, j'ai le souvenir, un dimanche matin, à l'église romane de Saint-Nicolas de Gionico, d'un homme distingué (silencieux, bien élevé, accompagné de sa petite fille qui sautillait de-ci, de-là) qui entra dans la pénombre de l'église. Il tira de son étui une trompette pour jouer des notes qui emplirent l'église, se répétèrent le long de la nef, vers le haut de l'abside et vers le bas, puis dans la crypte. Et ensuite, comme dans un rêve, il repartit silencieux, heureux, parce que alors, dans le silence, les pierres millénaires priaient. »

La réponse de l'Eglise à une demande « de signes visibles et permanents »

« *IL FAUT QUE cette cathédrale parle. Sinon, ce seront des pierres mortes* », aime dire Mgr Herbulot, évêque d'Evry. Elles parlent déjà, les pierres de la cathédrale. Des lettres de donateurs et de fidèles ont été scellées. Elles résonnent comme autant de prières. Prières et pierres. Elles expriment, à la fois, la reconnaissance et l'espérance pour un projet dans lequel, à dire vrai, peu de monde à l'origine, dans l'Église de France et même dans le diocèse d'Évry, croyait sérieusement. Sa réalisation a été traversée par des phases d'enthousiasme et d'abattement.

Que n'a-t-on pas dit et écrit sur ce projet, jugé pharaonique, de construire une cathédrale, en pleine fin d'un vingtième siècle hypersécularisé ? Rêve de grandeur dérisoire d'une Église spirituellement et humainement affaissée. Nostalgie des époques de chrétienté et de « triomphalisme » catholique. Atteinte à la laïcité, compte tenu du compromis financier passé avec les pouvoirs publics. Erreur de priorité pour une Église qui devrait investir dans les hommes et l'évangélisation plutôt que dans les pierres et la décoration.

CHANGEMENT D'ÉPOQUE

Toutes ces objections ont, peu à peu, été balayées et, s'il reste des sceptiques, la cathédrale n'est pas loin aujourd'hui de faire l'unanimité, y compris dans l'épiscopat français dont certains jugeaient excessive la publicité faite à Évry et comme autant de manques à gagner, pour leurs propres collectes, les appels de fonds lancés dans tout le pays. Les dons ont contribué pour environ 35 millions de francs au financement d'un projet qui en exigera près du double.

Ce consensus est le fruit de l'opiniâtreté du diocèse, d'une équipe d'artistes et d'architectes, de simples donateurs et de mécènes, mais aussi d'un changement d'époque. En 1966, quand les concepteurs de la ville nouvelle d'Évry proposent d'y intégrer des espaces réservés aux lieux de culte, y compris à une cathédrale – puisque à la même époque venait d'être créé le diocèse de Corbeil-Essonnes –, ils se heurtent au scepticisme du clergé. A cette époque charnière, entre la fin du concile Vatican II et mai 68, une nouvelle Église surgit autour de « communautés de base », disséminées dans les quartiers, et de réunions liturgiques discrètes (y compris dans les appartements). A la splendeur d'autrefois, elle préfère l'« *enfouissement* », comme le « *levain dans la pâte* » de l'Évangile. Aux grands-messes succède une « Église-domestique ».

Trente ans après, c'est le retour du balancier. Le catholicisme est tenté par la réaffirmation de son identité et une plus grande visibilité. C'est au milieu des années 80 que les esprits se mettent à bouger. Stimulées par un pape alors au faîte de sa popularité, les communautés mettent le nez à la porte. De grands rassemblements de fidèles et des « synodes » (sortes de petits Parlements) sont organisés par les diocèses ou à l'occasion des voyages de Jean Paul II à Paris (1980), à Lourdes (1983), à Lyon (1986), à Strasbourg (1988). Les charismatiques font recette. Les pèlerinages (Compostelle, Chartres) retrouvent leur lustre d'hier. Devenus minoritaires, les catholiques veulent faire nombre et craignent, moins qu'avant, d'être suspectés.

De cette vague, naît ce que Mgr Herbulot va appeler une « *demande de signes visibles et permanents* », et, pourquoi pas, « *de lieux de beauté, après trop de choses laides ou insignifiantes* ». Et s'impose peu à peu l'idée de la construction d'une cathédrale, la première du vingtième siècle en France, en plein cœur d'une ville nouvelle, à la fois symbole et point de ralliement d'un diocèse jeune, dans un département où 80 % de la population a moins de quarante ans. Mais on ne compte pas, dans l'Église, le nombre de projets abandonnés ou bricolés, faute de moyens matériels et humains.

« NOURRIR LE CŒUR ET LA FOI »

Les promoteurs de la cathédrale d'Évry font donc appel aux professionnels à tous les niveaux : architectes et artistes bien sûr, mais aussi chefs d'entreprise pour une campagne de mécénat sans précédent dans l'Église et spécialistes de la communication (*mailings*, messages radio, affichage sur les lieux publics, etc).

Cette sortie des « catacombes » ne s'est pas faite sans douleurs, mais, outre ce double souci d'ostentation et de compétence, relativement neuf dans l'Église post-conciliaire, les promoteurs de la cathédrale d'Évry sont conscients de travailler aussi aux besoins de la collectivité et de l'évangélisation. N'a-t-elle pas donné, interroge le Père Bobière, collaborateur de l'évêque, « *du travail à des entreprises pour dix ans* » ? Des fondeurs de cloches, des tailleurs de pierre et autres artisans sont venus d'Italie, d'Espagne, du Portugal, et même de Serbie et de Croatie. Et ne répond-elle pas aux besoins, chez l'homme d'aujourd'hui, surtout en milieu urbain, de repères et de racines ? Enfin, à ceux qui reprochent à cette cathédrale d'être un « *luxe* » dans un monde de pauvres, le Père Bobière répond qu'on vient d'Afrique pour la visiter : « *Même dans les pays touchés par la famine, on construit des églises. Nourrir le corps de l'homme, oui d'abord. Mais aussi son cœur et sa foi.* »

Henri Tincq

Corneille entre les diktats de ses éditeurs et la libido de ses comédiens

Certains théâtres n'hésitent pas à présenter des travaux d'élèves comme des créations réelles

En 1660, Corneille fit paraître une nouvelle édition de son « théâtre complet » en trois volumes. Son éditeur lui réclama, en guise d'introduction, trois longs textes où il devait développer ses conceptions du théâtre. De ces exposés qui sentent les figures imposées, Brigitte Jaques – qui présente aussi *Suréna* sous forme d'exercice d'élèves – a tiré une pièce à deux voix, sorte de dialogue du maître et du disciple.

ENTRETIENS AVEC PIERRE CORNEILLE - SURENA. Mise en scène : Brigitte Jaques. Avec Emmanuel Demarcy-Motta, François Regnault, Mourad Mansouri, Eric Chantelauze, Christophe Casamance, Sophie Bourel, Sophie Paul-Mortimer, Patrice Juiff... THÉATRE DE LA COMMUNE, 2, rue Edouard-Poisson, 93300 Aubervilliers. Tél. : 48-34-67-67. *Suréna* : du mardi au samedi à 20 h 30. Mercredi à 19 heures. Dimanche à 17 heures. *Entretiens avec Pierre Corneille* : vendredi et samedi à 17 h 30. Dimanche à 15 heures. *Suréna*, 120 F. *Entretiens*, 90 F. Les deux pièces couplées (les vendredi, samedi, dimanche), 150 F.

Brigitte Jaques a assemblé des fragments des écrits de Corneille sur le théâtre, et, dans un second temps, elle a découpé pour deux voix ce collage.

Deux acteurs récitent ainsi à tour de rôle cette façon de dialogue, comme si un Corneille un peu raplapla s'entretenait avec un charmant blondinet d'étudiant venu grappiller des miettes du *genius* pour nourrir sa copie de DEUG.

Le maître n'est pas bêcheur : il partage avec ce jeune homme une douzaine et demie d'huîtres et une fillette de muscadet.

La teneur de l'interview est moins savoureuse. Corneille dit un peu n'importe quoi : *« Il faut qu'une action, pour être d'une juste grandeur, ait un commencement, un milieu et une fin... Le but des acteurs est divers, selon les divers desseins que la variété des sujets leur donne... Les conditions du sujet sont diverses pour la tragédie et pour la comédie... »*. Etc.

« UN TRAVAIL FORT PÉNIBLE »

Explication : ces fortes pensées sont piquées dans de longs pensums de commande. Corneille, en 1660, eut envie de voir paraître une nouvelle édition de son « théâtre complet », en trois beaux volumes in-octavo. L'éditeur exigea quelque chose d'inédit : une préface, un peu longue, en tête de chacun des trois tomes.

« C'est contre mon inclination que mes libraires vous font ce présent », reconnaît Corneille en tête de ces trois textes. Et, au moment de terminer : *« Je suis à la fin d'un travail fort pénible. »* Mais comme il ne crache pas sur l'effronterie et l'humour, il ajoute : *« Je crois qu'après cela il n'y a plus guère de question d'importance à remuer, et que ce qui reste n'est que la broderie qu'y peuvent ajouter la morale et la politique. »* C'est-à-dire, suivez mon regard, l'essentiel de la chose, nous faufile Corneille dans un sourire de biais.

Il n'y a rien de plus gauche et de plus niais, sur un théâtre, que deux comédiens récitant, en tranches partagées, des topos de cet ordre. Rien ne passe entre eux. Ils pérorent à côté de la plaque. Ils sont aussi mécaniques que des perroquets.

Emmanuel Demarcy-Motta met pourtant à cela beaucoup d'allant et de fraîcheur, et François Regnault compose un festival super-géant de mines significatives. Peine perdue. C'est le projet qui ne tient pas debout.

Brigitte Jaques présente ensuite la pièce de Corneille, *Suréna*, sous forme d'exercice d'élèves. C'est une pratique qui fait tache d'huile, ainsi le veut la mode et surtout le manque de trésorerie. Pas de décor, ce qui est plutôt un atout : un tapis étendu par terre dans un rectangle de lumière. Autour, dans l'ombre presque noire, les étudiants-acteurs, lorsqu'ils ne jouent pas la scène, se reposent sur des bancs en sirotant du café et en faisant semblant de se dire, à voix basse, des choses sur le jeu de leurs camarades.

Aucune présence marquante dans l'interprétation. N'est pas tragédienne ou tragédien qui veut, et n'est pas encore actrice ou acteur qui n'a pas un minimum de pratique de la planche et du public. C'est au point que le seul « aîné », Mourad Mansouri, en contraste, roule les yeux et les biceps comme un Abd El Kader de pantomime menant la guerre sainte, au triple galop de son cheval arabe, contre les tortues de l'amateurisme.

ÉTREINTES FURIEUSES

Brigitte Jaques, metteur en scène, n'aide pas beaucoup ses ouailles. Sa seule orientation semble être de les précipiter de temps en temps les uns sur les autres, en des étreintes furieuses, soit pour s'envoyer des beignes, soit pour sauter au septième ciel.

Il semble que le jeu dramatique, Brigitte Jaques *« se soit décidée à le chercher dans la vie pulsionnelle de l'âme »*, comme dit Freud. Comment oublier que Jacques Lacan, de son vivant, était toujours là, attentif, au premier rang des « premières » des spectacles de Brigitte Jaques, et qu'il lui arrivait même de rédiger les textes des programmes ?

Michel Cournot

DANS LES THÉÂTRES

FIN DE PARTIE

De Samuel Beckett. Mise en scène : François-Michel Pesenti. Avec Christophe Avril, Célita, Jean Nehr, Pierre Palmi. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11e. Mo Bastille ou Voltaire. Tél. : 43-57-42-14. Du mardi au samedi à 21 heures ; dimanche à 17 heures. De 55 F à 100 F. Jusqu'au 15 avril.

« Imaginer le plus solitaire des théâtres, le plus accablant, peut-être le plus désespéré – mais drôle », écrit François-Michel Pesenti dans la bible de *Fin de partie* de Samuel Beckett. Cela explique peut-être les partis pris de sa mise en scène. Un plateau fermé, froid, nu. Une vieille chaise au milieu. Deux poubelles d'immeuble sur les côtés. Seule la lumière change ; elle suit les contours d'un *no man's land* dont on devine qu'il devrait libérer les personnages de l'entrave d'un décor. C'est le contraire qui se produit. A force de déblayer le terrain, François-Michel Pesenti l'encombre d'ennui et de vacuité. Les personnages jouent comme s'ils étaient entre eux, dans une histoire répétée plutôt que ressassée à la manière de Samuel Beckett. Cela est dommage, et malgré tout intéressant : la faiblesse de la mise en scène de François-Michel Pesenti montre que *Fin de partie* résiste à tous les traitements. *B. S.*

ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR

D'Alfred de Musset. Mise en scène : Philippe Sireuil. Avec Jean-Michel Balthazar, Marcel Delval, Janine Godinas, Philippe Grand'henri, Philippe Jeusette, Valérie Lemaître, Anne Romain et Alexandre Trockl. 49, avenue Georges-Clemenceau, 92-Sceaux. RER Bourg-la-Reine. Tél. : 46-61-36-67. Du mardi au samedi à 20 h 45 ; dimanche à 17 heures. 110 F et 140 F. Jusqu'au 15 avril.

Une petite heure et demie pour jouer *On ne badine pas avec l'amour*, voilà qui est rapide. On ne le reprochera pas au metteur en scène Philippe Sireuil : c'est ce qu'il fait de mieux. Son côté bon enfant – une statue de vierge se découpe sur le bleu du ciel quand Perdican dit : *« Je vais au village »* – et son sens du kitsch – la fontaine ressemble aux paysages en relief des magasins de souvenirs – feraient sourire s'ils ne cautionnaient l'indigence du propos. Que joue-t-on à Sceaux ? Une gentille fable sur l'amour à dix-huit ans. En effaçant la lucidité de Musset, en gommant sa cruauté, Philippe Sireuil ne rend service ni à l'auteur ni aux comédiens – sauf à Valérie Lemaître, une Camille sans coquetterie. Quand, à la fin, elle dit adieu à Perdican, elle est comme une enfant qui, d'un coup, vient de découvrir la vie. Et sait qu'elle ne s'en remettra pas. *B. S.*

CAGLIOSTRO

Par Les Oiseaux fous. Sous chapiteau, place Stalingrad, 19e. Mo Stalingrad. Tél. : 40-36-46-36. Les jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30 ; mercredi à 15 heures et 20 h 30, dimanche à 17 heures. 50 F* à 70 F. Jusqu'au 17 avril.

En choisissant d'évoquer Cagliostro, la compagnie des Oiseaux fous tente d'affirmer sa conception d'un cirque « ostensiblement ailleurs ». Né Joseph Balsamo en 1743, ce personnage mystérieux et sa compagne Séraphina ont fait de leur vie un spectacle fantasmagorique. Grand initié, magicien ésotérique, alchimiste autant qu'escroc et bateleur mégalomane, Cagliostro – interprété jadis par Jean Marais – fournit un idéal matériau de théâtre. Metteur en scène et directeur de cette petite troupe, Raymond Peyramaure s'est formé à l'école des arts de la rue. Il en a gardé un goût pour le mélange des genres et une irrévérence salutaire envers les conventions. Sous le petit chapiteau planté place Stalingrad, une quinzaine d'artistes – mimes, danseurs, comédiens, prestidigitateurs, acrobates – en costumes XVIIIe évoquent l'ascension et la chute de ce couple ambigu. La musique du quatuor Patte de Mouche – véritable narrateur de l'histoire – décrit cet univers onirique et burlesque où, au milieu des courtisans et des valets en livrée, Louis XVI, une Marie-Antoinette montée sur échasses, un homme-chat et le diable en personne participent à la gloire et à la damnation de Cagliostro et Séraphina. Pas ici de Monsieur Loyal, les numéros de jonglage, de trapèze et de corde sont mis au service d'un spectacle global. On leur reprochera pourtant leur relative banalité. Seules les performances de Jutta Knodler à la corde et de Dane Ionel aux sangles impressionnent vraiment. Mais au cirque, la poésie se nourrit aussi des imperfections. Celles des Oiseaux Fous ne manquent pas de charme. *S. D.*

LA BAIE DE NAPLES

De Joël Dragutin. Mise en scène de l'auteur. Avec David Ayala, Odile Fredeval, Marina Pastor, Philippe Rigot et Joël Dragutin. Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, 15e. Mo Porte-de-Vanves. Tél. : 45-31-52-12. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 17 heures. 90 F et 120 F. Jusqu'au 23 avril.

Une immense table dressée, nappée de blanc, égayée de fleurs, attend le spectacteur. Elle ne quittera pas le plateau, dont elle est le seul et très efficace attribut de décor – à ce propos, il faudra se demander un jour pourquoi les tables, des plus modestes au plus imposantes, frappent toujours l'imaginaire, au théâtre. Celle de *La Baie de Naples* irradie dans le noir, comme une invitation à un rêve festif. C'est un cauchemar que les cinq comédiens assènent aux spectateurs. Une heure trente d'un dîner entre amis où sont ressassés, en un tournis affolant, tous les poncifs et les clichés du langage. La parole mène le jeu, au point que les personnages en perdent leur identité. Elle se nourrit de la bêtise la plus ordinaire, envahit le temps et l'espace, comme les mets qui se succèdent jusqu'au non-sens. Les cinq comédiens ont du cran. Il leur faut de l'énergie, et de l'estomac, pour tenir le rythme de cet accéléré de la pensée de comptoir. *B. S.*

Christian Vander chante sa part d'enfance

Le batteur de jazz, fondateur de Magma, présente un spectacle musical peuplé de fées, d'elfes et de magiciens

CHRISTIAN VANDER « A TOUS LES ENFANTS », à l'Espace Kiron, 10, rue La-Vacquerie, 75011 Paris, Mo Voltaire. 20 h 30, mercredi et samedi 16 heures et 20 h 30, jusqu'au 15 avril. 80 F (enfants) et 130 F (adultes). Tél. : 44-64-11-94. Location Fnac.

Coiffé d'un turban, enveloppé d'une ample cape noire, Christian Vander, compositeur, chanteur, pianiste et batteur, s'est transformé en fakir maladroit pour un numéro de passe-passe volontairement raté. Sur les gradins de l'Espace Kiron, à Paris, les enfants rient. Ils ont frissonné pendant la danse du *Ballet des sorcières*, ouvert de grands yeux aux vrais tours du Prince magicien, Alexis Veschambres. Ils ont reconnu *La Claire Fontaine*, devenu un chant d'amour désespéré, leur corps a réagi aux contretemps d'*Il est Noël*, avec ses accents de rhythm'n'blues. Les enfants sont ravis. Les adultes aussi, conviés par Christian Vander à renouer, dans ce spectacle musical, avec les mystères d'un monde nocturne où se rejoignent les plaisirs du cauchemar et ceux des rêves de contes de fées, avec ses elfes et ses paysages de carton-pâte.

Christian Vander s'amuse. Les fous de Magma auraient du mal à s'y faire. La formation, fondée il y a vingt-cinq ans, ne peut être à leurs yeux qu'une machine guerrière de bruits et de fureur. Chaque étape musicale de leur idole statufiée les a d'abord déroutés. Un jour, Vander est redescendu jouer John Coltrane dans les clubs de jazz : Offering est né pour l'improvisation, et la batterie de rages et de violences s'est faite plus apaisée. Les fans ont fini par suivre, rejoints par un nouveau public, des jeunes, sans nostalgie. Il faudrait venir vierge à ce spectacle, comme les gamins à qui il n'est pas uniquement destiné. *A tous les enfants* met en scène des textes et des chansons auxquels le batteur tenait depuis longtemps (1 CD avec livret chez Seventh Records/Harmonia Mundi). C'est sa part de vérité, son enfance en Haute-Marne avec les comptines de la période du carême et de Pâques, et aussi des mélodies traditionnelles.

La démarche en continu du compositeur apparaît à cette occasion de manière flagrante. Son chant a toujours cette force vivante des solos de Coltrane, les claviers aux résonances percussives viennent du *Petrouchka* de Stravinsky, les chants prennent au répons du Moyen Age autant qu'aux sources afro-américaines qui partent du gospel pour aller jusqu'à Otis Redding.

ENTENDRE DIFFÉREMMENT

Ils sont six à se retrouver, à la fois musiciens et acteurs : trois voix, Stella et Julie Vander, Isabelle Feuillebois, fées et sorcières, comédiennes encore un peu hésitantes, Lydia Domancich et Pierre-Michel Sivadier aux claviers, Christian Vander au piano et au chant. Les enfants découvrent un univers musical unique que les adultes apprennent à entendre différemment. Les enchaînements raides, les lenteurs des premiers soirs se sont effacés ; l'ensemble s'est resserré, dessiné par les lumières délicates de Michel Martin, le son naturel de Francis Linon. Musiciens, Christian Vander et sa troupe ont d'abord craint de disperser l'attention par la mise en scène, hésité à jouer avec les réactions d'un public un peu inhabituel. Réussir finalement cette confrontation constitue à l'évidence une expérience forte pour le groupe.

Sylvain Siclier

Le « Top 50 » revient sur France Télévision

A LA FIN DE 1993, le Syndicat national des éditeurs phonographiques (Snep) prenait la décision de ne plus cautionner le « Top 50 ». Victime de la chute des ventes de « simples » et de la baisse d'audience de l'émission sur Canal +, le « Top » s'arrêtait. Le Snep créait, au début de 1994, avec l'aide de l'Ifop, un nouvel outil de mesure des meilleures ventes de disques en France, sans parvenir à le médiatiser. La France était, depuis, le seul pays d'Europe à n'avoir plus de hit-parade télévisé, et les professionnels s'en inquiétaient. Les accords conclus pour un an entre le Snep et France 2, annoncés le 7 avril lors d'une conférence de presse, devraient les rassurer. A partir de la mi-mai, une émission baptisée « Le Top » devrait voir le jour sur la chaîne publique, le vendredi soir, après « Taratata ». Pendant une heure, « Le Top » devrait présenter les meilleures entrées et progressions de ce classement avant d'en énumérer les autres titres. Son animateur n'aurait pas encore été désigné. Des rediffusions auront également lieu le week-end dans le cadre d'un nouveau magazine consacré à la musique et aux jeunes. Il est également question que France 3 en diffuse un condensé en troisième partie de soirée.

Le Snep a également annoncé un partenariat radio avec Europe 1, qui, le samedi après-midi, diffusera deux heures et demie d'émission consacrée aux meilleures ventes d'albums et de simples, et Europe 2, qui se concentrera le dimanche sur le Top album. Manquait le support de la presse écrite. *Télé 7 jours* et *Le Journal du dimanche* seront les autres partenaires probables de ce « Top ».

S. D.

Des auteurs s'inquiètent du sort de la maison d'édition Julliard

DANS UN COMMUNIQUÉ, un groupe d'auteurs, tous édités chez Julliard, s'inquiètent des rumeurs selon lesquelles cette maison, aujourd'hui dirigée par l'éditeur François Bourin et filiale du Groupe de la Cité, pourrait *« passer sous le contrôle »* d'une autre filiale du même groupe, Laffont-Fixot (« Le Monde des livres » du 7 avril).

« En tant qu'auteurs, écrivent-ils notamment, *nous nous sommes tous engagés auprès de François Bourin lorsqu'il a repris la maison Julliard en 1993 comme président-directeur général (...). Les relations de travail que nous entretenons* [avec lui], *comme responsable de cette maison, sont pour nous tous la condition de la publication de nos livres dans la maison Julliard : le travail des textes, une véritable politique d'auteurs, une convaincante vision à long terme sont les atouts indispensables qu'il représente à nos yeux (...). Nous serions certainement conduits, pour clause de conscience, à réexaminer nos rapports contractuels avec Julliard si François Bourin était remplacé comme président de cette maison. Dans l'édition littéraire, les auteurs ne sont pas des marchandises qu'on transfère à l'envi. Nous ne saurions admettre qu'après une seule année pleine d'exercice une décision brutale dissocie Julliard de l'atout qui nous a fait nous engager, avec enthousiasme, dans le redressement d'une maison (...)»*.

Trente-six auteurs ont signé ce texte. Un conseil d'administration de Julliard doit se réunir mardi 11 avril.

هكذا من الأصل

"DECLARATION"

Alors que le Gouvernement français se mobilise pour défendre les acquis durement négociés du GATT, et pour endiguer le formidable lobby des Etats-Unis visant à déréguler le marché européen, un grave danger menace la production audiovisuelle française.

Les producteurs signataires, qui représentent autant de genres de programmes, de politiques de développement, de tailles d'entreprise, tiennent à faire connaître leur stupéfaction à l'annonce de la décision de M. Sarkozy, Ministre du Budget et de la Communication, refusant d'appliquer aux techniciens qui participent à leurs productions les dispositions fiscales dont les mêmes personnes bénéficient lorsqu'elles participent à des films cinématographiques.

Cette décision, qui met fin à une pratique constante de l'administration fiscale, est sans aucun fondement, discriminatoire, s'agissant des mêmes personnes exerçant le même métier dans les mêmes conditions économiques, sociales, politiques, et, de plus en plus souvent, artistiques.

Venant frapper un secteur dont les difficultés de financement sont connues,



la décision du Ministre renchérit très fortement le coût de chaque production, sans possibilité de répercuter cette charge sur nos clients : les chaînes de télévision, les coproducteurs, les annonceurs. Pour chacune de nos entreprises, comme pour l'ensemble de la profession, il s'agit d'un surcoût insupportable.

Alors que la production audiovisuelle : cinéma, télévision, animation, film publicitaire et institutionnel, tend à constituer, avec le développement du multimédia, une véritable industrie pleine de possibilités de croissance, la décision de M. Sarkozy est une véritable incitation à tourner à l'étranger, et donc à réduire l'emploi des techniciens français.

Affaiblissant d'abord les plus fragiles d'entre nous, cette mesure se traduira sans aucun doute par une perte nette d'emplois qualifiés, et donc par une diminution des recettes fiscales et sociales liées à nos activités.

AU-DELA DE TOUT CLIVAGE SYNDICAL, NOUS ADJURONS LE GOUVERNEMENT DE REVENIR SUR UNE DECISION INIQUE QUI, UNE NOUVELLE FOIS, RISQUE DE FAIRE ENTRER LA FRANCE A RECULONS DANS L'AVENIR AUDIOVISUEL.

COORDINATION > 64 RUE DES MATHURINS. 75008 PARIS

"SIGNATAIRES"

16 Arts Production > 4D / Marina Productions >Afava > Agat Films > Aktis > Alizés Films > Alya Productions > Amas M3 > Amaya Films > Anabase > Archipel 33 > Artline Films > Atmosphère Communication > Au large de l'Eden > Audiofocus > Axel Productions > AY TV > Beta Production > Bloody Mary Productions > Blue Dahlia > Boréales > C.L.C. Performances > Caméras Continentales > Carmin Films > Cécile Films > Chorus Films > Chromatiques Productions > Cinémage > Cinétévé > Cipango > Clip Production > Colégram > Com'unimage > Commac Productions > Cosmovisions > Créativité & Développement > Cryo Interactive Entertainment > D.L.H. Côté court > Debsie Films > Diane Productions > Dream Time Movies > Dune > Editing Productions > Ellipse Programme > Entracte > Ex Nihilo > F. Productions > Facettes Productions > Falcon Productions > Fidélité Productions > Films F.M. > Fit Création > Flach Films > France Animation > Frantz Avril Productions > G2 Films & Sponsoring > Gandon Productions > Gaumont Télévision > Gédéon > Gédéon & Compagnie > Générique Productions > Globalinks (Pal America) > GMT > GPE Gramma (Imako-Ellipse) > Hamster Productions > Hamster Publicité > I.L.P. sarl > Idéa Productions > Idéale Audience > Image & Compagnie > Images Vives sarl > Injam Production > J.A.C. > J.P.H. Communication > Jimag'in > JRDBA Productions > K'ien Productions > Kayenta Production > Kenza Production > King Movies > KS Visions > La Huit Production > Latérit Production > Le Village > Léo Productions > Les Films d'Ici > Les Films de l'Observatoire > Les Films de la Perrine > Les Films du Prieuré > Les Films du Rivage > Les Films du Tamarin > Les Films du Village > LS Productions / Le Sabre > M.C.R. Communication > M.P. Productions > Magic Company > Marathon Productions > Mars International Productions > Master Production > Mat Films > Média Films > Média Pro > Métaphore Production > Mille Images > Millésime Productions > Millimages > Mosaic Production > Movie Box > Movimento Productions > N.V.F. > Néria Productions > Noé Productions > Nova Production > Novimages > Orao Productions > P.P.V. > Pagnon Productions > Persona Films > Pirates Productions > Pittiwaf Nelson Pictures > Plaisance Films > Planète Spots > Polka Production > Première Heure sa > Pro TV > Pro.I.B. > Procidis > PROGEFI > Publicam Productions > Quadrimage Productions > Robert Beauchamp Conseil > Saban International > sarl Emotion > Série Limitée > Sertis > SiiS Interimage > Smart Move > Soléra Films > Son & Lumière > Strass > Studio K > Summertime > Sunday Films > Sunny Side of the Doc > Sunset Presse > Sylvie Haymann Films > Taxi Vidéo Brousse > Télé Images > Telfrance > Telmondis > Top Contact Vidéo > Vertigo Productions > Via Productions > Vidéo de Poche > Wanda Productions > World Life > Zaag >

CSPA > SPFA > SPI

Alain Lombard et Iannis Kokkos rendent « Salomé » à la tragédie antique

L'opéra de Richard Strauss retrouve sa transparence en dépit du gigantisme de l'orchestration

Soumis à des économies drastiques, le Grand Théâtre de Bordeaux a fait des coupes dans sa programmation lyrique. Mais il suffit d'une superbe *Salomé*, représentée trois fois, pour se rappeler qu'Alain Lombard, directeur artistique de l'Opéra bordelais, est un chef transcendant, surtout dans le répertoire post-romantique. Il s'y montrait autrefois brillant et rapide. Il installe aujourd'hui une grandeur dénuée de tout excès.

SALOMÉ, de Richard Strauss. Mise en scène : Iannis Kokkos. Avec Jeannine Altmeyer, Nadine Denize, Knut Skram, Stuart Kale, Peter Jeffes..., Orchestre national Bordeaux-Aquitaine, Alain Lombard (direction).
PALAIS DES SPORTS, mercredi 12 avril, 20 heures. Tél. : 57-81-90-81.

BORDEAUX
de notre envoyée spéciale

Ce n'est pas seulement l'une des plus remarquables versions de *Salomé*. C'est une production qui marquera l'histoire de cet ouvrage éperdu, où bien peu de metteurs en scène et de chefs visent juste. Œuvre en un acte dont on sort gorgé d'horreur et d'ivresse. Livret scandaleux d'après le Nouveau Testament, *via* Flaubert et Oscar Wilde. Musique trémulante opposant une fosse gigantesque à un plateau tenu pour l'essentiel par quatre chanteurs, et monopolisé par deux (la Princesse et le Prophète).

Le mythe le plus archaïque qui soit – celui de la tête du saint coupée par la femme pècheresse – y est emberlificoté dans des épisodes annexes, les désirs incestueux du tétrarque Hérode, les manœuvres politiques de son épouse Hérodias qui tente de manipuler Salomé, la discussion théologique de cinq Juifs sur la représentation divine, saint Jean-Baptiste en Jupiter tonnant dans son cul-de-basse-fosse et, cerise sur un petit four particulièrement chargé en calories, cette danse des sept voiles que chaque metteur en scène doit affronter comme il le peut, et non comme il le veut, le strip-tease intégral d'une diva restant, sur une scène d'opéra, une atteinte avérée à la pudeur. La production montée à Bordeaux méprise la mode, toutes les modes. Elle ne tire le personnage de Salomé ni vers l'hystérie, ni vers l'infantilisme, ni vers la perversion, ni vers la monstruosité.

Iannis Kokkos s'est peut-être rappelé que *Salomé* fut créé en 1905 à Dresde. Il s'est en tout cas inspiré des plans basculés et des perspectives fuyantes de l'expressionnisme allemand des débuts de *Die Brücke* pour bâtir un décor dénué de connotations historiques et que viennent « *orientaliser* » les lumières phosphorescentes de Patrice Trottier. A gauche, un immense buste d'homme ailé aux serres de vautour rappelle qu'en l'héroïne sommeillent l'animal et la spiritualité.

Jeannine Altmeyer se pose sur scène comme la femme éternelle. Elle est toutes les Salomé possibles

Pour le reste, cap sur la Lune. Ronde, jaune, morbide, elle tourne autour du drame pour se fixer en rouge lorsque le sang envahit tout, que Salomé se couche sous un grand voile de satin carmin, qu'elle pose sa bouche sur celle sanguinolente de Jochanaan avant d'être ensevelie sous les boucliers des soldats d'Hérode. Boucliers ronds, évidemment. Comme est ronde et blonde – rondeur et blondeur de l'auréole des saints – la grille de la prison sous laquelle vitupère le Prophète. Autre belle idée de théâtre : le fond de la boîte de scène est un miroir qui démultiplie les perspectives, superpose champs et contre-champs, laisse entendre la démultiplication du mythe dans l'imaginaire des hommes. Enfin, ce détail, qui sort définitivement le drame du sordide pour l'ancrer dans l'imagerie biblique : Salomé lave la tête coupée de Jochanaan dans l'eau du baptême.

Kokkos, dont on se souvient qu'il a tant travaillé sur *Electre* avec Vitez, connait surtout les moyens de transformer une actrice de chair et de nerfs en héroïne impériale de tragédie antique. La soprano Jeannine Altmeyer accomplit cette transformation. Grande voix wagnérienne, elle se pose sur scène comme la femme éternelle dont l'âge, l'allure même importent peu. Certes, elle n'a pas les seize ans de la petite princesse assassine ! Mais son visage disparaît sous de longs cheveux bouclés comme ceux de la Salomé de Beardsley. Son lourd manteau scintille de tous ses feux, comme chez Gustave Moreau.

Altmeyer est toutes les Salomé possibles. L'apogée de sa brève histoire d'amour, c'est sa rencontre avec le Prophète, troisième tableau généralement escamoté au profit du dénouement « *orgasmique* ». Cette fois, tout culmine dans la révélation qui transfigure à vue la petite princesse en une lionne intrépide, que sa défaite balaie comme un chiffon du haut en bas du plateau. Altmeyer vit la suite, et le dénouement, comme écrasée par le poids d'un destin qu'elle accepte. Vocalement, le legato reste royal, les grands écarts toujours phrasés sans rupture, le timbre exceptionnellement homogène dans toutes les tessitures. Mais la puissance semble peu à peu mise en réserve, une fragilité apparaît ou, plutôt, une résignation à la fatalité. Les grands mythes sanglants (Médée, les Atrides) devraient toujours être racontés ainsi : au-delà de toute moralité.

L'Hérodias de Nadine Denize ne restera pas mémorable. Mais les trois hommes sont admirables, Knut Skram en Jochanaan habité et simple, Stuart Kale en Hérode vraiment torturé, jamais caricaturé (enfin un timbre viril pour ce rôle d'habitude alloué aux faussets). Le Narraboth de Peter Jeffes est d'une présence vocale et dramatique peut-être jamais égalée dans ce rôle trop court et toujours sacrifié. La dernière surprise vient de l'orchestre. L'énorme effectif réuni dans la fosse, le poids écrasant des cuivres laissent transparaître tous les détails insolites, toutes les lignes serpentines qui parcourent cette orchestration labyrinthique. Alain Lombard, maître de soi, tient ses troupes et modère constamment leurs éclats d'une main gauche paisible. Si l'on considère que la représentation est donnée dans un Palais des sports, une telle transparence orchestrale, une hiérarchisation aussi précise des plans instrumentaux et des voix tiennent à peu près du miracle.

Anne Rey

Nancy défend son « Ange de feu »

Sous le signe du mysticisme et de l'exorcisme, l'opéra mal aimé de Serge Prokofiev fait encore peur

L'ANGE DE FEU, de Serge Prokofiev. Mise en scène : Antoine Bourseiller. Avec Natalia Kostenko, Nikolai Putilin... Orchestre symphonique et lyrique de Nancy, Emmanuel Joël (direction).
OPÉRA DE NANCY ET DE LORRAINE, 11 et 13 avril, 20 h 30. Tél. : 83-85-30-60. De 45 F à 225 F.

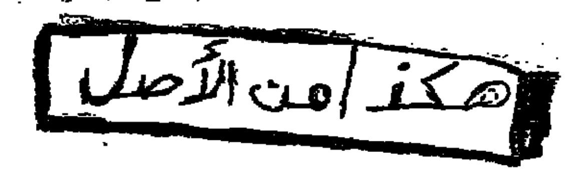
NANCY
de notre envoyé spécial

Antoine Bourseiller, directeur de l'Opéra de Nancy, a pris de sérieux risques en programmant *L'Ange de feu*, de Serge Prokofiev. A la première, vendredi 7 avril, la salle était loin d'être pleine. Après l'entracte, elle l'était moins encore. L'opéra malheureux que Prokofiev n'entendit jamais intégralement et en version scénique continue de faire peur. Plus que son thème (Renata, hantée par des pulsions sataniques, prétend voir l'ange Madiel réincarné. Après un long parcours névrotique, elle finira brûlée vive), c'est sa musique qui effraie. Bien à tort : *L'Ange de feu* convoque un lyrisme souvent touchant et une pâte orchestrale impressionnante (scène des esprits frappeurs, scène du magicien, ultime séance d'exorcisme).

Renata est presque constamment présente sur scène ; autant dire qu'une voix large et endurante s'impose, une voix sensible aussi. La Russe Natalia Kostenko satisfait ces exigences, même si l'on peut imaginer une incarnation plus hallucinée du rôle. Ruprecht, son compagnon de voyage au bout de l'enfer, est chanté avec bonhomie par Nikolai Putilin, baryton-basse au beau timbre puissant et chargé d'harmoniques. L'ensemble des seconds rôles est parfaitement tenu : le beau mezzo de Gabriela Popescu (la Voyante et la Mère supérieure) et les excellents Yvan Matiakh (le Magicien et Méphisto) et Richard Morris (Matthias et Faust). Le plateau est sans reproches, pas l'Orchestre symphonique et lyrique de Nancy : certes la partition de Prokofiev est redoutable, mais comment tolérer de telles approximations dans les cordes, à la justesse et au jeu d'ensemble impossibles (attaques et fins de phrases) au point qu'il est difficile de remarquer la distorsion volontaire du jeu « sifflé » demandé par Prokofiev dans la scène des esprits frappeurs ? Les pupitres de cuivres sont excellents, mais la petite harmonie est affaiblie par un hautbois inexpressif, à la justesse douteuse.

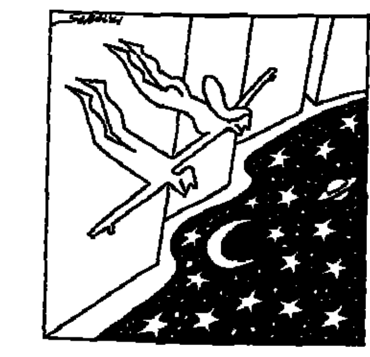
Antoine Bourseiller a préféré abandonner le cadre « gothique » prescrit par le livret au profit d'un décor unique habilement transformable au fil des actes, conçu dans un style « suprématiste ». Les costumes sont inutilement « grunge » (Renata apparaît en tailleur-pantalon « pat'd'ef' » !) et certains détails surprennent : pourquoi le bel athlète – sorte de Tadzio mûri en lequel Renata croît reconnaître l'ange – joue-t-il au golf lorsque Ruprecht le provoque en duel ? Pourquoi avoir distribué le rôle du minuscule garçonnet que dévore Méphisto à un grand dadais ? Pourquoi Faust prend-il des Polaroid de la scène d'hystérie des nonnes ? Rendons justice cependant à Bourseiller : sa proposition dramatique sert un ouvrage qui mériterait d'être davantage entendu.

Renaud Machart



هكذا من الأصل

« Pièces de résistance » pour Sarajevo



Metteurs en scène, comédiens, chorégraphes et danseurs tous unis contre l'indifférence des politiques

C'EST LE THÉÂTRE Gérard-Philipe à Saint-Denis, dirigé par Jean-Claude Fall, qui accueille plusieurs dizaines d'artistes qui veulent relayer, pendant toute une soirée, la parole étouffée des habitants de Sarajevo et de Bosnie, trois ans après le début de la guerre. Bouvier/Obadia, Dydim, Diverrès/Montet, Gallotta, Gabily, Mnouchkine, Monnier, Nadj, Robbe, pour ne citer que quelques-uns des participants, sont prêts à se rendre sur le terrain pour alerter l'opinion publique qui *« seule aujourd'hui peut contraindre la classe politique à répondre aux questions que leur pose, au nom de l'Europe des libertés, la population de Sarajevo »*. Ces *Pièces de résistance* dureront de deux à quinze minutes, s'enchaînant les unes aux autres comme les maillons de la solidarité. Les recettes de la soirée seront versées à l'association Sarajevo, capitale culturelle de l'Europe.

★ **Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard *Jules-Guesde*, 93 Saint-Denis. 20 heures, le 10. Tél. : (1) 42-43-17-17. 50 F.**

UNE SOIRÉE A PARIS

Janet Jackson
D'une condition physique irréprochable, la petite sœur de Michael donne des spectacles à l'image de ses vidéos. Des chorégraphies au millimètre.
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 9e. Mo Porte-de-Bercy. 20 heures, le 10 avril. Tél. : 40-02-60-02. Location Fnac. 205 F.

Terra Nova
Le compositeur Luc Le Masne dirige l'un des orchestres les plus inventifs du brassage des musiques. Garçons et filles du jazz, de la musique contemporaine, du folklore, de partout pour une écriture recherchée, se défiant des facilités, limpide.
Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13e. Mo Chevaleret. 20 h 30, les 10, 11, 12 et 13 avril. Tél. : 45-84-72-00. De 70 F à 100 F.

Zool Fleischer Quintet
Le pianiste Zool Fleischer, qu'il serait temps de ne plus seulement considérer comme un éternel « jeune espoir du jazz », s'est un temps – court il est vrai – laissé gagner par les suites de chorus. Son nouveau quintette serre les solos sur des compositions dansantes et chantantes.
Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies. 20 h 45, le 11 avril. Tél. : 41-37-94-20. De 70 F à 120 F.

Yvann Alexandre
Dans le cadre de la manifestation Presqu'îles 95, la Cité internationale présente de très jeunes créateurs. Yvann Alexandre, une des révélations de Montpellier-Danse 1994, y voisine avec Hélène Cathala et Fabrice Ramalingom (à 17 heures)
Cité Internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14e. Mo Cité-Universitaire. 15 heures, le 11. Tél. : 45-89-38-69. De 40 F à 55 F.

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 10 AVRIL

Romain Guyot, Jérôme Pernoo, Claire-Marie Le Guay
Schumann : *Romances pour clarinette et piano*, op. 94. Berg : *Pièces pour clarinette et piano*, op. 5. Fauré : *Sonate pour violoncelle et piano*, op. 117. Zemlinsky : *Trio pour piano, clarinette et violoncelle*, op. 3. Romain Guyot (clarinette), Jérôme Pernoo (violoncelle), Claire-Marie Le Guay (piano).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16e. Mo Passy. 19 heures, le 10. Tél. : 42-30-15-16. 20 F.

Mireille, de Gounod
Maryse Castets, Valérie Millot (Mireille), Christian Papis, Jean-Luc Viala (Vincent), Rita Gorr, Nadine Chéry (Taven), Jean-Marc Ivaldi (Ourrias), Roger Soyer (Ramon), Chœur de l'Opéra-Comique, Orchestre du département de formation professionnelle du Conservatoire supérieur de Paris, Cyril Diederich, David Heusel (direction), Robert Fortune (mise en scène).
Opéra-Comique. Salle Favart, 5, rue Favart, Paris-2e. Mo Richelieu-Drouot. 19 h 30, les 10, 11 et 13. Tél. : 42-86-88-83. Location Fnac. De 50 F à 490 F.

Ensemble Recherche
Davies : *Eight Songs for a Mad King, pour voix d'homme et six instrumentistes*. Ligeti : *Aventures et nouvelles aventures, pour soprano, mezzo-soprano, baryton et sept instrumentistes*. Sarah Leonard (soprano), Linda Hirst (mezzo-soprano), Omar Ebrahim, Martin Lindsay (barytons), Peter Rundel (direction).
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20e. Mo Gambetta. 20 heures, le 10. Tél. : 44-62-52-52. Location Fnac. 100 F.

Jard Van Nes
Schubert. Mahler : *Lieder*. Debussy : *Chansons de France*, extraits, *Chanson de Billitis, extraits*. De Falla : *Chansons populaires espagnoles*. Jard Van Nes (soprano), David Selig (piano).
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8e. Mo Miromesnil. 20 h 30, le 10. Tél. : 49-53-05-07. Location Fnac. De 85 F à 200 F.

Ensemble Musique oblique
Bartok : *Quintette pour piano et cordes, Contrastes*. Pecou : *Création*.
Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris-4e. Mo Châtelet-Les Halles. 20 h 30, le 10. Tél. : 42-36-13-90. Location Fnac. De 60 F à 100 F.

MARDI 11 AVRIL

Quatuor Altaïr
Tchaïkovski : *Dumka, pièce pour piano*. Rubinstein : *Quintette pour piano et cordes*, op. 99. Arkadi Volodos Jr. (piano).
Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris-7e. Mo Solferino. 12 h 30, le 11. Tél. : 40-49-47-17. 60 F.

Radu Lupu
Bartok : *Suite pour piano*, op. 14, *Improvisations sur des chansons paysannes hongroises*, op. 20. Schumann : *Bunte Blatter, Davidbundlertaenze*.
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8e. Mo Ternes. 20 h 30, le 11. Tél. : 45-63-07-96. De 120 F à 370 F.

Orchestre philharmonique de Saint-Pétersbourg
Prokofiev : *L'Amour des trois oranges, extraits, Concerto pour violon et orchestre*, op. 63, *Symphonie no 5*. Shlomo Mintz (violon), Youri Temirkanov (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8e. Mo Alma-Marceau. 20 h 30, le 11. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 390 F.

Sommaire soleil
de Prey. Anne Barbier (soprano), Erika Guiomar (célesta), Claude Lavoix (clavecin, piano), Véronique Roth (orgue), Pascal Delage (synthétiseur), Erika Guiomar, Claude Lavoix (direction), Mireille Larroche (mise en scène), Gigi Caciuleanu (danseur, chorégraphie).
Péniche Opéra, 200, quai de Jemmapes, Paris-10e. Mo Jaurès, Louis-Blanc. 21 heures, les 11, 12, 14 et 15. Tél. : 43-49-08-15. Location Fnac. De 100 F à 120 F.

Les Solistes de Moscou
Bach. Telemann. Tchaïkovski. Youri Bashmet (direction).
Sèvres (92). SEL, 47-49, Grande-Rue. 20 h 45, le 11. Tél. : 45-34-47-84. 120 F.

MERCREDI 12 AVRIL

Orchestre de Paris
Schubert : *Symphonie no 8, « Inachevée »*. Wagner : *Wesendonck-Lieder*. Chausson : *Poème de l'amour et de la mer*. Saint-Saëns : *Le Rouet d'Omphale, Danse macabre*. Birgitta Svenden (mezzo-soprano), Louis Langrée (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8e. Mo Ternes. 20 h 30, les 12 et 13. Tél. : 45-63-07-96. De 60 F à 240 F.

Orchester der Wirtschaftsuniversität Wien
Mendelssohn : *Concerto pour violon et orchestre*, op. 64, *Cantates*. Strauss : *Danses viennoises*. Bettina Gradinger (violon), Chœur de Paris-Sorbonne, Martin Braun (direction).
Amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Ecoles, Paris-5e. Mo Saint-Michel. 20 h 30, le 12. Tél. : 42-62-71-71. Location Fnac, Virgin. 100 F.

Orchestre philharmonique de Saint-Pétersbourg
Prokofiev : *L'Amour des trois oranges, extraits, Concerto pour piano et orchestre*, op. 26, *Roméo et Juliette, extraits*. Martha Argerich (piano), Youri Temirkanov (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8e. Mo Alma-Marceau. 20 h 30, le 12. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 390 F.

Comédies madrigalesques
Lassus. Vecchi. Banchieri. Striggio. Croce : *Comédie madrigalesques*. Agnès Mellon (soprano), Bruno Boterf (ténor), Vincent Bouchot (baryton), Compagnie Mario Gonzalez, Ensemble Clément Janequin, Dominique Visse (haute-contre, direction), Mireille Larroche (mise en scène), Ana Yepes (chorégraphie).
Aulnay-sous-Bois (93). Espace Jacques-Prévert, 134, rue Anatole-France. 21 heures, le 12. Tél. : 48-68-00-22. De 100 F à 120 F.

JEUDI 13 AVRIL

Torlief Thedeen, Per Tengstrand
Schumann : *Adagio et allegro pour violoncelle et piano*, op. 70. Debussy : *Sonate pour violoncelle et piano*. Prokofiev : *Sonate pour violoncelle et piano*, op. 119. Torlief Thedeen (violoncelle), Per Tengstrand (piano).
Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris-1er. Mo Louvre, Palais-Royal. 12 h 30, le 13. Tél. : 40-20-52-29. De 40 F à 50 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France
Rotaru : *Cercles magiques, creation*. Canat de Chizy : *Concerto pour violon et orchestre*, création. Pierre-Yves Artaud (flûte), Laurent Korcia (violon), Peter Burwick (direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16e. Mo Passy. 19 heures, le 13. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Quatuor Prazak
Beethoven : *Quatuor à cordes*, op. 131. Schoenberg : *Quatuor à cordes avec soprano*, op. 10. Vanda Tabery (soprano).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris-11e. Mo Bastille. 20 heures, le 13. Tél. : 44-61-83-54. Location Fnac. 95 F.

Orchestre philharmonique de Saint-Pétersbourg
Prokofiev : *Lieutenant Kije, extraits, Symphonie no 1, « Classique », Alexandre Nevski*. Eugenie Gorokhovskaya (mezzo-soprano), London Symphony Chorus, Youri Temirkanov (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8e. Mo Alma-Marceau. 20 h 30, le 13. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 390 F.

VENDREDI 14 AVRIL

Gary Hoffman, Sabine Vatin
Beethoven : *Sonates pour violoncelle et piano nos 3 et 5*. Gary Hoffman (violoncelle), Sabine Vatin (piano).
Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris-1er. Mo Châtelet. 12 h 45, le 14. Tél. : 40-28-28-40. 50 F.

SAMEDI 15 AVRIL

James Bowman
Airs profanes de Purcell et de ses maîtres anglais. James Bowman (haute-contre), Kenneth Weiss (clavecin), Ensemble de violes Fretwork, Richard Boothby (direction).
Versailles (78). Théâtre Montansier, 13, rue des Réservoirs. 17 h 30, le 15. Tél. : 39-02-30-00. Location Fnac. De 60 F à 220 F.

DIMANCHE 16 AVRIL

Les Arts florissants
Couperin : *Leçons de ténèbres pour le Mercredi saint*. Charpentier : *Leçons de ténèbres*, extraits. Sandrine Piau, Sophie Daneman (sopranos), Mark Padmore (haute-contre), Anne-Marie Lasia (basse de viole), William Christie (orgue, direction).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris-11e. Mo Bastille. 20 heures, le 16. Tél. : 44-73-13-00. 150 F.

DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Presqu'îles 95
Yvann Alexandre : *Orchidays* (le 11 à 15 h). Hélène Cathala : *La Camionetta* ; Fabrice Ramalingon : *Drap housse, Figures libres* (le 11 à 17 heures).
Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris-14e. Mo Cité-Universitaire. Tél. : 45-89-38-69. De 40 F à 55 F.

Kalpana, Donald Fleming, Daria Faïn
Andy Degroat : *Ma deesse*. Donald Fleming. Ellen Johannesen : *Use to It*. Daria Faïn : *Le Long de*.
Le Regard du cygne, 210, rue de Belleville, Paris-19e. Mo Place-des-Fêtes, Télégraphe. 20 h 20, le 11 ; 20 h 30, les 12, 14 et 15 ; 15 heures et 20 h 20, le 13 ; 15 heures, le 16. Tél. : 43-58-55-93.

Compagnie Philippe Genty
Philippe Genty : *Voyageur immobile*.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4e. Mo Châtelet. 20 h 30, les 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21 et 22 ; 15 heures, le 16. Tél. : 42-74-22-77. Location Fnac. 140 F.

Compagnie Maguy Marin
Maguy Marin : *Création*.
Fontenay-sous-Bois (93). Salle Jacques-Brel, 164, avenue Gallieni. Mo RER Fontenay-sous-Bois puis bus 124, arrêt hôtel-de-Ville. 20 h 30, les 12, 13 et 14. Tél. : 48-75-44-88. Location Fnac. De 60 F à 90 F.

Catherine Langlade, Laurence Levasseur
Catherine Langlade : *Cybernies*.
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris-14e. Mo Raspail. 20 heures, le 13. Tél. : 42-18-56-72. De 20 F à 30 F.

Ballet Jazz Art
Raza Hammadi. Robert North : *La Jeune fille et la Mort, Marathon Jazz, Entre dos aguas*.
Franconville (95). Centre Saint-Exupéry, 32 B, rue de la Station. 21 heures, le 13. Tél. : 39-32-66-06. 80 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection des exclusivités et des reprises

NOUVEAUX FILMS

A LA CAMPAGNE
Film français de Manuel Poirier, avec Benoît Régent, Judith Henry, Sergi Lopez, Jean-Jacques Vanier, Serge Riaboukine, Elisabeth Commelin (1 h 48).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ASTÉRIX ET LES INDIENS
Dessin animé allemand de Gerhard Hahn (1 h 24).
VF : Rex, Dolby, 2e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Odéon, Dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, Dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 8e (36-68-49-56) ; Paramount Opéra, Dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, Dolby, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, Dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, Dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Saint-Lambert, Dolby, 15e (45-32-91-68) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, Dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, Dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

CHANG, A DRAMA OF THE WILDERNESS
Film américain de Merian C. Cooper, Ernest B. Schoedsack, avec Kru, Nantui, Nah, Ladah, Bimbo le singe (1 h 10).
Reflet Médicis I, 5e (43-54-42-34).

LE CRI DU CŒUR
Film franco-burkinabé d'Idrissa Ouedraogo, avec Richard Bohringer, Saïd Diarra, Félicité Wouassi, Alex Descas, Clémentine Célarié (1 h 26).
VO : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LÉGENDES D'AUTOMNE
Film américain d'Edward Zwick, avec Brad Pitt, Anthony Hopkins, Aidan Quinn, Julia Ormond, Henry Thomas, Karina Lombard (2 h 13).
VO : Gaumont les Halles, Dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Danton, Dolby, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Marignan-Concorde, Dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, Dolby, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Opéra Français, Dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Max Linder Panorama, THX, Dolby, 9e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, Dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, Dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34).
VF : Rex, Dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, Dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, Dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, Dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, Dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, Dolby, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 18e (36-68-20-22).

MON ENFANCE
Film turc de Memduh Un, avec Emre Akyildiz, Menderes Samancilar, Günay Girik, Meric Basaran, Elif Inci (1 h 25).
VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

VIVE L'AMOUR
Film chinois de Tsai Ming-Liang, avec Yang Kuei-Mei, Chen Chao-Jung, Lee Kang-Sheng (1 h 58).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, Dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, Dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10).

VOYAGE INTERROMPU
Film indien de Sandip Ray, avec Soumitra Chatterji, Sadhu Meher, Shubhalakshmi Munshi, Bina, Minakshi Goswami (1 h 22).
VO : Le Champo - Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).

SÉLECTION

L'ANNÉE JULIETTE
de Philippe Le Guay,
avec Fabrice Luchini, Valérie Stroh, Philippine Leroy-Beaulieu, Marine Delterme, Didier Flamand.
Français (1 h 25).
Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, Dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, Dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

L'APPÂT
de Bertrand Tavernier,
avec Marie Gillain, Olivier Sitruk, Bruno Putzulu, Richard Berry, Philippe Duclos, Marie Ravel.
Français (1 h 55).
Interdit – 12 ans.
14-Juillet Beaubourg, Dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, Dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, Dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Opéra, Dolby, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, Dolby, 18e (36-68-20-22).

CALENDAR
d'Atom Egoyan,
avec Arsinée Khanjian, Ashot Adamian, Atom Egoyan.
Canadien (1 h 12).
VO : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

CHUNGKING EXPRESS
de Wong Kar-Wai,
avec Brigitte Lin Chin-Hsia, Takeshi Kaneshiro, Tony Leung Chiu-Wai, Faye Wang, Valérie Chow.
Hongkong (1 h 37).
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

L'EMIGRÉ
de Youssef Chahine,
avec Yousra, Michel Piccoli, Mahmoud Hemida, Khaled El Nabaoui, Safia El Emary.
Egyptien (2 h 08).
VO : Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

EMMÈNE-MOI
de Michel Spinosa,
avec Karin Viard, Antoine Basler, Inès de Medeiros, Eric Savin, Bruno Putzulu, Didier Bénureau.
Français (1 h 26).
Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

EN MAI FAIS CE QU'IL TE PLAÎT
de Pierre Grange,
avec Eric Challier, Valérie Gabriel, Jean-Claude Dreyfus, Renaud Le Bas, Nathalie Ortega, Fred Saurel.
Français (1 h 22).
Interdit – 12 ans.
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23).

FADO, MAJEUR ET MINEUR
de Raoul Ruiz,
avec Jean-Luc Bideau, Melvil Poupaud, Ana Padrao, Jean-Yves Gautier, Arielle Dombasle, Bulle Ogier.
Français, couleur et noir et blanc (1 h 50).
Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

LA JEUNE FILLE ET LA MORT
de Roman Polanski,
avec Sigourney Weaver, Ben Kingsley, Stuart Wilson, Krystia Mova, Jonathan Vega, Rodolphe Vega.
Franco-britannique (1 h 45).
VO : Gaumont les Halles, Dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, Dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Grand Action, Dolby, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63) ; 14-Juillet Odéon, Dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, Dolby, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, Dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, Dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, Dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Gaumont Opéra Français, Dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, Dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

JLG/JLG,
de Jean-Luc Godard,
avec Genevieve Pasquier, Denis Jadot, Brigitte Bastien, Elisabeth Kaza, André Labarthe, Louis Séguin.
Français (1 h 20).
La Pagode, Dolby, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10).

LES MISÉRABLES
de Claude Lelouch,
avec Jean-Paul Belmondo, Michel Boujenah, Alessandra Martines, Annie Girardot, Clementine Célarié, Philippe Léotard.
Français (2 h 50).
Gaumont les Halles, Dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10), Rex, Dolby, 2e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Odéon, Dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Bretagne, Dolby, 6e (36-65-70-37 ; réservation : 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, Dolby, 8e (36-68-48-56) ; Gaumont Marignan-Concorde, Dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, Dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, Dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, Dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, Dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, Dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, Dolby, 18e (36-68-20-22).

LE MONSTRE
de Roberto Benigni,
avec Roberto Benigni, Michel Blanc, Nicoletta Braschi, Dominique Lavanant, Jean-Claude Brialy.
Franco-italien (1 h 48).
VO : Forum Orient Express, Dolby, 1er (36-65-70-67) ; UGC Rotonde, Dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, Dolby, 6e (36-68-37-62). VF : UGC Normandie, Dolby, 8e (36-68-49-56) ; UGC Opéra, Dolby, 9e (36-68-21-24) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, Dolby, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, Dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, Dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, Dolby, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, Dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, Dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LES RENDEZ-VOUS DE PARIS
d'Eric Rohmer,
avec Clara Bellar, Antoine Basler, Mathias Megard, Aurore Rauscher, Serge Renko, Michael Kraft.
Français (1 h 40).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G.-de-Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

STAR TREK GENERATIONS
de David Carson,
avec Patrick Stewart, Jonathan Frakes, Brent Spiner, Levar Burton, Michael Dorn, Gates McFadden.
Américain (1 h 55).
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; 14-Juillet Odéon, Dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; Paramount Opéra, Dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, Dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, Dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Montparnos, Dolby, 14e (36-65-70-42 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, Dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, Dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, Dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

REPRISES

LA BELLE ET LA BÊTE
de Jean Cocteau,
avec Jean Marais, Josette Day, Marcel André, Mila Parély, Nane Germon, Michel Auclair.
Français, 1945, noir et blanc, copie neuve (1 h 40).
Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

LES 101 DALMATIENS
dessin animé américain, 1961 (1 h 20).
VF : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex (le Grand Rex), Dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, Dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, Dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, THX, Dolby, 8e (36-68-43-47) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, Dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, Dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, THX, Dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

FRIENDS
d'Elaine Proctor,
avec Kerry Fox, Michele Burgers, Dambisa Kente.
Anglo-français, 1992 (1 h 52).
VO : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

Chargeurs détiendra 26 % de la chaîne « histoire » de l'INA

PATHÉ-TÉLÉVISION, filiale du groupe Chargeurs, doit acquérir 26 % du capital de la future chaîne câblée « histoire », qui sera lancée à l'automne 1995. Le tour de table de la chaîne, quasiment bouclé, réunira l'Institut national de l'audiovisuel (INA), la chaîne culturelle Arte, et Pathé-Télévision (26 % chacun). France-Télévision prendra pour sa part 12 % du capital, le reste devant être souscrit par un investisseur étranger, dont l'identité est encore indéterminée.

La chaîne « histoire » sera d'abord diffusée par câble, sur les réseaux détenus par la société Lyonnaise Communications, avant d'être retransmise par satellite, en 1996, avec l'ensemble des chaînes thématiques de Canalsatellite, piloté par Canal Plus. La chaîne puisera dans les archives et le dépôt légal, géré par l'Institut. Pathé-Télévision, dirigée par Jeanine Langlois-Glandier, doit mettre à la disposition de la chaîne un important fonds d'archives sur l'histoire de l'image que possède la société.

■ **PRODUCTION : le groupe AB Productions** (« Hélène et les Garçons », « Le Miel et les Abeilles »), spécialisé jusqu'à présent dans les sitcoms, vient de monter une filiale de production haut de gamme avec Françoise Castro, épouse de l'ex-premier ministre Laurent Fabius, a indiqué au MIP-TV de Cannes le PDG du groupe, Claude Berda. Baptisée BFC, cette société est détenue à 80 % par AB Productions. Son but est de produire des documentaires,des fictions et des magazines à destination des télévisions publiques. Mme Castro est une professionnelle de la production, notamment du documentaire.

■ **AUDIOVISUEL : la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT)** a annoncé, vendredi 7 avril, une hausse de 10 % de son bénéfice consolidé pour 1994, qui passe de 500 millions de francs en 1993 à 550 millions de francs l'an dernier. En 1994, la CLT a dégagé un chiffre d'affaires de plus de 13,7 milliards de francs et enregistré une progression de 9 % par rapport à 1993. Selon la CLT, « *cette augmentation provient principalement du secteur télévision et plus particulièrement du fait de l'intégration proportionnelle* [pour la première fois en 1994] *de M 6, dont la CLT détient désormais 35,73 %* » du capital. M 6 a contribué pour plus de 730 millions de francs au chiffre d'affaires de la société luxembourgeoise.

■ **INTERNATIONAL : l'Agence France-Presse (AFP) et France 3** ont annoncé dimanche 9 avril, au MIP-TV de Cannes, le lancement en commun de TV-Sources, service international d'annonces d'images de télévision (actualités, magazines et fictions) destiné à assurer un lien « *direct* » entre les producteurs et les chaînes. Grâce au réseau informatique et aux cinq satellites dont dispose l'AFP dans le monde, TV-Sources permettra aux producteurs d'annoncer, en temps réel, les sujets disponibles à la vente aux télévisions. Ces dernières auront ainsi la possibilité de consulter ces offres en permanence sur micro-ordinateur et de négocier les programmes souhaités. Le vendeur paiera son annonce, mais la consultation par l'acheteur sera gratuite.

La RAI s'associe avec France Télévision

A l'occasion du Marché international des programmes de Cannes, les responsables de la télévision publique italienne multiplient les initiatives

CANNES
de notre envoyé spécial

Malgré les incertitudes qui affectent les paysages politiques français et italien, Laetizia Moratti, présidente de la RAI, et Jean-Pierre Elkabbach, président de France Télévision, se sont retrouvés au trente-deuxième Marché international des programmes de télévision (MIP-TV), samedi 8 avril, pour annoncer le montage prochain d'une structure commune d'achat de droits audiovisuels (longs métrages, fictions, téléfilms, documentaires, etc.) pour toute forme de distribution, qu'elle soit hertzienne, câblée, satellitaire, etc. Comme les chaînes privées, les chaînes publiques souhaitent constituer des réservoirs de droits qui les mettent à l'abri des diktats des grands catalogues américains.

Bien que cette structure franco-italienne ne soit pas encore finalisée, sa forme juridique devrait être celle d'un GEIE (Groupement européen d'intérêt économique). Jean-Pierre Elkabbach et Laetizia Moratti ont également annoncé un sommet des présidents de chaînes publiques de télévision, qui devrait avoir lieu à Paris les 9 et 10 juin. Au-delà de ces accords, les deux télévisions publiques sont aussi associées dans le sauvetage d'Euronews, la chaîne d'information européenne. Un sauvetage qui s'est traduit récemment par l'entrée de la Générale occidentale dans le capital de la chaîne.

Laetizia Moratti ne s'est pas prononcée sur le résultat d'un prochain référendum qui doit donner un cadre à la télévision publique et privée en Italie en fixant le nombre de chaînes entre les mains d'un opérateur privé et se prononcer sur l'accès de la RAI aux ressources publicitaires. Mais elle s'est déclarée favorable à un « *service public fort. La publicité est un moyen de rester sur le marché, de se mesurer avec lui* ». Quant à savoir ensuite si la publicité doit être diffusée sur les trois chaînes du secteur public, « *c'est une question interne* », a expliqué Mme Moratti.

En attendant la RAI vient de signer un accord avec le groupe saoudien Dalla El Baraka (7 milliards de dollars de chiffre d'affaires) pour le lancement de deux nouvelles chaînes de télévision. La première correspond à un ensemble de programmes (fictions, variétés, sports et enfants) répartis sur quatre canaux et diffusés à partir de l'Italie, sur le satellite Arabsat, et rediffusés sur l'ensemble du monde musulman. Un second accord a été signé avec la même société pour le lancement d'une chaîne payante en italien à destination des dix-sept millions d'italianisants du continent nord et sud-américain.

La RAI ouvrira son catalogue de programmes à cette chaîne qui sera vendue par abonnements à toute la diaspora italienne des deux Amériques. Le producteur Tarak Ben Ammar, qui dirige la branche média de ce consortium saoudien, affirme avoir des projets similaires avec France Télévision.

Mais plus qu'une lutte entre le secteur privé et le service public, c'est pour leur propre survie que les chaînes publiques s'organisent, en France comme en Italie.

Yves Mamou

Nicolas Sarkozy dresse le bilan de son intérim

CANNES
de notre envoyé spécial

Samedi 8 avril, Nicolas Sarkozy, ministre du budget et de la communication, a salué cérémonieusement les présidents de chaine – y compris « *Etienne* » (Mougeotte), vice-PDG de TF 1 – qui tous étaient venus assister à la traditionnelle conférence de presse que tient le ministre de la communication à l'issue de l'inauguration du Marché international des programmes (MIP-TV). Relatant sa visite du Salon, Nicolas Sarkozy s'est étonné qu'« *aucun des exposants ne* [lui] *ait rien demandé* », ne sachant pas s'il fallait en tirer « *des conclusions optimistes sur l'état économique du secteur de la télévision ou pessimistes sur sa situation personnelle* ».

Nicolas Sarkozy a tenu à faire remarquer qu'il avait essayé, durant les dix mois où il a eu la responsabilité du ministère de la communication, après la démission d'Alain Carignon, de résoudre les problèmes « *au fur et à mesure* », dans une totale « *transparence* » vis-à-vis du milieu professionnel. « *Je garderai un sentiment d'échec, si, d'ici au 25 avril, je n'ai pas annoncé un train de mesures pour la presse* », a-t-il ajouté. Evoquant les prochaines échéances politiques, le ministre s'est félicité de ce qu'aucun candidat à la présidence de la République n'ait manifesté « *d'ambitions révolutionnaires* » pour l'audiovisuel français. « *Le PAF* [paysage audiovisuel français] *a trouvé son équilibre, il faut prendre garde à ne pas le bousculer.* » Concernant la deuxième directive Télévision sans frontières, Nicolas Sarkozy a estimé que le maintien des quotas était nécessaire et souhaitable (*Le Monde* du 5 avril). « *Il fallait accepter qu'il soit limité à dix ans, sinon nous perdions tout.* »

Interrogé sur la déréglementation des télécommunications, le ministre a défendu avec chaleur l'idée d'une « *progressivité* ». « *Je crois à la concurrence, je crois au marché, mais je crois aussi à la nécessité d'y aller progressivement. Toute déréglementation mal menée risque de donner le monopole de la technique aux Japonais et le monopole sur les contenus aux Américains.* » Sur ces paroles, le ministre s'est envolé vers Monaco, où il devait signer les premiers documents d'un traité entre la France et la principauté (*Le Monde* du 7 avril). Ce texte est destiné à conforter Télé-Monte-Carlo dans son droit de diffuser sur les trois émetteurs du sud de la France.

Y. M.

LUNDI 10 AVRIL

TF 1

13.00 Journal et Météo.
13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Dallas.
15.20 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée vacances.
17.30 Série : Les Garçons de la plage.
18.00 Série : Premiers baisers.
18.30 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 0.30).
19.50 Le Bébête Show (et 1.15).
20.00 Journal.
20.15 Face à la Une. Avec Philippe de Villiers.
20.35 La Minute hippique, Météo.

20.45 Série : Navarro. Femmes en colère, de Marc Angelo.
22.25 Série : Columbo. Match dangereux, d'Ed Abroms, avec Peter Falk.
23.45 3 000 scénarios contre un virus (et 0.25)
23.50 F1 Magazine.
1.20 Journal et Météo.
1.30 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et 5.05) ; 2.25, TF 1 nuit (et 3.25, 4.25) ; 2.35, Histoire des inventions ; 3.35, Histoire de la vie ; 4.35, Passions ; 5.00, Musique.

FRANCE 2

13.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle.
14.05 Bourse, Météo. Avec Edouard Balladur ; Lionel Jospin ; Philippe de Villiers ; Robert Hue , Arlette Laguiller (5 mn chacun).
14.20 Série : Inspecteur Derrick.
15.25 Série : L'Enquêteur.
16.20 Variétés : La Chance aux chansons (et 4.30).
17.10 Des chiffres et des lettres.
17.40 ▶ Série : Code Lisa.
18.10 Série : Sauvés par le gong.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 2.50).
19.59 Journal.
20.25 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Arlette Laguiller ; Edouard Balladur ; Jacques Cheminade ; Philippe de Villiers ; Jean-Marie Le Pen ; Lionel Jospin ; Robert Hue ; Dominique Voynet ; Jacques Chirac (1 min chacun) (et 18.00).
20.45 Météo.

20.55 Téléfilm : L'Enfant des rues. De François Luciani.
22.35 Magazine : Ça se discute. Le sport paie-t-il le prix du spectacle ? (1/2). Les sportifs sous pression.
0.15 Journal, Météo, Journal des courses.
0.10 Les Films Lumière.
0.45 Le Cercle de minuit.
3.15 Programmes de nuit. J'ai un problème (rediff.) ; 4.10, 24 heures d'info ; 5.20, Dessin animé

FRANCE 3

13.35 Magazine : Vincent à l'heure.
14.52 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Arlette Laguiller ; Edouard Balladur ; Jacques Cheminade ; Philippe de Villiers ; Jean-Marie Le Pen , Lionel Jospin ; Robert Hue ; Dominique Voynet ; Jacques Chirac (1 min chacun) (et 18.00).
15.10 L'Autour, pirate des bois.
15.35 Série : Simon et Simon.
16.30 Les Minikeums.
17.20 Une pêche d'enfer.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Pages de journal, 1939-1944* et *Le Témoin compromis*, d'Edith Thomas.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.09, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.

20.50 Cinéma : L'Année sainte. □ Film franco-italien de Jean Girault (1976).
22.30 Météo et Journal.
22.55 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Edouard Balladur ; Lionel Jospin ; Philippe de Villiers , Robert Hue ; Arlette Laguiller (5 mn chacun).
23.30 Cinéma : Aux yeux du monde. ■ Film français d'Eric Rochant (1990).
1.05 Musique Graffiti. Jazz. *Sckratch Book*, de François Jeanneau, par Daniel Humair, Jean François Jenny Clark (15 min).

M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
15.10 M6 Boutique.
15.20 Musique. Boulevard des clips (et 5.30).
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Nick Mancuso.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Caraïbes offshore.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.05 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Ciné 6. Présenté par Laurent Weil.

20.50 Cinéma : Dans la chaleur de la nuit. ■ Film américain de Norman Jewison (1967).
22.50 Magazine : Capital. Présenté par Emmanuel Chain.
0.35 Magazine : Culture pub.
1.00 Magazine : Jazz 6. Présenté par Philippe Adler. Lionel Hampton et son Golden Men of Jazz
1.55 Documentaire : Nature et civilisation (1).
2.50 Rediffusions. Sports et découverte (7) ; 3.45, Caravane des Andes ; 4.10, Culture rock (La saga) ; 5.05, E = M 6.

CANAL +

13.35 Téléfilm : Souvenirs ensanglantés. De Geoffrey Sax, avec Dennis Waterman, Derek Jacobi.
15.10 Surprises (et 18.00).
15.30 Cinéma : Le Temps d'un week-end. □ Film américain de Martin Brest (1992).
18.05 Canaille peluche. Crocs malins.

— *En clair jusqu'à 20.35* —

18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 Zérorama. Présenté par Daisy d'Errata, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Algoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Elles ne pensent qu'à ça. ■ Film français de Charlotte Dubreuil (1993).
22.00 Flash d'informations.
22.10 Le Journal du cinéma.
22.15 Cinéma : Cement Garden. □ Film germano-britannique d'Andrew Birkin (1993, v.o.).
0.00 Le Journal du hard. Présenté par Philippe Vandel.
0.05 Cinéma : Jalousies romaines. Film franco-italien, classé X, d'Alex Perry (1994).
1.24 Pin-up.
1.25 Téléfilm : La Femme dangereuse. De Gilles Béhat.

LA CINQUIÈME

13.30 Cinéma : Sang et or. ■■ Film américain de Robert Rossen (1947, N.).
15.15 Magazine : Emploi.
16.00 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours ; Inventer demain ; Allô ! la Terre ; Cogito ; Cinq sur cinq ; Au fil des jours ; Langues : espagnol et anglais (rediff.).
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Les Yeux de la découverte. Le squelette.
18.30 Le Monde des animaux.
18.55 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach.
19.30 Documentaire : La Légende du sport. La Face Nord du pic Eiger [2].
20.00 Magazine : Actuel. Paroles de citoyens [2]. *Qu'attendent les citoyens du futur président de la République ?*
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Cinéma : Aguirre, la colère de Dieu. ■■■ Film allemand de Werner Herzog (1972, v.o.).
22.15 Cinéma : La Petite Véra. ■■ Film soviétique de Vassili Pitchoul (1988, v.o.).
0.25 Court métrage : Court-circuit. Le Trieur, de Philippe Boon. D 14, de Frédéric Blasco. *Claude Piéplu.*
0.50 Cinéma : Tabou. ■■■ Film américain de Friedrich Wilhelm Murnau et Robert Flaherty (1931, N., muet, sonorisé) (rediff.).
2.25 Rencontre. Avec Alberto Bali et Raoul Ruiz (40 min).

CÂBLE

TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Thalassa. 21.00 Enjeux-Le Point. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu de TV5. 22.40 Les Enfants de la tele. 0.00 Ça colle et c'est piquant. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 19.35 L'Enfance. De Geoff Haines-Stiles, Eugène Marner et Erna Akuginow [4/7]. Au pays des géants. 20.35 Les Mutants. De Marc Laine et Karim Ellyas. 21.25 Escales. l'Ouest canadien. De Pierre Brouwers. 22.25 Les Premiers Americains. De Simon Campbell Jones. 23.15 Une vie de couleurs. De Jean-Claude Jean. 23.45 Pêche au gros. De James G. Bridge [4/7]. Espadon voilier au Sénégal. 0.35 Les Musées de Dieu. De Christian Bussy (60 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Premiere infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.00). 19.45 Archives. 20.00 Buzz (et 22.35). 20.30 Tout Paris. 21.00 Théâtre. Le Voleur d'instants. De Daniel Colas. Enregistré en 1994. Avec Daniel Colas, Yannick Le Poulain. 23.05 Concert : INXS. 0.30 Concert : Joshua Redman Quartet. (80 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi : 18.00, Le Bus magique ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, Sébastien et la « Mary-Morgane » ; 18.55, A vos marque pages ; 19.00, Regarde le monde ; 19.15, Les Animaux super stars ; 19.20, Rebus. 19.30 Série : Zorro.

CANAL JIMMY 20.00 Série. M.A.S.H. Souvenirs. 20.30 Souvenir : Tempo. 21.30 Série. New York Police Blues. 22.15 Chronique de la combine. 22.20 Hairspray. ■ Film américain de John Waters (1987). 23.55 Concert : The Allman Brothers (65 min). 1.00 Série. Les Aventures du jeune Indiana Jones. Paris, mai 1919 (45 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Docteur Quinn, femme medecin. 19.50 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.40 Le Club. 20.45 Série : Les Cadavres exquis. De Patricia Highsmith (et 0.10). 21.40 Série. Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. L'ouragan. 23.20 Serie : Equalizer. Le Debut. 1.00 Série : Le Gerfaut (45 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 0.00). 20.10 MCM Mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Passion pub. 21.30 MCM Rock Legends. 23.00 Autour du groove. 0.30 Blah-Blah Metal. 1.00 Vidéo-clips.

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Concert. Joe Cocker. Enregistré en juillet 1992 à Montreux. 22.00 Série : The Real World 1. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 First Look. 0.00 The End ?

EUROSPORT 20.00 Speedworld. 21.30 Rallye. De Tunisie. 1er jour. 22.00 Eurogoals. 23.30 Boxe. Résumé. Championnat du monde WBO des poids mi-mouches. Paul Weir (G-B)-Pretty Boy Lucas (Philippines). 0.30 Golf

CINÉ CINÉFIL 18.40 L'Epopée dans l'ombre. ■ Film irlandais de Michael Anderson (1959, N., v.o.). 20.30 Pygmalion. ■■ Film britannique d'Anthony Asquith (1938, N., v.o.). 22.05 Croquemitoufle. ■ Film français de Claude Barma (1958, N.). 23.25 Charlie Chan à Shanghaï. □ Film américain de James Tinling (1935, N., v.o.). 0.35 La Loi du Nord. ■■ Film français de Jacques Feyder (1939, N., 95 min).

CINÉ CINÉMAS 18.25 Le Bon et les Méchants. ■■ Film français de Claude Lelouch (1975). 20.30 Mon oncle d'Amérique. ■■ Film français d'Alain Resnais (1980). 22.30 Cow-boy. ■ Film américain de Delmer Daves (1957, v.o.). Lemmon. 0.05 El Lute II. ■ Film espagnol de Vicente Aranda (1988, v.o., 120 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Régine Pernoud (Christine de Pisan). 19.30 Perspectives scientifiques. Coraux et plantes sous-marines. 1. Biologie des coraux. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Parsifal et l'Enchantement du vendredi saint. 1. Un opéra pacifiste. Œuvres de Wagner, Mendelssohn, Liszt, Korngold. 20.30 L'Histoire en direct. La chute de Saïgon (2). A l'occasion du 20e anniversaire de la chute de Saïgon. Avec Philippe Franchini, Olivier Todd, Edward Behr, Bui Tinh, le général Tran Van Don. 21.30 Fiction. Le Métier à tisser, d'Elisabeth Huppert (3). 22.40 Accès direct. Manuel Poirier (... à la campagne). 0.05 Du jour au lendemain. Mario Bois (Le Flamenco). 0.50 Coda. Hélène Delavault. 1. Femmes, clichés et chromos. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Radio cinoche (3) ; 1.59, Vienne, carnet de bal pour un âge d'or (3) ; 3.22, Merab Mamardachvili (Etre philosophe en Union Soviétique) ; 3.51, Hannah Arendt : une femme dans de sombres temps ; 4.40, Bernanos et le cinéma ; 6.11, Le Gai Savoir : René Vandewiele.

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Olivier Merlin, journaliste. 20.00 Avant-concert. 20.30 Concert. En direct du Victoria Hall de Genève, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Armin Jordan : Lieutenant Kijé, suite op. 60, de Prokofiev ; Sept Paroles pour violoncelle, bayan et orchestre, de Goubaïdoulina, Miklos Perenyi, violoncelle, Stefan Hussong, bayan ; Symphonie no 6, de Chostakovitch. 22.30 Musique pluriel. Return to Earth, de Monk, par le Musica sacra, dir. Richard Westernburg ; Muoodaayiywooum, de Hillborg, par le chœur de chambre Eric-Ericson ; Deutsche Tänze, de Schwer, par l'Ensemble Bel canto, dir. Dietburg Spohr. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Fauré, Poulenc. 0.00 La Rose des vents. Concert donné le 24 février, à l'Institut du monde arabe. Syrie. Adid Dayikh et son ensemble. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

Les interventions à la radio

RMC, 18 h 30 : Arlette Laguiller, en direct de Toulouse (« Spéciale présidentielle RMC-*Le Figaro* »).

RTL, 18 h 30 : Robert Hue (« Grand Jury spécial présidentielle »).

France-Inter, 19 h 20 : Jacques Cheminade (« Le Téléphone sonne »).

هكذا من الأصل

« Le Schmilblick » revient en version radio

Réalisé en duplex entre Paris et des villes de province, le jeu télévisuel immortalisé par Coluche va être diffusé sur l'antenne de Nostalgie

LANCÉ en septembre 1969 sur la première chaîne, par Guy Lux, « Le Schmilblick », nom loufoque inventé par Pierre Dac, est devenu très vite un jeu populaire. La simplicité du concept – les téléspectateurs doivent identifier l'objet qui se cache derrière une micro ou macrophotographie –, l'arrivée d'un principe nouveau – l'interactivité –, et le climat de convivialité qu'il entraîne provoquent l'enthousiasme. Les Français découvrent un plaisir qu'ils ne soupçonnaient pas : se voir à la télévision. Quelques-uns n'hésitent pas à faire passer quelques messages à leur famille ou à leurs amis. On s'amuse beaucoup, on abuse de l'antenne et on en redemande.

L'émission s'interrompt pourtant en juillet 1970 pour reprendre, quelques années plus tard, en 1974, sous un nouveau titre, « Le Schmilblick à brac ». Proposé par Guy Lux, le jeu est alors animé par Léon Zitrone et diffusé sur Antenne 2, où il est devenu hebdomadaire et plus long (cinquante minutes). Seule innovation par rapport à la première version : le candidat n'a le droit de poser sa question que s'il a apporté, au préalable, un objet ancien à faire expertiser. « Le Schmilblick à brac » prend fin en février 1976. FR 3 le rediffuse en 1987.

Après une longue absence, « Le Schmilblick » revient aujourd'hui,en format radio, sur Nostalgie. Pour la station dont la dernière campagne de publicité décline des messages tels que *« Si t'as pas de nostalgie, t'as pas de mémoire »* ou *« Si t'as pas de nostalgie, t'as pas de futur »*, reprendre le célèbre jeu apparaît comme la démarche logique d'une programmation qui fait du souvenir une valeur positive.



CHEZ MOULINOT...

Depuis le lundi 10 avril, entre 12 h 30 et 13 heures, le jeu s'installe sur l'antenne de Nostalgie. Animée par Georges Beller, depuis les studios de la station, à Paris, l'émission a lieu en direct et en duplex avec une ville différente chaque semaine. Sur place, un animateur régional de Nostalgie assure le lien entre la capitale et la province. Du lundi au vendredi, les auditeurs de la France entière sont ainsi invités à démasquer l'objet mystérieux, dont la valeur de départ s'élève à 5 000 francs et doit augmenter de 50 francs à chaque bonne réponse fournie.

« Dès qu'il y a de l'argent en jeu, il y a fantasme, précise Georges Beller. *Et dans un pays où il y a beaucoup de chômeurs, on ne peut pas se permettre de favoriser certaines personnes par rapport à d'autres. C'est pourquoi nous aurons le souci constant de faire participer tout le monde, de maintenir l'équilibre entre les auditeurs qui vivent à Paris, ceux qui habitent la ville dans laquelle nous serons, mais aussi ceux de toutes les autres régions. »* Première étape de l'émission... Cajarc, en direct de chez Moulinot. Nostalgie ne pouvait viser meilleur symbole.

Selon le directeur d'antenne, Nicolas Lespaule, *« adapter cette grande émission télévisuelle populaire pour la radio constituait une première qui correspond à notre politique d'innovation. Ensuite, nous constatons que tout le monde court derrière « Le Schmilblick » en le copiant ; cela donne « La Chose » ou « Le Cékoidon ». Dans un souci d'authenticité, nous préférons les originaux aux copies. Enfin, « Le Schmilblick » répond parfaitement à la démarche de Nostalgie, dont une des vocations est de réveiller, en les remettant au goût du jour, des concepts qui nous ont fait plaisir ».*

« UN CONTACT DIRECT »

Le support-radio représente pour le maître de jeu Georges Beller une chance dont il compte bien user. *« Contrairement à la télévision où l'image accapare l'attention, la radio permet un contact direct avec les auditeurs, aiguise l'imagination et l'imaginaire, encourage le délire »,* remarque l'animateur. Quant à la version télévisuelle, il ne souhaite ni la négliger ni s'en inspirer. *« Le passé,* dit-il, *ne doit pas être utilisé comme un miroir, mais comme quelque chose qui permet d'avancer. »* Une définition qui pourrait servir de slogan à Nostalgie.

Véronique Cauhapé

Mouchoir de poche

par Agathe Logeart

UN CHIRAC qui se tasserait un peu mais pas trop ; un Balladur et un Jospin qui passeraient leur temps à se semer l'un l'autre ; des indécis qui ne se décident toujours pas... Qu'ils sont agaçants, ces sondages ! Normalement, ils devraient être là pour nous faciliter la vie, pour nous dire vraiment de quel côté souffle le vent. Ce devrait être comme la météo. Comment savoir ce qu'il faut se mettre sur le dos le matin, si on ne vous dit pas par avance quel temps il fera ? Là, c'est pareil, comment savoir pour qui voter, si on ne connaît pas d'avance le résultat...

Prenez Lionel Jospin. Jusqu'ici, il nous assurait de sa présence au deuxième tour. Naïvement, on pensait qu'il avait de bonnes raisons d'être aussi confiant. Edouard Balladur serait passé à la trappe, on aurait eu un bon brave duel droite-gauche, et puis c'est tout. C'était simple, quand même. Et voilà que ces jours-ci le candidat socialiste nous fait le coup du doute. Il a tout recalculé (*« Je prends deux sondages et j'en retiens un »*), et il n'est plus si sûr que ça de retomber sur ses pieds. Que ceux qui auraient été tentés par des chemins de traverse regagnent bien sagement le rang. On leur demande de voter utile. La belle consigne ! Comme si les électeurs avaient l'habitude de voter inutile... Lui qui avait commencé sa campagne en douceur, on le voit maintenant mouiller – au sens propre – sa chemise. Il ne finit plus un seul meeting sans être à tordre, et pas de rire, hélas... Charitable comme il sait si bien l'être, son si cher ami Laurent Fabius susurrait, en marge du dernier meeting, que Jospin ferait certes un très bon président de l'an 2000, mais que, pour le moment, tout allait se jouer dans un mouchoir de poche. On compte assurément sur l'ancien premier ministre et sur la bonne volonté d'un Parti socialiste, qu'on a connu plus dynamique, pour donner le coup de reins indispensable. Quant à Edouard Balladur, le mouchoir de poche doit lui paraître bien inconfortable, à lui aussi. Pourtant, contrairement à ses récentes habitudes, il ne nous a rien trouvé de bien croustillant, cette fin de semaine, pour séduire des électeurs tentés par le vagabondage. Il a juste dit, à l'arrivée du Paris-Roubaix, qu'il faisait du vélo quand il était petit. On attend impatiemment l'impact d'une telle révélation sur les prochaines enquêtes d'opinion...

Jacques Chirac, lui, est apparu carrément impérial depuis sa tribune de Bercy. Le mouchoir de poche, il l'abandonne volontiers aux autres et si les sondages l'inquiètent, il n'en a rien laissé paraître. Soutenu par Line Renaud et Johnny Halliday (Henri Salvador était planqué dans un coin), il a tenu sa salle, préchauffée par des rappeurs et des rockeurs, en candidat désormais sûr de lui. Personne n'a ri quand il a annoncé que, à l'occasion de cette élection présidentielle, une génération allait *« passer la main à des hommes neufs »*. S'il se voit en homme neuf, ce ne serait pas chrétien de le contrarier.

MARDI 11 AVRIL

TF 1

13.40 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Dallas.
15.20 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée vacances.
17.30 Série : Les Garçons de la plage.
18.00 Série : Premiers baisers.
18.30 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Magazine : Coucou ! (et 1.35).
19.50 Le Bébête Show (et 2.20).
20.00 Journal.
20.15 Face à la Une. Avec Dominique Voynet.
20.35 Météo.

20.40 Sport : Football. En direct du Parc des Princes. Demi-finale de la Coupe de France,Paris Saint-Germain-Olympique de Marseille ; 20.45, Coup d'envoi ; 21.30, Mi-temps, Tiercé, La Minute hippique ; 21.45, 2e période.
22.40 Sport : Boxe. En direct du palais des sports Marcel-Cerdan de Levallois, Championnat d'Europe des poids lourds : Christophe Bizot (France)-Zeljko Mavrovic (Croatie).
0.20 3 000 scénarios contre un virus (et 1.30).
0.25 Je suis venu vous dire. Invités : Jean Nouvel, Jean-Paul Gaultier.
2.25 Journal et Météo.
2.40 Programmes de nuit. Reportages (rediff.) ; 3.00, TF 1 nuit (et 4.05, 4.40) ; 3.10, Histoire de la vie ; 4.15, Série : *Passions* ; 4.50, Musique ; 5.05, Histoires naturelles.

FRANCE 2

13.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Jacques Cheminade ; Jacques Chirac ; Jean-Marie Le Pen ; Dominique Voynet (5 min chacun).
14.00 Bourse, Météo.
14.10 Série : Inspecteur Derrick.
15.15 Série : L'Enquêteur.
16.05 Tiercé à Longchamp.
16.25 Variétés : La Chance aux chansons (et 4.50).
17.10 Des chiffres et des lettres.
17.45 ▶ Série : Code Lisa.
18.15 Série : Sauvés par le gong.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne (et 3.10).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 2.40).
19.59 Journal. 20.50, Météo.
20.25 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Philippe de Villiers ; Edouard Balladur ; Arlette Laguiller ; Lionel Jospin ; Robert Hue (2 min chacun).

20.55 Cinéma : Garçon. ■■ Film français de Claude Sautet (1983).
22.45 Magazine : Ça se discute. Le sport paie-t-il le prix du spectacle ? [2/2] Pourquoi tant de haine ?
0.15 Les Films Lumière.
0.20 Journal, Météo, Journal des courses.
0.50 Le Cercle de minuit.
2.10 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Robert Hue ; Edouard Balladur (15 min chacun).
3.35 Programmes de nuit.

FRANCE 3

13.35 Magazine : Vincent à l'heure.
14.52 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Philippe de Villiers ; Edouard Balladur ; Arlette Laguiller ; Lionel Jospin ; Robert Hue (2 min chacun) (et 18.00).
15.10 Colorado sauvage.
15.35 Série : Simon et Simon.
16.30 Les Minikeums.
17.20 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Patatras*, de Giuseppe Culicchia.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.

20.50 11e Golden Circus Festival à Rome.
22.20 Météo et Journal.
22.45 Campagne officielle pour l'élection présidentielle. Avec Jacques Cheminade ; Jacques Chirac ; Jean-Marie Le Pen ; Dominique Voynet (5 min chacun).
23.20 Mardi chez vous.
0.45 Les Cinq Continents. Hommage à Paul-Emile Victor [2/3]. Un rêveur dans le siècle. De pôles en pôles, d'Eliane Victor.
1.30 Sport : Voile.
1.40 Musique Graffiti. *Concerto pour piano et orchestre nº 1*, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit (15 min).

M 6

13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
15.10 Musique : Boulevard des clips (et 1.25, 5.55).
17.00 Variétés : Hit Machine.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : Nick Mancuso.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : Caraïbes offshore.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Sport : Rallye de Tunisie (et 1.20).
20.05 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : E = M 6.
20.45 Magazine : Grandeur nature. Les iguanes des Galapagos. *Vie et mœurs d'animaux aux allures quasi préhistoriques, aussi à l'aise sur terre que sous l'eau.*

20.50 Cinéma : Les Goonies. ■ Film américain de Richard Donner (1985).
22.50 Téléfilm : Les Blessures du silence. De Dan Lerner.
0.25 Série : Les Professionnels. A l'Est, du nouveau.
2.30 Rediffusions. Culture pub ; 3.15, Nature et civilisation (2) ; 4.10, Jazz 6 ; 5.05, Portrait des passions françaises (L'admiration) ; 5.30, E = M 6.

CANAL +

13.35 Cinéma : Germinal. ■■ Film franco-hongrois d'Yves Allégret (1963).
15.20 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.15 Cinéma : Belle Epoque. ■■ Film espagnol de Fernando Trueba (1992).
18.05 Canaille peluche. Crocs malins.

En clair jusqu'à 19.00

18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Sport : Basket-ball. En direct. CSP Limoges-Real Madrid. Demi-finale du Championnat d'Europe des clubs à Saragosse (Espagne) ; 19.00, coup d'envoi. *Il y a deux ans, presque jour pour jour, le 13 avril 1993, le Cercle Saint-Pierre Limoges s'imposait en demi-finale du championnat d'Europe des clubs au Real Madrid (62-52). Deux jours plus tard, les Limougeauds disposaient en finale du Benetton Trevise à l'issue d'une fin de partie à l'atmosphère irrespirable (59-55). L'histoire va-t-elle bégayer ?*

20.40 Cinéma : Proposition indécente. □ Film américain d'Adrian Lyne (1992).
22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Raining Stones. ■■■ Film britannique de Ken Loach (1993, v.o.).
0.02 Pin-up.
0.05 Téléfilm : Facteur VIII. D'Alain Tasma.
1.33 Surprises (et 2.50).
2.00 Documentaire : Cent ans de cinéma américain. 2. Les Stars.

LA CINQUIÈME

13.30 Le Monde des animaux. Les monarques, papillons voyageurs.
14.00 Le Sens de l'Histoire. Pearl Harbor (rediff.).
15.00 Magazine Emploi.
15.45 Les Ecrans du savoir. Au fil des jours ; Inventer demain ; Allô ! la Terre ; Eco et compagnie ; Cinq sur cinq ; Cogito ; Langues : espagnol et anglais (rediff.).
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Histoire de la bande dessinée. Manga,Manga.
18.30 Le Monde des animaux. Kookaborra, martin-pêcheur.
18.55 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach.
19.30 Documentaire : Gare au faux [1/2]. L'authentique et l'original, d'Alfred Vendl.
20.15 Documentaire : Design [1]. La Swatch, de Reiner E. Moritz. *La petite montre révolutionnaire...*
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Magazine : Transit (et 1.50). Présenté par Pierre Thivolet. Profession : chômeur. *Cinquante millions de chômeurs en Europe. « Transit » fait le point sur les différentes politiques mises en œuvre pour lutter contre ce problème socio-économique.*
21.45 ▶ Soirée thématique : Beyrouth. Proposée par Wolfgang Vogel.
21.46 Documentaire-fiction : Il était une fois Beyrouth. Histoire d'une star, de Jocelyne Saab (v.o.).
23.30 Reportage : Beyrouth, horizon 2000. De Wolfgang Vogel (v.o.).
23.55 Documentaire : Entre nous deux, Beyrouth. De Dima El Joundi (v.o.).
0.45 Bibliographie.
0.55 Téléfilm : Sous le signe de la violence. De Brian Tilley [3/3]. Feu contre feu (53 min).

CÂBLE

TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Paul-Emile Victor : un rêveur dans le siècle. De Jean-Louis Comolli [3/3]. L'Antarctique, un continent pour la science. 21.00 Mediterraneo. 21.30 Perfecto. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.35 Le Grand Jeu de TV5. 22.40 Bouillon de culture. 0.00 Viva. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 19.40 Les Kennedy : destin tragique d'une dynastie. De Phillip Whitehead et James A. Devinney [3/3]. Nous sommes tous mortels. 20.35 L'Ouest, le vrai. De Craig Haffner [61/65]. Jurassic Ouest. 21.25 Valérian et Laureline. De Jean-Loup Martin. 21.55 L'Enfance. De Geoff Haines-Stiles, Eugène Marner et Erna Akuginow [4/7]. Au pays des géants. 22.50 Les Mutants. De Marc Laine et Karim Ellyas. 23.45 Escales : l'Ouest canadien. De Pierre Brouwers. 0.40 Les Premiers Américains. De Simon Campbell Jones (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.35). 19.45 Archives. 20.00 Premières loges (et 21.55). 21.00 Jean-Edern's Club. 22.25 Autour de minuit. ■■ Film franco-américain de Bertrand Tavernier (1986). 1.00 Paris modes (60 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 La Panthère rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Le Bus magique ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, Sébastien et la « Mary-Morgane » ; 18.55, Cinéma ; 19.00, Atomes crochus ; 19.15, Cinéma ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro. 20.00 Cajou.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 21.25 Série : Michel Vaillant. 21.50 The Muppet Show. 22.15 Chronique bakélite. 22.20 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Prague, août 1917. 23.10 Truck in USA. De Fabrice Richard. 0.10 Série : Monty Python's Flying Circus. 0.40 Country Box (30 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Docteur Quinn, femme médecin. 19.50 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Supercopter (et 0.10). 21.35 Le Club. 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. 23.20 Série : Equalizer. 1.00 Série : Le Gerfaut (45 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 0.00). 20.10 MCM Mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 X Kulture. 21.30 MCM Rock Legends. 23.00 MCM Backstage. 0.30 Blah-Blah Métal. 1.00 Vidéoclips.

MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 Série : The Real World 1. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 20.00 Motors. 20.55 Basket-ball. Championnat d'Europe des clubs : Finale à quatre à Saragosse. En direct. 2e demi-finale. Olympiakos Le Pirée (Grèce)-Panathinaïkos Athènes (Grèce). En différé. 1re demi-finale. CSP Limoges (France)-Real Madrid (Espagne). 0.00 Rallye de Tunisie. 2e jour. 0.30 Pentathlon moderne. 1.00 Eurosportnews (30 min).

CINÉ CINÉFIL 19.00 Sylvia Scarlett. ■■ Film américain de George Cukor (1935, N. v.o.). 20.30 Croquemitoufle. ■ Film français de Claude Barma (1958, N.). 21.45 Faubourg Montmartre. ■■ Film français de Raymond Bernard (1931, N.). 23.20 Pygmalion. ■■ Film britannique d'Anthony Asquith (1938, N., v.o.). 1.00 The Phantom Light. ■ Film britannique de Michael Powell (1934, N., v.o., 70 min).

CINÉ CINÉMAS 18.30 Le Divorcement. ■ Film français de Pierre Barouh (1979). 20.30 L'Amour avec des gants. ■ Film italien de Maurizio Nichetti et Guido Manuli (1991). 22.00 Abyss. ■ Film américain de James Cameron (1989, v.o.). 0.25 Feu de minuit. Film américain de John Nicolella (1992, 90 min).

RADIO

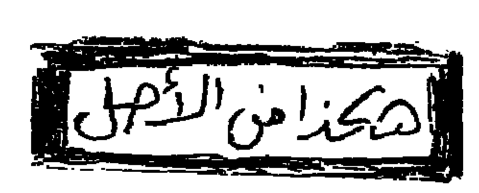
FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Parsifal et l'Enchantement du vendredi saint. 2. L'âme du monde dans un jardin. 20.30 Archipel médecine. Autour de l'agence nationale du médicament. 21.30 Grand Angle (rediff.). Qu'avez-vous fait de votre liberté ? Les dissidents hongrois à l'épreuve du pouvoir. 22.40 Les Nuits magnétiques. Trinidad, la dernière des îles sous le vent. 1. De Port d'Espagne à Port-of-Spain.

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 12 décembre 1994, au Musikverein de Vienne, Robert Holl, baryton-basse, Rudolf Jansen, piano : Œuvres de Pfitzner : Nachts op. 26 nº 2 ; Ich aber weiss op. 11 nº 2 ; An die Mark op. 15 nº 3, In Dantzig op. 22 nº 1 ; Zorn op. 15 nº 2 ; An den Mond op. 18 ; Abbitte op. 29 nº 1 ; Herbsthauch op. 29 nº 2 ; Willkommen und Abschied op. 29 nº 3 ; An die Nachtligallen op. 21 nº 2 ; Leuchtende Tage op. 40 nº 1 ; Herbstgefühl op. 40 nº 4 ; Sehnsucht op. 40 nº 3 ; Hussens Kerker op. 32 nº 1 ; Säerspruch op. 32 nº 2 ; Eingelegte Ruder op. 32 nº 3 ; Lass scharren deiner Rosse Huf op. 32 nº 4 ; Auf die Morgenröte ; Der Verspätete ; Das Alter op. 41 nº 3. 22.00 Soliste. DietrichFischer-Dieskau, baryton : Das Lied von der Erde, de Mahler, par le Philharmonia orchestra, dir. Paul Kletzki ; Verlassen op. 6, Der Wanderer op. 6, de Schoenberg. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Berio, Xenakis.

Les interventions à la radio

Sud Radio, 7 h 47 : Interview de Jacques Cheminade.
RMC, 7 h 50 : Robert Hue (« La Politique autrement »).
RMC, 8 h 15 : François Bayrou (« Crible »).
France-Inter, 8 h 20 : Philippe de Villiers (« Questions par A + B).
France-Inter, 19 h 20 : Dominique Voynet (« Le Téléphone sonne »).
RMC, 18 h 30 : Lionel Jospin, en direct de Paris (« Spéciale présidentielle RMC-*Le Figaro* »).
RTL, 18 h 30 : Philippe de Villiers (« Grand Jury spéciale présidentielle »).
Radio Classique, 19 h 30 : Lionel Jospin (« Rendez-vous politique »).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.



Le Monde
MARDI 11 AVRIL 1995

Virus de campagne

par Pierre Georges

C'EST LE VIRUS de la politique. Il rend parfois bête et méchant. Dans cette salle de Bercy chauffée à blanc et qui témoigne du réel impact de Jacques Chirac auprès des jeunes, Line Renaud est à la tribune.

Line Renaud, ce n'est plus tout à fait leur genre de chanson à ces milliers de jeunes. Pas même pour une Chirac party, une rave présidentielle. Mais c'est une femme bien, généreuse, engagée depuis des années dans le combat et l'action d'information contre le sida. Line Renaud est chiraquienne aussi de toute éternité, ce qui est son choix et son droit. Et il n'est de grand-messe où elle ne soit venue chanter les louanges sans réserve du « Grand Jacques ».

Elle est à la tribune, vêtue de rose et de noir, et parle aux jeunes de son combat, de leur combat, *« en femme, non en artiste »*. Elle leur parle de *« cela »* qui existait avant et existera après l'élection présidentielle. *« Vous êtes en guerre contre un virus, un virus redoutable »*, dit-elle.

Que répond la salle ? *« Balladur, Balladur »*. Elle parle sida. Que scandent les milliers de jeunes ? *« Fabius assassin. Fabius assassin ? »*. Elle parle capote. Que crie cette foule,cette houle tricolore et turbulente ? *« Chirac président, Chirac president »*.

Bien sûr, ce n'est qu'un meeting électoral. La passion n'est jamais trop regardante. On ne contrôle pas si facilement les réactions d'une foule partisane. Il n'empêche ! Cette irruption, cette exploitation de la pandémie, un dimanche à Bercy, a quelque chose de choquant. Non pas qu'il ne faille pas en parler. Mais pas là ! Pas dans ces conditions-là ! Le virus, le vrai, ne vote pas Chirac ! Il n'est ni de droite, ni de gauche. Son camp est de tous les camps. Il n'est ni balladurien, ni jospiniste, ni communiste, ni lepéniste. Il ne sortira pas vaincu des urnes. Et rien dans le programme de Jacques Chirac, pas plus que dans celui de ses rivaux, ne saurait garantir l'extinction du sida au soir du 7 mai. Pas plus, d'ailleurs, que celle du paupérisme ou du chômage.

La démagogie peut être ainsi pavée des meilleures intentions. La vraie démagogie – celle qui consiste à marquer l'adversaire du sceau de l'infamie, d'une tâche de sang contaminé au front ou à le considérer à l'égal du fléau, – peut être suscitée par l'évocation publique d'un vrai-problème. Mais on ne surfe pas, sans risques, sur une calamité nationale et mondiale.

Telle n'était assurément pas l'intention de Line Renaud. Cette femme, en sa courageuse cause, est suffisamment avertie pour ne pas ignorer que des slogans électoraux n'ont pas leur place dans ce combat contre la maladie. Elle s'est saisie de la tribune face à des milliers de jeunes pour parler aux jeunes d'un mal qui les concerne prioritairement. La difficulté, l'erreur fut sans doute de parler de ce mal en un meeting consacré a célébrer les mérites d'un bien, le bien chiraquien.

La démarche, en ce sens, ne pouvait que prêter a confusion des genres entre le mal absolu, le sida, et le bien relatif, Chirac. Ce dernier voulait prouver que des milliers de jeunes adhéraient a ses idées. Et non se trouver débordé par un virus de campagne !

M. Mitterrand brosse le bilan de sa vie dans un livre d'entretiens avec Elie Wiesel

Le président de la République revient sur son enfance, la religion, l'écriture, la politique

AU MILIEU D'ÉCHANGES sur l'enfance, la foi, le pouvoir, la guerre, Elie Wiesel exprime l'*« angoisse »* et le *« trouble »* qu'ont causés les révélations de l'automne 1994 sur les relations de François Mitterrand avec René Bousquet. Sur la nature et les dates de ces relations avec l'ancien secrétaire général de la police de Vichy, le Prix Nobel souhaite des *« réponses aussi complètes que possible »*.

« Je vous réponds parce que c'est vous », affirme François Mitterrand, qui prévient en avant-propos qu'il a *« mis en forme »* lui-même *« ce travail de mémoire »*. *« Autrement je n'ai pas de comptes à rendre à ces gens qui s'érigent en juges on ne sait trop pourquoi. »*

François Mitterrand précise qu'il n'a pas connu Bousquet pendant la guerre. Quand il l'a rencontré, en 1949, il savait que ce dernier avait été au gouvernement de Vichy, puis déporté par les Allemands. *« Là s'arrêtait* [sa] *science. »* Comme ministre de l'intérieur (1954-1955), il n'a pas cherché à en savoir plus. La Haute Cour, *« qui avait décidé de tres nombreuses exécutions, l'avait condamné à cinq ans d'indignité nationale, mais l'avait aussitôt relevé de cette indignité pour faits de résistance »*.

Jusqu'à sa mise en cause publique, en 1978, Bousquet appartenait à de nombreux conseils d'administration, auprès de *« personnalites éminentes qui semblent l'avoir oublie »*. Il existait *« un consensus de respectabilité »* autour de lui. De plus, Bousquet *« participait au conseil de direction »* de *La Dépêche du Midi*, où François Mitterrand écrivait des éditoriaux.

Et les lois antijuives de Vichy, le président les ignorait-il vraiment, après son évasion d'Allemagne? François Mitterrand s'explique. En captivité, les moyens manquaient pour suivre les étapes de la législation française. En rentrant, il ne s'est pas *« jeté sur le* Journal officiel ». De voir les étoiles jaunes et d'apprendre le statut des juifs l'a *« éloigné d'un système qui acceptait ce crime »*, et il l'a *« combattu »*.

La plus grande partie du livre porte sur les enfances respectives des interlocuteurs et leur formation religieuse. François Mitterrand rappelle qu'il a été initié aux beautés de la littérature par son contemporain Claude Roy, comme lui originaire de Jarnac. Mais il ne se voyait pas écrivain, plutôt dans la peau d'un tribun de la Convention. Du grenier où il lit les orateurs de la Révolution, il lance des appels à l'Histoire, il rêve d'en modifier le cours.

Une fois monté à Paris, il se voit en *« homme de pouvoir »*, sans penser vraiment à la politique. On le dit *« renfermé »*. Il ne se confie guère. Il a l'*« imagination destructrice »*. Il éprouve des *« susceptibilités »* plus que des *« révoltes »*. Il se montre plus *« taquin »* qu'*« espiègle »*. Il est sensible à la nature. Il écrit des poèmes sur les rivières. Il lui arrive de les relire, comme de revisiter les photos d'une enfance qu'il n'a pas eu à renier.

Il a adopté la devise de Willy Brandt : « J'ai fait ce que j'ai pu »

A propos d'enfance, qu'a-t-il ressenti, en août 1993, devant le cliché des cent vingt enfants handicapés, abandonnés non loin de Sarajevo? *« Une douleur insupportable. »* Que faire? *« En prendre davantage conscience. Cela fait partie du malheur du monde. Je ne m'incline pas devant la fatalité, mais nous ne sommes pas encore sortis de la barbarie. »* Faire un geste? Envoyer cinquante intellectuels sur place? Certains y pensent. *« Nous avons nos soldats »*...

On sait que la pensée de la mort a toujours été familière à François Mitterrand, depuis la disparition d'une grand-mère, l'agonie de sa mère. Chaque soir, il honore son serment de penser à ses disparus. Mais il ne croit pas aux retrouvailles promises par le catholicisme de sa jeunesse. Il admet l'existence d'un *« principe »* spiritualiste et d'une *« explication »*, mais son esprit agnostique hésite sur les modalités de cette explication. Il ne pratique pas. Il a perdu la foi à la guerre. Il se méfie des dogmes, qui conduisent aux intolérances et aux persécutions. Le fanatisme et l'intégrisme ont, à ses yeux, *« quelque chose de stupide »*. Rien ne lui démontre l'existence d'une *« justice supérieure »*.

Lui-même pense-t-il avoir commis des « injustices »? Pas *« consciemment »*. Quant à prier, cela lui arrive encore, au sens de diriger sa pensée vers une force supérieure et inconnue, y compris devant la maladie, les opérations: *« Je ne suis pas plus courageux qu'un autre... Je suis un patient résigné. »* Mais sa raison l'invite bientôt à *« interrompre ce dialogue qui n'est peut-être qu'un monologue »*.

Longuement félicité par Elie Wiesel pour sa connaissance de la Bible (sauf qu'il déteste Jérémie!), pour son amour du peuple juif et son action en faveur d'Israël, François Mitterrand souligne qu'il a seulement *« contribué »* à leur rendre justice. Il souhaiterait séjourner en Israël, après son septennat, y vivre, y écrire.

Le président revient abondamment sur les chocs de l'avant-guerre et de la drôle de guerre. Il donne à relire son article d'avril 1938 sur l'Anschluss, dans lequel il pressent *« la venue triomphale du dieu de Bayreuth sur le sol de Mozart »*. Pour le reste, l'opinion française ignorait la réalité de l'Allemagne nazie. *« Nous avions une idée peu claire de la Nuit de cristal. »* Viennent la débâcle, la blessure, la captivité. Il a fallu attendre 1945 pour découvrir ce que Wiesel a connu d'*« incommunicable »*.

Sur la lecture et l'écriture, il s'est déja beaucoup expliqué. On voit confirmés son souci de polir ses textes, son goût pour l'essai plus que pour le roman. Expliquer son époque à ses contemporains, telle est sa meilleure raison d'écrire. Dans ses prédilections, Tolstoï a éclipsé Dostoïevski, Malraux reste à une place seconde, le Gide de *La Porte étroite* garde ses faveurs. L'historien Fernand Braudel et l'ethnologue Claude Lévi-Strauss demeurent en tête des penseurs contemporains les plus *« universels »*.

Les réflexions finales sur le « pouvoir » valent pour une sorte de bilan. La sagesse, écrit François Mitterrand, est de rechercher des contre-pouvoirs, sachant que le chef de l'Etat ne connaît que deux limites : la sanction populaire et le sens de son devoir. Il espère avoir alimenté la *« foi dans le destin de l'humanité, de la France, de l'Europe »*. L'abolition de la peine de mort et des juridictions d'exception, la décentralisation, la défense des peuples opprimés du tiers-monde sont quelques-uns de ses sujets de satisfaction.

Après avoir prophétisé pour le prochain siècle une société de production *« différente »* sous l'effet des technologies, un essor du culturel, la multiplication des sectes par absence de foi, et souhaité que ne se reproduisent pas des débordements comme ceux de l'Allemagne de 1933, François Mitterrand adopte la devise que Willy Brandt a fait graver sur sa tombe: *« J'ai fait ce que j'ai pu. »*

Bertrand Poirot-Delpech

★ ***Mémoire à deux voix***, **de François Mitterrand et Elie Wiesel. Editions Odile Jacob, 220 p., 130 F.**

Affaire Bousquet : « Le procès qui m'est fait m'indigne... »

Au cours de leurs entretiens, Elie Wiesel insiste sur les relations entre François Mitterrand et René Bousquet, l'ancien secrétaire général de la police de Vichy. Pourquoi, en 1994, l'avoir qualifié de *« sympathique »*, *« compétent, brillant, exceptionnel de carrure »*? Le président rappelle la condamnation de 1949 aussitôt relevée pour services rendus à la Résistance. Il note qu'*« un homme aussi exigeant que Klarsfeld ne déposera plainte qu'en 1989 »*, alors que lui, Mitterrand, a cessé de voir René Bousquet en 1986. Notons cependant que Me Serge Klarsfeld avait déposé dès 1978 une plainte pour crimes contre l'humanité visant Jean Leguay, principal subordonné de Bousquet.

M. Mitterrand *« n'est pas homme à renier son jugement »*. *« Le Mal,* ajoute-t-il, *ne s'incarne qu'exceptionnellement dans un homme. » « Que Bousquet ait commis des fautes »* conduisant *« à des crimes »*, *« c'est malheureusement le cas »*. Bousquet *« s'est leurré, il s'est fourvoyé »*. M. Mitterrand ne le *« réhabilite pas »*. Il dit les choses *« comme il les voit »*. *« Je n'ai aucun regret ni remords à avoir »*, souligne-t-il. *« Et pourquoi donc? Ce procès qui m'est fait m'indigne... J'essaie de juger mes actions autant que faire se peut. Je suis en paix avec moi-même. »*

SOMMAIRE

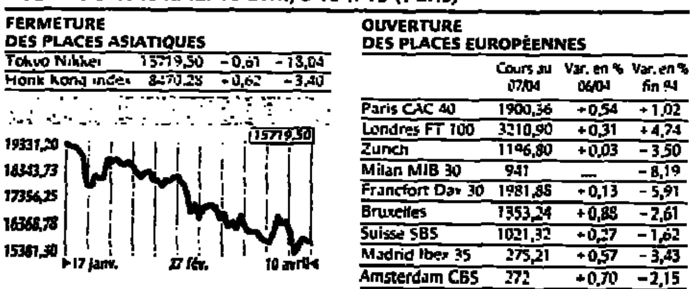
SERVICES

BOURSE

Cours relevés le lundi 10 avril, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	15719,50	– 0,61	– 13,04
Hong Kong index	8470,28	+ 0,62	– 3,40



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 07/04	Var. en % 06/04	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1900,36	+ 0,54	+ 1,02
Londres FT 100	3210,90	+ 0,31	+ 4,74
Zurich	1196,80	+ 0,03	– 3,50
Milan MIB 30	941	—	– 8,19
Francfort Dax 30	1981,88	+ 0,13	– 5,91
Bruxelles	1353,24	+ 0,88	– 2,61
Suisse SBS	1021,32	+ 0,27	– 1,62
Madrid Ibex 35	275,21	+ 0,57	– 3,43
Amsterdam CBS	272	+ 0,70	– 2,15

DEMAIN dans « Le Monde »

LIONEL JOSPIN LE SOLITAIRE : personnalité contrastée, secret et convivial, orgueilleux et pudique, le candidat socialiste à l'élection présidentielle a organisé son isolement pour en tirer profit. La campagne projette sa solitude face aux Français.

Tirage du *Monde* daté dimanche 9-lundi 10 avril 1995 : 541 256 exemplaires

DANS LA PRESSE

La pêche aux jeunes

INFOMATIN

Après des années de vaches maigres, le volontarisme a soudainement retrouvé ses vertus. Et ses vices : promesses valent désormais programmes. Les deux amis de trente ans s'y adonnent avec délectation, démagogie et flonflons. Jospin qui, lui, rechigne y gagne peut-être en crédibilité, pas forcément en audience. Les jeunes, eux, risquent de rester insensibles à ce drôle de show dont le casting les déçoit.

Marc Jézégabel

LIBÉRATION

Rarement les jeunes ont autant plébiscité – au moins dans les sondages – un candidat issu d'un parti qui n'a guère brillé jusqu'ici par sa compréhension des grands courants de la jeunesse. Certes l'on dira qu'avoir vingt ans aujourd'hui, c'est avoir une mémoire politique qui remonte au mieux à Bérégovoy... Et qu'à ce compte-là, Chirac fait figure d'homme neuf !

Jean-Michel Helvig

EUROPE 1

Il y a un problème chez les jeunes sans formation. C'est l'une des questions majeures en France. Ce problème se pose plus particulièrement quand il y a une reprise, à un moment où il y a une désespérance qui surgit. (...) Disons que le nouvel élu, par nature, aura une marge économique, aura une marge politique, et qu'à l'issue de cette campagne, il y a deux choses qui sont sorties clairement : l'augmentation des salaires directs et la formation des jeunes. La question est de savoir si ces deux objectifs ne sont pas en partie contradictoires.

Alain Duhamel

■ **CINÉMA : le Grand Prix du Festival du film** policier de Cognac (Charente) a été attribué, dimanche 9 avril, à *Petits meurtres entre amis*, de l'Ecossais Danny Boyle. Le Prix spécial du jury a été décerné à *Innocents et coupables* de l'Américain Paul Mones. Le Prix de la critique est allé au film japonais *Sonatine, mélodie mortelle*, de Takesha Kitano, et *Terre sainte*, de Xavier Giannoli, a obtenu le Prix du court métrage.

■ **ANTI-IVG : une dizaine de** militants anti-avortement se sont enchaînés, lundi 10 avril, dans le centre d'orthogénie de la maternité de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Une patiente venue à l'hôpital pour subir une IVG, a dû regagner son domicile. Deux prêtres catholiques figureraient parmi le commando des *« Sauveteurs »*.

■ **TCHÉTCHÉNIE : les avions russes ont bombardé**, dimanche 9 avril, les montagnes du sud de la Tchétchénie au-dessus du village de Chatoï (60 km au sud de Grozny). – *(AFP.)*

هكذا من الأصل